



**UNE HISTOIRE EN REVOLUTION ?
DU BON USAGE DES ARCHIVES, DE MOSCOU ET D'AILLEURS**

SOUS LA DIRECTION DE SERGE WOLIKOW

EUD

***Une histoire en révolution ?
Du bon usage des archives,
de Moscou et d'ailleurs***

ISSN : 1258-0899.

ISBN : 2-905965-13-4.

© : 1996 - IHC/UMR 5605 - Université de Bourgogne.

Illustration de couverture : Façade du bâtiment du CRCEDHC à Moscou [ancien Institut du marxisme-léninisme] Agence Ria-Novosti.

Maquette et mise en page : Rosine Fry.

PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE

LXXXIV

INSTITUT D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - UMR CNRS 5605

**UNE HISTOIRE EN RÉVOLUTION ?
DU BON USAGE DES ARCHIVES,
DE MOSCOU ET D'AILLEURS**

**sous la direction de Serge Wolikow
avec la collaboration de Maurice Carrez,
Michel Cordillot, et Jean Vigreux**

EUD

EDITIONS UNIVERSITAIRES DE DIJON

REMERCIEMENTS

Ce livre est un ouvrage collectif au plein sens du terme. De très nombreuses personnes ont collaboré à son élaboration, particulièrement l'équipe de l'Institut d'histoire contemporaine à qui nous tenons à exprimer toute notre gratitude. Nous tenons à saluer l'appui que de nombreux archivistes ont apporté à notre travail ; en particulier Charles Kecskeméti, secrétaire général du Conseil international des Archives, Georges Mouradian, directeur des Archives du Monde du Travail à Roubaix, Françoise Vignier, directrice des Archives départementales de la Côte-d'Or. Le soutien financier du Conseil régional de Bourgogne et de l'Université de Bourgogne nous a été d'un grand secours ; nous remercions vivement tous ces organismes, et plus particulièrement Madame Jocelyne Pérard, président de l'Université, et le directeur des EUD, Monsieur Jean Bart, qui a accepté d'accueillir ce livre dans la collection des publications de l'université de Bourgogne.

La réalisation de cet ouvrage, sa maquette, sa mise en page et son indexation ont été prises en charge par Rosine Fry, assistée de Thierry Mansot et Lilian Vincendeau.

Serge WOLIKOW

SOMMAIRE

Principaux sigles	9
Introduction	11
I^{ère} partie - Retour sur l'historiographie et les archives des I^{ère} et II^e Internationales	19
Michel Cordillot - <i>Archives et historiographie de l'AIT : un bilan et quelques éléments de réflexion</i>	25
Daisy E. Devreese - <i>À propos de la correspondance des militants belges de l'AIT (1865-1877) : réflexion sur les problèmes liés à l'édition de documents</i>	31
Maurice Carrez - <i>Otto Ville Kuusinen avant 1918 : les archives et leur interprétation</i>	41
Michel Ralle - <i>À propos de la formation du PSOE (1872-1910) : archives, sources de presse et culture ouvrière</i>	55
Claudie Weill - <i>L'héritage scientifique de Georges Haupt</i>	67
II^e partie - Archives du communisme : renouvellement des outils et problèmes	73
Mikhaïl Panteleiev - <i>Les archives du Komintern à Moscou : possibilités et limites</i>	79
Francesca Gori - <i>À propos de la publication des archives du Kominform</i>	85
Bernhard H. Bayerlein - <i>Un aperçu des archives sur le communisme à Berlin et Potsdam</i>	91
Robert Comeau et Bernard Dansereau - <i>Les archives sur la répression anticommuniste au Québec et au Canada, 1919-1956</i>	105
Pierre Broué - <i>Les archives de Trotsky</i>	117
Denis Peschanski - <i>Pour une utilisation raisonnée des archives</i>	121

III^e partie - Prolonger les chantiers déjà ouverts de l'histoire du communisme	129
Aldo Agosti - <i>L'historiographie du Komintern et ses sources jusqu'en 1990</i>	133
Claude Pannetier - <i>À propos du dictionnaire biographique des Kominterniens</i>	141
Jean Vigreux - <i>Les archives du Krestintern</i>	151
Michel Dreyfus - <i>Le débat sur le « syndicalisme à bases multiples » à travers les archives du Profintern. . . et quelques autres</i>	159
Monty Johnstone - <i>Le parti communiste britannique vu de Moscou ou de Londres au temps du Komintern</i>	169
Silvio Pons - <i>La direction stalinienne et le Kominform : quelques réflexions sur la conférence de 1947</i>	177
IV^e partie - Archives de Moscou : pistes nouvelles et usages diversifiés	187
Brigitte Studer - <i>« Secrets d'organisation » et accès au savoir : ce que les archives russes nous apprennent sur les pratiques du pouvoir dans le Komintern</i>	193
Peter Huber - <i>Les organes dirigeants du Komintern : un chantier permanent</i>	211
Sabine Jansen - <i>L'apport des archives de Moscou à l'histoire du radicalisme</i> ...	227
Rémi Skoutelsky - <i>Les archives des Brigades internationales et l'analyse prosopographique</i>	241
Antonio Elorza - <i>Le Front populaire espagnol à travers les archives du Komintern</i>	249
Serge Wolikow - <i>L'histoire du PCF comme section nationale à l'épreuve des archives de l'IC</i>	275
Conclusion - Vers un renouveau de l'histoire du mouvement ouvrier ...	287
Résumés / Abstracts	293
Index	305

PRINCIPAUX SIGLES UTILISES

AIT :	Association Internationale des Travailleurs [Première Internationale]
AVER :	Amicale des anciens volontaires en Espagne républicaine
BI :	Brigades internationales
BP :	Bureau politique
BSI :	Bureau socialiste international
CC :	Comité central
CCN :	Commission consultative nationale
CDU :	Union démocrate chrétienne
CE :	Comité exécutif
CGPT :	Confédération générale des paysans travailleurs
CGT :	Confédération générale du travail
CGTU :	Confédération générale du travail unitaire
CNT :	<i>Confederación nacional del Trabajo</i> [confédération nationale du travail]
CRCEDHC :	Centre russe de conservation et d'étude de la documentation en histoire contemporaine
DSU :	<i>Demokratische Soziale Union</i> [Union des démocrates sociaux]
FSI :	Fédération syndicale internationale
GPU :	<i>Gosoudartsvennoie polititcheskoie upravlenie</i> ou <i>GUEPEOU</i> [administration politique d'État]
GRC :	Gendarmerie royale du Canada
GRU :	Contre espionnage russe
IAH :	<i>Internationale Arbeiter Hilfe</i> [Secours ouvrier international]
IAI :	Institut agraire international
IC :	Internationale communiste
IML :	Institut du marxisme-léninisme
IOS :	Internationale ouvrière socialiste
IRH :	<i>Internationale Rote Hilfe</i> [Secours rouge international]

<i>IISG</i> :	<i>Internationaal Instituut voor sociale geschiedenis</i> [Institut international pour l'histoire sociale]
<i>ISR</i> :	Internationale syndicale rouge
<i>KGB</i> :	<i>Komitet Gossoudarstvennoi Bezopasnosti</i> [Comité pour la sécurité d'État]
<i>KJI</i> :	<i>Kommunistische Jugend-Internationale</i> [Internationale communiste de la jeunesse]
<i>KJVD</i> :	Union des jeunesses communistes d'Allemagne
<i>KPD</i> :	<i>Kommunistische Partei Deutschlands</i> [Parti communiste d'Allemagne]
<i>LDPD</i> :	Parti libéral démocrate
<i>MEGA</i> :	<i>Marx-Engels-Gesamt-Ausgabe</i> [Édition des œuvres complètes de Marx et Engels]
<i>NKVD</i> :	<i>Narodny kommissariat vnoutrennik del</i> [Commissariat du peuple aux affaires intérieures]
<i>NSDAP</i> :	<i>Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei</i> [Parti des travailleurs nationaux-socialistes allemands]
<i>OBU</i> :	<i>One Big Union</i>
<i>OGPU</i> :	<i>Obiedinennoïe GUEPEOU</i> [Organe de la sécurité d'État]
<i>OMS</i> :	Section des liaisons internationales
<i>PC</i> :	Parti communiste
<i>PC(b)</i> :	Parti communiste (bolchevik)
<i>PCC</i> :	Parti communiste canadien
<i>PCE</i> :	Parti communiste d'Espagne
<i>PCF</i> :	Parti communiste français
<i>PCGB</i> :	Parti communiste de Grande-Bretagne
<i>PCR</i> :	Parti communiste russe
<i>PCR(b)</i> :	Parti communiste russe (bolchevik)
<i>PCS</i> :	Parti communiste suisse
<i>PCUS</i> :	Parti communiste de l'Union soviétique
<i>PDS</i> :	Parti de la démocratie socialiste
<i>POF</i> :	Parti ouvrier français
<i>PSOE</i> :	Parti socialiste ouvrier d'Espagne
<i>RFB</i> :	Ligue des combattants du Front rouge
<i>RFMB</i> :	Ligue des femmes et des jeunes filles rouges
<i>RUP</i> :	Rassemblement universel pour la Paix
<i>SDN</i> :	Société des Nations
<i>SDP</i> :	Parti social-démocrate [néerlandais]
<i>SED</i> :	Parti socialiste unifié d'Allemagne
<i>SKP</i> :	Parti communiste finlandais
<i>SPD</i> :	<i>Sozialdemokratische Partei Deutschland</i> [Parti social-démocrate d'Allemagne]
<i>SSDP</i> :	<i>Suomen Sosialidemokraattinen Puolue</i> [Parti social-démocrate finlandais]
<i>UGT</i> :	Union générale des travailleurs
<i>WEB</i> :	<i>Westeuropäisches Büro</i> [Bureau pour l'Europe occidentale]
<i>ZPA</i> :	<i>Zentrales Parteiarchiv</i> [Archives centrales du Parti]

INTRODUCTION

L'histoire des Internationales ouvrières est à l'intersection de l'histoire du mouvement ouvrier et de celle des relations internationales. Elle participe de l'histoire politique et de l'histoire culturelle autant que de l'histoire sociale. C'est déjà dans cette optique que se situait un premier ouvrage centré sur les avatars de l'internationalisme ouvrier à l'épreuve des guerres et des crises avec le souci d'une approche comparative aussi bien dans la durée que dans l'espace ¹.

Le présent recueil qui rassemble les contributions présentées à l'occasion du colloque « Archives et historiographie des Internationales ouvrières » qui s'est tenu à Dijon, les 15 et 16 décembre 1994, a le souci de répondre aux interrogations et aux réflexions suscitées par l'ouverture des archives des pays de l'Est et en particulier de la Russie tout en prolongeant la réflexion entamée sur l'histoire de l'Internationalisme.

Évoquer la question des archives pose la question des sources et des méthodes du travail historique et donc de sa nature. L'archive n'est pas, au cœur de cette activité de connaissance, un continent perdu dont l'historien serait le découvreur ou l'explorateur. L'historien invente également l'archive dans la mesure où il en exploite la richesse, la diversité et les différents sens possibles. L'écriture de l'histoire comme savoir critique et scientifique suppose une appropriation des archives, convoquées et interrogées, mais elle

1. Serge WOLIKOW et Michel CORDILLOT [dir.], *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'Internationalisme*, Dijon, EUD, 1993.

implique également un dialogue dans la mesure où ces archives obéissent à des logiques et des ruses qui ne les rendent pas évidentes. De ce point de vue la collaboration entre historiens et archivistes est non seulement précieuse, mais indispensable. Le travail des archivistes, en ce qui concerne notamment les archives contemporaines, conditionne la qualité de la recherche historique. La communication et la consultation des documents publiques s'améliorent, même si des progrès sont encore souhaitables dans ce domaine. Les difficultés sont bien davantage le fait de certaines autorités versantes que des archivistes. Aujourd'hui, plus que jamais, les archivistes et les historiens ont le même intérêt à réfléchir en commun sur des fonds d'archives dont il faut connaître l'histoire spécifique pour ensuite engager leur exploitation scientifique. De ce point de vue la participation au colloque de Dijon, à l'origine de cet ouvrage, d'archivistes aussi compétents dans leur domaine que Charles Kecskeméti, Georges Mouradian, Françoise Vignier et Denis Grisel témoigne d'une coopération dont nous souhaitons qu'elle se développe encore.

Partie prenante de l'histoire contemporaine, l'histoire des organisations ouvrières en partage les forces et les faiblesses : elle est particulièrement sensible aux conjonctures idéologiques et culturelles. Même si elle concerne en partie des époques pour lesquelles il n'existe plus d'acteurs ou de témoins vivants, les réalités qu'elle étudie sont encore directement associées à des enjeux actuels. L'interpellation du présent, très forte, alimente la curiosité, mais induit une demande souvent instrumentalisatrice. Le nationalisme, le communisme, le socialisme ou encore le syndicalisme et l'internationalisme sont, par exemple, des phénomènes socio-politiques qui conservent une résonance actuelle à laquelle le travail historique ne peut entièrement échapper. Encore convient-il d'éviter une sorte de retour à une histoire téléologique à l'heure où les idéologies politiques du mouvement ouvrier sont remises en question. L'histoire linéaire, longtemps dominée par un évolutionnisme optimiste, ne revient-elle pas en force sous la forme d'une histoire dominée par la recherche des sources originelles de ce qui serait l'échec final du mouvement ouvrier contemporain ?

Ces interrogations générales nous semblent nécessaires, mais insuffisantes, pour aborder les problèmes posés par les archives. Leur exploitation scientifique appelle une réflexion critique sur leur nature spécifique. C'est ce à quoi ce livre souhaite contribuer. Les remarques qui suivent éclairent le propos des instigateurs de cet ouvrage comme la démarche des différents auteurs qui ont accepté de bonne grâce les pistes de réflexion qui leur étaient proposées.

Si « les Archives sont au service de l'historien » selon la formule de Jean Favier ¹, il est toujours utile de connaître l'origine des fonds consultés. Qui a constitué ces archives ? Dans quels buts ? Quel était le fonctionnement de l'organisme qui a constitué ces fonds ?

1. Jean FAVIER, *Les Archives*, Paris, PUF, 1965, p. 65, Que sais-je ? n° 805.

Ces questions sont celles du chercheur, car l'archive a une histoire à commencer par celle de sa conservation et des tris qui l'ont précédée. L'historien du contemporain, confronté à la multiplication des sources imprimées risque d'être submergé par la masse des formulaires et des textes dactylographiés reproduits à plusieurs exemplaires, en plus des papiers traditionnels qu'étaient les lettres, les manuscrits.

L'ampleur des inventaires correspond à la masse et à la densité des fonds d'archives beaucoup plus importantes en histoire contemporaine. Le chercheur doit se défendre contre un penchant boulimique, tout en dominant sa frustration suscitée par la rigueur des règles de consultation ¹. Pour les périodes historiques récentes, elles sont strictes afin de sauvegarder les intérêts de l'individu et de la personne humaine. Pour autant les dérogations aux interdictions d'un côté, et les restrictions à la règle générale d'un autre, posent le problème du rôle de la puissance publique qui doit tout aussi bien garantir l'accès au savoir, protéger les libertés individuelles, qu'assurer la pérennité de l'État, obligations au nom desquelles on restreint trop souvent l'accès à des archives jugées brûlantes.

Ces remarques générales concernent tout autant l'histoire ouvrière que celle des mouvements sociaux et des organisations qui se revendiquent du mouvement ouvrier. Pendant longtemps, celui-ci n'a pas gardé ses archives, par prudence face à la répression et en raison d'une certaine sous-estimation de leur intérêt intrinsèque. Lorsque les organisations ouvrières comprirent l'intérêt d'une mémoire des événements et de leur activité comme facteurs d'identité pour l'éducation des futurs militants, ces archives sont devenues des enjeux de mémoire officielle, et parfois objets de querelles entre les différentes organisations. Elles ont souvent été instrumentalisées au service d'une histoire partisane par laquelle chaque force s'efforçait d'établir sa légitimité comme parti ou organisation du mouvement ouvrier. Il est utile de connaître cette histoire multiple avant de dépouiller de tels fonds, pour comprendre leur organisation.

Pendant très longtemps, malgré tout, l'histoire des mouvements ouvriers s'est faite à partir des fonds des archives publiques, ceux de la surveillance policière, ceux des renseignements généraux et des agents de l'État. De tels fonds sont précieux, mais ils ne concernent bien souvent que la partie visible de l'activité du mouvement ouvrier, à savoir un meeting, une manifestation, voire une grève ou une émeute. Ils sont donc partiels et constitués en fonction de la surveillance et de la répression. Les procès-verbaux établis pour fournir des arguments dénonciateurs induisent une vision déformée du mouvement ouvrier. Les textes produits par l'organisation constituent une autre ressource pour faire cette histoire du mouvement ouvrier ; ils permettent notamment d'écrire une histoire du discours explicite, mais pas celle de l'organisation en elle-même. Grâce à l'ouverture des fonds des archives russes, il est aujourd'hui possible, pour la période allant jusqu'à la

1. Sonia COMBE, *Archives interdites, les peurs françaises face à l'Histoire contemporaine*, Paris, Albin Michel, 1994.

deuxième guerre mondiale, d'émanciper l'histoire ouvrière des archives policières, mais aussi de ces documents officiels.

DU BON USAGE DES ARCHIVES

L'ouverture des archives du Komintern conservées au CRCEDHC (Centre Russe de Conservation et d'Étude de la documentation en Histoire Contemporaine, anciennement l'Institut du marxisme-léninisme : IML), ainsi que d'autres fonds conservés à l'ancien siège du PCUS, est considérée, à juste titre, comme un événement très important pour les chercheurs. Ces fonds longtemps gardés jalousement en grand secret, entrouverts parfois pour quelques dignitaires du régime soviétique, ont suscité de nombreuses frustrations chez les historiens du communisme. Durant les années soixante, avec la publication de documents du Komintern et du PCUS dans certaines revues historiques soviétiques, un premier pas avait été franchi. Très vite les dossiers de l'IML se refermèrent. Certains partis communistes purent recevoir sous forme de microfilms les copies de leurs propres archives, mais sans les cotes de conservation utilisées par les archivistes soviétiques, au nom d'un secret qu'il fallait garder sur l'ensemble des fonds. La sélection des archives reproduites restait opaque pour les destinataires. Ce n'est qu'à la fin des années quatre-vingt avec la perestroïka et à partir de 1991, avec la chute du régime soviétique, que ces archives sont devenues, dans leur plus grande partie, accessibles aux chercheurs, ainsi que les inventaires généraux. Au départ, la libéralisation générale voire la désorganisation aidant, tout était consultable sans aucune véritable règle de consultation. De nombreux historiens firent le voyage à Moscou à « l'assaut du ciel du Komintern » ; largement médiatisée cette quête d'archives, a parfois pris des formes que la longue frustration d'information ne pouvait justifier. Ainsi, certains historiens ont cru pouvoir acheter des archives et s'en réserver des droits d'exclusifs ! Ce patrimoine, comme l'a rappelé Charles Keskemeti, président du Conseil international des Archives, est celui de la Russie, du mouvement ouvrier international et donc de l'humanité, c'est pourquoi l'UNESCO suit de près ce dossier, de même que le Conseil international des archives auprès du Conseil de l'Europe. Pour éviter le pillage il faut des règles, afin d'empêcher le sensationnalisme journalistique et mercantile.

Évoquer le pillage possible, c'est mentionner la richesse de ces fonds : des centaines de milliers de documents, des kilomètres de rayonnages d'une variété extrême ¹. L'IML possédait depuis sa fondation les documentations de Marx, Engels, Lénine, puis Staline. Parallèlement, les soviétiques achetèrent, durant les années 20, des fonds d'archives privées concernant le mouvement ouvrier international, renouant ainsi avec une tradition russe d'achat de collections culturelles. C'est ainsi que les archives de Babeuf côtoient celles de Blanqui, de Barbès, etc. Le fonds principal pour les chercheurs de tous les pays est

1. Sabine JANSEN, « La boîte de Pandore des archives soviétiques », *Vingtième siècle*, n° 42, avril-juin 1994.

celui, immense, du Komintern qui comprend la documentation des organismes centraux tels ceux de son Comité Exécutif, de ses secrétariats, mais aussi de ses sections nationales et de ses filiales, syndicales, sportives, humanitaires, paysannes, culturelles, etc.

Cette masse de documents peut tenter ceux qui seraient à la recherche de scoops. Mais le travail de l'historien est un tout autre travail : il appréhende les logiques de ces archives, leur composition et leur intérêt, et toutes les pistes offertes pour de futures recherches. Comme le soulignait récemment Étienne François pour les archives de la Stasi ¹, ces archives doivent être soumises à la critique des sources, et il faut freiner son enthousiasme en se référant « aux règles élémentaires du métier » sur la constitution des fonds et sur leur apport : « Que disent-elles, que ne disent-elles pas ? » et l'auteur d'ajouter que les sources ne commencent à parler qu'à partir du moment où on les interroge, la qualité des réponses qu'elles peuvent apporter étant à la mesure de la qualité des questions qu'on leur pose. L'enjeu, quand on considère cette masse d'archives est, pour l'historien, d'éviter à tout prix le travers néopositiviste où la source tient lieu de recherche. Ainsi un travail rigoureux, fondé sur les principes mêmes de notre discipline, de notre démarche scientifique doit confronter ces archives aux nouveaux questionnements, aux autres sources et aux anciens travaux. Il impose l'observation des règles les plus générales de protection de la vie privée quand il s'agit des dossiers personnels. Ces principes rappelés, il faut souligner l'intérêt scientifique de ces archives pour les chercheurs.

De nombreux historiens qui avaient entrepris des recherches sur le communisme dans leurs différents pays ont commencé depuis 1991 à dépouiller, étudier ces archives. Pour eux comme pour de nouveaux chercheurs, il s'agit de relire les travaux antérieurs à la lumière de cette documentation nouvelle : confirmer, infirmer, nuancer et préciser leurs hypothèses et leurs conclusions. Toute l'historiographie du communisme doit être ainsi réévaluée ; les approches pionnières fondées généralement sur les publications officielles du Komintern (résolutions, tracts, presse, etc.), donc sur le discours politique produit par le Komintern, ne sont pas des chantiers à refermer et à jeter aux oubliettes de l'histoire, mais des chantiers à revisiter et à envisager sous d'autres angles. Plutôt que de faire « table rase du passé historiographique » dans l'urgence médiatique, il convient d'inventorier, de répertorier et finalement de réévaluer. À l'image des archéologues qui étudient et visitent à nouveau des sites déjà fouillés au XIX^e siècle ou au premier XX^e siècle, nous devons reconsidérer les travaux anciens à la lumière de ces archives tout en cherchant réponse à de nouveaux questionnements.

Ces fonds offrent la possibilité de poursuivre des travaux déjà bien avancés, ils ouvrent des nouveaux champs et rendent possible l'élaboration de projets plus ambitieux.

1. Étienne FRANÇOIS, « Les “trésors” de la Stasi ou le mirage des archives », *Autrement, Passés recomposés, Champs et chantiers de l'histoire*, n° 150-151, janv. 1995, p. 145-151.

L'histoire du mouvement ouvrier peut être renouvelée comme le démontrent les différentes contributions à cet ouvrage.

La mise en route de ces recherches réclame cependant des outils spécifiques et des moyens adaptés pour dominer la masse documentaire désormais accessible. Parmi ces outils on distinguera les inventaires et les recueils documentaires. Les premiers, sommaires ou analytiques, s'imposent pour surmonter la fragmentation des archives de l'IC réparties entre de multiples sous-catégories qui correspondent à la multiplicité de ses instances et organismes. L'informatisation des catalogues russes existants et la constitution d'inventaires détaillés pour des fonds spécifiques devraient permettre de résoudre au moins partiellement les problèmes de consultation. La constitution de corpus documentaires, possibles pour les archives des instances dirigeantes des sections nationales comme de l'IC est souhaitable pour générer des études comparatives et diversifiées. Une des ambitions de cet ouvrage est de présenter au lecteur un panorama des recherches comme des réflexions dans un domaine de l'histoire contemporaine dont le renouveau est inséparable d'archives qui représentent sans doute une chance pour son développement.

I^{ère} PARTIE
RETOUR SUR L'HISTORIOGRAPHIE ET LES
ARCHIVES DES I^{ère} ET II^e INTERNATIONALES

Les contributions rassemblées dans cette première partie ont pour point commun d'aborder, chacune à sa manière, l'histoire des deux premières Internationales ouvrières. Les questions traitées sont multiples. Elles couvrent en fait toutes les facettes de l'activité du chercheur, depuis le moment où celui-ci est confronté au document brut, jusqu'à celui de l'élaboration théorique et méthodologique qui aboutira finalement à son interprétation et à son utilisation dans une analyse globale cohérente. Ces textes ont donc une ambition double : fournir aux lecteur des éléments pour un bilan historiographique et méthodologique, et nourrir une réflexion susceptible d'apporter un éclairage pertinent sur les problèmes auxquels sont désormais confrontés les historiens de la III^e Internationale avec l'ouverture des archives du Komintern. Après avoir longtemps souffert de l'absence de sources internes, ces derniers sont aujourd'hui menacés d'enlèvement. Il est donc urgent pour eux de mener une réflexion approfondie sur la nature de cette documentation et sur l'usage raisonné qui peut en être fait. Or, les spécialistes des Première et Deuxième Internationales ont déjà une expérience suffisamment ancienne pour pouvoir faire l'objet d'une réflexion générale, y compris prospective.

De toutes les Internationales ouvrières, l'Association Internationale des Travailleurs (1864-1876) est celle qui a été la plus étudiée, celle aussi pour laquelle il y a eu le plus gros effort de collationnement archivistique et de publication des sources. Aussi est-il possible de dresser désormais un bilan historiographique d'ensemble. Michel Cordillot montre comment d'une approche institutionnelle, puis d'une approche de bas en haut, relevant

toutes deux à des degrés divers de l'histoire-légitimation, on est en train de passer à une histoire analytique et explicative qui devra largement s'appuyer sur des archives autres que celles des différentes instances de l'AIT afin d'écrire une histoire sociale de la Première Internationale.

Les archives internes aux différents niveaux de l'organisation constituent certes un point de départ obligé. Mais une fois surmontés tous les obstacles matériels – et cela n'est pas forcément aussi simple qu'on pourrait le croire – il apparaît que derrière l'apparente objectivité du document se cache en fait une formidable subjectivité. En réalité, le document d'archive n'existe pas sans l'historien, ainsi que le souligne Daisy Devreese à propos des correspondances échangées par les militants belges de l'AIT. C'est ce dernier qui va sélectionner tel ou tel document, l'utiliser, décider ou non de sa pertinence, bref qui va le faire vivre ou le renvoyer aux oubliettes poussiéreuses du carton dont il l'avait temporairement extrait. Et de nouveau, on entre de plain-pied dans des questions touchant aux rapports entre archives et méthodologie. La décision que prendra l'historien d'utiliser ou pas ledit document (et le cas échéant, de quelle manière ?) n'est donc jamais totalement indépendante de sa subjectivité, c'est-à-dire des questions qu'il a été amené à (se) poser.

Seules en effet des questions pertinentes peuvent faire parler les archives. Cela est particulièrement le cas lorsqu'on a affaire à des archives d'organisation, tant il est vrai que la logique qui a présidé à leur constitution est biaisée. On peut constater à l'usage, comme le fait Maurice Carrez en se penchant sur le cas du dirigeant social-démocrate (et plus tard communiste) Otto Ville Kuusinen, que ce type de fonds d'archives fonctionne comme un véritable filtre ou, si l'on préfère, comme un miroir déformant qui tend à gommer la véritable personnalité des hommes en la dissimulant derrière la logique collective de l'organisation. D'où la nécessité d'un recours à des sources externes pour restituer la complexité du rôle joué par chacun.

De même, Michel Ralle montre à partir de l'examen du cas du Parti socialiste-ouvrier espagnol (PSOE), comment des options idéologiques préconçues, largement tributaires d'une histoire instrumentalisée pour en faire une histoire-légitimation, peuvent obscurcir les enjeux méthodologiques et donc brouiller l'usage fait des sources ; comment aussi la prise en compte du contexte plus large et de la culture politique du pays considéré peut permettre d'échapper à ce piège.

À travers ces quatre contributions se dessinent donc clairement une série de dangers propres à l'histoire des organisations ouvrières. Le grand défricheur que fut George Haupt en avait bien conscience, sans doute parce que son itinéraire personnel l'avait amené avant beaucoup d'autres à réfléchir de manière plus globale aux véritables enjeux de l'histoire sociale. C'est pour cette raison, nous explique Claudie Weill, qu'il s'est efforcé durant toute sa vie de chercheur de conjuguer la recherche documentaire et l'élucidation des problèmes historiographiques, payant de sa personne pour aider ses

collègues historiens à s'efforcer de poser de « bonnes » questions, des questions aussi toujours renouvelées. Et son apport n'a encore aujourd'hui rien perdu de son caractère novateur.

Les différentes contributions rassemblées dans cette première partie mènent toutes vers le constat suivant : la valeur des archives en soi n'est que relative. Les archives des Première et Deuxième Internationales n'ont jamais « parlé d'elles-mêmes ». Leur utilisation a toujours été tributaire des questions posées par le chercheur, et certaines questions n'y trouvent pas – et n'y trouveront sans doute jamais – de réponse. D'où la nécessité, pour l'historien en quête d'une interprétation d'ensemble, de sortir de la documentation interne pour élargir ses perspectives de recherche.

À mesure qu'ils progresseront dans l'exploration des archives désormais accessibles, sans doute les spécialistes du mouvement communiste international seront-ils eux aussi confrontés à la plupart des problèmes évoqués dans les cinq textes rassemblés dans cette première partie. Dès lors, cette réflexion rétrospective pourra constituer pour eux un point d'appui, qui leur permettra à leur tour de pousser plus avant la réflexion scientifique sur la problématique des rapports entre archives et historiographie.

ARCHIVES ET HISTORIOGRAPHIE DE L'AIT : UN BILAN ET QUELQUES ELEMENTS DE REFLEXION

Dans une réflexion portant sur le rapport entre « Histoire et historiographie des Internationales ouvrières », réflexion qui est aujourd'hui largement conditionnée par l'ouverture récente des archives des ex-pays dits « socialistes », il me semble que l'Association Internationale des Travailleurs peut revendiquer une place à part.

L'AIT est à la fois bien connue et mal connue. De nombreuses publications à caractère scientifique ont rendu accessibles au chercheur les principales archives de l'organisation, ainsi que de nombreux documents émanant des sections locales et des fédérations nationales, voire des militants de base. Parallèlement, une historiographie abondante a étudié, souvent en détail, différents aspects de son histoire ¹. Mon propos ne sera pas tant de refaire un bilan de l'historiographie de l'AIT, dans la mesure où ce terrain a déjà été largement défriché ², que d'inclure dans cette vue d'ensemble quelques éléments de réflexion sur le rapport entre historiographie et archives.

1. Concernant l'AIT, outre le *Répertoire des sources* compilé par la Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux (Paris, Armand Colin, 3 vol., 1958-1963), on pourra se reporter aux essais bibliographiques suivants : Maximilien RUBEL, « Bibliographie de l'AIT », *Cahiers de l'ISEA*, série S, n° 8 (1964), p. 251-275 et « Supplément à la bibliographie de la Première Internationale », *Cahiers de l'ISEA*, série S, n° 9 (1965, p. 255-260) ; Jacques ROUGERIE, « Sections et fédérations nationales de l'Association Internationale des Travailleurs. Bibliographie des travaux récents », *Le Mouvement social*, n° 51 (avril-juin 1965), p. 127-138 ; Marc VUILLEUMIER, « La Première Internationale, orientation bibliographique », en annexe à la réimpression de James GUILLAUME, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, Paris, Éd. Gérard Lebovici, 1985, vol. 2, p. 391-403 ; Michel CORDILLOT, « L'Association Internationale des Travailleurs : compléments bibliographiques », *Cahiers d'histoire de l'IRM*, n° 37 (1989), p. 135-142.

2. Daisy E. DEVREESE, « L'Association Internationale des Travailleurs : bilan de l'historiographie, perspectives de recherche », *Cahiers d'histoire de l'IRM*, n° 37 (1989), p. 9-31.

Si l'on s'attache à dresser un bilan synthétique de l'historiographie de l'AIT, en prolongeant l'analyse qu'a développée il y a quelques années Daisy Devreese, on voit désormais se dessiner à mon sens trois phases assez distinctes aussi bien d'un point de vue chronologique que d'un point de vue scientifique, encore que l'on doive bien évidemment prendre en compte les différences perceptibles existant d'un pays à l'autre :

– Une première phase, couvrant plus d'un demi-siècle, en gros de 1890 à la fin des années 1950, durant laquelle l'étude de l'AIT a eu pour fonction première une fonction de légitimation politique. Il s'agissait en fait pour la quasi totalité des courants se réclamant des mouvements socialistes et ouvriers qui se considéraient comme des héritiers de l'AIT de faire valoir leur bien-fondé à se présenter comme tels. Ce fut d'abord vrai, au temps de la II^e Internationale, pour les héritiers des deux tendances issues de l'affrontement entre marxistes et anarchistes au sein de l'AIT. Pour ne prendre que les ouvrages les plus marquants, et qui ont gardé jusqu'à aujourd'hui un réel intérêt, ce n'est pas faire injure à leurs auteurs que de constater que la biographie de Bakounine rédigée par Max Nettlau fut, indépendamment de ses qualités intrinsèques, écrite pour défendre le point de vue anarchiste, tandis que les travaux des socialistes allemands Gustav Jaekkh (sur l'AIT) ou Franz Mehring (sur Marx) valorisaient le point de vue des sociaux-démocrates allemands ¹. Quant au monumental travail de James Guillaume, il se proposait *in fine* de démontrer la filiation entre l'AIT et le syndicalisme révolutionnaire ². Cette approche fut également celle qui prévalut, après la révolution bolchevique de 1917 et la fondation de la III^e Internationale. Après que sa création à Moscou eut été décidée au plus haut niveau du parti-État bolchevique, l'Institut Marx-Engels se mit en devoir, sous l'impulsion initiale de Riazanov, de se consacrer à l'édition des écrits de Marx et Engels afin, là encore, de justifier la revendication d'un héritage idéologique en ligne directe. Durant toute cette première phase, priorité fut largement donnée à l'étude de l'organisation centrale, des congrès, du rôle des dirigeants de premier plan, le tout dans des formes souvent polémiques.

– Vint ensuite une deuxième phase, caractérisée par une plus grande sophistication scientifique du fait de l'entrée en lice des historiens professionnels. Cette phase a correspondu pour l'essentiel à la période de célébration du centenaire de l'AIT (du début des années 1960 au milieu des années 1970). Le grand colloque organisé à Paris en 1964 sous l'égide du CNRS ³ a fourni l'occasion de dresser un premier bilan d'ensemble tout en précisant les nouvelles approches méthodologiques. Au-delà de l'inventaire méthodique des matériaux disponibles et de la publication de sources et de documents, il s'agissait alors

1. Max NETTLAU, *The Life of Michael Bakunin. Michael Bakunin, eine Biographie*, 3 vol., Londres, 1896-1898 ; Gustav JAECKH, *Die Internationale. Eine Denkschrift zur vierzigjährigen Gründung der Internationalen Arbeiter-Association*, Leipzig, 1904 ; Franz MEHRING, *Karl Marx. Geschichte seines Leben*, Leipzig, 1918.

2. James GUILLAUME, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, 4 vol., Paris, 1905-1910.

3. *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement*, Paris, Éd. du CNRS, 1968.

de saisir l'essence de l'AIT à travers une approche de bas en haut, de retrouver la base militante, de présenter la vie interne de l'organisation dans sa dynamique et ses contradictions, de ne négliger aucun des différents niveaux de l'organisation, qu'il soit local, régional ou national. Là encore pourtant, bien que secondaire et le plus souvent seulement implicite, la dimension légitimatrice n'était pas totalement absente, et s'inscrivait dans le contexte politique du moment marqué par une remise en cause des organisations et institutions du mouvement ouvrier d'alors (critique du stalinisme, montée de l'extrême-gauche en Europe, événements de mai 1968, etc.). Période extrêmement féconde et novatrice – si l'on songe par exemple aux travaux de Jacques Rougerie pour la France, de Marc Vuilleumier pour la Suisse et de tant d'autres –, on peut dire que d'une certaine façon la célébration du centenaire de la Commune en signala la fin en forme d'apothéose.

– Une troisième phase, qui a commencé à s'esquisser vers la fin des années 1970, entre autres à partir des réflexions critiques et méthodologiques de Georges Haupt, et qui est caractérisée à la fois par une faible dynamique de recherche (le sujet n'est plus guère à la mode et les impératifs universitaires sont aussi fonction du calendrier des célébrations des centenaires) et par la volonté de se dégager de toute fonction légitimatrice pour avancer dans la voie d'une analyse explicative globale en approfondissant des pistes de recherche nouvelles ¹.

Or, il peut paraître intéressant de mettre en parallèle le type de production historique avec le type d'archives prioritairement utilisées. En effet, si l'on se place dans la problématique générale du colloque, la spécificité du cas de l'AIT est de permettre une réflexion *rétrospective* susceptible d'apporter un éclairage intéressant sur la réflexion *prospective* à laquelle l'ouverture récente des archives de l'Est convie plus particulièrement les chercheurs s'intéressant à l'histoire des III^e et IV^e Internationales.

Si l'on considère les deux premières phases mentionnées plus haut, on constate en effet l'existence d'un rapport indéniable entre le type d'histoire produite et le type d'archives utilisées (et mises en valeur, notamment par le biais de leur publication ²) : dans un premier temps, l'histoire de l'organisation a reposé largement sur l'exploitation des Minutes du Conseil général et l'analyse des comptes rendus de congrès, ou encore sur les fonds d'archives de quelques uns de dirigeants ou des grandes figures de l'AIT, en premier lieu Marx Engels et Bakounine ; dans un deuxième temps, les historiens ont largement élargi la documentation employée, et se sont intéressés de très près aux circulaires et correspondances émanant des fédérations et sections nationales et locales, et aux fonds des militants ayant exercé des responsabilités à un échelon subalterne. En outre, au cours

1. On se reportera au numéro 37 des *Cahiers d'histoire de l'IRM* spécialement consacré en 1989 à « L'Association Internationale des Travailleurs », et qui s'efforce de faire le point en présentant les principales recherches en cours.

2. Voir par exemple *The General Council of the First International. Minutes, 1864-1872*, Moscou, Éd. du Progrès, 5 vol., 1963-1968 ; Jacques FREYMOND [dir.], *La Première Internationale. Recueil de documents*, Genève, Droz, 4 vol., 1962-1971.

des deux phases les archives de police et celles de la répression ont été largement utilisées. Encore conviendrait-il d'ajouter ici que pour des raisons diverses, mais pas forcément sans rapport avec la volonté d'utiliser l'histoire de l'AIT à des fins légitimatrices, les différents fonds d'archives – et pas seulement ceux de Moscou – ne furent pas toujours ouverts à tous les chercheurs sans discriminations ou restrictions.

Il pourrait paraître tentant de déduire de ce constat que les archives « surdéterminent » en quelque sorte la démarche de l'historien, puisque des archives différentes paraissent avoir été à même d'apporter des réponses explicites à des questions différentes. Ce qui reviendrait à dire que l'historien est peu ou prou tributaire des archives qui sont à sa disposition, ou encore qu'un historien ne vaut que ce que valent ses sources. Or, il me semble plutôt qu'un bilan critique de l'historiographie de l'AIT des deux premières phases mentionnées ci-dessus tendrait à montrer, qu'indépendamment de la qualité des travaux produits (qui vont du meilleur au pire), on a assisté à la superposition de deux subjectivités : celle de la démarche historique, fortement conditionnée par les enjeux politiques dans un premier temps, principalement déterminée par un renouveau méthodologique dans un deuxième temps ; celle aussi des archives, qui doit également faire l'objet d'une réflexion. Il s'agit en l'occurrence de mettre en rapport le type d'organisation et le type d'archives produites, et de réfléchir sur leurs limites, liées aux conditions de leur production, à la fonction qui leur était assignée, voire aux circonstances dans lesquelles elles se sont trouvées constituées. Aux mises en garde concernant l'utilisation des documents issus des sources policières ou hostiles doit faire pendant une approche tout aussi prudente et méthodique des archives issues des différents niveaux de l'organisation, afin de prendre en compte leur subjectivité propre. Les différents niveaux de l'organisation pris séparément n'étant pas nécessairement représentatifs de l'organisation dans son ensemble, leurs archives peuvent être caractérisées à des degrés variables par la volonté de dissimuler certaines informations, ou par des non-dit – délibérés ou non –, ou tout simplement par l'ignorance de certains faits. Sans oublier non plus que l'absence d'archives ou de preuves attestant de la réalité de tel ou tel fait n'a pas en soi valeur de preuve *a contrario*. Dans le cas de la Première Internationale, une telle réflexion critique ne paraît pas toujours avoir été systématiquement menée.

Mais si l'on considère maintenant la troisième phase que j'ai définie plus haut comme celle qui nous permettra de nous éloigner toujours davantage de l'histoire légitimation au profit d'une histoire explicative et analytique, d'autres questions relatives au rapport entre historiographie et archives se posent avec une acuité encore plus grande.

Considérons d'abord les principales pistes de recherche qui semblent se dégager des travaux en cours. La question centrale me paraît être celle de la place de l'AIT par rapport au mouvement ouvrier de son temps et à ce que Marx appelait le « mouvement réel de la classe ouvrière », et qu'elle n'incarna d'ailleurs que très partiellement. On s'est trop longtemps contenté de poser comme postulat que l'AIT avait été à l'origine du

mouvement ouvrier de type moderne. Il s'agit désormais de reprendre cette question sous la forme d'une hypothèse à démontrer, en analysant comment l'AIT a pris appui sur le mouvement réel de la classe ouvrière, comment et dans quelle mesure elle est intervenue pour structurer et en partie unifier le mouvement ouvrier de son temps, comment elle lui a donné conscience de lui-même, comment elle a créé les conditions qui lui ont permis de mener des expériences nouvelles et d'en tirer certaines conséquences, comment aussi elle a conditionné certains développements ultérieurs ¹. Cela impliquera nécessairement de replacer le problème dans un contexte élargi en passant de l'histoire du mouvement ouvrier en soi à l'histoire sociale du mouvement ouvrier et d'en examiner certaines dimensions encore peu étudiées. Il conviendra ainsi d'explorer des champs de recherche nouveaux tels que le contrôle du marché du travail (l'AIT ayant été d'une certaine façon la première tentative effective des ouvriers de répondre avec leurs moyens propres à la globalisation de l'économie mondiale), mais aussi les migrations internationales ; les réponses que l'organisation était susceptible d'apporter aux aspirations de ses adhérents ; le rapport de convergence/conflit entre nationalisme et internationalisme ; ou encore la simultanéité entre la naissance de l'AIT et l'apparition de grandes organisations humanitaires à vocation mondiale (Ligue de la Paix, Croix rouge, etc.). Tout cela, de surcroît, n'infirment en rien la nécessité d'une relecture critique des enjeux et des courants idéologiques internes à l'AIT ², de la chronologie de certains événements, ou encore de la mise en place de réseaux de militants et de correspondants (à travers par exemple une approche biographique de groupe) ³.

La question qui se pose dès lors est celle des archives. Pour pouvoir être écrite, cette histoire nouvelle requiert-elle de nouvelles archives ? En ce cas ces archives existent-elles ? Sont-elles à découvrir ou à créer ? Il y a certes des sources internes à l'AIT qui ont été insuffisamment exploitées (je pense notamment aux correspondances privées de militants et surtout à la presse) ; bien sûr, tout chercheur garde toujours l'espoir de découvrir des gisements nouveaux, et les historiens de l'AIT aussi attendent de l'ouverture des archives de Moscou et de Berlin des découvertes et des satisfactions. Sans doute enfin, la relecture d'archives déjà connues pourra encore apporter son lot de révisions et de repentirs. Mais compte tenu de la nature des questions posées, il me paraît globalement douteux que les réponses puissent être cette fois trouvées pour l'essentiel dans des archives, existantes ou

1. Voir par exemple l'analyse approfondie développée par Théo VAN TIJN à travers l'examen d'un cas peu connu, celui de la Hollande, *Cabiers d'histoire de l'IRM*, n° 37 (1989), p. 61-84.

2. Le volume de la thèse d'état d'Hubert PERRIER, « Idées et mouvement socialiste aux États-Unis, 1864-1890 » (Université Paris VIII, 1984) consacré à l'AIT est de ce point de vue exemplaire. Voir également son article « De l'Internationale au "syndicalisme pur et simple" : l'influence de l'AIT sur le mouvement ouvrier aux États-Unis », *Cabiers d'histoire de l'IRM*, n° 37 (1989), p. 107-123.

3. Michel CORDILLOT, « Les Blanquistes à New York », *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, 1990, p. 77-92 ; *id.*, Eugène Varlin, *chronique d'un espoir assassiné*, Paris, Éd. ouvrières, 1991, p. 146-147.

à venir, issues de l'organisation elle-même. Il faudra donc travailler largement – et dans le cas de certaines des questions évoquées plus haut, prioritairement – à partir de sources externes à l'organisation. Ce qui revient du même coup à dire que ce ne sont pas nécessairement, et en tout cas pas uniquement les archives de l'organisation – ou leur non existence – qui définissent en dernière analyse le degré de pertinence des questions que l'on peut être amené à se poser.

En somme, il m'apparaît que le cas de l'AIT, peut dans notre réflexion collective, faire d'une certaine manière figure de cas d'école. La collecte systématique des archives internes à l'organisation, le travail d'exploitation qui en a été fait depuis longtemps déjà, mais aussi le constat des carences d'une historiographie pourtant très riche montrent bien que l'exploitation des archives ne peut à aucun moment faire l'économie d'une réflexion sur la problématique d'analyse parce qu'elle en reste largement tributaire ; et qu'à l'inverse, l'élaboration d'une problématique peut aider à inventer, au sens étymologique du terme, de nouveaux types de sources et d'archives et à en définir un mode d'emploi, voire aider à dépasser l'obsédante question des limites des archives disponibles. Pour ce qui nous concerne aujourd'hui, il me semble que c'est là le principal enseignement à tirer d'un bilan critique des travaux consacrés à l'histoire de l'AIT.

Michel CORDILLOT
UNIVERSITE PARIS VIII

A PROPOS DE LA CORRESPONDANCE DES MILITANTS BELGES DE L'AIT (1865-1877) : REFLEXION SUR LES PROBLEMES LIES A L'EDITION DE DOCUMENTS

L'édition de la correspondance des militants de l'Association internationale des Travailleurs s'inscrit dans un projet d'édition de documents relatifs à l'AIT en Belgique et aux Pays-Bas. Il s'agit d'éditer, c'est-à-dire de réunir, d'établir et d'annoter les textes de la correspondance et des procès-verbaux de la section, puis à partir de 1869, de la fédération de l'AIT en Belgique et de la correspondance des sections de l'AIT aux Pays-Bas. Le projet est donc limité à cet espace géographique, et dans le temps, puisqu'il s'agit de la période 1865-1877. La correspondance pour la Belgique des années 1865-1872 est d'ores et déjà parue ¹ ; toutefois, un troisième séjour au CRCEDHC ² en juillet 1994 a révélé qu'il faudra y ajouter quelque soixante-dix pièces.

Ce projet d'édition peut être considéré comme la cheville ouvrière qui permettra l'élaboration de monographies sur l'histoire de l'AIT en Belgique et en Hollande. Je m'en tiendrai là pour ce qui concerne le projet d'édition lui-même et j'utiliserai de préférence en guise d'illustrations des exemples qui s'y rapportent.

Ayant constaté d'abord que ce genre de travail n'est plus désigné comme une édition de sources, puisqu'un texte est considéré avec raison comme une source parmi d'autres (artefacts de tout genre, images, musique, etc.), il faut en définir le but. Il s'agit de mettre les textes en question à la disposition d'autres chercheurs, et du même coup de

1. D. E. DEVREESE [éd.], *Documents relatifs aux militants belges de l'Association internationale des Travailleurs. Correspondance 1865-1872*, Louvain-Bruxelles, 1986, XI-490 p.

2. Rossijskij Centr Chranenija i Izucenija Dokumentov Novejsij Istorii, dans le bâtiment de l'ex-IML, à Moscou.

rendre superflue une autre opération du même genre. Ceci implique donc que l'on puisse être raisonnablement sûr de ce qu'un recueil est aussi complet que possible ; que les documents individuels soient présentés lisiblement ; qu'ils soient présentés dans leur intégralité ; que dans le cas d'une présentation résumée ou abrégée, le contenu de l'original ne soit pas dénaturé ; que l'appareil de notes soit de nature à apporter des précisions sur le document, les personnes, les choses et les faits qui y sont mentionnés.

Soit dit dès maintenant, l'édition de textes est une forme d'historiographie ; elle ne constitue pas un genre privilégié du point de vue de l'objectivité.

LES DOCUMENTS

Une édition de textes implique le plus souvent un choix, une sélection. Le critère de départ peut être de caractère différent : une institution, dans le cas du cartulaire d'un couvent ; une personne, comme pour les *Archives Bakounine* ¹ ; la correspondance d'une personne ² ; la correspondance entre deux personnes ³ ; les documents émanant de l'organe central d'une organisation, dans le cas des procès-verbaux du Conseil général de l'AIT ⁴, ou de ses assemblées générales ⁵. Le critère de départ peut encore être la nature des sources, dans le cas par exemple des archives formées par les instances policières et judiciaires ⁶. Il peut porter sur un groupe de personnes partageant une activité, comme dans le cas des militants.

Le critère de départ est libre, mais une fois établi et justifié, il régit le travail. Il impose une certaine logique à laquelle on n'échappe pas.

Le projet dont il est ici question se veut l'expression de l'approche dite « de bas en haut », c'est-à-dire qu'il s'agit d'un essai d'analyse du mouvement ouvrier à l'époque de l'AIT au plus près de la base. Cette approche, qui fut proposée durant la seconde moitié des années 1960, se voulait alors complémentaire des postulats de départ retenus par la recherche historique en URSS.

La recherche soviétique a pendant longtemps détenu le monopole de fait de la recherche sur l'AIT. Cela s'explique en partie par un manque d'intérêt pour ce sujet de la

1. Édités par Arthur LEHNING, 7 vol. parus (1961-1981).

2. Bernard DANDOIS [éd.], *Entre Marx et Bakounine. César De Paepe*, Paris, Maspero, 1974, 316 p.

3. W. BLUMENBERG [éd.], *August Bebels Briefwechsel mit Friedrich Engels*, La Haye, 1965, 824 p. ; H. HIRSCH [ed.], *Eduard Bernsteins Briefwechsel mit Friedrich Engels*, Assen, 1970, 452 p.

4. *The General Council of the First International. Minutes 1864-1872*, Moscou, s.d., 5 vol.

5. *La Première Internationale. Recueil de documents* publiés sous la direction de Jacques FREYMOND, Genève, Droz, 1962-1971, 4 vol.

6. Par exemple l'édition par H. WOUTERS, *Documenten betreffende de geschiedenis van de arbeidersbeweging, 1831-1853*, 3 vol., Louvain-Paris, 1963 ; *idem, 1853-1865*, 1966 ; *idem 1866-1880*, 3 vol., 1970-1971, de quelque 3 500 pages, accessibles par neuf index. La majorité des documents est en langue française. Puisés dans les archives de la police et de la justice, l'on y trouve aussi des renseignements au sujet d'étrangers résidant en Belgique, dont un certain nombre de Français.

part des chercheurs occidentaux, à l'exception de ceux qui travaillaient en relation avec les partis communistes. L'intérêt de nos collègues soviétiques est à replacer dans le cadre de l'édition des œuvres complètes de Marx et d'Engels, une vaste entreprise connue sous le nom de *Marx-Engels-Gesamt-Ausgabe* (MEGA). Par voie de conséquence, ils se sont presque exclusivement attachés à l'étude de l'organe central de direction de l'AIT et de ses congrès généraux, puisque Marx, et à partir de 1870 Engels, furent membres du Conseil général. Cette approche est dite « de haut en bas ». Elle sous-entend que dans l'histoire de l'AIT, l'importance première revient à son organe central de direction et aux congrès généraux. Or, si l'importance de ces instances est incontestable, une telle approche est trop restrictive. La base, le mouvement ouvrier lui-même ne sont pris en considération qu'en fonction de cette importance. Il n'est pas difficile de voir dans cette approche le reflet de l'idéologie et de l'organisation de la société de l'ex-URSS à une certaine époque.

En Belgique, l'approche « de bas en haut » a été appliquée en premier lieu à travers la rédaction d'un nombre de biographies de militants comme Nicolas Coulon, Désiré Brismée et César De Paepe. Cette approche avait l'avantage de figurer en même temps comme première étape du « Maitron » belge ¹. Elle s'avéra coûteuse en temps et en énergie, en ce sens qu'il fallait à chaque fois reconsulter pratiquement les mêmes sources pour préparer une seule biographie. D'où le recours au système de la biographie collective, puisqu'en travaillant sur les mêmes sources l'on pouvait tout aussi bien en extraire un nombre important d'esquisses biographiques ². Le nombre d'esquisses biographiques qui couvraient la vie entière d'un militant resta limité, souvent à cause du manque d'information, concernant par exemple la période de sa vie où le futur militant n'était pas encore actif en tant que tel. Les débuts de la vie professionnelle, par exemple, ne sont que rarement documentés. En Belgique, les écrits autobiographiques n'étaient pas de mise ; les ouvriers aussi se sont conformés à cette habitude.

La recherche systématique de documents « personnels », de lettres en premier lieu, est une conséquence de cette approche, qui se concentre sur la plus petite unité possible, à savoir l'individu.

Une fois le critère de départ établi, il s'agit de rassembler les documents concernés.

Notre projet fut lancé dans le prolongement de la commémoration du centenaire de l'AIT. La préparation de cette commémoration avait entraîné des recherches systématiques dans le but de repérer et de localiser les sources émanant de l'AIT elle-même. Cette recherche avait abouti à une constatation double : d'une part, quoique relativement récente, l'histoire de l'AIT était mal connue ; et d'autre part il en restait bien davantage de traces qu'on ne le croyait, ce qui rendait du même coup injustifiée la carence relative de la

1. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique*, t. 1 A-B, Bruxelles, 1995.

2. D. E. DEVRESEE, « Militanten rond de Eerste Internationale in België [Militants autour de la Première Internationale en Belgique] », mémoire de licence, n. p., Université de Gand, 1968, 3 vol.

recherche sur l'AIT et son histoire ¹. Trois volumes recensant la presse et les imprimés furent publiés ² ; un quatrième volume inventoriant les fonds d'archives était prévu mais ne fut pas achevé. Même encore aujourd'hui, un tel inventaire serait difficile à réaliser, dans la mesure où il semble quasiment impossible de formuler des critères pratiques permettant de définir, et par conséquent de sélectionner, les documents susceptibles d'y figurer.

Restaient donc les archives. Comme les imprimés, elles se trouvent d'une part en relativement petit nombre, dispersées dans un grand nombre d'institutions, comme les Archives municipales de Lyon, l'Institut Emile Vandervelde à Bruxelles, l'Institut Français d'Histoire sociale à Paris, et d'autre part rassemblées en grand nombre dans quelques institutions comme la State Historical Society à Madison (Wisconsin), à la New York Public Library (les papiers Sorge entre autres), à la Hoover Library dans la collection B. I. Nicolaevsky, à l'Institut Feltrinelli à Milan, à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam et au CRCEDHC, le ci-devant Institut de marxisme-léninisme, à Moscou.

On peut dire de toutes ces institutions que ce fut à l'occasion de la commémoration du centenaire de l'AIT qu'elles présentèrent publiquement leurs trésors : le catalogue de l'exposition de septembre 1964 à Bruxelles en témoigne ³.

L'historique des institutions à Amsterdam et à Moscou est suffisamment connu pour que je ne m'y arrête pas en détail. L'on sait que celui de Moscou fut fondé fin 1920, sous la dénomination d'Institut Marx-Engels, avec pour directeur David B. Riazanov ⁴. L'on sait aussi quelle fut la base première des collections, à savoir les matériaux rassemblés par Riazanov avant la Première Guerre mondiale dans le cadre d'une édition de documents émanant de l'AIT sous l'égide de la II^e Internationale, et d'une édition Marx pour le trentième anniversaire de sa mort sous l'égide du Parti social-démocrate autrichien ⁵.

L'institut d'Amsterdam fut fondé fin 1935, probablement dans l'idée d'offrir un lieu où les archives du Parti social-démocrate allemand, alors en exil, seraient en sécurité et pour éviter qu'elles ne soient vendues à Moscou. Du fait des circonstances politiques en Europe, l'institut d'Amsterdam se retrouva de plus en plus amené à jouer le rôle de brigade de

1. J. DHONDT, « Rapport de synthèse » in *La Première Internationale, l'institution, l'implantation, le rayonnement*, Paris, CNRS, 1968, p. 463.

2. *Répertoire international des sources pour l'étude des mouvements sociaux aux XIX^e et XIX^e siècles, La Première Internationale*, Paris, A. Colin, 1958, 1961, 1963.

3. Exposition « Cent ans de l'Internationale socialiste », Bruxelles, septembre 1964.

4. V. KULOW, A. JAROSLANSKI [éd.], *David Rjasanov : Marx-Engels-Forscher, Humanist, Dissident*, Berlin, 1993.

5. G. HAUPT, « Note sur les archives de la Première Internationale réunies par le BSI », *Le Mouvement social*, juill.-sept. 1963, p. 81-91 et juin-juill. 1964, p. 87-94 ; G. LANGKAU, « Marx-Gesamtausgabe. Dringendes Parteiinteresse oder dekorativer Zweck ? Ein Wiener Editionsplan zum 30. Todestag. Briefe und Briefauszüge », *International Review of Social History*, XXVIII, 1983, p. 105-142.

sauvetage pour archives et collections menacées de confiscation, voire de destruction, de la part de gouvernements peu enclins à tolérer une forme quelconque d'opposition. L'institut le fit avec un certain panache, et bénéficia des moyens de le faire. Les Pays-Bas étaient neutres en matière de politique internationale, et le premier directeur de l'institut, N.W. Posthumus, avait réussi à intéresser au financement de l'entreprise une compagnie d'assurances ¹.

Dès mes premières recherches, il apparut clairement qu'il me faudrait travailler en premier lieu avec les collections conservées à Amsterdam et à Moscou. Chacune des deux institutions était le dépositaire d'à peu près la moitié des archives pertinentes : Amsterdam détient la plus grande partie des papiers Marx-Engels, et les matériaux sur l'AIT y sont dispersés dans un certain nombre de fonds d'archives ; Moscou détient la majorité de la documentation concernant l'AIT, rassemblée dans le fonds 21. Le recensement effectué à l'ex-IML est sans doute le plus détaillé puisqu'il existe plusieurs fiches par document. Jusqu'à très récemment, il n'était pas possible pour les chercheurs étrangers à l'Institut de consulter directement les fichiers. Actuellement, on est en train de rédiger des inventaires, dont celui du fonds 21. Aussi bien à Amsterdam qu'à Moscou, l'accès aux documents n'était pas facile quoique pour des raisons différentes.

LE TRAITEMENT DES DOCUMENTS

Il s'agit presque exclusivement de textes manuscrits, souvent écrits sur du mauvais papier, probablement avec de l'encre de mauvaise qualité. En plus, les documents n'ont pas été conservés dans des conditions idéales, sauf à partir du moment où ils ont été recueillis par des institutions de conservation. L'introduction de la photocopie, du microfilm et de la microfiche a permis de confectionner dans la plupart des cas des copies relativement faciles à lire. En maniant ces copies, l'on évite de détériorer davantage l'original, et l'on dispose du texte tel qu'il apparaît dans sa forme première, sans passer par l'intermédiaire d'une copie à la main ou dactylographiée, un stade où se commettent presque toujours des erreurs dans la transcription. Les copies mécaniques ne sont que rarement susceptibles d'être imprimées telles quelles ; il faut transcrire quand même, et donc collationner. Cette opération consiste en une comparaison du manuscrit et de la copie, en guise de contrôle ; elle peut servir en même temps à préciser les remarques concernant le texte lui-même, comme par exemple la mention d'une perte due à une déchirure dans le papier, etc. La dernière nouveauté en matière de reproduction, la numérisation, semble idéale pour des textes parfaitement dactylographiés ou imprimés ; à ce jour toutefois, ce procédé ne permet pas encore d'insérer dans le texte les rajouts nécessaires pour indiquer les appels de notes, etc.

1. Annie Adama Van SCHELTEMA-KLEEFSTRA, « Herinneringen van de bibliothecaresse van het IISG » in *Tijdschrift voor Sociale Geschiedenis*, juni 1978, p. 141-176 ; M. HUNINK, *De papieren van de revolutie*, Amsterdam, 1986.

Faire une copie à la main ou dactylographiée a l'avantage de constituer une première phase de déchiffrement du manuscrit. Car parfois ces documents sont difficiles à déchiffrer, Marx étant, pour ne prendre qu'un seul exemple, un champion du manuscrit illisible.

Encore faut-il déchiffrer correctement. Il est arrivé que la même phrase soit lue comme « J'ai affirmé, l'autre jour, que les *mamans* étaient *privilégiées* en Belgique depuis l'établissement de la monarchie constitutionnelle » et comme « J'ai affirmé l'autre jour que les *massacres* étaient *périodiques* en Belgique depuis l'établissement de la monarchie constitutionnelle ». C'est toutefois là un exemple extrême ¹.

Il faudrait également que le lecteur d'une édition de sources puisse être certain de disposer du texte dans toutes ses nuances. Il est arrivé qu'une édition de sources prestigieuse reproduise un document en éliminant des passages peu avantageux pour le héros de ladite édition prestigieuse ². Comme quoi la manipulation des sources n'a pas été le fait des seuls Soviétiques, réputés maîtres dans le genre.

En principe, les choses sont simples : il s'agit d'expliquer de qui et de quoi l'on parle, afin de mettre en valeur l'information contenue dans le document. La pratique s'est avérée un peu moins simple, puisque que les correspondants ne traitent pas uniquement d'événements ou de personnes dont la mémoire a été conservée dans l'historiographie, et qui ont par conséquent été reconnus comme importants. À l'époque de l'AIT, ce tri n'avait pas encore été opéré.

Annoter ne devrait pas – mais peut parfois – signifier interpréter, de la même façon que n'importe quel texte peut faire l'objet d'une interprétation, par connotations péjoratives ou positives, ou par l'interprétation des faits, toujours possible dans un sens ou dans un autre. Par exemple, la documentation réunie dans le fonds 21 au CRCEHDHC permet de conclure à une annotation des procès-verbaux des réunions du Conseil général de l'AIT bien moins subjective qu'il n'y paraissait. La tendance de l'URSS à faire systématiquement œuvre de propagande, avait abouti à ne plus faire prendre ses éditions scientifiques au sérieux, à tort dans certains cas.

Parfois, le parti pris se découvre facilement : Nettlau n'a jamais caché sa sympathie pour Bakounine, mais l'objectivité dont se prévaut James Guillaume est plus difficile à contester, compte tenu de sa présentation qui se voulait scientifique des faits puisque étayée par des textes. Or, ces textes ne sont pas toujours contrôlables. Si tel est le cas pour les imprimés, ça l'est plus rarement pour les extraits de correspondances. Et dans les cas où une vérification est possible, il apparaît qu'il s'agit souvent d'extraits partiels, ou de passages qui, isolés de leur contexte, prennent une signification autre ³.

1. *Correspondance 1865-1872, op. cit.*, doc. 106, p. 206.

2. *Correspondance 1865-1872, op. cit.*, doc. 119, p. 238-239.

3. James GUILLAUME, *L'Internationale. Documents et souvenirs (1864-1878)*, 4 vol., Paris, 1905-1910. Voir par exemple le mandat du délégué de la section de Neuchâtel au congrès général à Bâle en

L'annotation est contrôlable en ce sens qu'elle doit être concordante avec le contenu du document même. Dans le cas d'une série de documents répondant au même critère de sélection, cette concordance est nécessaire pour chaque document individuel comme pour la série entière, auquel cas l'annotation se contrôle elle-même. Ce n'est toutefois pas nécessairement un gage d'objectivité.

LES APPORTS

Les documents dont il est question ici, les procès-verbaux et la correspondance, sont des documents dits internes, non destinés à la publication ¹. En ce qui concernait les lettres, l'on pouvait plus ou moins se fier au secret postal, au moins pour la Belgique, l'Angleterre et la Suisse. Si l'on trouve des extraits de correspondance dans les archives judiciaires, c'est à la suite des perquisitions en avril 1869, après les massacres à Seraing (près de Liège) ², la police des étrangers s'étant alors mise en devoir de collecter des informations au sujet de leur participation aux réunions de groupes considérés comme séditeux ³.

Pour les correspondants, il n'était donc pas nécessaire de pratiquer l'autocensure ⁴ ; leur manière de s'exprimer était très directe et reflétait particulièrement bien la réalité quotidienne du mouvement. Il est important de le souligner, puisque l'AIT a aussi – sinon surtout – survécu en tant que mythe. La masse d'informations très concrètes et contrôlables que l'on trouve dans la correspondance des militants contribue à donner au mythe une réelle consistance ⁵. Par conséquent, ces documents sont difficiles à annoter.

septembre 1869 in Guillaume, I, 188-189 et dans une lettre de Perret à Jung, le 4 janvier 1870 in *Correspondance 1865-1872, op. cit.*, doc. 115, p. 227-229.

1. L'ouvrage de C. OUKHOW, *Documents relatifs à l'histoire de la Première Internationale en Wallonie*, Louvain-Paris, 1967, 376 p., reproduit une collection de documents publiés dans la presse internationaliste.

2. H. WOUTERS, *Documenten 1866-1880, op. cit.*, p. 194-262.

3. Les étrangers n'étaient pas inquiétés, à condition de ne pas s'occuper (ouvertement) de politique. Bruxelles était un refuge de prédilection pour les exilés français, se trouvant à petite distance de leur patrie ; de plus on y parlait une sorte de français.

4. Bien que la liberté de la presse fût très grande en Belgique, la presse de l'AIT pratiquait l'autocensure pour ne pas fournir prétexte à des poursuites judiciaires, pour ne pas affaiblir l'image du mouvement en portant des conflits et des exclusions au grand jour, ou encore pour protéger des militants réfugiés en Belgique, comme Eugène Varlin en 1870 par exemple.

5. Quelques exemples : la correspondance Vandenhouten-Bernard apporte des preuves au sujet de l'existence de différents courants au sein de l'association précédant la section à Bruxelles (*Correspondance 1865-1872, op. cit.*, doc. 56-58, 61-64, 65) ; l'organe central pour la Belgique refuse sans équivoque son soutien à l'Alliance de la démocratie socialiste de Bakounine (*ibidem*, doc. 55) ; la correspondance de Glaser de Willebrord rend possible d'expliquer le changement de position par rapport à l'organe central de l'AIT entre la conférence de Londres (1871) et le congrès général à La Haye (1872), cf. *ibidem*, doc. 191.

À condition d'être bien fait, l'appareil de notes rééquilibre et revalorise le sujet. Puisqu'il s'agit d'accorder la même attention à toutes les personnes, à tous les faits, ou à tous les imprimés mentionnés, l'on annule les conséquences des tris opérés par l'historiographie. Cette dernière fut, dès ses débuts, partisane, et s'est concentrée de plus en plus sur l'argumentation développée par les personnages emblématiques de deux des grandes tendances au sein de l'AIT, la tendance centralisatrice représentée par Marx et la tendance décentralisatrice représentée par Bakounine. Une semblable argumentation n'a cure des personnages dits de deuxième plan, alors que ce sont pourtant eux qui étaient en contact direct et quotidien avec le mouvement. Ils étaient confrontés aux besoins des nouveaux adhérents ; c'était à eux qu'il revenait de traduire les projets en action pratique ¹. Cela ne diminue en rien l'importance des théoriciens du mouvement, mais il ne faut pas perdre de vue que si l'AIT a été la seule parmi une demi-douzaine d'associations internationales à l'époque à fonctionner, c'est parce que ceux auxquels elle s'adressait y trouvèrent un intérêt direct et immédiat.

LES LIMITES

La collection de documents la plus complète possible a ses limites. Dans le cas de correspondances aussi il s'agit d'un tri, opéré par les correspondants eux-mêmes. Ils écrivent au sujet de ce qu'ils jugent important, ou par nécessité, par besoin de recevoir ou de donner certaines informations.

Une image aussi complète que possible ne sera obtenue que par la combinaison des données offertes par les différents types de sources ; toutes nécessitent un traitement critique.

La collection de lettres dont il est question ici n'offre pas, par exemple, l'équivalent du résultat obtenu par le classement des réunions et des meetings dont il est fait mention dans la presse. En analysant les lieux où ils se déroulent, les sujets qui y sont abordés et leur fréquence, l'on obtient une bonne image de l'implantation du mouvement et de son déclin, des sujets ou des formes d'organisation qui intéressent ou n'intéressent pas l'auditoire et les militants, des réactions de ceux-ci, et d'une foule d'autres choses encore.

Les annonces de conférences sur des sujets qui ne sont pas directement en rapport avec l'AIT – mais ils sont rares, étant donné le caractère du mouvement – permet de mieux saisir l'aspect dit culturel du mouvement ouvrier. Ce dernier incluait des associations de libre pensée, dont la variété et la concurrence constituent des éléments décisifs dans la diversification de la conscience de classe au sein du monde ouvrier. Il y eut des cours d'orthographe et de mathématiques, qui sont d'ordre culturel si l'on veut, mais qui sont surtout d'ordre pratique. Les annonces de livres et de brochures, de bibliothèques de prêt

1. Cf. *Correspondance 1865-1872, op. cit.*, doc. 65, p. 135.

permettent aussi de cerner l'aspect culturel, éducatif du mouvement, l'aspect pratique étant représenté par l'élément de propagande en proposant tel auteur ou tel sujet.

Les limites les plus sérieuses de cette correspondance, comme de toute autre source, apparaissent quand il s'agit de mettre ce qu'elle offre en relation avec les circonstances d'ordre général, avec le milieu dans lequel l'AIT s'est implantée. Elle fournit à ce propos des indications, souvent nombreuses : l'on perçoit alors jusqu'à quel point le mouvement, ses succès et ses défaites étaient imbriquées dans la société de l'époque, tout en voulant la changer. Il s'ensuit qu'une connaissance approfondie de la société est nécessaire, puisqu'il peut être question dans ces lettres aussi bien de l'organisation des Conseils de Prud'hommes ¹, que de peinture ² ou de la monarchie.

EN GUISE DE CONCLUSION

Quel que soit le cadre que l'on cherche à recréer, mieux vaudrait garder à l'esprit qu'il reste fonction de son sujet, en l'occurrence l'histoire du mouvement ouvrier. Ce groupe social a ses particularités, comme tout autre groupe social ; c'est le point de départ de l'analyse. Il serait donc préférable de s'en souvenir au moment de formuler des conclusions.

C'est, je crois, en négligeant ce raccord que les historiens du mouvement ouvrier ont contribué à créer le malaise profond que connaît actuellement ce domaine de l'historiographie ³.

L'histoire du mouvement ouvrier international et internationaliste fait partie de la mémoire collective, comme toute histoire. Un individu amnésique est considéré comme malade ; la maladie n'en semble que plus grave quand il s'agit d'un grand nombre d'individus, ou d'une société toute entière. Que cela plaise ou non à cette société, une de ses composantes a eu besoin d'un mouvement ouvrier de gauche et internationaliste. Elle n'a rien à perdre à en préserver le souvenir en le valorisant ; peut-être même a-t-elle quelque chose à y gagner.

Daisy Eveline DEVREESE
IISG AMSTERDAM

1. Cf. *Correspondance 1865-1872, op. cit.*, doc. 23, p. 47-49.

2. Le peintre Jules Léonard expose à Londres ; Marx est trop malade pour s'y rendre. Cf. *Correspondance 1865-1872, op. cit.*, doc. 175, p. 347.

3. Cette tendance était déjà apparente avant les événements de 1989. Pour certains, elle est la résultante d'une série de demandes à l'idéologie marxiste – ou passant pour telle – menant à la sursaturation, puis à l'effondrement du marché. Ce qui ne pouvait que mener au déconstructivisme. Cf. J. KLOOSTERMAN, « Een eigen/aardig mens » in *Dertig jaar tussem stofmappen en kaartenbakken*, Amsterdam, 1994, p. 49.

OTTO VILLE KUUSINEN AVANT 1918 : LES ARCHIVES ET LEUR INTERPRETATION

Otto Wilhelm (en finnois Ville) Kuusinen (1881-1964), secrétaire de l'Internationale communiste et homme d'État soviétique, fut avant 1918 un dirigeant important de la social-démocratie finlandaise. Journaliste mordant, théoricien subtil et débateur redoutable, il s'était déjà taillé une solide réputation lorsqu'il devint l'un des chefs du soulèvement de 1918. L'activité qu'il déploya à cette époque a donc suscité l'intérêt de nombreux historiens ¹.

J'ai cependant choisi de traiter du Kuusinen social-démocrate pour d'autres raisons. Son rôle ultérieur dans l'appareil du Komintern pose d'abord la question des continuités et des ruptures dans l'histoire du mouvement ouvrier, qui reflète les mutations séculaires affectant non seulement les rapports économiques et sociaux, mais aussi les modes de pensée et les attitudes politiques. L'étude biographique d'un personnage qui a connu différentes phases de l'histoire ouvrière permet d'analyser le cheminement complexe des unes aux autres. L'une des interrogations majeures de l'exposé est donc de savoir dans quelle mesure le Kuusinen d'avant 1918 permet de comprendre celui du Komintern, puis de l'ère Krouchtchev.

1. Citons pêle-mêle Erkki SALOMAA, « Usko Sotamies. O.W. Kuusinen », in *Tiennäyttäjät. Suomen työväenliikkeen merkimmiebiä Ursinista Tanneriin*, Tammi, Helsinki, 1968 ; Vesa SALMINEN (sous la direction de), *Nuori Otto Ville Kuusinen 1881-1920*, Gummerus, Jyväskylä, 1970 ; Thomas HENRIKSON, *Romantik och marxism. Estetik och politik hos Otto Ville Kuusinen och Diktonius*, Söderström, Helsingfors, 1971 ; Juha UKKONEN, *O. W. Kuusinen. Asian periaattellinen puoli. Valittuja kirjoituksia ja puheita vuosilta 1905-1918*, Yhteistyö Oy, Helsinki, 1981 ; John HODGSON, *Otto Wille Kuusinen, poliittinen elämäkerta*, Tammi, Helsinki, 1975.

L'ouverture récente des archives soviétiques nous amène aussi à nous interroger sur des matériaux déjà familiers, afin de mieux appréhender la masse de documents nouveaux qui s'offre aux chercheurs. En effet, même dans le cas de sources bien connues comme celles qui concernent la vie de Kuusinen jusqu'à la guerre civile, les questions ne manquent pas. N'y a-t-il pas dans les comptes rendus d'activité du SSDP (*Suomen Sosialidemokraattinen Puolue*) des modalités d'enregistrement qui orientent le regard posé sur le parti et sur ses membres ? Les archives privées n'opèrent-elles pas non plus des tris implicites qui renforcent le caractère subjectif qu'on leur prête généralement ? L'hétérogénéité des sources « hors-parti » n'est-elle pas un obstacle supplémentaire à leur lisibilité ? En outre, est-il possible de faire reposer l'historiographie sur le seul contenu des sources ? Quel rapport établir entre les fonds documentaires et le travail de l'historien ? Quelle est en somme la part de soumission et de créativité de ce dernier par rapport aux archives ?

KUUSINEN DANS LES ARCHIVES DU SSDP : UN PERSONNAGE CATALOGUE

La manie du classement n'est pas réservée aux seuls archivistes. Les acteurs de la vie partisane souffrent de ce défaut sans doute plus que quiconque. Les traces qu'ils laissent de leurs débats collectifs donnent une image stéréotypée de l'organisation et des courants qui la traversent. Plus un personnage a de notoriété, plus il est enfermé dans des clivages définis *a priori*. Kuusinen n'échappe pas à la règle. *Kenen joukoissa seisot* ¹ ? Dans quel camp es-tu ? Telle semble être déjà au sein du parti social-démocrate finlandais la question fondamentale.

Les fonds de l'ancien SSDP, conservés pour la plupart au *Työväen Arkisto* (*Archives ouvrières*, dépendantes de l'actuel parti social-démocrate) ², traitent de sujets limités. Ils se composent pour l'essentiel de publications d'époque ³, donc d'un matériel destiné à la propagande, et de comptes rendus de discussions au sein des diverses instances du parti ⁴, dont la formalisation *a posteriori* apparaît évidente.

1. Titre d'un ouvrage de Kimmo RENTOLA sur le parti communiste finlandais entre 1937 et 1945, WSOY, Porvoo-Helsinki, 1994.

2. Les *Archives d'État* (*Valtion Arkisto*), les *Archives du Parlement* (*Eduskunnan Arkisto*), les *Archives du Peuple* (*Kansan Arkisto*), fondées par les *Démocrates-Populaires* où militaient les communistes, ont aussi des fonds intéressants. Les premières contiennent en particulier les documents concernant la guerre civile de 1918, avec les délibérations du *Commissariat du Peuple*, organe exécutif de la Finlande rouge (*Kansanvaltuuskunta*).

3. Parmi celles-ci des centaines de brochures consacrées à des problèmes particuliers ou destinées à faire connaître la politique du Parti ; des revues théoriques (peu nombreuses) comme *Sosialistinen Aikakauslehti* (*La Revue Socialiste*) où Kuusinen écrit entre 1906 et 1908 ; ou bien les nombreux journaux régionaux et locaux du Parti, tels le *Työmies* (*Le Travailleur*) de Helsinki ou le *Kansan Lehti* (*Le Journal du Peuple*) de Tampere.

4. Au niveau dirigeant, qui nous intéresse ici, tous les débats et textes de congrès, les minutes des réunions du groupe parlementaire entre 1907 et 1918, celles des réunions du Conseil du Parti

Ces sources ont un usage externe. Elles donnent une certaine image du Parti, qui suppose une autocensure et un véritable lissage du discours. Elles ont aussi une fonction interne. Elles permettent la différenciation des factions dans des cadres prédéterminés. Ainsi, *Le Travailleur* (*Työmies*) de Helsinki est censé exprimer pour l'essentiel les positions de la gauche kautskyste tandis que la *Kansan Lehti* a une tonalité *a priori* plus droite. Dans les réunions des instances supérieures du Parti, les interventions obéissent à des rituels que seule l'interprétation du contexte et des rapports de pouvoir permet d'éclairer. Ces documents ne peuvent donc faire d'eux-mêmes toute la lumière sur les questions abordées. Il faut savoir aussi que les références régulières aux grands penseurs socialistes étrangers, le plus souvent les marxistes allemands et austro-hongrois, servent à couvrir des manœuvres visant à conquérir ou conserver le pouvoir sur l'appareil.

Membre de la direction du Parti depuis 1906 et élément influent de l'une de ses tendances, journaliste dans le grand quotidien de la gauche du SDP, rédacteur de la principale revue marxiste du pays, la *Sosialistinen Aikakauslehti* (de tonalité kautskyste), O. W. Kuusinen n'intervient pas à titre individuel. Il est l'émanation d'un double collectif, celui du Parti, arche sainte de la révolution, et celui de son groupe de référence, les *Siltasaarelaiset*, gardiens d'une certaine orthodoxie et représentants du prolétariat avancé de Helsinki ¹. Quel que soit l'enjeu de la discussion, il est donc classé dans un camp, ce qui influe sur ses déclarations comme sur la manière dont elles sont transcrites. En somme, sa parole est calibrée. Dans les sources partisans, Kuusinen n'est donc pas considéré pour lui-même. Il a une réputation à défendre, que ses adversaires utilisent pour attaquer les idées de sa faction.

Ses interventions ne réservent guère de surprises. Ses prises de position officielles marquent sa volonté de ne pas être confondu avec les courants plus conciliateurs du parti. Il critique les rapprochements avec la bourgeoisie sur la question nationale ². Il met en garde contre les illusions du parlementarisme ³, tout en étant lui-même un député très attentif à

(*Puolueneuvosto*) et de la Commission exécutive (*Puoluetoimikunta*). Fonds 329 (471) 5 qui contient aussi en 329 (471) 5.328 les documents du groupe parlementaire à la Chambre, ainsi que ceux de l'Université du parti et des tournées d'agitateurs.

1. Sur les *Siltasaarelaiset*, voir Maurice CARREZ, « Réflexions sur la notion de culture politique à partir du cas des dirigeants de la gauche social-démocrate finlandaise, les *Siltasaarelaiset*, avant 1918 », publication dactylographiée de l'IHC de Dijon, compte rendu de la journée d'étude « Culture politique » du 17 mai 1995.

2. Il s'oppose ainsi à plusieurs reprises à Yrjö Mäkelin ou d'autres chefs social-démocrates pour qui la lutte contre l'oppression russe exige des contacts avec la bourgeoisie nationaliste. Un bon exemple de cette attitude se retrouve dans son discours du 6 septembre 1911 au VII^e congrès (*Suomen sosialidemokraattisen puolueen 7 edustaja kokouksen pöytäkirja*, p. 73-85).

3. Thème récurrent de nombreux articles et interventions de congrès. L'un des documents les plus parlants est son article « Erittäin yksinkertainen asia » (Une affaire très simple) dans *Sosialistinen Aikakauskirja*, n° 28, avril 1907. Il y critique les propositions d'Aleksanteri Järvenpää et Taavi Tainio, deux chefs réputés révisionnistes du parti.

ses électeurs. Il lutte sans relâche contre les idées qui lui paraissent entraîner une révision de l'héritage marxiste ¹.

Il prend soin cependant de ne pas être confondu avec ceux que le SSDP nomme *les éléments anarchisants*, afin de ne pas donner prise aux critiques de la majorité. Si en 1906, au congrès d'Oulu, il est partisan du soutien aux révolutionnaires russes, il se démarque des *Activistes prolétariens* ² et analyse prudemment le soulèvement de Viapori ³. L'année suivante, il prend acte de l'échec de la première révolution russe pour rentrer dans le rang. Il est en cela fidèle aux orientations adoptées par les *Siltasaarelaiset*.

Kuusinen toutefois n'est pas un simple chef de faction. Il laisse apparaître une forte personnalité qui ne se laisse pas enfermer dans les schémas établis. Il refuse par exemple en décembre 1909 d'être candidat aux élections législatives en dépit des sollicitations de ses amis et de la direction, car il estime que le jeu n'en vaut pas la chandelle. À l'automne 1916, il démissionne du *Työmies* pour marquer sa distance avec Edvard Valpas. Il semble lui reprocher son attentisme dans une période de bouleversements majeurs. Après l'éclatement de la révolution russe, il travaille avec fièvre à l'établissement de l'indépendance ⁴, n'hésitant pas à se rapprocher d'anciens adversaires ⁵. Il est alors bien loin du dogmatisme qu'on avait pu parfois lui reprocher.

Or, ces positions originales ne sont pas immédiatement lisibles dans les archives du parti ⁶, preuve que ces dernières n'enregistrent que ce qui correspond à un certain rituel des attitudes. Kuusinen, soucieux de discipline, n'explique pas les raisons de son évolution, sans doute parce qu'il ne souhaite pas donner le spectacle de la division à ses adversaires. Tout au plus peut-on établir des hypothèses à partir de faits révélés par certains documents (il n'apparaît plus par exemple dans les comptes du *Työmies* et modifie certaines de ses prises de position officielles).

1. Voir ses critiques d'ouvrages et ses interventions en Commission Exécutive.

2. Antti KUJALA, « Suomalaiset vallankumousjärjestöt ja poliittinen rikollisuus », in *Historiallinen Aikakauskirja*, 1981/2 ; *Suomen sosialidemokraattisen puolueen 5 edustajakokouksen pöytäkirja*, p. 161-166 ; « Anarkia ja vallankumous », article théorique de Kuusinen in *Sosialistinen Aikakauslehti*, n° 17-18, oct. 1906.

3. Erkki SALOMAA, *Viaporin kapina*, Kansankulttuuri Oy, Helsinki, 1965.

4. Hannu SOIKKANEN, *Kohti kansanvaltaa*, t. 1 « 1899-1937 », Vaasa, 1975. Cet auteur a utilisé principalement les délibérations de la Commission Exécutive et du Conseil du Parti pour l'année 1917. On en trouve confirmation aussi dans les archives personnelles de Kuusinen saisies par la police en 1918 et conservées aux Archives d'État dans *Valtiorikosoikeuksien syyttäjistön arkisto* (Archives de la chambre d'accusation pour les atteintes à la sûreté de l'État), carton Fl 1.

5. En particulier avec Oskari Tokoi, Président social-démocrate du Sénat (c'est-à-dire le gouvernement finlandais), dont il avait jadis demandé la démission dans une motion déposée avec Kullervo Manner.

6. Celles-ci n'enregistrent que le fait accompli des prises de position. Elles ne permettent pas en général de suivre leur genèse, ni de les expliquer, sauf quand l'orateur consent à décrire son cheminement, ce qui arrive rarement avec Kuusinen, par nature assez discret, voire secret.

En raison des conflits à l'intérieur du SSDP, il est compréhensible que le personnage soit l'objet d'appréciations contradictoires.

Ses adversaires prétendent qu'il est dogmatique ¹. Certains, craignant son influence, le dénoncent comme un intrigant, un ambitieux, un intellectuel bourgeois qui veut dicter sa conduite à la classe ouvrière ². D'autres ne voient en lui qu'un *Vieux-finnois* rallié sur le tard, procès rétrospectif qui dénote un préjugé de classe plutôt qu'une véritable analyse ³. D'autres enfin, par dépit, affectent de ne pas reconnaître son influence. Après la guerre civile, ils iront jusqu'à dire qu'il avait peu de rayonnement ⁴.

Paradoxalement, ses amis sont beaucoup plus discrets. Moins puissants au sein de l'appareil, ils ont aussi d'autres préoccupations que de souligner ses mérites. Il existe pourtant des témoignages favorables (provenant parfois d'adversaires ⁵) dans les sources partisans. Ici on loue sa modestie et sa puissance de travail, là sa sagacité ou ses facultés d'adaptation.

Au total, les sources émanant du parti fonctionnent comme une sorte de filtre ou de miroir déformant. Leur utilisation suppose donc un travail critique. Kuusinen semble être l'otage des enjeux internes à l'organisation. En tant qu'individu, il n'apparaît que par éclipses, malgré une forte personnalité. En somme, les archives du SSDP tracent de lui un portrait trop statique et manquant de relief. Les autres types de sources permettent-ils de retoucher ce portrait bien imparfait ?

KUUSINEN DANS LES ARCHIVES « HORS-PARTI » : LE MIROIR ECLATE

Témoignages écrits ou oraux, livres de souvenir, carnets de notes, papiers personnels, lettres intimes, poèmes écrits pour des journaux étudiants, les sources que j'appellerai « hors-parti » sont implicitement considérées comme l'expression de points de vue plus directs, plus intimes que ceux des archives d'organisations. Encore faut-il prendre en compte leur extrême hétérogénéité.

Soulignons tout d'abord qu'il n'y a pas d'imperméabilité totale entre sources « hors-parti » et archives des organisations. Beaucoup de papiers personnels de Kuusinen proviennent de ses activités à la direction du SSDP, au *Työmie*s ou au Parlement. Il s'agit pour l'essentiel de brouillons d'interventions et d'articles (permettant d'ailleurs d'authentifier leur auteur quand ils ne sont pas signés). On y trouve aussi de la

1. Taavi Tainio l'affirme au congrès de Kotka en 1909.

2. Accusation familière chez Eetu Salin, dirigeant d'origine ouvrière qui est très attaché au recrutement prolétarien du Parti.

3. Cette invective, qui fait florès dans l'aile nationaliste du SSDP, s'adresse en fait à d'autres intellectuels de la gauche comme Sirola ou Manner. Elle vise à déconsidérer le courant qui s'oppose à une alliance avec la bourgeoisie contre le tsarisme.

4. Témoignage rétrospectif d'E. LOUHIVUORI, *Teimme Vallankumousta*, Helsinki, 1943.

5. Par exemple Nils Af Ursin, Yrjö Mäkelin ou Karl Wiik lors de réunions mouvementées de la direction du Parti et du groupe parlementaire.

documentation spécialisée, des notes pour des comptes rendus d'ouvrages ou des préparations de cours pour l'*École du parti (Puolueen Opisto)*. Beaucoup de ces archives proviennent des saisies effectuées en 1918, après la fuite du gouvernement rouge vers la Russie ¹. On a conservé également une partie de ses échanges épistolaires avec d'autres responsables social-démocrates à propos de questions courantes ². Les fameux carnets personnels de Karl Wiik pour l'année 1917 relatent quant à eux les débats de la Commission Exécutive ³. Kuusinen y tient une place de choix en raison de son rayonnement au sein de cette instance. Ses interventions y sont plus personnalisées que dans les rapports officiels, mais l'auteur en fait une relation imprégnée par les luttes de tendances. Les rapports de police ⁴ enfin reprennent les poncifs sur les *durs* et les *modérés*. Il n'y a pas grand chose d'original à en attendre, car ils caricaturent les positions individuelles.

L'intérêt de tous ces documents est au demeurant très variable. La plupart du temps, ils ne réservent guère de surprise par rapport aux archives du SDDP. Nous y retrouvons en gros la teneur des publications et des débats officiels. Certains nous éclairent cependant sur les capacités de travail de Kuusinen, sa facilité de plume, les orientations de ses lectures et sa curiosité intellectuelle. Ils contiennent en outre quelques inédits assez déroutants, comme ce brouillon de lettre apparemment peu cohérent (fatigue ? ébriété – qui ne cadre pas avec ce que nous savons du personnage et de ses opinions sur l'alcool – ? message en partie codé ?), adressé à *Messieurs* Tokoi, Manner et Sirola (pourquoi cette ironie ?) au printemps 1918. Kuusinen y déplore la guerre civile, se présente comme un défenseur de la paix et suggère de traiter avec les partis bourgeois pour sauver le mouvement ouvrier ⁵ ! Y aurait-il ici un Kuusinen plus authentique, qui abandonne, une fois n'est pas coutume, son masque de dirigeant aux nerfs d'acier ? Ou n'est-ce qu'une illusion ? La question mérite d'être posée d'autant qu'elle met en cause une image survalorisée par les sources organisationnelles ou para-organisationnelles.

Les documents « hors-parti » abordent toutefois d'autres domaines que celui des activités publiques. Ils montrent en effet l'intérêt que Kuusinen porte à la littérature et aux

1. Ils sont conservés dans quatre gros cartons numérotés Fl 1-4 du *Valtiorikosoikeuksien Syyttäjistön Arkisto* qui sont entreposés aux Archives d'État de Helsinki. Il est probable que les archives de l'ancien *Institut du Marxisme-Léninisme* de Moscou en contiennent aussi dans le fonds personnel de Kuusinen (n° 520). Mais je ne les ai pas pour l'instant dépouillées.

2. Le carton Fk 1 du *Valtiorikosoikeuksien Syyttäjistön Arkisto*, avec les papiers saisis chez Yrjö Sirola et Oskari Tokoi, offre quelque intérêt, bien qu'il y soit assez peu question de Kuusinen.

3. *Archives d'État* de Helsinki, *Karl Harald Wiikin kokoelma, 1a (päiväkirja 1917)*. Cette source, écrite en suédois, a été utilisée abondamment par Hannu SOIKKANEN (*op. cit.*).

4. *Valtion Arkisto*, 7^e division : archives de la gendarmerie russe et rapports des gouverneurs de provinces. Voir aussi dans la 3^e division, les archives du Général-gouverneur Seyn, Hd 79 (situation politique en Finlande) et Hd 90-103 (situation intérieure, en particulier propagande révolutionnaire).

5. *Valtiorikosoikeuksien Syyttäjistön Arkisto*, Fl 4.

arts. Son goût précoce pour la poésie apparaît dès ses années de lycée. Entre 1897 et 1900, le journal manuscrit des lycéens de Jyväskylä, *Oras (Le blé en germe)*, publie nombre de ses poèmes où perce un réel talent d'écriture ¹. Ses brillantes études de philosophie et d'esthétique à l'Université l'incitent à poursuivre cette expérience à Helsinki dans la revue littéraire de la *Nation tavastéenne (Hämäläisosakunta)*, *Hälläpyörä*, entre 1901 et 1904 ². Comme l'a prouvé Thomas Henrikson, ce corpus poétique constitue une source de la plus haute importance pour comprendre le cheminement intellectuel du jeune Otto vers le socialisme ³. La correspondance échangée avec le poète Helmer Diktonius présente pour sa part un double intérêt ⁴. Elle nous montre les compétences de Kuusinen comme critique littéraire et poète d'avant-garde, tout en nous révélant des facettes plus intimes de sa personnalité.

La correspondance avec sa famille et ses proches constitue un autre apport original ⁵. Nous pouvons y découvrir une nature sensible, complexe, en perpétuelle évolution. Cet homme discret, parfois effacé en public, est très différent dans l'intimité. La politique n'occupe alors qu'un rôle secondaire dans ses préoccupations, comme s'il cherchait à établir une séparation entre sa vie privée et ses activités extérieures.

Les témoignages sur Otto Ville Kuusinen avant 1918 forment enfin un corpus aussi considérable qu'hétéroclite. Beaucoup concernent sa vie de lycéen ⁶ ou d'étudiant ⁷. Mais

1. Le journal est conservé à la bibliothèque du lycée de Jyväskylä. Sont aussi à consulter aux Archives régionales de Jyväskylä (*Jyväskylän Maakunnan Arkisto*) : *Lauri Kuusanmäen kokoelma* (collection Lauri Kuusanmäki), *Jyväskylän Lyseon Arkisto* (Archives du lycée de Jyväskylä), ainsi que deux ouvrages parus lors du cinquantenaire et du centenaire de l'établissement *Jyväskylän Lyseo 1858-1908*, Jyväskylä, 1908, et *Jyväskylän lyseon satavuotishistoria*, Jyväskylä, 1958.

2. *Helsingin Yliopiston Kirjasto* (Bibliothèque de l'Université de Helsinki), *Hämäläisosakunnan Arkisto*, Kb 10. Les étudiants finlandais se regroupent en associations selon leur origine géographique, d'où le nom médiéval de *nation* attribué à ces organismes. Originaire de Jyväskylä, Kuusinen a choisi d'appartenir à celle du Häme ou Tavastland.

3. Thomas HENRIKSON, *Estetik och marxism*, op. cit.

4. *Kansan Arkisto* (Archives du peuple), *Otto Ville Kuusisen Arkisto*, A 1. Il s'agit de copies d'originaux. À noter que le carton B 4 du même fonds contient de nombreux manuscrits littéraires et des compositions musicales de Kuusinen.

5. L'essentiel de cette correspondance intime se trouve au *Kansan Arkisto* dans les archives de sa première femme – *Saima Kuusisen Henkilöarkisto* (4 cartons avec plusieurs dizaines de lettres et de nombreuses photographies) – et, plus épisodiquement dans celles de sa fille aînée – *Hertta Kuusisen Arkisto*, cartons 5 Bd n° 23, 5 Ca n° 24, 5 Fa 1 n° 33.

6. Outre les sources citées plus haut, on peut citer les témoignages oraux recueillis par Vesa Salminen et Martti Pakkanen.

7. Sulo WUOLIJOKI, *Vaari muistele*, Pori, 1954 ; Hella WUOLIJOKI, *Yliopistovuodet Helsingissä*, Helsinki, 1945, et *Minusta tuli liikenäinen*, Helsinki, 1947 ; *Hämäläisosakunnan Arkisto (1901-1904)*, en particulier les minutes des réunions hebdomadaires (HO Cb 15, 16, 17) et les récits de tournées d'animation culturelle (*Kansanvalistus*, Hd 1).

certains évoquent son activité politique ¹ et l'époque de sa maturité ². Leur relative dispersion et leur subjectivité, aggravée par un certain nombre de préjugés politiques, ne permettent pas d'avoir une idée claire du personnage. La connaissance que nous pouvons en avoir reste donc fragmentaire et superficielle après 1906.

Cela rejoint un problème plus général, qui est l'occultation progressive du personnage privé par le personnage public.

La part des sources « hors-parti » diminue à partir de l'engagement de Kuusinen dans la vie politique. Les indications sur sa vie privée deviennent discontinues. Dès 1906, la correspondance avec sa femme se fait rare. Nous perdons là un moyen d'information privilégié pour connaître son intimité, ses centres d'intérêt intellectuels, ses changements d'humeur, ses fréquentations, son travail ³. À l'exception des lettres à Diktonius, nous n'avons donc plus qu'une image assez abstraite d'un Kuusinen réduit à ses interventions publiques et à ses prises de position officielles, c'est-à-dire mutilé et simplifié à l'extrême.

Or, les recherches que j'ai pu mener jusqu'à présent me laissent penser que, chez lui, l'action est le plus souvent mue par la tension existant entre sa personnalité fort complexe, voire contradictoire, et sa pratique politique sous-tendue par le sentiment du devoir et de la nécessité. Il me semble que son extrême sensibilité aux aléas de l'existence, en particulier à ceux de sa vie sentimentale, détermine en partie, ou accompagne pour le moins, ses évolutions politiques, en dépit de sa volonté manifeste, et presque obstinée, de séparer les deux domaines. Il est donc dommageable d'en être réduit à des sources qui renforcent le caractère subjectif du regard porté sur Kuusinen.

En effet, les témoignages deviennent à partir de 1906 le seul complément utilisable, à quelques exceptions près, des documents organisationnels ou para-organisationnels. Or, ils procèdent de la mise en scène des oppositions, induite par la logique de l'organisation. Nous pouvons en voir la manifestation aussi bien dans les articles concernant sa fausse mort de 1920 ⁴ que dans les numéros spéciaux de la presse communiste au moment de ses anniversaires ⁵.

1. Les plus connus sont Väinö TANNER, *Nuorukainen etsii sijansa yhteiskunnassa*, Helsinki, 1948, et Niin se oikein tapantui, Helsinki, 1958 ; E. LOUHIKKO, *op. cit.* ; O. TOKOI, *Maanpakolaisen muistelmia*, Helsinki, 1959 ; et Juhani PAASIVIRTA, *Suomi vuonna 1918*, Helsinki, 1957. Intéressant aussi, le dossier de presse constitué à partir des articles parus lors de sa mort supposée en mars 1920 et conservé au *Kansan Arkisto* dans le carton C 5 (*Biographica*) du fonds *Otto Ville Kuusisen Arkisto*.

2. Le plus intéressant provient de son ami Helmer Diktonius in *Työkansan Sanomat* de Helsinki le 4 octobre 1946.

3. *Kansan Arkisto. Saima Kuusisen Arkisto*. Curieusement, ce fonds irremplaçable a été fort peu utilisé par les historiens alors qu'il permet de suivre non seulement son évolution intellectuelle et politique, mais la structuration progressive de sa personnalité.

4. *Kansan Arkisto* : O.W. *Kuusisen Arkisto, Biographica*, C 5.

5. *Ibidem*. Il existe aussi au *Työväen Arkisto* un carton consacré à Kuusinen constitué par des coupures de presse (*Lehtileikkeitä* n° 92).

Les premiers sont écrits dans une conjoncture difficile pour le mouvement ouvrier, soumis à la répression et profondément divisé. Ils cherchent à valoriser l'action passée du supposé défunt (adversaires social-démocrates) ou son engagement présent (communistes et social-démocrates de gauche) afin d'en faire l'incarnation d'un juste combat contre la bourgeoisie. Celle-ci l'a transformé en martyr, pour les uns en dépit de ses erreurs, pour les autres dans le cadre d'un courageux combat contre la trahison des idéaux socialistes. La personne de Kuusinen n'est donc pas tant présentée pour elle-même que pour régler des différends politiques. Chacun accapare ce qui lui convient dans sa trajectoire, les amis de Tanner pour ne pas apparaître comme les complices de la répression, les révolutionnaires pour justifier leur combat de l'heure.

Les écrits commémoratifs de la presse communiste d'après-guerre obéissent à la même instrumentalisation. Sous couvert de découvrir l'homme, il s'agit de rendre sympathique la mouvance communiste qu'il incarne. Objectif majeur dans un pays soumis aux tensions de la guerre froide, où l'opinion publique dans sa majorité considère Kuusinen comme un traître.

Nous avons donc affaire à une mémoire organisée, reconstruite, en fonction d'objectifs implicites. Seule la compréhension des enjeux conjoncturels permet de relativiser la valeur de ces sources.

Cela nous ramène au rôle de l'historien. Celui-ci ne fait pas que reconstruire à partir des documents, il s'engage par rapport à leur contenu.

L'HISTORIEN FACE AUX LACUNES DOCUMENTAIRES : LA RECONSTRUCTION PROBLEMATIQUE D'UN PERSONNAGE

Les lacunes des archives ne rendent pas impossible une recherche biographique. Au contraire, la conscience des obstacles rencontrés permet d'éviter certains pièges. Le travail historiographique s'en trouve valorisé, car il démontre le danger du fidéisme par rapport aux sources et la nécessité d'avoir une démarche prospective.

Retrouver un fil conducteur est l'obsession du biographe. À première vue, le personnage de Kuusinen s'y prête bien. Les sources partisans transmettent l'image simple d'un dirigeant ancré à la gauche du parti et soucieux de discipline. Les autres types de documents reprennent pour l'essentiel ce schéma. Connaissant ses engagements ultérieurs (il fut l'un des dirigeants marquants de la III^e Internationale et, à plusieurs reprises, un allié de Staline), la tentation est grande de chercher une continuité entre les différentes périodes de sa vie.

Ce souci est sans doute légitime. Il évite d'enfermer les personnes dans le carcan des conjonctures courtes et permet de les rattacher aux structures de temps intermédiaire. Cette approche s'avère féconde pour repérer la permanence de logiques organisationnelles, de référents culturels ou d'enracinements sociaux. Ainsi, des courants

intellectuels du XIX^e siècle, comme le national-romantisme ou l'évolutionnisme ¹, ont influencé l'approche que fit Kuusinen du marxisme. De même ses positions théoriques avant 1918 correspondent aux préoccupations idéologiques des militants d'origine ouvrière, ancrées dans une histoire longue des mouvements sociaux ². En fait, sa vie privée comme sa carrière politique ne peuvent être comprises sans faire référence au vaste mouvement de transition qu'a connu la Finlande entre la fin du XVIII^e siècle et les années 1920 ³.

Mais les continuités, telles qu'elles transparaissent dans les sources, ne sont pas les seuls facteurs explicatifs. Il faut prendre en compte les ruptures, qu'elles soient assumées (Kuusinen écrit en 1918 un livre autocritique sur l'expérience de la révolution finlandaise) ou partiellement inavouées (par exemple la séparation avec Edvard Valpas). À plusieurs reprises, Kuusinen s'est résolu à des changements dictés par les circonstances ou par l'échec de certaines stratégies. L'impuissance de Valpas à répondre aux défis posés par la deuxième vague de russification l'a amené à reconsidérer dès 1916 le combat pour l'indépendance. De même, les impasses du soulèvement de 1918 et l'impossibilité de les surmonter à partir des enseignements théoriques du kautskysme ont ébranlé ses convictions. Les archives sont peu prolixes à ce sujet. La tâche de l'historien est donc de dépasser cette carence par la mise en perspective des enjeux.

En outre, la coïncidence chez Kuusinen entre crises personnelles et variations des choix politiques n'apparaît qu'épisodiquement dans les documents ⁴. Seule une patiente reconstitution lui donne de la consistance. Certes, il est délicat de prouver ce genre de corrélations. On doit en outre se méfier des interprétations à prétention psychologique. Mais faut-il pour autant ne pas noter les concordances temporelles entre des phénomènes d'ordre différent ? Chez un être hypersensible, cela équivaudrait à considérer, contre toute vraisemblance, que la logique organisationnelle est seule en jeu dans l'appréhension des réalités politiques. Il me semble au contraire que le personnage, qui enfouit le plus souvent ses souffrances au plus profond de lui-même, cherche à y échapper par des remises en

1. Ceci est visible dans ses lectures de jeunesse comme le prouvent les lettres conservées dans le fonds Saima Kuusinen du *Kansan Arkisto* et les exposés conservés dans les archives de la *Hämäläisosakunta*.

2. Risto ALAPURO, *Suomen synty paikallisena ilmiönä 1890-1933*, Helsinki, 1994, a dégagé certains traits de cette idéologie chez les artisans ruraux. Jari EHRNROOTH, *Sana vallassa, vihan voimalla. Sosialistiset vallankumousopit ja niiden vaikutus Suomen työväenliikkeessä 1905-1914*, Helsinki, 1992, a noté cependant des décalages entre les thèses défendues par Kuusinen et la volonté révolutionnaire de certains groupes ouvriers.

3. Voir Maurice CARREZ, *Proletaires du bout du monde*, en particulier le chapitre 3 « L'émergence d'un nouveau système social », à paraître.

4. Les traces les plus explicites figurent dans les lettres à Helmer Diktonius dont j'ai consulté les photocopies au *Kansan Arkisto* dans le carton A 1 du fonds O. W. Kuusinen (*O.W. Kuusisen Arkisto*). Ces lettres datent de l'époque de la première guerre mondiale et, chose rare depuis le temps de son amour avec Saima, Kuusinen s'y laisse aller à des confidences plus ou moins feutrées.

cause périodiques et une évolution de ses convictions morales. Or, celles-ci contribuent en partie à fonder son engagement politique, du moins à cette période de sa vie.

En somme, la méthode heuristique et l'intime conviction de l'historien évitent de considérer l'histoire d'un point de vue exclusivement linéaire. Elles contribuent à donner du sens aux documents, voire à combler certaines de leurs lacunes.

Pourtant les insuffisances des archives font souvent penser que la connaissance scientifique d'un personnage est une recherche vaine. Trop de vides seraient comblés par la subjectivité du biographe et conduiraient à introduire les éléments d'une semi-fiction de type littéraire, appuyée sur la trame vraisemblable du récit. En somme, la vie de Kuusinen avant la guerre civile ne pourrait être retracée qu'avec des procédés romanesques. Une intrigue : la marche d'un fils de pauvre vers le pouvoir. Un arrière-plan : la Finlande opprimée, en pleine transformation économique et sociale. Une action : la préparation de l'avènement d'une société nouvelle.

En fait, si la vie de Kuusinen peut être racontée sur le mode dramatique, elle ne peut être réduite à une simple histoire. La démarche historique ne vise pas ici à construire un récit selon des canons préétablis, mais à interroger des documents pour en tirer des hypothèses. Celles-ci mettent en lumière des interprétations possibles, des zones d'ombre, des contradictions dont la confrontation aboutit à un mode d'écriture spécifique. Prenons l'exemple de l'adhésion de Kuusinen au SDDP. Les archives n'en donnent que des indications incomplètes. Si l'on s'en tient à la thèse de l'histoire-récit, nous sommes donc condamnés à retrouver un fil conducteur vraisemblable pour la raconter, quitte à prendre le risque d'une distorsion par rapport à la vérité. Or, l'absence de document irréfutable nous oblige à examiner des pistes diverses ¹ qui, loin de nous enfermer dans un scénario unique, font surgir des hypothèses divergentes. Leur confrontation fait progresser, sinon la connaissance directe de l'acte, du moins celle des conditions d'un choix. Il n'est pas certain au demeurant qu'une explication circonstanciée de l'adhésion par des témoins ou par lui-même aurait mieux rendu compte du cheminement de la décision car l'analyse des acteurs est par nature sélective.

Faut-il cependant, pour éviter les risques des témoignages, s'en remettre à la seule analyse des comportements collectifs ? La démarche est tentante. La trajectoire de Kuusinen n'est pas isolée. Elle est assez représentative d'un groupe de jeunes intellectuels ² qui, après avoir fréquenté les mêmes maîtres, choisissent aux alentours de la Grande grève de novembre 1905 d'entrer au Parti social-démocrate. Au nom d'un devoir

1. Nous pouvons évoquer ses fréquentations, ses lectures, les débats sur la société au sein de la *Nation tavastéenne*, ses problèmes d'argent, ses origines sociales, la conjoncture politique, les progrès du SSDP etc. Chacune de ces hypothèses reposent sur des témoignages d'archives crédibles, en particulier ses lettres à Saima, les récits ultérieurs de nombreux acteurs (dont les époux Wuolijoki et Tanner), les minutes des réunions hebdomadaires de la *Nation tavastéenne*.

2. Les plus connus étaient Yrjö Sirola, Kullervo Manner, Edvard Gylling et Eero Haapalainen.

intellectuel et moral, ils en défendent les orientations les plus radicales et deviennent les représentants marquants de son aile gauche, d'inspiration kautskyste. On les retrouve plus tard à la tête de la *Délégation du Peuple*, le gouvernement rouge de 1918, puis à celle du SKP, le Parti communiste finlandais. De telles similitudes méritent sans doute que l'on s'y arrête.

Prenons garde toutefois à ne pas pratiquer une sorte de sociologisme assez primaire qui tenterait de surmonter par des présupposés scientistes le subjectivisme des sources. Kuusinen, bien que présentant des traits communs avec certains de ses camarades, n'est pas réductible à un ensemble. Il s'en distingue par d'autres aspects qui le rattachent à leur tour à d'autres entités. Cette complexité du réel, dont l'historien s'efforce de rendre compte, nous oblige donc à concevoir le personnage de Kuusinen à la confluence de structures diverses qui le contraignent sans l'enfermer. Il s'inscrit dans un champ de possibles dont l'hétérogénéité des archives est un signe.

Si beaucoup de documents emprisonnent Kuusinen dans le carcan des enjeux partisans, leur comparaison avec d'autres sources permet d'établir des questionnements nouveaux. Les contradictions constatées deviennent un moyen de dépasser les apparences pour entrer de plain-pied dans l'enchevêtrement des facteurs explicatifs. Ceux-ci mettent en jeu des structures pluri-séculaires (la transition d'un type de société à un autre), des déterminants de moyenne durée (les conditions de la formation intellectuelle de Kuusinen ¹ ou les débats politiques et moraux du premier vingtième siècle en Finlande ²), et des éléments à plus court terme (les aléas de la vie politique, l'histoire du personnage en relation avec l'évolution de sa personnalité, voire la subjectivité des témoins et des historiens). Cet espace multidimensionnel offre des possibilités très larges d'interprétation. Il s'agit d'explorer les passerelles d'une instance à l'autre, de créer des connexions, bref d'allier la créativité à la curiosité. C'est l'intérêt majeur de l'histoire, qui ne conquiert sa scientificité éventuelle que par la confrontation des points de vue. Ce débat permanent exclut la connaissance définitive.

La part d'inconnaissable dans Kuusinen demeure, non seulement parce que les matériaux dont nous faisons usage restent imparfaits mais parce que notre manière de reconstruire les faits se veut interrogative. Nos murs ont des trous. Des pièces demeurent obscures. Nos corridors sont ouverts à bien des vents. Pourtant, ce chantier permanent garantit le progrès des connaissances car il ne les enferme pas *a priori* dans des certitudes. Il convient de sauvegarder ce dialogue infini, mais sans complaisance, des sources et de l'historien pour aboutir à plus de vraisemblance ou de vérité.

1. Entre autres le protestantisme nordique, le national-romantisme finnois avec ses connotations néo-hégéliennes, le positivisme, l'évolutionnisme, l'austro-marxisme.

2. Il faut prendre en compte ici non seulement la lutte nationale contre l'entreprise de russification, mais les débats sur les transformations sociales et l'exercice de la citoyenneté.

La tradition méthodico-positiviste a fait du document le sanctuaire de l'historien, tout en insistant sur la nécessité d'une critique interne et externe. Beaucoup vivent encore sur cet héritage. Pour la plupart d'entre eux le danger de déformation provient de la subjectivité de l'utilisateur des sources. Celui-ci, par des analyses outrancières ou la recherche d'une interprétation globale, dépasserait le sens supposé objectif des documents.

Or, nous voyons ici que le mode d'élaboration des sources est lui aussi subjectif. La transcription de la parole et des actes au sein d'une organisation obéit à des règles particulières. Les prises de position font l'objet d'une relation orientée, voire *ritualisée*. Chaque partie prenante, chaque décideur, pratique l'autocensure (relative), y compris en cas de désaccords graves avec ses camarades. Il est donc délicat de juger du rôle d'un individu pris isolément. Quant aux archives extérieures à l'organisation, souvent d'ordre plus intime, elles sont par nature très hétérogènes, ce qui suppose une explicitation de leur nature et une confrontation permanente entre elles. Sans cet effort, l'interprétation glisse vers le psychologisme, la déconnexion artificielle entre sphère publique et sphère privée, ou au contraire leur confusion systématique. Ce risque peut être un stimulant efficace car nous sommes tenus d'éclairer les enjeux, de questionner le passé en faisant jouer les articulations d'une connaissance imparfaite, mais riche d'engagement et d'humilité.

En procédant de la sorte, la trajectoire ultérieure de Kuusinen prend de la signification. Dépendant des structures dans laquelle sa vie militante s'est initialement forgée, elle présente après 1918 une relative continuité. Sa formation intellectuelle a donné à Kuusinen des cadres de pensée durables. Son expérience de la lutte de classe dans une société originale a marqué aussi pour longtemps son appréhension des réalités. Sa manière de concevoir l'engagement militant a été en outre stimulée par ses conceptions théoriques initiales. Mais son existence subit les brisures intimes d'une personnalité hypersensible, ce qui rend sinueux son itinéraire. Sa vie n'est donc pas linéaire et pose aux chercheurs des problèmes qu'ils ne sont pas forcément capables de résoudre. Mais n'est-ce pas là, finalement, le gage de leur plaisir ?

Maurice CARREZ

IHC/UMR 5605 - UNIVERSITE DE BOURGOGNE

A PROPOS DE LA FORMATION DU PSOE (1872-1910) : ARCHIVES, SOURCES DE PRESSE ET CULTURE OUVRIERE

Il est banal de dire que les mutations méthodologiques qui ont affecté l'historiographie du mouvement ouvrier dans les années 1960-1970 ne sont pas dues à la découverte de nouveaux fonds d'archives mais à la crise des systèmes d'explication, en particulier de ceux qui privilégiaient l'existence des organisations au détriment d'une vision globale du monde ouvrier ou du mouvement social. On sait que, parallèlement, l'intérêt s'est porté sur des sources qui ne relevaient pas de l'histoire interne. Mais cette description schématique de la production des pays les plus connus ne rend pas compte de l'itinéraire plus chaotique de la recherche concernant l'Espagne. Longtemps après la guerre civile, les ruptures qu'elle a provoquées ont maintenu des séparations étanches entre les spécialistes, ceux de l'université officielle et ceux qui, contraints à toutes formes d'exil, s'inscrivaient dans le courant militant.

Si les mobilisations démocratiques de la fin du franquisme ont modifié l'ambiance universitaire, déjà affectée par l'arrivée d'un nouveau type d'étudiants et d'enseignants, la méthodologie de la recherche sur le mouvement ouvrier n'en a pas pour autant fait l'objet de beaucoup d'échanges. La politisation poussait à mettre l'accent soit sur la vie interne des grands courants ouvriers – au nom de la récupération d'un passé occulté et, aussi, quelque peu idéalisé – soit, plus rarement, à relier leur histoire à une analyse essentiellement économique considérée comme la clef décisive ¹. Les interprétations des idéologies et

1. Souvent leurs auteurs – on pourrait citer MALUQUER DE MOTES, *El socialismo en España 1833-1868*, éd. Crítica, Barcelone, 1977, ou M. GONZALEZ PORTILLA, *La formación de la sociedad capitalista en el País Vasco, 1876-1913*, San Sebastián, éd. Haranburu, 1981, 2 vol. – n'ont pas fait de cet objet l'essentiel de leur production, qui constitue implicitement une critique de l'historiographie traditionnelle sur le mouvement ouvrier.

des attitudes suscitaient peu de questions, ce qui faisait de leur analyse le parent pauvre de la discipline où survivaient souvent des visions qui dataient d'avant la guerre civile, ou qui s'étaient élaborées à sa lumière. Il ne faut pas mesurer chichement le mérite des auteurs qui tentaient, avec des sentiments unitaires – et ils y ont assez largement réussi – de faire revivre des thèmes interdits pendant des décennies. Mais cette atmosphère générale, que n'atténuent pas quelques exceptions, explique aussi les mouvements d'humeur de certains historiens au début des années 1980 ¹. Ceux-ci reprenaient avec une certaine virulence les critiques contre le caractère traditionnel de l'historiographie militante, et les limites des points de vue essentiellement idéologiques. L'ensemble des historiens du mouvement ouvrier étaient soupçonnés de s'identifier à leur objet, ce qui contribuait à isoler leur aire de recherche sans que s'ouvre un débat sur les conditions d'une production scientifique.

Le contexte méthodologique est demeuré à peu près le même à l'heure où s'ouvrent les fonds concernant les mouvements liés à la III^e Internationale. Ils ont fait abondamment parler de quelques grandes affaires (assassinat de Nin, rôle de Staline dans l'abandon des guérillas ou même dans la stratégie syndicale du PCE sous le franquisme, etc.), sur lesquelles des informations non négligeables ont été apportées, mais ils n'ont pas favorisé, hormis quelques exceptions notables ², une réflexion générale sur la portée et les limites de l'utilisation de nouvelles sources. Pour ceux qui trouvent excessive l'attention accordée aux affrontements politiques et idéologiques des organisations ouvrières, l'insistance sur les documents nouveaux relève de préoccupations douteuses, ou confirme que l'histoire du mouvement ouvrier correspond à l'image des révolutions qui ont dévoré leurs enfants. Ce panorama figé n'est pas troublé par les monographies construites autour d'un champ local ou provincial – seul secteur de l'édition où, grâce à la décentralisation institutionnelle, la thématique ouvrière n'est pas rarissime – car elles se contentent le plus souvent, à partir des matériaux trouvés sur place et qu'il s'agit de valoriser, de reconstituer les détails d'un passé particulier. Entre l'historiographie du mouvement ouvrier espagnol et les sources un rapport s'est ainsi construit, où subsistent beaucoup de points aveugles. On va essayer de le montrer à propos d'une période peu concernée aujourd'hui par des controverses d'interprétation – mais pas clarifiée pour autant – celle de la formation du PSOE.

Pas plus que pour d'autres aspects du mouvement ouvrier espagnol, le chercheur qui s'intéresse à cette phase de la vie du PSOE ne peut compter sur l'existence d'archives déterminantes. Cette difficulté pour reconstituer l'activité du parti ou ses débats internes n'a pas incité pour autant à aller vers les approches plus larges parfois utilisées pour d'autres contextes nationaux. On aurait pu ainsi tenir compte de l'histoire sociale de l'Espagne où

1. Cf. J. ALVAREZ JUNCO et M. PEREZ LEDESMA qui, dans un article souvent cité depuis, établissent de fait l'acte de décès de ce secteur de l'historiographie à partir des arguments classiques qui avaient servi ailleurs à réorienter les études sur le mouvement ouvrier (*Revista de Occidente*, octobre 1981).

2. Cf. dans ce même volume la contribution de A. Elorza.

l'industrialisation ne touche que des espaces réduits et où la démocratisation de l'État est bloquée par un régime, la *Restauración*, plus soucieux de contrôle que de consensus populaire. En revanche c'est sur les ressemblances entre le PSOE et les grands modèles qui configurent la II^e Internationale, ou encore sur les emprunts aux textes et aux attitudes guesdistes que l'attention s'est portée d'emblée lorsque les socialistes espagnols ont essayé de donner une définition d'eux-mêmes, c'est-à-dire à une époque où le courant socialiste universel était à peine en train de se structurer. On fait ici allusion non seulement à Morato, dont la production, qui ne fut pas seulement journalistique, s'étend du début du siècle jusqu'à la guerre civile, mais encore au discours officiel du parti dès que ses premières apparitions publiques – dans les années 1880 – lui donnent une identité ¹. Cette continuité dans la représentation, sur laquelle nous reviendrons, permet d'interroger le lien que son historiographie entretient avec les images qu'il a construites de lui-même. Ceci suppose un réexamen de ce qui semblait admis dans l'histoire du mouvement socialiste en Espagne en même temps que le refus de considérer comme une évidence une vision figée du socialisme espagnol estompant des traits qui le distinguent des formes prises en Europe autour de la II^e Internationale. Puisqu'ils sont perceptibles dans les aspects extérieurs de ses pratiques et de son discours, où une analyse un peu attachée aux textes fait apparaître d'autres références que les influences généralement mentionnées, ils incitent à ne pas considérer comme un obstacle définitif le caractère lacunaire de la documentation disponible sur le PSOE.

Soulignons à nouveau que le thème choisi n'est pas sous les feux de l'actualité. Le relatif oubli où il est tombé ne sera pas corrigé par l'ouverture des archives de l'ex-URSS qui n'apporteront, ce n'est pas une surprise, que quelques compléments sur la période ², c'est-à-dire la longue phase qui précède, avant 1910, l'insertion du Parti, combinée avec son accession à la représentation parlementaire, dans le combat pour la République dont il avait été jusqu'alors largement absent. Remarquons qu'entre la formation du groupe fondateur, qui se rassemble déjà en 1871-1872, et la conquête d'une position dans le débat politique national, il s'est écoulé presque quatre décennies, ce qui fait du parti ouvrier espagnol à la fois une des formations socialistes européennes les plus tôt constituées, même si la formalisation de son organisation est un peu postérieure (1886-1888), et une de celles qui tardent le plus à devenir une force significative dans son pays.

Ni l'historiographie traditionnelle du mouvement ouvrier, ni les approches qui mettent en doute l'intérêt d'en faire l'histoire en Espagne n'ont réellement pris en compte cette longue et laborieuse continuité qui commence avec l'adhésion aux thèses du Conseil Général de l'AIT, dès que Lafargue les fait connaître à un petit groupe de Madrilènes entre

1. En particulier la série d'articles intitulés « Apuntes falsos » que Iglesias publie en 1884 dans l'organe du syndicalisme du textile catalan *El Obrero*.

2. Dans notre cas, les deux premiers numéros « perdus » de *La Emancipación*, journal fondateur du courant marxiste espagnol.

la conférence de Londres (septembre 1871) et le congrès de La Haye (septembre 1872). Les tenants du premier point de vue n'ont pas été tentés d'y voir une spécificité. Les avancées, les reculs, les tensions, dont même la maigre histoire d'un isolement de quarante ans n'est pas dépourvue, sont l'occasion de décrire un progrès lent, mais malgré tout continu, qui ne ferait pas exception à l'avancée qui se produit dans d'autres pays. La place occupée à partir de 1910 apparaît alors comme une conséquence logique due, à la fois, à la modernisation de l'Espagne et à la cohérence des choix faits depuis les années 1870. Les travaux de jeunes universitaires publiés à partir de 1970 ayant souvent été des histoires internes, l'interprétation la plus communément admise a été celle d'une linéarité rassurante décrite sans beaucoup d'allusions aux divers aspects du mouvement social. Quant aux approches critiques, si elles ont dessiné vers 1980 une césure visible dans la raréfaction des publications, elles n'ont pas renouvelé les interrogations sur la trajectoire du Parti ouvrier espagnol. Au total, si le territoire, encore tout nouveau dans les années 1970, a été ainsi rapidement déserté avant même d'avoir été réellement exploré, c'est certainement parce que l'orientation politique du premier PSOE semblait poser peu de problèmes.

Ces circonstances, qui favorisaient l'absence de réflexion sur les sources concernant l'histoire du PSOE, s'ajoutaient à des raisons plus visibles et plus concrètes. En effet les traces directes de l'activité, pendant les décennies en cause, des organisations ouvrières, au demeurant peu denses, sont rares. En outre, le courant socialiste n'occupe encore qu'un champ restreint du militantisme ouvrier et ses groupes, comme les tirages de leurs publications, demeurent réduits. Quant aux autorités elles ne portent à la revendication ouvrière qu'une attention épisodique, l'État espagnol, dont la fonction politique reste limitée, n'ayant que peu de moyens administratifs. Il suffit de comparer les archives françaises et celles des ministères espagnols ou des gouvernements des provinces pour constater la maigreur de l'activité de surveillance ou d'enquête des secondes. Cette double absence d'une documentation accessible n'incitait pas à aller au-delà des histoires du Parti – celles des organisations ou des leaders – écrites par des militants à partir du tournant du siècle. À Morato, déjà cité, on peut ajouter Mora, l'un et l'autre ayant été largement utilisés dans les années 1960 et 1970 ¹. Cette approche a été d'autant moins mise en cause que, si les historiens de la vieille université l'avaient ignorée, elle comblait à la fois la nostalgie de militants exilés ou réduits au silence et la soif d'information des nouvelles générations.

Pourtant les sources n'étaient pas inexistantes. Malgré la guerre civile, d'importants fonds de presse ont été conservés, qu'il s'agisse d'organes nationaux, comme ceux de la Première Internationale ou comme *El Socialista*, ou de publications locales – la vaste collection de *La Lucha de Clases* de Bilbao par exemple – ou encore syndicales. Il existe ainsi de véritables îlots. L'un d'entre eux est celui d'Amsterdam (IISG), qui rassemble un

1. Par exemple pour F. MORA, *Historia del socialismo español*, Madrid, 1902, et pour J.J. MORATO, *Pablo Iglesias, educador de muchedumbres*, Madrid, 1931.

remarquable fonds de publications anarchistes, mais aussi quelques pièces concernant le courant socialiste et notamment une petite correspondance entre les fondateurs et Engels. La Guerre civile a créé pour sa part une base documentaire singulière : les archives réunies à des fins policières à Salamanca, devenues aujourd'hui *Archivo Histórico Nacional-Sección Guerra Civil*, dépouilles saisies par les vainqueurs dans les locaux de nombre d'entités politiques ou syndicales, et où l'activité des organisations de base de Madrid et de Catalogne est assez largement représentée. Il manque à ces archives d'institutions celles de militants, ou leurs éventuelles mémoires, souvent détruites ou dispersées par des familles qui ne pouvaient les transporter dans leur exil ou qui craignaient les contrôles policiers. Quelques-unes ont survécu et ont enrichi, après beaucoup de péripéties, la *Fundación Pablo Iglesias* (une partie des archives de la direction de l'UGT léguées par Amaro del Rosal avec de belles collections personnelles), la *Fundación Largo Caballero*, la *Fundación de Investigaciones Marxistas*, etc. S'il n'y a pas eu renouvellement de l'histoire du PSOE, ce n'est donc pas à cause d'une disparition totale des sources.

Mais on devine à quelle autre logique obéissaient les publications concernant le socialisme – et également l'anarchisme et le communisme. La politisation de la société, dans les dernières années du franquisme et pendant la transition, engendrait le souci de récupérer une mémoire dont les aspects unitaires ou exemplaires étaient les plus demandés par le marché du livre. Dans ce contexte les premières histoires des mouvements socialistes ou anarchistes – Morato, Lorenzo, etc. – apparaissaient comme un gage de proximité qui contribuait à renforcer les visions communément admises du passé ouvrier de l'Espagne et à laisser dans l'ombre le débat méthodologique. Paradoxalement ce fut un objectif apparemment plus modeste, la réédition commentée de textes classiques du Parti, qui permit à certains de proposer une interprétation plus articulée et plus exigeante des choix politiques des socialistes ou des anarchistes ¹.

La conjoncture de l'après-franquisme n'était pas à elle seule responsable du tour pris par l'historiographie consacrée au PSOE. Les premiers pas de celui-ci, qui se confondent avec les polémiques fondatrices contre l'anarchisme, semblent donner de l'épaisseur au rôle d'un groupe encore marginal sur le terrain, je veux parler de la mention des liens entre quelques-uns des membres fondateurs et la tête du mouvement marxiste, c'est-à-dire les personnes de Marx et de Engels. Parmi ces témoignages d'un contact direct on connaissait depuis longtemps les souvenirs de Lorenzo sur sa rencontre avec Marx lors de la conférence de Londres de l'AIT. Une partie de la correspondance de Mesa avec Engels avait été assez vite révélée grâce à Max Nettlau ². La publication de celle que les Lafargue échangent avec Engels lors de leur séjour en Espagne, au lendemain de la Commune,

1. Cf. divers travaux de T. JIMENEZ ARAYA et surtout de A. ELORZA qui commencent avec l'édition commentée de nombreux textes classiques dans la *Revista de Trabajo* à partir de 1970.

2. Max NETTLAU, *Documentos inéditos sobre la Alianza y la Internacional en España*, ed. La Protesta, Buenos Aires, 1930.

apparaît ainsi comme une confirmation supplémentaire. Si on ajoute à cela la conservation à Barcelone – autre îlot notable – des procès-verbaux et de la correspondance interne de la Fédération Régionale Espagnole de l'AIT, échos souvent directs des affrontements entre le Conseil Général et les « antiautoritaires », majoritaires en Espagne, l'histoire de la formation du Parti ouvrier permettait de sentir le contact direct avec les choix fondamentaux qui auraient construit le courant socialiste (nécessité de l'organisation et de la discipline démocratique ; conquête du pouvoir politique ; etc.). Que Marx ou Engels aient eu, à un moment donné, une relation – on sait qu'elle fut superficielle – avec des militants espagnols était comme une preuve du lien entre le PSOE et le courant marxiste et donc, de son inscription dans la continuité qui allait de la Première à la Deuxième Internationale, et à laquelle il appartenait de ce fait pleinement. Cette identification avait commencé à se construire très tôt, bien avant que le PSOE n'occupe une place significative dans le débat politique espagnol. Ainsi, plus que chez les anarchistes, le récit de son histoire – à défaut d'une analyse de son rôle dans celle-ci – avait nettement précédé sa présence dans les affrontements, car la justification de ses choix passait par l'évocation historique de la rupture du mouvement ouvrier espagnol ¹. On comprend que cela ait pesé sur ceux qui en écrivaient l'histoire.

Le pouvoir de conviction de ces anecdotes fondatrices n'épargne pas quelques ouvrages écrits dans les années 1970, au point qu'il n'y a pas toujours solution de continuité entre les histoires écrites par des militants et des travaux nettement postérieurs qui, intégrant apparemment l'idée de la schématisation du marxisme par la II^e Internationale que l'historiographie spécialisée diffuse alors, semblent nettement moins acritiques. Ainsi certains auteurs reprennent l'affirmation, invraisemblable au vu des textes, d'une correction par Marx du premier programme du Parti en 1879 ². On pourrait considérer qu'il ne s'agit que d'un détail peu significatif, ou expliquer l'absence d'une franche rupture entre deux états de l'historiographie par les particularités du contexte espagnol avec ses difficultés d'accès à la documentation, la nouveauté du thème, voire l'enthousiasme des chercheurs et la forte tendance à l'idéologisation. Mais ce type d'interprétation linéaire a tout autant à voir avec la représentation que les fondateurs du PSOE se faisaient de la politique et qui les a conduit très tôt à donner une vision de l'histoire du parti.

On se trouve de fait face à une série d'apparentes évidences qui se croisent et se cumulent, passant des textes du parti à ses premières histoires, et vice versa. La première, encore vivace, est peut-être celle du caractère fortement guesdiste du PSOE, qui pourrait expliquer son fonctionnement centralisé, son caractère ouvrieriste, le schématisme de son discours, etc. Les apparences semblent en effet aller dans ce sens : les sources étrangères les plus couramment citées par le discours central du socialisme espagnol sont les publications du courant guesdiste (Marx, bien sûr, est fort rare, et Engels se résume à

1. C'est le cas des « Apuntes falsos » déjà cités.

2. TUÑON DE LARA, *El movimiento obrero en la historia de España*, Madrid, éd. Taurus, 1972, p. 274.

l'utilisation polémique des deux brochures *Socialisme scientifique et socialisme utopique* et *Les Bakouninistes au travail*). Un des pionniers du guesdisme a d'ailleurs été un des fondateurs du socialisme espagnol, José Mesa, interlocuteur de Engels lorsque celui-ci avait la responsabilité de l'Espagne au Conseil général de l'AIT¹. L'historiographie spécialisée proche du point de vue interne du Parti ouvrier espagnol pouvait donc l'interpréter – celle venue du courant communiste le répétera – comme une simple copie de cette variante du socialisme français. À partir de 1965 elle trouvait même une explication plus articulée avec la thèse de Claude Willard². La reconstruction de la logique interne du POF suggère, sans que l'historien français y soit bien sûr pour quoi que ce soit, que ce sont les mêmes schémas qui animent le socialisme espagnol, ou que l'on peut assimiler Iglesias à Guesde³, la linéarité de l'interprétation étant préservée non seulement par la preuve de la fréquence effective des contacts, mais presque par la ressemblance anecdotique des situations.

Cette mise en relief conjoncturelle du guesdisme n'est pas seulement l'occasion de souligner son écho dans le socialisme espagnol, qu'il n'est d'ailleurs pas question de nier. Il réduit surtout celui-ci à son rapport avec cette source privilégiée. Il ne restait au chercheur qu'à essayer de reconstituer la filiation formelle de la thématique du PSOE en insistant sur les contacts personnels, l'échange de correspondance entre Français et Espagnols, la traduction d'articles ou de brochures, etc. Une partie de la production historiographique consacrée au PSOE s'y est employée quelque temps et il s'y exprime souvent la déception de n'avoir pas davantage de témoignages plus directs et plus précis. La rareté, déjà soulignée, de la documentation directe rend ces regrets compréhensibles. Ce genre de travaux n'accorde en général qu'une place fort modeste à la connaissance des spécificités du monde ouvrier espagnol, à ses transformations, à sa culture. La même observation pourrait être faite à propos des travaux concernant l'anarchisme, à qui il est souvent arrivé aussi de tomber dans la tentation de l'évidence.

Une analyse du discours et des attitudes du socialisme espagnol – telle qu'il les diffuse publiquement à partir de 1886, en particulier – peut certes y repérer la thématique des publications guesdistes. Pour ne prendre que quelques exemples on y retrouve fortement affirmée l'idée du caractère nécessaire des changements historiques. La révolution est inscrite dans l'expérience quotidienne de l'exploitation et de la concentration continue de la propriété, sans que les spécificités des situations nationales respectives soient prises en compte. Comme le POF, le PSOE insiste sur la nature exclusivement bourgeoise de l'État, même pourvu d'un régime parlementaire, dont on ne peut attendre qu'il puisse garantir les mesures sociales qui pourraient lui être formellement arrachées par

1. Sur son rôle non négligeable en France, voir Claude WILLARD, *La Naissance du Parti ouvrier français*, Paris, éd. Sociales, 1981.

2. *Les Guesdistes*, Paris, éd. sociales, 1965.

3. Cf. TUÑÓN DE LARA, *El movimiento*, op. cit.

les luttes ouvrières. Toutefois, s'il est vrai que le PSOE finit par considérer que la forme du gouvernement n'est pas secondaire et par se joindre à la défense de la démocratie, on a vu qu'il ne le fait que bien plus tard que le POF¹. Nous reviendrons sur cette nuance. En tout cas, l'un et l'autre insistent dans des termes semblables sur la priorité de la conquête du pouvoir politique par un parti discipliné et organisé, condamnant avec force les illusions de la grève générale et se méfiant de l'autonomie des mouvements sociaux. Au-delà de thèmes communs à l'ensemble des partis de la II^e Internationale, les militants semblent respirer une même atmosphère où ils retrouvent notamment de nombreuses exhortations à renforcer l'organisation.

Il y a pourtant des différences d'accents. Que penser lorsque le PSOE présente une Espagne où la bourgeoisie est déjà en train de réduire à la prolétarianisation tous les secteurs de la société, y compris la noblesse terrienne ? Ce grossissement tient-il seulement à la situation d'un parti qui, pour se faire entendre, notamment face à la concurrence anarchiste, doit forcer le trait ? Le surcroît de schématisation n'est-il pas plutôt dû à un discours où le maniement simplifié des catégories de la vulgate marxiste se confond avec la vision moralisante de l'opinion ouvrière, dont les représentations s'étaient construites avant tout contact avec le courant marxisant, qui ne les a pas beaucoup marquées, au contraire des propositions libertaires qu'elles ont cependant précédées ? On peut repérer cette double référence dans d'autres thèmes clefs du premier PSOE.

Ainsi le souci de l'organisation. Il apparaît d'une part comme l'écho, auquel la présence du courant anarchiste donne une grande actualité, de la volonté des guesdistes d'occuper de manière articulée le champ politique. Mais il peut d'autre part être interprété comme la mise en forme d'une expérience particulière dont un des éléments structurants est la défiance à l'égard de l'État avec la réponse qu'elle engendre, c'est-à-dire une idéalisation de l'association, que l'on retrouve sous de multiples formes dans les comportements du monde ouvrier espagnol et tout simplement dans nombre de réactions populaires. Il y a rejet d'un contact, même conflictuel, avec l'État dans l'activité de type syndical, tant de la part des associations influencées par les anarchistes que de celle du secours mutuel d'inspiration modérée. Cette distance est surtout présente chez les ouvriers des métiers dont les formes de défense se sont structurées plus tôt. Ils refusent ainsi que l'État intervienne dans leurs différends avec les patrons – ce sera longtemps une constante de leurs grèves – gérant ainsi de manière communautaire et close leur spécialité, dont ils essaient en particulier de contrôler l'embauche, traçant une séparation nette entre le groupe du métier et l'extérieur (les socialistes espagnols auront eux aussi une conception rigide de l'appartenance à l'organisation syndicale ou politique). Il arrive que les métiers veuillent éduquer leurs apprentis dans des écoles propres. Aussi bien dans leurs associations professionnelles – lorsqu'ils en possèdent – que dans le secours mutuel

1. De fait très peu avant 1910.

territorial, où ils sont beaucoup plus présents que les ouvriers d'industrie, ils adhèrent implicitement à l'idée d'une association qui suffit à tout. Les travaux sur les formes de la sociabilité ouvrière en Espagne attestent d'ailleurs que la création d'association de secours ou d'éducation est conçue comme le premier pas vers une diversification de ses fonctions, c'est-à-dire comme une initiative implicitement destinée à suffire à remplir une multitude d'objets ¹.

Si la tentative de combiner le secours et la résistance apparaît fréquemment dans les statuts du secours mutuel ² – dont les associations de base demeurent autonomes les unes par rapport aux autres – c'est qu'il s'agit aussi de combler le vide laissé par l'État, formellement libéral, mais incapable d'organiser un consensus populaire, puisqu'il n'essaie pas d'être présent par des mesures législatives de protection sociale ou par une influence dans le mouvement mutualiste. Cette situation de fait, à laquelle l'opinion ne voit pas d'alternative, contribue à donner les traits de l'évidence à la culture ouvrière dominante, faite d'une exaltation sous-jacente de l'organisation que l'anarchisme et le socialisme, chacun à sa manière, intègrent. Le premier, surtout dans sa forme collectiviste ³, y voit la preuve que l'action ouvrière peut être faite d'initiatives autonomes puisque la section de métier est la base à partir de laquelle s'édifieront les alliances qui composeront « la libre fédération de libres producteurs » ; le second y puise des raisons d'insister sur le caractère prioritaire de la défense de l'organisation, sur la nécessité de la discipline. Par ce caractère presque exclusif, l'organisation devient sa propre fin, ce qui peut rendre compte de divers paradoxes apparents de l'action du PSOE. Le premier est le refus de fait de la grève. Si celle-ci est le moyen par excellence d'affirmer la présence ouvrière, un échec peut mettre en danger l'existence de l'organisation syndicale, à qui le parti veut imposer le modèle de la caisse de résistance, image décisive de la force de l'association, et qui est à la fois un écho de certaines politiques syndicales étrangères, mais également un thème fort ancien du mouvement ouvrier espagnol. Ainsi l'histoire du PSOE en matière revendicative est celle du refus du mouvement au nom de l'attente de lendemains plus sûrs ⁴. Le second paradoxe est la crainte que les implications de l'action politique fassent perdre de vue le but essentiel, la consolidation de l'organisation, qui apparaît dès lors comme un objectif de substitution continuant à rattacher le parti aux visions utopiques antérieures. Seule la perspective que le parti soit un jour l'outil de la prise du pouvoir politique – auquel il se substituera plus qu'il ne le détruira – l'empêche de s'y assimiler complètement et

1. Cf. S. CASTILLO [éd.], *Solidaridad desde abajo*, Madrid, UGT, 1994.

2. Cf. les travaux classiques de THOMPSON ou de SEWELL.

3. Dans les années 1880 l'anarchisme espagnol se divise formellement entre anarcho-communistes et collectivistes, ces derniers exprimant l'expérience concrète de l'organisation sur une base professionnelle.

4. C'est un thème constant qu'Iglesias reprendra jusqu'au bout. Le texte le plus connu sur ce point est *Las organizaciones de resistencia* publié encore en 1928 (reproduit dans Pablo IGLESIAS, *Escritos I*, Madrid, éd. Ayuso, 1975, p. 259-276.

compense un minimum d'intervention dans le champ politique, le discours de propagande et la vie de l'organisation restant longtemps le seul mode d'action du PSOE.

Celui-ci n'adhère donc pas au guesdisme pour reproduire de façon plus ou moins fidèle la forme qui, pour des raisons de géographie et d'influences culturelles, lui est la mieux connue du courant socialiste. Par contre, les schémas idéologiques qu'il élabore en tenant compte de ce contact permettent de concilier l'appartenance au courant marxiste – même s'il est difficile de le rendre clair dans le contexte espagnol, il donne un signe d'identité qui atténue une faible présence – et la poursuite d'une activité politique réduite à deux ou trois attitudes simples : le refus du contact avec l'État et avec le courant républicain et le repli sur l'association. Cela suffira pendant longtemps à différer la prise en compte de la situation politique espagnole. Le fait que cette diversion ait pu durer – rappelons que dès 1873 Engels demandait au petit groupe de partisans du Conseil Général de se présenter aux élections et de défendre explicitement la République, ce que les socialistes ne firent que beaucoup plus tard et avec réticence ¹ – suggère bien l'existence d'une autre référence, dont une analyse diachronique de la presse ouvrière espagnole permet de percevoir l'émergence dès les années 1860, durant une période où les organisations ouvrières sont coupées d'éventuelles perspectives politiques par le pouvoir d'Isabelle II.

Ce n'est pas tant l'existence, compréhensible, de cette double référence qui fait problème, que le fait que, comme le PSOE, l'historiographie spécialisée ait tardé à y prêter attention. Cela renvoie bien sûr aux aspects approximatifs des exposés inspirés par la vulgate marxiste ou aux modalités de la réception de celle-ci – dans le cas du PSOE, le fait de rejoindre ce courant fournit surtout un signe d'identité par rapport à d'autres (républicanisme fédéral et anarchisme en particulier). Il faut y ajouter les interprétations qui présentaient l'histoire du PSOE comme s'enchaînant avec une apparente évidence. On y a fait allusion. Si elles ont eu une telle fortune c'est qu'un autre aspect du PSOE incitait à l'étudier de manière acritique, à savoir son discours ; car dans sa première période il fonctionne totalement sur le mode de l'évidence. Certes, les exigences de la propagande y poussent toute organisation politique. Mais on sait que la simplification, voire la trivialisation, à laquelle on a recours à usage externe peut coexister avec des débats internes ou avec des formes plus élaborées, plus intellectualisées de l'exposé idéologique. Groupe peu nombreux et replié sur lui-même, nettement centralisé tant du point de vue organisationnel – c'est une préoccupation fondamentale – que du point de vue géographique, soupçonneux à l'égard des mouvements qui se produisent dans la société, le PSOE des premières années réunit presque toutes les conditions pour sécréter un discours destiné à répondre au modèle (abstrait) de l'ouvrier conscient et qui, de fait, reprend bien des traits de l'ouvrier de métier, inspirateur de cette fiction. L'organe madrilène du PSOE, bien contrôlé par le président et fondateur Pablo Iglesias – dont la

1. IISG Amsterdam, L. 4942.

reproduction des discours occupe une large place – maintient ainsi une homogénéité extrême de point de vue qu'il serait intéressant de comparer avec les partis d'autres pays. Le Parti ouvrier espagnol, notamment à Madrid, est ainsi un de ceux qui ont le moins de contacts avec les intellectuels. Même les salariés non manuels sont presque absents du groupe dirigeant madrilène jusqu'en 1909-1910¹. Cela ne veut pas dire que des interpellations n'existent pas. La guerre de Cuba, entre 1895 et 1898, en constitue une, à notre avis sans lendemain. À Bilbao, dans un contexte plus industriel, les socialistes sont assez présents dès 1891. Ils ont conquis de leur propre chef une place dans les activités municipales. Quelques intellectuels, dont Unamuno, écrivent dans l'hebdomadaire socialiste local. Mais la constance d'un discours unique dans l'organe central occulte cette différence limitée d'approche que l'orthodoxie constamment reprise de *El Socialista* contribue à décourager, du moins dans le cas d'Unamuno. En outre, Bilbao a peu d'impact sur la direction, toujours assumée par Madrid, car l'activité politique dans la capitale basque n'y a pas une signification lisible pour l'ensemble de l'État. Ce hiatus entre implantation et influence réelle – la situation madrilène est presque inverse : contrôle du Parti, mais entrée tardive dans la vie politique de la capitale, à peine corrigée par une discrète influence syndicale – est assez significatif de la pesanteur de la direction centrale du Parti.

Ainsi histoire, organisation, discours et même historiographie du PSOE autorisent, semble-t-il, à parler d'une spécificité du socialisme de l'aire hispanique. Celle-ci apparaît moins à travers l'archive interne, dont l'état lacunaire a plutôt incité les spécialistes à tracer un tableau classique de ce courant, que dans la culture politique du monde ouvrier espagnol. La manière dont elle investit les grands thèmes constitutifs de la II^e Internationale dans sa version espagnole rend légitime que l'on interroge attitudes et publications. Le discours apparemment uniforme et banal du PSOE n'est donc pas forcément une source pauvre qui permettrait seulement de reconstituer par défaut la vie et l'ambiance du socialisme espagnol. Sa presse, lue dans une longue continuité et comparée avec l'ensemble des publications ouvrières, c'est-à-dire non seulement celles qui relèvent de l'anarchisme et du républicanisme fédéral, mais encore la presse professionnelle ou mutualiste, etc., constitue un des matériaux fondamentaux pour voir comment se construisent d'apparentes évidences qui auront la vie dure. Insister sur son étude, dans ce cas particulier, ne revient pas à dire que les journaux constituent la source privilégiée, mais simplement qu'ils constituent un symptôme fort des pratiques et des représentations politiques ouvrières qu'il faut aussi atteindre par le moyen des analyses économique, sociologique, anthropologique et leurs matériaux propres.

Michel RALLE
UNIVERSITE PARIS IV

1. Michel RALLE, « Les socialistes madrilènes au quotidien », reproduit dans A. ELORZA et M. RALLE, *La formación del PSOE*, éd. Crítica, Madrid, 1989, cf. p. 296-298.

L'HERITAGE SCIENTIFIQUE DE GEORGES HAUPT

Georges Haupt avait coutume de souligner d'entrée de jeu la difficulté des entreprises qu'il mettait en chantier. Ce n'est pas pour assumer cette part de l'héritage ni pour me conformer aux précautions d'usage que j'en fais autant. Le présent exercice m'a déjà été demandé à plusieurs reprises, sans résultat. J'ai toujours buté sur les mêmes obstacles, c'est-à-dire, pêle-mêle : l'hagiographie, l'exégèse, la bibliographie commentée, l'anecdotique, l'ego-histoire, liste non limitative. Plutôt que de continuer à tenter de contourner ces obstacles, j'ai cru devoir les affronter.

Issue d'un cursus de langues, je m'étais adressée à G. Haupt au milieu des années soixante en quête de méthodologie. Elle me fut démontrée sur le tas. C'est ce processus implicite qu'il s'agit de formaliser. Autant laisser parler G. Haupt pour décrire ce que fut sa démarche formelle, quand bien même cette reconstitution ne restaurera pas son enthousiasme communicatif pour les problèmes d'histoire qu'il avait à traiter. Il a lui-même énoncé dans ces termes son programme *a posteriori*, évoquant le temps où l'histoire du mouvement ouvrier venait de conquérir droit de cité à l'Université : « Forger des instruments de travail, inventorier les sources, rédiger des bibliographies, éditer des documents, élaborer des monographies ¹. » C'est dire qu'il se percevait comme l'un des pionniers d'une discipline relativement nouvelle qui devait, dans un même élan, conjuguer la recherche documentaire et l'élucidation des problèmes. Les difficultés auxquelles était alors confrontée l'histoire du mouvement ouvrier ont été expérimentées plus tard par l'histoire des femmes, laquelle se heurte encore aujourd'hui à des préjugés tenaces. Or, l'histoire du mouvement ouvrier n'est plus dans l'enfance, mais elle doit faire face à un double défi : le déclin des projets d'émancipation qui lui ont servi de moteur, déclin qui a précédé la chute du « socialisme réel » ; l'élargissement de la base documentaire consécutif à ce bouleversement. D'où la situation paradoxale d'une discipline qui dispose

1. *L'historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980, p. 18.

enfin d'une gamme étendue d'instruments d'analyse au moment où le sujet ne fait plus recette.

Peut-être faut-il, dès lors, à contre-courant, reprendre le programme formulé par G. Haupt, refourbir les instruments qu'il avait forgés pour accéder à la connaissance d'un mouvement social qui fut paradigmatique, à l'aune duquel se sont mesurés tous les autres mouvements sociaux des XIX^e et XX^e siècles, le mouvement ouvrier. Décrire sa démarche peut alors contribuer à la recherche d'éléments d'orientation dans la nouvelle conjoncture.

Forger des instruments de travail : G. Haupt a, en effet, publié des répertoires de sources dûment localisées, des bibliographies, des recueils de documents. Ce choix trouve, assurément, une explication partielle dans sa biographie. Ses origines balkaniques fournissent la clef de son intérêt pour le Sud-est européen ; étudiant à Leningrad à l'époque du jdanovisme, il avait observé de près les effets du dogmatisme. De même, le refus de la Roumanie de déstaliniser fut perçu par lui comme une atteinte à ses convictions, qui motiva sa décision d'émigrer. C'est en marxiste critique qu'il a abordé son champ d'étude, en évitant soigneusement et sciemment l'acharnement des « renégats ». Son engouement pour les documents remonte sans doute pour une part à l'historiographie où il fit ses premières armes : dans le domaine éminemment idéologique, celui d'une « science de légitimation » qu'était l'histoire du mouvement ouvrier dans les pays du « socialisme réel », la publication des sources, même tronquées, était un moyen de biaiser par rapport au diktat de l'interprétation officielle. À son arrivée en Occident en 1958, deux rencontres ont été déterminantes dans l'itinéraire scientifique de G. Haupt : celle avec J. Maitron qui lui donna accès à la mouvance du *Mouvement social*, et celle avec l'ancien secrétaire du BSI, C. Huysmans, qui mit les archives de l'Internationale à sa disposition. Pourquoi le vieil homme choisit-il précisément ce jeune historien venu de l'Est alors que les demandes d'un militant et historien chevronné comme J. Braunthal s'étaient heurtées à une fin de non recevoir ? (Ce dernier s'en est plaint auprès de moi lors de notre unique rencontre à Amsterdam). Cette faveur est due, sans nul doute, à la germanophobie tenace qu'avait inspirée à C. Huysmans la période du nazisme ¹. L'accès à ce fonds documentaire fut en tout cas essentiel dans l'orientation prise par les recherches de G. Haupt.

À partir de sa thèse, *La II^e Internationale, étude critique des sources, essai bibliographique* ², il a suivi deux pistes : la publication des documents du BSI ³ – dont la deuxième partie, couvrant la période de 1907 à 1914, a été perdue –, entreprise complétée, à la fin de sa vie, par l'édition critique des documents des congrès de la II^e Internationale, *Bulletin périodique du BSI*, etc. ⁴ et une bibliographie critique de

1. Information de José Gotovitch.

2. Paris/La Haye, Mouton, 1964, 393 p.

3. *Bureau Socialiste International. Comptes rendus des réunions, manifestes et circulaires*, documents recueillis et présentés par Georges HAUPT, vol. I, 1900-1907, Paris/La Haye, 1969, 438 p.

4. *Histoire de la II^e Internationale*, Genève, Minkoff Reprint, 1976.

l'histoire de l'Internationale parue sous le titre de *Programm und Wirklichkeit* 1. Publication de documents et répertoire des sources étaient dans son projet non seulement complémentaires mais indissociables.

Dans la masse des documents qu'il a publiés, on peut tenter d'opérer un classement qui distinguerait : les documents officiels déjà mentionnés ; les correspondances, plus ou moins intimes, qui rendent mieux compte des méandres de la réflexion et, dans leur contradiction même, des multiples éléments qui président à la prise de décision 2 ; les instruments de prosopographie que sont les recueils d'(auto)biographies 3 ou les dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier international, série mise en œuvre avec J. Maitron, en collaboration, dans la mesure du possible, avec les historiens des pays concernés, et tributaire, par conséquent, de l'historiographie locale, comme G. Haupt le soulignait à propos du volume Autriche dont il fut le principal artisan ou des volumes Japon qui durent être révisés. Ses tentatives pour mettre en chantier le volume Allemagne avec des historiens de RFA n'ont cependant pas abouti avant que J. Droz et J. Maitron ne réactivent le projet. Mais J. Jemnitz, par exemple, était – et est ? – chargé, en collaboration avec M. Dufournaud, de la rédaction du volume Hongrie.

Ces entreprises ont, la plupart du temps, débouché, conformément à son programme, sur des études monographiques. J'en citerai deux, plus particulièrement en rapport avec les éditions de documents ci-dessus mentionnées : « Parti guide : le rayonnement de la social-démocratie allemande dans le Sud-est européen » qui rend compte d'un aspect important de l'internationalisme, et « Les groupes dirigeants internationaux du mouvement ouvrier » qui constitue un essai de prosopographie 4.

1. *Programm und Wirklichkeit. Die internationale Sozialdemokratie vor 1914*, Neuwied, Luchterhand, 1970.

2. *Correspondance Lénine-Huysmans, 1905-1914*, Paris/La Haye, Mouton, 1963, 164 p. ; sous la direction de G. HAUPT, par C. WEILL, G. BADIA, I. PETIT : Rosa Luxemburg, *Vive la lutte ! Correspondance 1891-1914 ; J'étais, je suis, je serai. Correspondance 1914-1919*, Paris, Maspero, 1976 et 1977, 422 et 430 p. ; avec J. JEMNITZ et L. VAN ROSSUM, *Karl Kautsky und die Sozialdemokratie Südosteuropas. Korrespondenz 1883-1938*, Francfort-sur-le-Main/New York, Campus Verlag/IISG, 1986, 649 p. L'article de J. DAMIANOVA et P. DUMONT, « Le dossier "Bulgarie" dans les archives du Bureau Socialiste International » in C. GERVAIS-FRANCELLE [éd.], *Russes, Slaves Soviétiques. Pages d'histoire offertes à Roger Portal*, Paris, Publications de la Sorbonne/Institut d'études slaves, 1992, p. 403-413, peut être considéré comme un prolongement de cette activité. Les deux auteurs avaient l'intention de publier cette correspondance en Bulgarie quand les « événements » ont singulièrement compromis l'entreprise. Voir aussi mon article, « La correspondance de Karl Kautsky avec les socialistes bulgares », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 8, 1990, p. 98-104.

3. Avec Jean-Jacques MARIE, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969, 398 p.

4. Tous deux reproduits dans *L'Historien et le mouvement social*, mais d'abord parus en allemand : « Führungspartei? Die Ausstrahlung der deutschen Sozialdemokratie auf den Südosten Europas zur Zeit der Zweiten Internationale » in *IWK. Beziehungsgeschichtliche Probleme der deutschen und der ost-sowie südosteuropäischen Arbeiterbewegung 1889-1920/21*, 1979, p. 1-30 ; « Internationale Führungsgruppen in der Arbeiterbewegung », *Herkunft und Mandat. Beiträge zur*

Au confluent de l'essai bibliographique et de la réflexion historique se situent ses interrogations sur la démarche de l'historien dont témoigne le titre de son ouvrage posthume, *L'historien et le mouvement social*. Son panthéon personnel incluait F. Mehring, mais surtout A. Rosenberg dont il réédita *l'Histoire du bolchevisme* ¹, ainsi que les grands collecteurs d'archives que furent D. Riazanov et B. Nicolaevsky, mais aussi R. Medvedev dont *l'Histoire du stalinisme* – il en assura l'édition française ², ainsi que les éditions anglaise et l'italienne – se voulait conservatoire, motivée par la crainte que les sources n'aient été détruites, crainte, semble-t-il, non fondée au vu des découvertes récentes.

Cette dernière publication s'inscrivait dans un autre cadre encore, à partir de ses options de marxiste critique du stalinisme : G. Haupt fit connaître au public français, parfois sous pseudonyme, plusieurs textes de dissidents soviétiques, activité qui lui valut d'être attaqué simultanément à droite et à gauche à la veille de l'engouement de l'intelligentsia parisienne pour Soljenitsyne.

G. Haupt – ceux qui l'ont connu le savent bien – était un historien passionné, capable d'interrompre n'importe quelle occupation festive – une séance de cinéma, par exemple – pour aller sur le champ vérifier le bien-fondé d'une hypothèse dont il venait d'avoir l'intuition. Mais c'était aussi un historien que l'on pourrait qualifier d'« engagé » selon une terminologie qui n'a plus guère cours. Son engagement se mesure en particulier à son souhait d'une synthèse entre l'histoire savante du mouvement ouvrier sortie du monopole de ses détracteurs et l'histoire militante débarrassée de ses tendances à la construction de mythes et de légendes pour promouvoir un récit susceptible de servir d'instrument à la praxis, une histoire sociale du mouvement ouvrier international. D'où sa critique de l'histoire institutionnelle et de la narration des congrès, mais aussi de la juxtaposition de l'histoire des mouvements ouvriers nationaux qui avait été abondamment pratiquée par les protagonistes eux-mêmes, reprenant la coutume des rapports présentés aux congrès internationaux.

Il préférait procéder par coupes transversales, abordant les grands thèmes qui, selon des modalités différentes, préoccupaient chacun des mouvements nationaux. Ainsi, dans un vaste projet d'histoire du socialisme international, il souhaitait consacrer un volume au « grand schisme » entre anarchistes et social-démocrates. Dans le prolongement de cette interrogation, il a esquissé une typologie des mouvements ouvriers selon l'importance relative de chacune des formes d'organisation – partis, syndicats, coopératives, etc. – selon les courants hégémoniques en leur sein aussi, social-démocratie ou syndicalisme révolutionnaire en particulier au-delà de la typologie classique, calquée sur l'exemple du

Führungsproblematik in der Arbeiterbewegung, Francfort-sur-le-Main/Cologne, Europäische Verlagsanstalt/Otto Brenner Stiftung, 1976, p. 195-217.

1. Paris, Grasset, 1967, 355 p.

2. *Le stalinisme. Origines, histoire, conséquences*, Paris, Seuil, 1972, 637 p.

parti hégémonique dans la II^e Internationale, le SPD, qui départageait la gauche révolutionnaire, le centre orthodoxe et la droite réformiste ou révisionniste.

Avec d'autres, en particulier pour l'Histoire du marxisme (*Storia del Marxismo*) mise en chantier avec E. Hobsbawm, F. Marek et E. Ragioneri, il s'est interrogé sur la diffusion effective du marxisme parmi les militants des partis qui s'en réclamaient, dans le « mouvement ouvrier réel », il a dessiné les contours d'une « géographie du socialisme » à l'époque de la II^e Internationale, pour dépasser l'eurocentrisme de l'institution dans son fonctionnement. L'étude des canaux de propagation du socialisme l'a conduit à s'intéresser plus particulièrement à ces protagonistes essentiels du mouvement ouvrier international que sont les exilés et émigrés (il en était un lui-même), ce qui fut le terrain principal de notre rencontre. Bref, il tenta de mesurer, selon la formule d'Otto Bauer, l'aperception nationale des contenus internationaux de culture, s'agissant en l'occurrence du socialisme.

L'examen des prises de position des marxistes sur la question nationale, en théorie et en pratique, était dès lors un corollaire indispensable de ses investigations ¹.

En même temps qu'il en décèle la cohérence, ce résumé schématise nécessairement la démarche foisonnante de G. Haupt, jalonnée d'occasions de « faire le point ». Car pour lui, une recherche n'était jamais achevée : les diverses versions d'un même ouvrage peuvent servir ici d'exemple permettant d'illustrer sa progression. Lorsqu'il publia en français *Le congrès manqué* ², une large place était réservée aux documents préparés pour le congrès socialiste international qui devait se tenir à Vienne en août 1914. La version allemande, *Der Kongress fand nicht statt* ³, s'orientait déjà plus résolument vers l'interrogation sur les problèmes du socialisme et de la guerre, tout en conservant le titre qui mettait l'accent sur l'effondrement de l'Internationale. Quant à la version anglaise, la dernière parue, elle s'intitulait, en fonction du cheminement parvenu à son terme provisoire, *Socialism and the Great War* ⁴. L'annotation des documents du BSI et la réflexion pour la rédaction de l'ouvrage allaient de pair, s'éclairant l'une l'autre. Pour sacrifier à l'anecdote, je citerai l'exemple de la réunion du BSI qui s'est tenue à huis clos à Zurich en septembre 1911, lors de la deuxième crise marocaine. En tentant de percer le mystère du huis clos dont l'explication officielle paraissait bien ténue, nous avons découvert qu'il devait servir à masquer la participation des socialistes à la diplomatie secrète, si contraire à leurs principes. La version anglaise bénéficia de cette avancée, un développement fut consacré à l'épisode illustrant l'interaction entre l'étude des documents et la monographie, comme le voulait le programme de G. Haupt. En retour, une relecture des documents

1. Avec M. LÖWY et C. WEILL, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, Maspero, 1974.

2. *Le congrès manqué. L'Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale. Étude et documents*, Paris, Maspero, 1965, 300 p.

3. *Der Kongress fand nicht statt. Die sozialistische Internationale 1914*, Vienne, Europa Verlag, 1967, 300p.

4. *Socialism and the Great War. The Collapse of the Second International*, Londres, Oxford University Press, 1972, 270 p.

annexes du BSI concernant la réunion de Zurich l'incita à en prévoir la publication, l'un des multiples projets qui ne vit pas le jour faute de temps pour le réaliser. Il va sans dire que ces remaniements constants avaient aussi leur revers. Pourtant, c'est bien par sa « méthode philologique », pour reprendre la qualification de ses détracteurs, que G. Haupt nous a légué une exigence de rigueur, méthode aujourd'hui indispensable pour pouvoir faire le tri dans la masse des documents devenus disponibles. Mais au-delà de la « méthode philologique » qui n'est qu'instrumentale, le legs de G. Haupt consiste aussi à nous apprendre à poser les « bonnes questions » aux documents, à travers son option résolue pour l'histoire sociale. Complémentaire des études anthropologiques du monde ouvrier qui se sont multipliées, elle accorde en effet une large place aux modalités d'articulation de la volonté collective par les organisations et au-delà d'elles, elle met à jour les médiations entre la classe en soi et la classe pour soi, c'est-à-dire la rencontre entre les mouvements sociaux et les projets d'émancipation qu'ils font leurs, parmi lesquels on peut situer un phénomène aussi complexe que l'internationalisme.

Pour contrecarrer le repli sur les cadres nationaux qui n'épargne pas non plus notre discipline – dois-je rappeler que le centenaire de la II^e Internationale, pourtant fondée à Paris, n'a fait en France l'objet d'aucune célébration officielle, les socialistes étant au pouvoir ¹ ? – la perspective internationale et internationaliste de G. Haupt demeure une exigence tout à fait actuelle à laquelle s'est conformé le précédent colloque tenu en ce lieu ².

Il a aussi contribué à ouvrir deux pistes qui me semblent particulièrement fructueuses dans l'historiographie française du mouvement ouvrier international : la prosopographie et les relations inter-ethniques. C'est leur conjugaison qu'a tenté de mettre en œuvre la section internationale du colloque marquant l'achèvement du Maitron qui s'est tenu fin 1993 ³.

Toutefois, et sans sacrifier à la nostalgie, les mutations qui sont intervenues depuis la disparition de Georges Haupt en mars 1978 ont modifié en profondeur le rapport de l'historien au mouvement social, et pas seulement parce que s'est réalisée la prédiction de Hans-Josef Steinberg dans son article nécrologique lorsqu'il écrivait : « Ce sera à nouveau un peu plus monotone dans l'historiographie ⁴. » Car, pour parler comme Anson Rabinbach, il ne se contentait par d'insuffler aux historiens du socialisme le sens de la communauté qu'ils constituent, « il était la personnalité qui en assurait la cohésion ⁵ ».

Claudie WEILL

EHESS

1. Voir, néanmoins, le n° 16 de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, juill.-sept. 1989.

2. Cf. Serge WOLIKOW et Michel CORDILLOT [dir.], *Prolétaires de tous les pays... op. cit.*

3. *L'Internationale des dictionnaires. Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 34, janv.-juin 1994.

4. « Nachruf auf Georges Haupt (1928-1978) », *IWK*, XIV, juin 1978, n° 2, p. 156.

5. Pour un panorama plus exhaustif, cf. *Georges Haupt parmi nous. Témoignages, études, textes inédits. Le Mouvement social*, n° 111, avril-juin 1980. Pour la citation, cf. p. 75.

II^e PARTIE
ARCHIVES DU COMMUNISME :
RENOUVELLEMENT DES OUTILS
ET PROBLEMES

La collecte et la conservation des archives sont une affaire très politique. C'est ce que nous indiquent les différentes contributions de cette deuxième partie. Une organisation aussi puissante que l'Internationale communiste, avec un centre commandant de nombreuses sections réparties à travers le monde, ne pouvait à l'évidence échapper à ce type d'enjeux, tant pour son propre fonctionnement que pour déjouer la surveillance tenace, voire brutale, de ses ennemis.

Il fallait d'abord déterminer ce qui était à enregistrer par écrit ou pas. Les pièces-témoins devaient servir en priorité la mémoire officielle du Komintern et pas forcément refléter une mythique vérité des débats. Mikhaïl Panteleiev nous le dit de façon implicite lorsqu'il souligne la nécessité de connaître le véritable cheminement des prises de décision. Car autant que le contenu de tel ou tel document, c'est la manière dont il a été élaboré qui importe. Éclairer les arcanes de sa genèse permet de mieux saisir sa signification d'ensemble. Dès lors l'historien n'est plus l'esclave de ses sources, mais tient le rôle de leur metteur en scène. L'étude de Francesca Gori sur la structure du fonds n° 575 du CRCEDHC en est un bon exemple. La mise en place des archives du Kominform obéit en effet à des critères d'administration interne. À ce titre, elle nous renseigne d'abord sur la conception que l'organisme se faisait de son rôle, ainsi que sur ses méthodes d'investigation et de fonctionnement. La responsabilité des historiens n'est donc pas seulement de comprendre quelle influence le Kominform a exercé sur la politique internationale, mais aussi de mettre à jour les motivations profondes de son

action. Une fois enregistrée par l'organisation, la pièce n'est d'ailleurs pas à l'abri d'un détournement ou d'une destruction volontaires. On peut l'utiliser à d'autres fins que sa destination initiale. L'interférence des enquêtes du NKVD dans les processus d'archivage de l'IC en constitue une preuve. Elle entraîne des discontinuités dans les fonds et élimine certains indices, tout en embrouillant consciencieusement les pistes. Gare ainsi à l'illusion facile d'une vérité établie par le document. Il convient de mesurer les risques d'une fausse démonstration induite par le manque d'éclairage sur ce qui se passe en amont et en aval.

Nous savons depuis longtemps que les transferts sont source de pertes cruelles dans les archives. Il faut y ajouter qu'ils favorisent d'éventuelles manipulations. Bernhard H. Bayerlein nous le suggère quand il évoque les fréquents échanges de fonds du KPD entre Berlin et Moscou. Mais sa contribution démontre surtout que la possession d'archives est un réel enjeu de pouvoir. La République fédérale d'Allemagne tente de restructurer dès 1990 les centres d'archives de l'ex-RDA, non sans arrière-pensées. Cette prétention provoque des conflits aigus avec le PDS, héritier partiel du SED, mais aussi entre les différents partis et syndicats du pays. Il faut alors négocier de nouveaux équilibres et légiférer à qualités. De quoi réalimenter l'éternel débat sur la neutralité de l'archive !

L'accès aux documents est une question tout aussi politique que celle de leur élaboration et de leur conservation. Chaque auteur rappelle ici les obstacles que les régimes communistes mettaient à la consultation de leurs archives. Plus surprenantes peut-être sont les formes de censure qu'analysent Robert Comeau, Bernard Dansereau ou Pierre Broué, et auxquelles peuvent se heurter les chercheurs occidentaux.

Le cas du Canada est très intéressant. Ce ne sont pas les organisations communistes qui produisent l'essentiel des informations les concernant, mais au contraire les autorités qui les combattent. Or ces dernières ne sont pas disposées à laisser un droit de regard trop important aux curieux. Elles cadenassent les sources qui pourraient jeter une lueur trop crue ou trop indiscreète sur leurs pratiques. Comme la machine répressive d'État est conçue pour agir sans états d'âme, il convient de ne pas dévoiler ses éventuels excès.

Mais si la censure vient souvent des autorités établies, pour qui l'archive fait partie des secrets à conserver, elle n'en est pas l'apanage. Les chercheurs peuvent parfois s'autocensurer en devenant les victimes de leurs préjugés idéologiques. Pierre Broué met justement l'accent sur ce fait à propos des archives Trotsky de Harvard, longtemps considérées comme d'un intérêt secondaire en dépit de leur importance. Attitude contre nature pour une profession dont la fonction est de traquer les idées toutes faites au nom de la curiosité intellectuelle, sinon de l'impartialité.

Conscient des nombreux obstacles qui s'opposent à une vision sereine des archives, Denis Peschanski se sert donc de son expérience de chercheur pour réfléchir aux dangers d'une vision néopositiviste du document. Il essaie aussi de définir une démarche raisonnée pour saisir la substantifique moelle des matériaux à notre disposition. Elle consiste à éviter les gros écueils que sont l'impérialisme de la nouveauté en matière documentaire ou le fait

d'accorder une place excessive à la dimension téléologique des appareils communistes. Il préconise par contre de privilégier les approches prosopographiques ainsi que l'étude des différents niveaux décisionnels, des comportements des acteurs, de leurs rapports réciproques et de leurs représentations mentales.

Cet optimisme quant à l'avenir des recherches repose sur un constat largement partagé par les intervenants : les archives sur le communisme sont d'une grande richesse et on aurait tort de les sous-estimer. Cela est vrai pour les centres nouvellement ouverts au public à Moscou, mais aussi pour ceux de Berlin, de Harvard ou de Milan. Plus que d'un défaut d'information, c'est de l'imperfection des méthodes d'investigation qu'ont longtemps souffert les historiens spécialistes. Le défi qui leur est posé par la possibilité d'utiliser des matériaux inédits est donc de nature épistémologique. Voilà qui peut rassurer, mais aussi inquiéter. Tout dépendra de la capacité des chercheurs à adopter des démarches plus adéquates à leur objet et à dépasser les navrants débats hérités de la Guerre froide.

LES ARCHIVES DU KOMINTERN A MOSCOU : POSSIBILITES ET LIMITES

Les fonds d'archives du Komintern, préservés actuellement dans le Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine (CRCEDHC), ont été constitués en plusieurs étapes.

La décision de transférer « la totalité des archives du Komintern » à l'Institut Lénine auprès du Comité central du Parti communiste russe (Bolchevik) – prédécesseur de l'Institut Marx-Engels-Lénine transformé finalement en CRCEDHC – fut prise par le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste en 1930 ¹. Mais faute de dépôts, et sans doute pour des raisons politiques, cette idée ne fut pas d'emblée réalisée. Ce n'est qu'au mois de septembre 1943, c'est-à-dire peu de temps après la dissolution du Komintern, que l'IML auprès du CC du PCR(b) reçut les matériaux d'archives de l'IC. Ils comprenaient les documents des congrès (entassés dans 20 sacs), ceux des réunions du CE de l'IC, la correspondance entre le CE de l'IC et le CC du Parti communiste, les papiers de l'Internationale des Théâtres révolutionnaires, ceux de la Maison d'édition des ouvriers étrangers en URSS, de l'Université communiste des minorités nationales d'occident – KUNMZ – (17 sacs), ceux de l'Institut de recherches scientifiques sur la politique coloniale (33 sacs) et du Comité du Parti bolchevik des cellules de l'appareil du CE de l'IC. A. Platonova, qui dirigeait la réception des archives du Komintern, nota dans un mémoire adressé au directeur-adjoint de l'IML, Makarov : « Parmi les matériaux des archives du CE de l'IC, surtout dans le fonds des congrès, il y a des documents authentiques de Lénine et de Staline ». Sur l'un des inventaires est ainsi mentionnée une enveloppe contenant des

1. CRCEDHC, f. 347-1-88, p. 7 r/v.

papiers et des notes du camarade Staline et scellée par le camarade Dimitrov. On trouve dans le dossier n° 1, la correspondance avec le CC du PCR (b), des autographes de Staline ; dans le carton n° 88 des documents et matériaux divers des camarades Staline, Molotov et Kaganovitch ; dans le fonds n° 110, des interventions de Lénine, Staline et Molotov lors de réunions du CE de l'IC. Dans les matériaux du VI^e congrès figure un projet de programme du Komintern proposé par le camarade Staline, ainsi qu'un second rédigé en collaboration avec d'autres camarades ¹.

Après la seconde guerre mondiale, on déposa à l'IML auprès du CC du PCR(b) les papiers du hollandais Hendricus Sneevliet, supplicié par les Allemands en 1942. Ils avaient trait à la création de la IV^e Internationale de Léon Trotsky (fonds 552). Récupérés comme trophées après la victoire contre l'Allemagne nazie, ces documents, au vu de certaines estampilles, auraient transité par les archives polonaises avant de se retrouver en URSS.

Le 15 octobre 1958, la Commission du CC du PCUS décida de transférer la majeure partie des archives du Komintern à l'Institut du marxisme-léninisme auprès du CC du PCUS. Au mois de février 1964 ce dernier finit par recevoir de la part du département international du CC du PCUS une partie des matériaux de l'ex-département des cadres du CE de l'IC. Plus tard, dans les années 1970-1980, on commença à organiser le versement des dossiers personnels « fermés », appartenant aux anciens Kominterniens décédés. Mais ces transferts ont été interrompus en 1991. Actuellement, une partie de ces dossiers reste déposée dans le Centre de conservation de la documentation contemporaine (CCDC), créé à partir des archives de l'ex-CC du PCUS.

Aujourd'hui, les archives du Komintern comprennent 237 000 dossiers. Il s'agit non seulement des matériaux des congrès de l'IC, des sessions plénières du CE de l'IC, de l'appareil et de ses organisations auxiliaires, mais aussi de collections personnelles de militants ou de documents envoyés régulièrement à Moscou par les PC des différents pays à des fins d'information. L'ensemble est regroupé dans 64 fonds numérotés de 488 à 555. Pour les dépouiller, on dispose de 527 inventaires. Les numéros 511, 512 et 520 sont absents de la liste du fait de la liquidation des fonds existants et de leur transfert à d'autres centres d'archives. On a liquidé par exemple le fonds du PC allemand en le transmettant aux archives du SED. Signalons cependant que le CRCEDHC possède encore 114 dossiers provenant des représentants du CC du PCA auprès du CE de l'IC (fonds 495, inventaire 292).

Avec ses 152 306 dossiers, le fonds n° 495 est le plus vaste. C'est le pivot du CRCEDHC. Il inclut les matériaux des sessions plénières du CE de l'IC, du Présidium, des secrétariats, des différentes commissions, du département des cadres, de celui des relations internationales (OMS) et même les documents de certains partis communistes, comme par exemple le PC belge, le PC de Grande-Bretagne, le PC espagnol, le PC

1. CRCEDHC, f. 71-5-22, p. 133 r/v.

luxembourgeois et le PC suisse. Très schématiquement, on peut classer le reste des fonds de la manière suivante :

- 1) matériaux des congrès du Komintern (fonds 488-494).
- 2) Bureaux régionaux du Komintern, comme le Bureau d'Europe occidentale (WEB) installé à Berlin entre 1919 et 1933 (f. 499).
- 3) Organismes du Komintern dotés de fonctions spéciales, comme l'Institut statistique du CE de l'IC – bureau dirigé par Varga – (f. 504), la Commission internationale de contrôle (f. 505), le Secrétariat international féminin (f. 507).
- 4) Organisations politiques et sociales internes, telles que le Comité du parti bolchevik de l'appareil du CE de l'IC (f. 546), les Jeunesses communistes et le Comité syndical.
- 5) Partis communistes affiliés, avec par exemple le PC finlandais (f. 516), le PC français (f.517), le PC italien (f. 513)...
- 6) Fonds personnels de dirigeants du Komintern, comme Kuusinen (f. 522) ou Manouïlsky (f. 523).
- 7) Organisations annexes : Secours ouvrier international (f. 538), Secours rouge international (f. 539)...

La collection des documents du Procès de Leipzig sur l'incendie du Reichstag (f. 551) et les fonds n° 545 des Brigades internationales en Espagne occupent une place à part.

Ce qui saute immédiatement aux yeux, c'est l'absence des fonds des partis communistes de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie. À l'époque soviétique, les documents de ces fonds ainsi que les dossiers personnels des collaborateurs du CE de l'IC issus des Pays baltes, à l'exception de 5 ou 6, furent reversés aux centres d'archives des trois républiques. Compte tenu de la représentation massive des Lettons et des Estoniens jusqu'à la fin 1937 dans des organismes du CE de l'IC comme le Département des relations extérieures (OMS), le Service de gestion, la Commission internationale de contrôle, il est clair que ce transfert porte un préjudice non négligeable aux archives du Komintern. Ainsi, on n'y trouve pas les documents du Secrétariat de Meer Moskvine (de son vrai nom, Trilisser). À l'époque président-adjoint des Organes de sécurité de l'État (OGPU), Moskvine, en qualité de membre du Présidium et de membre suppléant du Secrétariat du CE de l'IC, supervisait l'activité des partis communistes de Finlande, de Lituanie, de Lettonie, d'Estonie et de Pologne. Il contrôlait en outre le Service des relations extérieures et était responsable de la coopération avec les organes du NKVD. Il fut arrêté le 23 novembre 1938 et condamné à mort le 1^{er} février 1940 par le tribunal militaire de la Cour suprême de l'URSS. L'idée selon laquelle, après l'arrestation de M. Moskvine, les papiers de son secrétariat auraient été transmis à celui d'Otto Kuusinen, est fautive. Ils ne s'y trouvent pas. Il est très probable que ces matériaux furent confisqués pour l'ouverture du procès contre Moskvine et ne furent pas rendus ensuite aux archives du Komintern.

D'autres documents ont par ailleurs disparu. Le 2 décembre 1938, une collaboratrice des archives pour l'OMS, Fedocia Pivovarova, envoya un mémoire d'information à Dimitrov dans lequel elle déclarait avoir trouvé par hasard parmi d'autres dossiers « un grand carton scellé avec l'inscription suivante : "oppositions 1928-1929, ne lever les scellés que sur

ordre de Moskvine”¹ ». Elle demanda ce qu'il fallait faire avec ce carton. Nous ignorons la réponse mais les documents contenant des informations sur l'opposition ont disparu, ainsi que les dossiers personnels de N. Boukharine, G. Zinoviev et L. Trotsky, dont j'ai pu trouver la trace aux archives du Komintern².

Les dossiers personnels de certains collaborateurs soviétiques du Komintern, devenus plus tard « ennemis du peuple », sont manifestement purgés. Les dossiers de la trotskyste V. Kasparova, de J. Piatnitski et de M. Moskvine ne contiennent que quelques feuilles disparates. Il n'est pas exclu que, dans le passé, tous les dossiers des Kominterniens aient été purgés. Dans le dossier d'un collaborateur technique de l'appareil du CE de l'IC, embauché au mois de décembre 1936, j'ai trouvé deux formulaires officiels de renseignements confidentiels adressés au président de la 11^e section, 3^e département, 1^{ère} direction du NKVD, qui se cachait sous le pseudonyme de « Nikolaev ». Les agents secrets du NKVD « Titan » et « Auteur », dans leurs rapports datés des 4 et 7 novembre 1938, ont donné des informations sur la conduite et les conversations suspectes de ce collaborateur. Au bout d'un an, il fut licencié. Je n'ai pas réussi à trouver dans d'autres dossiers personnels de semblables renseignements confidentiels. Toutefois, si l'on considère que ce collaborateur du CE de l'IC soumis à une surveillance ne se distinguait de ses collègues ni par le caractère de son travail, ni par ses capacités personnelles, on peut supposer que les agents du NKVD faisaient figurer de tels renseignements dans tous les dossiers.

Vu ce qui a été dit plus haut, une question se pose : qu'est-ce qui a été déterminant dans la décision d'arrêter tel ou tel collaborateur du CE de l'IC, les renseignements confidentiels des agents du NKVD ou bien les dénonciations explicites de ses collègues, qu'on peut trouver en grand nombre dans certains dossiers personnels ? Pourquoi par exemple Boris Ponomarev, le futur chef du Département de politique internationale du CC du PCUS, à la différence de nombre de ses collègues, n'a-t-il pas été arrêté, bien que son dossier contînt des dénonciations l'accusant « d'avoir des liens avec l'ennemi du peuple » Wilhelm Knorin, membre du CC du PCR(b) entre 1927 et 1937 ?

Le problème est que l'on ne sait pas exactement où a pu être entreposé ce genre de sources. Un document trouvé dans les archives de l'IML en donne une idée pour les chefs de l'opposition au sein du PCR(b) qui furent passés par les armes. A. Platonova, responsable des archives a écrit en effet au directeur de l'Institut les lignes suivantes : « La commission du CC du PCR(b) qui avait inspecté en 1939 le travail des archives de l'IML avait proposé que tous les matériaux des ennemis du peuple (Zinoviev, Kamenev) que l'IML avait en sa possession soient remis aux autorités compétentes dans un délai de trois mois. La commission désignée par vous pour les étudier et préparer ce transfert, composée du représentant du NKVD et des camarades Svetlov et Platonova, avait présenté

1. CRCEDHC, f. 495-73-217, p. 44.

2. CRCEDHC, f. 495-21-9.

le bilan de son travail. Le représentant du NKVD, le camarade Fokine, ayant pris connaissance du choix des matériaux, s'était démarqué du travail effectué en commission en déclarant que, selon le commissaire du Peuple (autrement dit L. Béria), il serait nécessaire de mettre lesdits matériaux à la disposition du NKVD et qu'on vous avait d'ailleurs transmis ses propositions à ce sujet. ¹ » Mais si le dépôt de certains documents du Komintern au NKVD n'engendre guère de doutes, on n'est pas certain qu'ils y soient conservés intacts. À ma connaissance, certains matériaux « de caractère opérationnel », concernant surtout des personnes condamnées, ont été brûlés en 1939 par une commission spéciale, sur ordre de L. Béria ². Nous connaissons aussi des cas où l'on a brûlé des documents sans préméditation. C'est ce qui est arrivé « par méprise » au dossier d'Eugene Dennis, le secrétaire général du comité national du PC des États-Unis de 1946 à 1959. Enfin, on a tout simplement perdu beaucoup de documents du Komintern. On ignore ainsi quand ont disparu les sténogrammes des 12^e, 14^e, 15^e et 16^e réunions du II^e congrès de l'IC. Dans un inventaire fait par les collaborateurs de l'IML le 14 juillet 1953, ces sténogrammes n'existent déjà plus. Il est probable qu'ils aient été perdus en septembre 1943 dans les dépôts du Conseil des Commissaires du Peuple où l'on avait décidé de placer provisoirement tous les matériaux des congrès pour leur conservation et leur traitement.

Quoi qu'il en soit, les archives du Komintern sont une source gigantesque d'information. Je n'ai aucune envie de minimiser l'importance de leur ouverture au public. Mais comme chaque source, elles demandent une approche critique. Il faut se débarrasser de l'idée que ces archives sont autosuffisantes pour répondre à n'importe quelle question de l'histoire de l'Internationale communiste. Les questions de stratégie du mouvement communiste, comme la plupart des questions de cadres, étaient tranchées (simplement discutées au début ³) au Kremlin dont les archives, en particulier les fameuses « chemises spéciales » sont seulement en train de s'ouvrir à la recherche. L'absence de certains documents, pour certains peut-être décisifs, est susceptible d'engendrer une vision déformée des causes de telle ou telle décision politique. D'importantes informations se trouvent dans les archives du NKVD qui ne sont pratiquement pas accessibles actuellement aux chercheurs, à l'exception des dossiers personnels des personnes arrêtées. Mais ces derniers, souvent falsifiés, déforment plutôt qu'ils n'éclairent les causes réelles de la répression. J'ai personnellement le sentiment que la résistance à la politique de Staline dans la société soviétique a été plus grande qu'on ne l'imaginait précédemment. Les mécanismes réels de l'Internationale communiste restent encore à découvrir.

Mikhaïl PANTELEIEV
CRCEDHC, MOSCOU

1. CRCEDHC, f. 71-5-22, p. 50.

2. CRCEDHC, f. 589-3-7929, p. 83, 164.

3. Voir le fonds n° 508 de la délégation du PCR(b) auprès du CE de l'IC, qui a existé de 1920 à 1935.

A PROPOS DE LA PUBLICATION DES ARCHIVES DU KOMINFORM

Depuis 1950 la Fondation Feltrinelli coordonne des études sur le mouvement ouvrier et ses organisations à l'échelle internationale, en particulier sur l'Internationale Communiste. Or, au début de 1992, l'ouverture des archives en Russie a créé de nouvelles possibilités. On a pu le constater dans le cas des archives du CRCEDHC, le célèbre fonds du Kominform. La Fondation Feltrinelli, avec l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam, a donc proposé de financer l'inventoriage de ce dernier. Dès que nous avons eu l'occasion d'examiner ces documents, nous nous sommes immédiatement rendus compte de leur importance, surtout quand on a eu à les comparer avec les sources exploitées jusque-là dans ce domaine.

Nous avons considéré comme prioritaire de publier d'abord les textes intégraux des trois conférences, qui constituent la source de base pour l'étude du Kominform : c'est maintenant chose faite en russe, avec traduction en anglais ¹.

Je me limiterai ici à une description sommaire de ce fonds ².

Le gros des matériaux du Kominform qui étaient arrivés aux archives centrales du parti en 1964-1970 provenait du bureau du Secrétariat du « Bureau d'Information des Partis communistes » installé à Bucarest. Le stockage de documents avait commencé à la

1. Voir Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Russian Centre of Conservation and Study of Records for Modern History (CRCEDHC), *Annali Fondazione Feltrinelli*, Vol.XXX, 1994, *The Cominform. Minutes of the Three Conferences 1947/1948/1949*, edited by Giuliano PROCACCI, co-editors Grant ADIBEKOV, Anna DI BIAGIO, Leonid GIBJANSKII, Francesca GORI, Silvio PONS.

2. Pour une description plus détaillée, voir Grant ADIBEKOV, Leonid GIBJANSKII, Rozaliia YERMOLAEVA, *The Information Bureau of the Communist Parties : a Brief Survey of Collection 575 at CRCEDHC*, *Annali Fondazione Feltrinelli*, vol. XXX.

fin d'août 1948, lorsque le Secrétariat, en tant qu'appareil permanent du Kominform, avait été doté d'un bureau. Jusqu'à cette date les documents relatifs à la formation du Kominform et au début de son activité (c'est-à-dire les conférences du Bureau d'Information de septembre 1947 et juin 1948, les réunions des représentants des Partis communistes membres du Kominform d'octobre 1947 et janvier 1948, la réunion du Secrétariat de l'Information Bureau de juillet 1948) avaient été conservés par le PCUS et, en partie aussi, par les rédacteurs du périodique *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !*

Ces matériaux d'archives peuvent être regroupés en trois ensembles :

1) Le premier groupe comprend les conférences du Bureau d'Information, les réunions du Secrétariat, les matériaux divers venant de son bureau – tels que sommaires d'information et d'analyse, rapports sur l'activité des partis communistes et d'autres questions –, le tout rédigé par l'appareil du Bureau d'Information et par le bureau de rédaction de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !*

2) Le deuxième groupe comprend les documents des partis communistes, membres et non membres du Kominform, qui avaient été envoyés à Bucarest où cet organe international communiste avait son siège.

3) Le troisième groupe comprend les matériaux du Comité Central du PCUS, qui traitent des questions d'organisation et de propagande politique relatives aux préparatifs et à la conduite des conférences du Kominform et des réunions du Secrétariat, brouillons de décisions à prendre par ces organismes, matériaux pour les rapports qui avaient été, où auraient été délivrés par les représentants du PCUS, demandes, instructions et lettres au bureau du Secrétariat du Kominform.

Le fonds 575 comprend les minutes des quatre réunions du Secrétariat du Kominform : 5 juillet 1948 (d.49), 14-15 juin 1949 (d.80), 20-22 avril 1950 (d.120), 22-24 novembre 1950 (d.122).

En plus des conférences de l'Informburo et des réunions du Secrétariat, deux conférences de représentants des Partis communistes membres du Kominform eurent lieu le 30-31 octobre 1947 et le 18 janvier 1948 à Belgrade, où fut confirmée la composition de l'équipe rédactionnelle de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !* et où furent examinés ses plans de travail, ainsi que les conditions financières de son fonctionnement. D'après les matériaux du fonds 575, des notes sténographiques des deux réunions avaient été prises puis conservées jusqu'au 1950 par le rédacteur en chef de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !*, P. Yudin, et enfin, jusqu'en septembre 1951, conservées au bureau du Secrétariat du Kominform.

La section la plus importante des documents du Kominform, contient justement les matériaux provenant du bureau du Secrétariat du Kominform. Il s'agit de documents de plusieurs sortes comprenant : minutes de réunions, ordres et instructions concernant le bureau et ses départements, aussi bien que les rédacteurs et les éditeurs de *Pour une*

paix durable, pour une démocratie populaire ! ; minutes de réunions du personnel du bureau, où souvent se retrouvaient les dirigeants et l'équipe rédactionnelle du journal ; documents sur des questions relatives au personnel ; listes de membres du personnel ; prévisions financières, travaux de routine journaliers ; plans de travail pour lecteurs et traducteurs ; notes relatives à la conservation, au déplacement et à la destruction de documents ; lettres, déclarations, demandes, réponses et propositions envoyées au CC du PCUS et à d'autres partis communistes. Les matériaux de ce type, qui reflètent le travail journalier du bureau du Secrétariat du Kominform sont conservés en dix classeurs dans les archives. Ils donnent une idée de la façon dont le bureau était organisé et fonctionnait. Son personnel tenait les écritures, recevait et envoyait la correspondance ; recueillait et étudiait les informations et les envoyait, en russe, au CC du PCUS ; il assurait la « liaison spéciale » dans les deux sens avec les partis communistes.

Il faut remarquer que parmi les documents provenant du bureau du Secrétariat du Kominform on trouve beaucoup de textes informatifs rédigés par les lecteurs du bureau et les rédacteurs de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !* Ils fournissent des informations et des analyses sur la situation dans certains pays, en particulier sur l'activité des partis communistes concernés. Il y a également des informations biographiques sur les leaders des partis et les responsables politiques de plusieurs pays. Les archives contiennent des centaines de documents de ce type – originaux et copies, signés ou non – relatifs à une douzaine de partis et de pays.

Le bureau du Secrétariat du Kominform accordait beaucoup d'importance à la situation des pays de l'Europe de l'Est et aux mesures prises par les régimes communistes de ces pays dans les domaines politique, économique, idéologique, social ou administratif. On trouve des dizaines de dossiers particulièrement riches.

Tous ces documents nous donnent une idée des sources et matériaux recueillis par l'appareil du Kominform. En plus des données glanées pendant les visites officielles dans les « Démocraties Populaires » de l'Europe de l'Est, les sources principales étaient constituées par les rapports, les articles de presse, les bulletins des agences télégraphiques, et ce que les directions des partis communistes envoyaient au bureau du Secrétariat de l'Informburo, ainsi que par d'autres informations (lettres, conversations) reçues par le bureau et les rédacteurs. Tout ce matériel était étudié par les lecteurs appointés, qui tenaient des dossiers spéciaux sur les divers pays et partis communistes.

Une part importante des archives du fonds n° 575 est également constituée par le deuxième groupe de documents, à savoir les matériaux des partis communistes. Le CC du PCUS, qui en réalité conduisait le bureau du Secrétariat de l'Informburo, tâcha de s'assurer que le bureau – et, par le bureau, Moscou – reçût toute information possible des partis communistes et qu'il eût une connaissance détaillée, non seulement des partis membres du Kominform mais aussi de ceux qui ne l'étaient pas.

Les documents du Parti communiste Français constituent un bon exemple de ce que le Kominform recevait de ses représentants. Cette documentation peut être subdivisée en trois ensembles :

1) Le premier comprend les matériaux préparés par les communistes français, plus exactement par les représentants français auprès de l'Informburo, sur l'activité du PCF, sur la politique envers les syndicats et les ouvriers et la politique d'organisation, en particulier pour les années 1948 à 1950. On trouve ainsi le rapport présenté en septembre 1948 par Georges Cogniot à propos de la réaction française à la résolution sur la situation du Parti communiste yougoslave.

2) Le deuxième groupe comprend des matériaux qui n'avaient pas été préparés par les Français, mais par les Russes, ou bien par des membres de l'appareil qui pratiquaient ainsi un contrôle croisé.

3) Dans le dernier groupe, enfin, on trouve les interventions des Français aux conférences et aux réunions du Secrétariat, comme l'intervention de Fajon d'avril 1950 sur la défense de la paix, ou celle de novembre 1950 sur l'élargissement des fonctions du Kominform. La Fondation Feltrinelli dispose d'une liste détaillée de tous ces documents.

La richesse des matériaux disponibles, dont je n'ai pu donner qu'une idée limitée, nous a amenés à la conclusion qu'il était possible et nécessaire de procéder non simplement à la reproduction des conférences, mais à la réalisation d'une véritable édition critique.

Je terminerai donc en présentant les critères qui ont guidé la réalisation de cette édition critique. Ce volume des *Annali* est divisé en trois sections, chacune étant consacrée à une conférence du Kominform. Une quatrième vise en outre à décrire les sources et, en particulier, la Collection Kominform (fonds 575) du CRCEDHC. Les textes des minutes des trois conférences publiés dans ce volume sont conformes aux copies dactylographiées et reliées, conservées dans la Collection Kominform (fonds 575, *opis* 1, *delo* 1.46, 73). Les textes sont en langue originale (les fautes de frappe évidentes ont été corrigées), avec texte anglais en regard. Les copies des minutes conservées au CRCEDHC ont été comparées aux originaux, qui avaient été signés par les participants aux conférences et qui sont conservés dans les archives du Président de la Fédération Russe. Cette comparaison nous a permis d'authentifier les copies des minutes que nous publions et de remarquer plusieurs différences, en particulier pour les minutes de la conférence de septembre 1947¹.

Les textes des minutes sont accompagnés d'études fondées sur les archives ainsi que d'appareils critiques qui permettent de disposer des références bibliographiques, d'éclairer le contexte, de présenter les personnages cités et de restituer les différentes versions des textes utilisés pour la préparation des minutes.

1. Voir Grant ADIBEKOV, « Something About the Sources », *Annali Fondazione Feltrinelli*, vol. XXX, p. 1029.

Les sources utilisées sont de types différents :

- épreuves des rapports sur des articles spécifiques à l'ordre du jour ;
- épreuves des résolutions sur des articles spécifiques à l'ordre du jour ;
- textes des discours soumis à révision pour la préparation des minutes ;
- textes des discours (et, pour la conférence de septembre 1947, des rapports d'information) qui ne portent aucune trace de correction, mais qui furent soumis toutefois à une révision pour la préparation des minutes ;
- notes de session (ou d'une partie de session) qui furent éditées de manière indirecte, représentant une des épreuves préliminaires des minutes.

Cet ensemble de matériaux provient de différentes collections. Les textes des discours et les notes de session se trouvaient dans la collection du Kominform. Mais pour les épreuves des rapports et des résolutions (pour ce qui concerne les deux premières conférences), la collection personnelle de Jdanov, conservée au CRCEDHC, s'est révélée particulièrement riche (fonds 77, *opis* 3). Quelques-unes sont écrites par lui-même, ou comportent des annotations de sa main. Ce sont les seuls textes pour lesquels il a été possible d'établir avec certitude que les changements avaient été faits par l'auteur lui-même. Dans d'autres cas de corrections, il est presque toujours impossible d'en déterminer l'auteur. Dans la collection personnelle de Jdanov on a trouvé aussi des matériaux de première importance pour présenter et analyser la première et la seconde conférence : les télégrammes chiffrés envoyés par le représentant soviétique à Staline pour l'informer des rencontres en particulier et des sessions officielles, qui se sont révélés avoir été préparés par Jdanov lui-même.

Prenons comme exemple l'appareil critique de la première conférence. Nous avons constaté que, comme il était à prévoir, les omissions et censures de nature politique étaient nombreuses dans les documents publiés et les témoignages approximatifs et partiels, tel celui d'Eugenio Reale. En outre, le protocole de la première conférence fut soumis à de nombreuses révisions et à de nouvelles élaborations jusqu'à subir des corrections de la main de Staline. En définitive, nombreux sont les éléments qui nous portent à conclure que le protocole que nous venons de publier a subi non seulement des censures dans les parties qui furent rendues publiques (en particulier, dans le rapport Jdanov et dans les rapports d'information des leaders communistes), mais a fait aussi l'objet d'une composition laborieuse en plusieurs phases. Il en résulte une version pleine de lacunes du compte rendu qui fut effectivement produit à l'époque des travaux de la première conférence. Les auteurs de l'appareil critique ont donc tâché de combler les lacunes en comparant les documents publiés et les documents disponibles dans la collection du Kominform et dans la collection personnelle de Jdanov. Nous espérons pouvoir fournir ainsi un instrument de référence pour les chercheurs.

Francesca GORI
FONDATION FELTRINELLI - MILAN

UN APERÇU DES ARCHIVES SUR LE COMMUNISME A BERLIN ET POTSDAM

LES ANCIENNES ARCHIVES DE RDA

Le paysage des archives berlinoises s'est transformé depuis la réunification allemande de 1989-1990, singulièrement pour ce qui concerne la recherche historique sur le communisme ¹. À la différence de l'Allemagne de l'Ouest, la RDA disposait de fonds très importants pour cette branche de la recherche ² : fonds d'État, archives de partis ou fonds privés qui y avaient été déposés. Dans cette contribution, nous traiterons plus précisément des fonds les plus importants de l'entre-deux-guerres ; nous n'aborderons pas le détail de ceux, pourtant considérables, constituant les archives du SED et portant sur l'après-guerre.

Jetons d'abord un coup d'œil sur les archives d'État. L'administration des archives d'État de RDA a été dissoute. Les Archives centrales d'État de Potsdam (*Zentrales Staatsarchiv*, ZStA) ont été transformées en Section de Potsdam des Archives fédérales (*Abteilung Potsdam des Bundesarchives*). Elles ont conservé néanmoins la gestion des papiers du Reich allemand et des organes d'État de l'ex-RDA, en tant que successeur des

1. Ulrich GEYER, « Akten der staatlichen Organe der ehemaligen DDR » (Actes des organes d'État de l'ancienne RDA), congrès commun de la Commission historique et de l'union des historiens indépendants, *Cahier spécial de la Commission historique*, 1992-1993.

2. Pour un aperçu des archives est-allemandes : un cahier thématique, « Die Ostdeutschen Archive » (Les centres d'archives de RDA), *Hochschule Ost*, Presses de l'Université de Leipzig II, 1993, 7 ; Ulrich GEYER, « Konferenzbericht », *Archivar*, 1992, 1 ; Mitchel G. ASH, Ulrich GEYER, « The Current situation of the Archives of the New German States », *Arbeitskreis Nachkriegsgeschichte, Dritte Auflage*, hiver 1991-1992.

Archives centrales d'État. Les Archives centrales d'État de Merseburg (*Zentrale Staatsarchiv Merseburg*), qui au temps de la RDA faisaient office d'Archives historiques d'État, ont été rattachées à la Fondation du patrimoine culturel prussien (*Stiftung Preussischer Kulturbesitz*) comme archives secrètes d'État. Le reste des anciennes archives d'État de RDA a été intégré aux structures des nouveaux Länder, pour l'essentiel aux centres d'archives régionaux. Les Archives du Ministère de la Sécurité d'État (*Archive des Ministeriums für Staatsicherheit, MfS*) ont constitué une exception. Elles ont été données (sans doute pas en totalité) à un organisme nouvellement créé, celui du chargé d'affaires pour les documents de l'ancien Ministère de la Sécurité d'État (*Bundesbeauftragter für die Unterlagen des ehemaligen Ministeriums für Staatssicherheit*), appelé Administration-Gauck. C'est dans le secteur d'État qu'étaient rassemblés à l'époque de la RDA quelques-uns des fonds les plus importants pour la recherche sur le communisme. Seraient à citer ici les fonds des administrations de l'Intérieur et de la Police, en premier lieu ceux des appareils de répression du Reich allemand, qui avaient été alors incorporés soit aux Archives d'État de Potsdam, soit aux Archives centrales du Parti (*Zentrales Parteiarchiv, ZPA*).

À côté des Archives d'État, celles des partis et organisations de masse de l'ex-RDA forment en effet la partie la plus importante du legs est-allemand. Ces dernières sont fondamentales pour la recherche historique sur le communisme. Les plus remarquables sont sans conteste les fonds du ZPA versés à l'Institut du marxisme-léninisme auprès du CC du SED (*Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, IML*). Les Archives historiques du KPD (*Historisches Archiv der KPD*), qui appartenaient à l'ancien ZPA, ont une grande importance pour l'histoire du communisme allemand et européen, l'histoire sociale et celle du mouvement ouvrier.

A PROPOS DU TRANSFERT DES ARCHIVES

Au cours de la période de transition, on débattit de différents modèles de structures futures pour les archives de l'ex-RDA. On songea à mettre sur pied un grand centre d'archives de la RDA, ou bien un centre de documentation scientifique intitulé « Archives et bibliothèque du mouvement ouvrier » qui aurait collaboré avec la Fondation Friedrich Ebert. La sauvegarde des fonds du ZPA ne semblait pas encore garantie en 1989. Au cours des années suivantes, on parvint à mettre en sûreté l'essentiel des legs du SED et du KPD. Même les archives internes du Bureau politique du SED purent être transférées dans les nouvelles archives (Gregor Gysi, Président du PDS, le parti ayant succédé au SED, aurait, dit-on, refusé une offre de Moscou pour les transférer en Union soviétique ¹).

1. Inge PARDON, « Vom zentralen Parteiarchiv der SED über den Verbund Archiv/ Bibliothek/ Technische Werkstätten beim Parteivorstand der PDS in die Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR » (Des archives centrales du SED au rattachement des Archives-

Une proposition faite par la CDU / DA, le SPD, la DSU, le FDP et Coalition 90 / Les Verts à la Chambre du Peuple le 13 septembre 1990, pour mettre sous protection de l'État les archives du SED, fut encore repoussée par le dernier parlement de RDA après une recommandation de la Commission des lois. Pourtant, déjà à cette époque, une solution de droit privé à la question des archives, n'apparaissait plus vraisemblable. Les archives du SED – l'Institut d'histoire du mouvement ouvrier (*Institut für Geschichte der Arbeiterbewegung*, IfGA) était durant la période de transition administré par la *Treuband* comme successeur de l'IML – étaient considérées, en dépit de leur provenance, comme des archives d'État. Dans le Traité d'unification, la loi sur les Archives fédérales fut d'abord élargie aux fonds d'archives de RDA. Contre la résistance initiale du gouvernement De Maizière, les documents du SED et ceux des organisations de masse de RDA, dans la mesure où ils touchaient à la sécurité d'État, furent déclarés, dans les modifications ultérieures de la loi sur les Archives fédérales, pièces documentaires soumises à ladite loi ¹.

Cette modification rencontra l'opposition résolue du PDS. On parla d'expropriation et l'on fit remarquer que, contrairement à cette pratique, les documents des partis ouest-allemands n'avaient pas été déclarés dossiers d'État. On évoquait une *Lex PDS*. Après que le PDS eut menacé de déposer plainte, un compromis politique sur les archives fut trouvé dans le courant de l'année 1991. Les espoirs mis dans une fondation proche du PDS et semblable à la MEGA (*Marx-Engels Gesamtausgabe*), financée par le parti, ne furent cependant pas comblés. Par conséquent, l'ensemble des matériaux des autres partis de RDA, y compris les bibliothèques, devait être confié à une ou plusieurs fondations sous contrôle. Au départ, différents modèles furent encore discutés. On songea à la Fondation Johannes Sassenbach pour les archives et la bibliothèque des syndicats ; pour l'ex-ZPA et sa bibliothèque on débattit d'un projet de Fondation Rosa Luxemburg.

Le 23 janvier 1992, le Bundestag vota un amendement à la loi sur les Archives fédérales qui reposait sur un modèle différent de collecte publique des documents. La RFA s'engageait à déposer, dans une fondation sous contrôle soumise au droit public, les documents qui lui avaient été transmis comme patrimoine ; de son côté le PDS se disait prêt aussi à y déposer les documents du parti et les autres matériaux d'archives et de bibliothèques en sa possession, y compris les dépôts privés ². Malgré de nouvelles difficultés, surtout avec les donateurs privés, la convention de collecte des fonds fut signée par le PDS en décembre 1992.

Le 4 janvier 1993 était créée la « Fondation des archives des partis et des organisations de masse de RDA dans les archives fédérales » (*Stiftung Archive der*

Bibliothèque-Ateliers techniques auprès du Comité directeur du PDS à la Fondation des Archives des partis et des organisations de masse de RDA), *Hochschule Ost II*, 7, p. 15-25 (ici p. 16).

1. I. PARDON, « Vom zentralen Parteiarchiv... », *op. cit.*, p. 19.

2. I. PARDON, *ibidem*, p. 22.

Parteien und Massenorganisationen der DDR im Bundesarchiv) qui fut logée provisoirement dans les anciens locaux du CC et de l'IML, rue Wilhelm Pieck. De la sorte, furent aussi concernés par cette procédure de recouvrement tout à fait originale des matériaux historiques comme les archives du KPD. Dans les attendus de création de la Fondation des archives des partis, les fonds d'histoire du mouvement ouvrier furent d'emblée mis en exergue. Dans le cadre de la déclaration générale d'intentions qui enjoignait de « réceptionner, conserver, rendre utilisables et compléter les documents du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) et des autres partis de RDA, ceux des organisations et des personnes juridiques liées à ces partis ainsi que ceux des organisations de masse, pour autant qu'ils concernaient la pérennité des missions de l'État », on précisait : « cela vaut aussi pour les autres pièces, matériaux et fonds de bibliothèques qui concernent l'histoire allemande, en particulier celle du mouvement ouvrier national et international, ou qui ont un rapport historique ou objectif avec ces questions ¹ ».

A PROPOS DE LA SITUATION ACTUELLE : LES ARCHIVES FEDERALES, LEURS ANNEXES, LES AUTRES CENTRES D'ARCHIVES

Si l'on examine la situation actuelle, il apparaît que l'ambition exprimée dans le Traité d'unification de rassembler les archives de tous les partis et organisations de masse dans une fondation sous contrôle des Archives fédérales, n'a pas été entièrement réalisée. Jusqu'à aujourd'hui les archives de certains anciens partis du Bloc de la RDA, comme le Parti libéral-démocrate (LDPD) ou la CDU de l'est, n'ont pas été transférées par leurs nouveaux administrateurs occidentaux, les directions de la CDU et du FDP. Ces dernières se refusent jusqu'à présent à honorer les clauses du Traité d'unification. Pour la recherche historique sur le communisme, il n'y a cependant pas de conséquences négatives. Car à côté des papiers du SED et de ceux du KPD rassemblés par ce dernier, les archives de l'union des syndicats libres allemands (FdGB), qui étaient allées provisoirement à la Fondation Sassenbach, font partie intégrante de la Fondation des archives des partis. Certaines difficultés qui se dressaient d'autre part sur la voie d'une fondation sous contrôle ont pu être surmontées par un compromis. Elles concernaient la protection des données (eu égard au grand nombre de dépôts et de documents personnels) et la conservation de la bibliothèque de l'IML, ou plus exactement la préservation des liens entre les archives et

1 « Gesetz zur Änderung des Bundesarchivgesetzes » (Loi modificative de la loi sur les Archives fédérales), *Bundesgesetzblatt*, 1992, 1^{ère} partie, et *Bundesrats Drucksache* 41/91. Cité par I. PARDON, « Von zentralen Parteiarchiv... », *op. cit.*, p. 23. Au cours de ce processus, le Groupe de recherche « Archives et bibliothèques » a joué un rôle important d'accompagnement, de consultation et d'intégration. Y appartenaient entre autres, H. Skrzypczack, G. Benser et H. Weber ; comme conseillers du Comité directeur du PDS, il y avait entre autres W. Leonhard, E. Engelberg, J. Kuczynski et H. Hurwitz. Le Conseil d'administration et le Conseil scientifique de la Fondation ont été entre temps élus.

l'ancienne bibliothèque de cet institut, fort bien pourvue pour la recherche sur le communisme ¹.

Les conditions formelles et juridiques de la recherche historique sur le communisme se sont aussi développées de manière relativement favorable. La nouvelle loi sur les Archives fédérales a prévu un délai de communication de 30 ans, à l'exception des fondations soumises à des législations particulières. Pour les papiers touchant à la sécurité de l'État, le délai de communication en vigueur est de 80 ans. Cela signifie de facto que la plus grosse partie des anciennes archives de RDA est ouverte à un usage scientifique. Les archives du KPD avant 1945 sont aussi entièrement consultables.

En 1990, les Archives fédérales ont été fusionnées avec les Archives centrales de RDA (Archives centrales d'État de Potsdam, Archives militaires, Archives filmées d'État) ². Plusieurs sections des Archives fédérales ont été établies à Potsdam. Celles-ci comprennent les documents collectés et conservés par les administrations civiles centrales de la Confédération de l'Allemagne du Nord, du Reich allemand (pour le SBZ) et de la RDA ; s'y ajoutent les fonds laissés par des partis, des associations et des institutions centrales, ainsi que des collections spéciales ³. En ce qui concerne les archives d'État, les répartitions et les regroupements ne sont pas encore décidés. Les documents laissés par le Tribunal du Peuple national-socialiste se trouvent par exemple aussi bien dans l'ancien *Document Center* que dans les ex-Archives d'État de Potsdam.

À l'époque de la transition, plusieurs services détachés des Archives fédérales ont été créés ⁴. L'un d'eux abrite à Berlin-Zehlendorf l'ex-*Berlin Document Center*, fondé par

1. Ulrich GEYER, « Zur Entwicklung und zur Situation einiger wichtiger ostdeutscher Archive » (Sur le développement et la situation de quelques centres d'archives importants en Allemagne de l'est), *Hochschule Ost*, 1993, 7, p. 5-10. Pour la description des ZPA, voir Inge PARDON, « Das zentrale Parteiarchiv der PDS », *Der Archivar* XLV, 1992, 3, col. 4 s. ; Inge PARDON, « Der Verbund Archiv/Bibliothek/Technische Werkstätten beim Parteivorstand der PDS », *Berliner Archive*, Berlin, 1992. Outre les Archives d'État et celles des partis, il faut mentionner, d'autant qu'elle est complète, une troisième catégorie d'archives, les fonds documentaires de l'opposition est-allemande, indépendante et critique vis-à-vis du régime. Leur avenir est pourtant incertain. Sur la bibliothèque de la Fondation des archives des partis, voir *infra*.

2. Vue d'ensemble sur les archives fédérales : *Das Bundesarchiv und seine Bestände* (Les Archives fédérales et leurs fonds), 3, par Gerhard GRANIER, Josef HENKE, Klaus OLDENHAGE, Boppard, 1977 (*Schriften des Bundesarchives*, 10) ; *Übersicht über die Bestände des deutschen Zentralarchivs Potsdam* (Regard d'ensemble sur les Archives centrales allemandes de Potsdam), Berlin, 1957 (*Schriftenreihe des Deutschen Zentralarchivs*, 1) ; Ernst RITTER, Tilman KOOPS, *Das Bundesarchiv : Geschichte und Organisation, Aufgaben, Bestände* (Les Archives fédérales : histoire et organisation, tâches, fonds), Koblenz, 1988.

3. Pour les Archives d'État, c'est la Section II des Archives fédérales (Reich allemand) qui est depuis peu compétente, et dans ce cas précis le Service III / 2 (Intérieur / Justice).

4. Voir : *Das Bundesarchiv. Kurzinformation. Stand 25.8.1994*. Pour le Service détaché de Berlin (Centre annexe des Archives fédérales) – *Aussenstelle Berlin (Bundesarchiv Zwischenarchiv)* –, il n'y a pas d'information plus récente.

les autorités d'occupation américaines. Là se trouvent des documents personnels issus des fonds du NSDAP, de ses subdivisions ou des associations qui lui étaient liées, de la Chambre culturelle du Reich (*Reichskulturkammer*) ou du Bureau central de l'immigration (*Einwandererzentralstelle*) qui accueille, entre autres ¹, les archives de travail de la Stasi. Les Archives militaires de RDA sont provisoirement conservées dans l'annexe de Potsdam des Archives fédérales, jusqu'à leur rattachement aux Archives militaires de Fribourg.

Source très importante de la recherche sur le communisme, la Fondation des archives des partis et des organisations de masse de RDA ² conserve les fonds des partis et des organisations de masse de RDA ainsi que les documents, les archives et les livres (sous forme également de bibliothèque) ayant trait à l'histoire du mouvement ouvrier. On y a incorporé, sur la base d'un décret spécial de recouvrement, une série d'archives jusqu'à distinctes pour des raisons géographiques ou de compétence. Les anciennes archives centrales du CC du SED forment la partie la plus significative de la fondation. Elles sont rattachées aux archives du parti proprement dites, aux dons et à ce qu'on appelle les collections.

On conserve aussi des documents historiques dans les Archives du Ministère de la Sécurité d'État. Sont à signaler les fonds dits Z, qui avaient été attribués à la Section IX/11, chargée d'éclaircir les crimes de guerre et ceux des nazis ³. Ces fonds, qui étaient à l'origine aux mains de l'Armée rouge, avaient été, à l'époque de la RDA, transmis à différents établissements. Une partie importante put ainsi être mise en sûreté en 1990 aux Archives centrales d'État de Potsdam. De là, elle passa directement aux Archives fédérales ⁴. Il s'agit de matériaux du Ministère de la Justice du Reich et de la Gestapo ainsi que de documents des administrations centrales de la répression et de la police qui concernent spécialement le mouvement communiste. Ils devraient être d'un grand intérêt, surtout pour l'étude de la résistance communiste au National-socialisme.

Les fonds des partis et des organisations de masse des annexes de Dahchwitz-Hoppengarten et Berlin ont trait à d'autres organisations de RDA, comme le Conseil national (*Nationalrat*, A1) ⁵, le Comité de la RDA pour les Droits de l'homme (*DDR-Komitee für Menschenrechte*, A4), le Comité de solidarité de la RDA

1. De même pour le Service détaché de Coswig il n'y a pas de plus ample information. C'est le cas également pour le Service détaché de Dahchwitz-Hoppengarten qui, en tant qu'annexe des Archives fédérales, accueille les archives de travail de la Stasi. Voir à ce propos Matthias WAGNER, *Das Archiv der NS-Akten des ehemaligen MfS* (Les archives des Actes nazis de l'ex-MfS), Berlin, janvier 1993.

2. Désormais Fondation des archives des partis (*Stiftung Archiv der Parteien*).

3. Renseignement de Mme Ulrich, Fondation des archives des partis, Berlin.

4. Les demandes sont à adresser au Service « Intérieur-Finances ». Certains fonds d'archives de la RDA sur la justice nationale-socialiste sont aussi revenus aux Archives d'État de Potsdam.

5. Voir en outre l'ouvrage suivant, dactylographié, *Bestandsübersicht der Stiftung Archiv der Parteien*. Les indications entre parenthèses signalent le service compétent des Archives fédérales.

(*Solidaritätskomitee der DDR*, A4), l'Union des Journalistes (*Verband der Journalisten*, A4), L'association Urania (A4), la Ligue pour l'amitié entre les peuples (*Liga für Völkerfreundschaft*, A4), l'Union des interprètes (*Vereinigung der Sprachmittler*, A4), le Conseil de la Paix (*Friedensrat*, A4), le DTSB (Potsdam), le VKSK (A4), la Fédération des Architectes (*Bund der Architekten*, A4), le NDPD (A4), la Fédération des sourds et des malentendants (*Gehörlosen und Schwerhörigenverband*, A4) et le VdGB (A4).

Les actes de l'ADGB (*Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*, la Confédération syndicale d'avant-guerre) qui se trouvent dans les archives du FDGB (*Freier Deutscher Gewerkschaftsbund*) de la RDA présentent de l'intérêt pour l'historien du mouvement syndical, de même que la partie des legs consacrée à la politique syndicale du KPD (environ 600 classeurs) ¹. Après des négociations avec l'Institut de recherche contemporaine sur la jeunesse (*Institut für zeitgeschichtliche Jugend forschung*), les archives du FdJ (*Freie deutsche Jugend*, organisation de jeunesse du SED) ont été récemment intégrées à la Fondation des archives des partis.

D'autres centres d'archives pour la recherche historique sur le communisme témoignent en outre de la variété du nouveau paysage archivistique de Berlin. Que soient citées ici les archives d'histoire politique (archives de l'ex-Ministère des Affaires étrangères de la RDA) ; les archives du Land de Berlin ; les archives du chargé d'affaires pour les documents de la Stasi.

BREVE DESCRIPTION DE QUELQUES CENTRES D'ARCHIVES ET FONDS

Les fonds des ex-Archives centrales du SED

Les Archives centrales du parti virent le jour en 1949 avec la fondation, par la direction du SED, de l'Institut Marx-Engels-Lénine auprès du Comité central du parti ². En 1948, un Institut de recherche sur le socialisme scientifique auprès de la direction du Parti avait déjà fonctionné, sous la houlette de Kurt Hager et Joseph Winternitz, à Klein-Machnow ³. L'IML fut fondé sur la base des directives envoyées de Moscou par Bruno Kaiser qui les avait établies en concertation avec le Directeur de l'IML moscovite, le Professeur Kruskov. Outre la publication des classiques du marxisme-léninisme, ses objectifs étaient la recherche scientifique (au sens où l'entendait la confuse théorie

1. Ces matériaux avaient déjà été pour partie ouverts à la recherche.

2. *Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED. Zentrales Parteiarhiv. Bestandsnachweis für das zentrale Parteiarhiv der SED nach dem Stand vom 31 Dezember 1982* (Institut du Marxisme-Léninisme auprès du CC du SED. Archives centrales du Parti. Inventaire des Archives centrales du SED d'après l'état du 31 décembre 1982). Avant-propos de Heinz VOSSKE ; direction de l'ouvrage : Ruth DELHEIM, Margot PIKARSKI, Günter UEBEL. 4^e éd. remise à jour et complétée, 2 vol. Berlin, 1983, 376 p. Avec la remarque suivante : « matériaux internes au Parti, 25 exemplaires ».

3. Pour l'histoire de l'IML, voir : *1949-1989 Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands* (1949-1989, l'Institut du Marxisme-Léninisme auprès du CC du SED), Berlin, IML beim ZK der SED, Dietz, 1989.

dominante stalinienne dite marxiste-léniniste) et la constitution d'une bibliothèque centrale du Parti. Joseph Winternitz en fut le premier directeur, avec comme collaborateurs Paul Lenzner (qui avait fait aussi ses preuves au Komintern), Rudolf Lindau et Albert Scheiner. L'Institut publia jusqu'en 1955 treize volumes des « œuvres » de Staline, écrits et discours. Jusqu'en 1963, ses archives historiques n'abritèrent pas de fonds importants, alors qu'elles avaient le statut d'archives centrales du Parti. Ce n'est que plus tard que les archives du KPD furent transférées à Berlin par l'IML de Moscou.

Des instructions plus précises furent données en 1982 pour la collecte des matériaux. Selon ces dernières, il fallait mettre en sécurité les documents appartenant aux organisations du mouvement ouvrier allemand avant 1945, les rassembler et les mettre à la disposition de la recherche. Sur cette base fut publiée la 4^e édition de l'inventaire complété des Archives du Parti ¹. De plus, les archivistes établirent des inventaires spéciaux (concernant par exemple les relations germano-polonaises ou germano-russes) ².

Un examen rapide des fonds de l'ex-ZPA à la Fondation archives des partis et des organisations de masse permet d'entrevoir la variété de matériaux qui n'intéressent pas seulement la recherche sur le communisme. Il faut savoir que les termes désignant les regroupements de fonds sont fréquemment empruntés à la phraséologie marxiste-léniniste. Mais on ne doit pas se laisser troubler par ce fait. Voici donc une vue d'ensemble par sections et grandes rubriques.

Section I	Mouvement ouvrier communiste allemand et international.
Section II	Mouvement ouvrier social-démocrate allemand.
Section III	Coopération KPD / SPD en 1945-1946.
Section IV	Parti de l'Unité socialiste allemand (SED).
Section V Collections	Sous cette rubrique on trouve la collection centrale de tracts, la collection d'affiches, la collection d'autographes, les collections spéciales sur les communistes allemands en exil, les communistes allemands en Espagne, le Comité national Allemagne libre (NKFD), Lénine en Allemagne, les Conseils d'ouvriers et de soldats pendant la Révolution de novembre, les séjours de communistes allemands en Tchécoslovaquie, la coopération entre Bulgares et Allemands, entre Polonais et Allemands ainsi qu'avec le mouvement ouvrier autrichien, l'émigration dans les différents pays.
Section V	Archives Marx-Engels.
Legs complets ou partiels	Entre autres, August Bebel, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Wilhelm Liebknecht, Anton Ackermann, Paul Merker, Ernst Thälmann, Walter Ulbricht, Wilhelm Pieck, Kurt Eisner, Wilhelm Florin.
Souvenirs	Sous cette rubrique on trouve les actes du Tribunal du Peuple et de la Haute administration de la sécurité du Reich, 4 ^e Bureau, Police secrète (Gestapo), du Ministère de la Justice du Reich, du Ministère de

1. Heinz VOSSKE, « Avant-propos » in *Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED. Zentrales Parteiarchiv. Bestandsnachweis für das Zentrale Parteiarchiv*, p. 5-9.

2. Ceux-ci furent en leur temps retouchés par le service A 1.

l'intérieur et du Commissaire du Reich pour la surveillance de l'ordre public sous Weimar.

Archives photographiques Environ 150 000 photos pour l'histoire du mouvement ouvrier.

Archives filmiques et sonores

Les archives historiques du KPD

L'histoire du legs des archives du KPD a débuté vers 1924, quand la direction décida de les transférer par étapes à Moscou. Elles y furent transportées peu de temps avant la prise du pouvoir par les Nazis ¹. En 1935, les représentants du KPD auprès du Comité exécutif de l'Internationale communiste (CE de l'IC) résolurent de classer les matériaux qui ne l'étaient pas encore selon leur origine géographique (rayons) et le domaine abordé ². À mettre surtout en exergue dans ce legs un fonds supplémentaire du Secrétariat du CC qui fut laissé par Pieck aux archives du CE de l'IC en 1939 et qui comble certaines lacunes de l'inventaire. Durant les travaux de classement en Union soviétique, une quantité jusqu'ici mal connue de documents dut être perdue. En 1941, les archives déposées à Moscou furent transférées vers l'Oural. Après 1945, elles furent rapatriées en Allemagne « dans un bon état de conservation », selon la version officielle ³. Pourtant la restitution de ces fonds prit un temps manifestement plus long que la normale. On peut s'apercevoir après coup que l'IML de Berlin reçut encore de 1958 à 1966 de nouveaux documents venus des archives principales du KPD à Moscou et destinés à la rédaction d'une histoire (ulbrichtienne) du mouvement ouvrier allemand ⁴. Les écrits originaux des archives principales du KPD furent finalement rendus à Berlin, de 1968 à 1970, par l'intermédiaire du ZPA de Moscou (environ 70 mètres linéaires) ⁵.

Les phases de répression du mouvement communiste ont « par la force des choses » laissé des lacunes visibles dans les fonds, par exemple pour les années 1919-1920 et 1941-1945. Ce sont les papiers des rayons du parti qui furent le plus touchés ; mais on a pu en partie les reconstituer avec les fonds du Secrétariat déjà mentionnés. L'enregistrement et le relevé de ces fonds a dû être relativement compliqué ; comme condition nécessaire à ce travail, il fallait découvrir les canaux décisionnels et les différents niveaux structurels à Moscou, ainsi qu'entre Moscou, Berlin et

1. H. VOSSKE, avant-propos cité.

2. IML / ZPA, *Historisches Archiv der KPD. Findbuch* (Archives historiques du KPD. Guide), 1^{er} vol., introduction générale, Berlin, 1976, 006-028.

3. H. VOSSKE, avant-propos cité.

4. Walter ULBRICHT, Horst BARTEL, *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* (Histoire du mouvement ouvrier allemand), 8 vol., publié par l'*Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED*, t. III de 1913 à 1923, t. IV de 1924 à janv. 1933, t. V de janv. 1933 à mai 1945, Berlin-Est, Dietz, 1966, 698p., 636 p., 666 p.

5. IML / ZPA, *Historisches Archiv der KPD. Findbuch*, op. cit., I, 1.

d'autres lieux. Il apparaît que ce n'est pas à Moscou que l'on devait dépouiller et examiner les documents selon les critères scientifiques de l'archivistique ¹.

Les archives historiques du KPD se composent de cinq groupes principaux. Le premier comprend les matériaux des instances centrales du KPD dans l'ordre suivant :

Groupe I : matériaux des instances centrales du KPD

1. Congrès du parti
2. Conférences du parti
3. Commission centrale de révision

Groupe II : Comité central du KPD

1. Sessions de la Délégation centrale et du Comité central (CC)
2. Comité central
3. Bureau politique (BP)
4. Bureau d'organisation / Section d'organisation / Commission d'organisation
5. Secrétariat du CC
6. Commissions élues du CC
7. Appareil du CC
 701. Femmes
 702. Questions agraires (« Land »)
 703. Travail parlementaire et communal
 704. Commission des finances / Trésorerie / Service financier
 705. Travail politique à l'armée
 706. Information
 707. Agitation et propagande
 708. Syndicats
 709. Coopératives
 710. Sport
 711. Bureau juridique central
8. Collection de tracts du KPD

Groupe III : matériaux des rayons du KPD

Groupe IV : Organisations révolutionnaires de masse

1. Union des Jeunesses communistes d'Allemagne (KJVD)
2. Ligue des combattants du Front rouge (RFB)
3. Ligue des femmes et des jeunes filles rouges (RFMB)
4. Secours rouge d'Allemagne (RHD)
5. Union des travailleurs de la radio et de la presse-photo
6. Opposition syndicale révolutionnaire (RGO)

¹ « Notre connaissance générale de la construction et des structures organisationnelles du parti était insuffisante pour rendre accessible le fonds de manière optimale. Il fallait donc au cours du processus de dépouillement archivistique sérier les tâches, trouver dans les documents transmis le mécanisme concret des structures du Parti avec leurs différents niveaux de décision, leurs fonctions temporelles, leurs domaines de responsabilité et leurs règles internes, afin d'obtenir une attribution et une délimitation assurée des écrits », *Findbuch, op. cit.*, I, 14.

7. Ligue des Amis de l'Union soviétique
 8. Ligue des chanteurs communistes et Ligue des travailleurs du théâtre
 9. Ligue des combattants contre le fascisme
 10. Association des combattants rouges pour l'unité sportive
 11. Association des travailleurs des organisations socio-politiques (ARSO)
 12. Ligue des écrivains prolétariens révolutionnaires
 13. Union d'intérêts économiques pour la Culture ouvrière (IfA)
 14. Union des libres penseurs prolétariens
 15. Comité national des femmes actives
 16. Fraction des étudiants communistes (Kosufra)
- Groupe V : groupements dits dissidents du KPD
1. Parti ouvrier communiste d'Allemagne (KAPD)
 2. Association pour le travail communiste (KAG)
 3. Parti communiste d'opposition (KPD/O)
 4. Gauches
 - Union générale des travailleurs (AAU)
 - Ligue Lénine
 5. Groupes nationaux-révolutionnaires

Le fonds de loin le plus volumineux est celui du Bureau politique. Cela tient au fait que d'autres matériaux ont été adjoints au legs originel du plus haut organe formel de décision (10 m linéaires) : ces documents concernent les rapports internationaux, surtout avec le CE de l'IC, les liaisons avec les représentants allemands auprès du CE de l'IC à Moscou, les rapports avec les partis frères à l'étranger, la participation du KPD aux congrès internationaux et, en principe, les questions de cadres et de personnel. Le fonds comprend, à côté des documents du nouveau secrétariat politique mis en place en 1922 et du Secrétariat politique du BP créé en 1927-1928, ceux des organes dirigeants fondés à l'étranger par la direction du parti au cours de la période nationale-socialiste 1933-1945 ainsi que les papiers du « Front unique » et du « Front populaire antifasciste » inspirés par le KPD. L'ensemble intitulé « discussions internes au parti » forme la majeure partie du fonds.

Ce dernier a été classé selon le type de pièce (procès-verbaux de séances, appels, instructions, circulaires, documentation des rapporteurs) et selon le sujet concerné. D'autres fonds ont trait à l'Internationale des jeunesses communistes et aux Bureaux de la section allemande auprès du Parti communiste de Russie.

En ce qui concerne le relevé de ces fonds, les archivistes de RDA voulaient qu'il fût d'une haute précision, et les inventaires en donnent une confirmation patente. Toutefois cette règle n'a pas prévalu pour les procès-verbaux de séances et les circulaires. Dans ce cas, en raison de la prétendue « hétérogénéité des documents », on se contenta de les enregistrer. Naturellement la majorité des chercheurs intéressés ne put examiner les résultats de ce travail. Arguant de leur « caractère interne », on empêcha totalement ou partiellement l'accès à la plupart des documents. Précisons qu'il était quasi impossible, non

seulement aux chercheurs occidentaux, mais aussi aux historiens est-allemands (à de rares exceptions près) de jeter un œil sur ces fonds ¹.

Outre les instruments de recherche existants, d'une bonne utilisation, il serait profitable à la recherche historique sur le communisme d'établir un inventaire spécialisé qui présenterait les ressources documentaires concernant les relations et la coopération internationales. Dans les archives historiques du KPD seraient sans doute à mentionner : la coopération avec les représentants à Moscou (dans le fonds du BP), la correspondance avec le CE de l'IC, le PCR(b), le PCUS(b), les partis communistes frères et les sections du Komintern en Allemagne (sections russe, hongroise, polonaise, ukrainienne, bulgare, toutes représentées dans le fonds du BP), la correspondance du Secrétariat, des sections du CC et des instances dirigeantes des organisations de masse révolutionnaires (KJVD, RFB, RFMB) avec le CE de l'IC.

Les dépôts du Komintern à Berlin sont vraiment fragmentaires. Il y a certes un fonds spécial du Komintern. Mais il n'est que provisoirement répertorié sur fiches (et classé exclusivement selon des critères d'organisation). La partie des archives parvenues en plusieurs livraisons au ZPA depuis Moscou se distingue aussi par le fait que, suivant la manière traditionnelle alors en usage à l'IML moscovite, seuls des extraits ont été microfilmés, le plus souvent des documents finaux, de surcroît schématiquement résumés. À cette époque, la direction de l'IML/ZPA a dû se tourner à plusieurs reprises vers les autorités russes pour accélérer un flux documentaire très intermittent. Les historiens peuvent néanmoins utiliser avec profit les matériaux du Komintern en liaison avec les autres fonds documentaires, les archives historiques du KPD et les divers legs. De plus, le fonds « Internationale communiste, Comité exécutif, représentation du KPD » contient entre autres choses des procès-verbaux, des prises de décision, des résolutions et une correspondance avec les différents rouages du Komintern. Il concerne la période 1919-1945 et comprend 481 dossiers sur 7,65 m linéaires. Par contre, les fonds du Bureau central de la section allemande auprès du CC du PCR(b) et ceux des représentants allemands auprès de la KJI, de l'IRH et de l'IAH sont moins volumineux.

La bibliothèque de la fondation des archives des partis et des organisations de masse de la RDA

Environ 1 400 000 titres ont pu être sauvegardés dans le cadre de la Bibliothèque de la Fondation des archives des partis. L'essentiel provient de l'ancienne Bibliothèque de l'IML. On y a intégré d'autres fonds, issus de bibliothèques que l'on a fermées, comme celle de l'Académie des sciences ou celle de l'union des syndicats libres allemands ². De plus, trois bibliothèques de parti y ont été immédiatement incorporées. Grâce à cela, la

1. Les fonds inaccessibles étaient répertoriés dans un inventaire spécial, l'inventaire 8.

2. La Bibliothèque du FDGB a été relogée dans une annexe de la Fondation des archives des partis, rue Dönhoff.

Bibliothèque des archives des partis est sans doute la plus importante d'Allemagne pour la recherche historique sur le communisme. Il n'y a pas moins de 32 catalogues à la disposition du public, dont un spécial, par exemple, pour les thèses de doctorat. Aujourd'hui encore, 40 % à 50 % des journaux et revues ne sont pas inventoriés¹ ! Les ouvrages sur les pays de l'Est et ceux de l'ex-« socialisme réel » continuent de former l'essentiel des collections, en accord avec la Bibliothèque de la Fondation Friedrich Ebert, à Bonn. Alors que dans certains de ces pays – que l'on songe seulement aux États successeurs de l'ex-Yougoslavie ou à la situation de nombreuses bibliothèques dans les États issus de l'ancienne Union soviétique – la conservation de ce type d'ouvrages n'est pas assurée, la bibliothèque berlinoise a d'importantes obligations. Sous peu, tous les titres provenant des divers fonds devront être enregistrés sur informatique à l'aide du programme Allegro. À l'avenir, ils figureront dans un catalogue commun avec ceux de la Bibliothèque de la Fondation Friedrich Ebert et on pourra les consulter au niveau central.

Bernhard H. BAYERLEIN

TRADUCTION DE MAURICE CARREZ

1. Informations facilitées par Mme Dolatowski, directrice de la bibliothèque, en nov. 1994.

LES ARCHIVES SUR LA REPRESSION ANTICOMMUNISTE AU QUEBEC ET AU CANADA, 1919-1956

Nous allons aborder quelques aspects de la répression subie par les communistes canadiens, ainsi que les archives qui permettent d'en rendre compte. Bien que faible et marginalisé, le Parti communiste canadien n'en a pas moins été une proie de choix pour la bourgeoisie. Les craintes qu'elle entretenait provenaient probablement plus de l'existence de l'URSS et de l'impact qu'elle pouvait avoir au Canada que de l'importance réelle du mouvement communiste canadien. La bourgeoisie canadienne s'est déchaînée contre ce petit parti politique. N'oublions pas que c'est l'arrestation du député canadien Fred Rose, en 1946, qui déclencha la vague anticommuniste connue sous le nom de maccarthysme ¹.

QUELQUES NOTES HISTORIQUES

La montée du mouvement révolutionnaire dans le monde, après la Première Guerre mondiale, notamment en Europe mais aussi en Amérique, Canada inclus, crée une situation que les principaux militants socialistes canadiens jugent propice à la création du nouveau parti révolutionnaire. Aux États-Unis, le mouvement de grève, dont l'impressionnante grève générale de Seattle (1919), démontre une remontée de la combativité de la classe ouvrière américaine. Au Canada, autour des événements liés à la grève générale de Winnipeg (1919) et à la montée du mouvement de revendications ouvrières à travers tout le pays, se cristallise une nouvelle direction ouvrière issue de ces luttes.

1. Du nom du sénateur américain Joseph McCarthy qui se servit de cet événement canadien pour lancer la chasse aux communistes aux États-Unis. Sur cette période, on pourra consulter Merrily WEISBORD, *Le rêve d'une génération ; les procès d'espionnage, les communistes et la guerre froide*, Montréal, VLB Éditeur, 1988.

Pour de nombreux socialistes, la politique réformiste menée par les directions syndicales notamment lors de la crise de la conscription ¹ et face aux politiques de guerre, ainsi que pendant la remontée des revendications ouvrières de l'après-guerre entraîne la classe ouvrière canadienne dans un cul de sac. De nombreux militants ouvriers croient à la nécessité d'orienter le mouvement ouvrier canadien dans la voie révolutionnaire.

Un premier courant, de type anarcho-syndicaliste, se situe aussi dans la mouvance créée lors de la grève générale de Winnipeg. Ce courant va s'avérer un échec. Après un début fulgurant, la *One Big Union* (OBU) ² ne réussit pas à organiser massivement les ouvriers canadiens. Victime de la répression, tant patronale que gouvernementale et même syndicale, la OBU se retrouvera isolée dans la région de Winnipeg, ne regroupant que peu de travailleurs.

Après une première tentative de l'organisation en 1919, soldée rapidement par de nombreuses arrestations, les communistes canadiens forment le Parti communiste canadien (PCC) ³ en 1921, s'appuyant directement sur les directives provenant de l'Internationale communiste (IC). À ce moment, le PCC ne peut compter que sur une faible implantation dans les rangs ouvriers. Ses bases organisationnelles se trouvent principalement dans les anciennes organisations ethniques qui formaient les principaux groupes révolutionnaires, notamment le *Social Democratic Party of Canada* (SDP). Ce parti social-démocrate, formé en 1911, avait réussi à regrouper principalement les militants syndicaux provenant de groupes ethniques. Des Juifs, des Ukrainiens, des Finnois et quelques autres formaient le gros du bataillon du SDP. Ces mêmes groupes formeront aussi la base organisationnelle du PCC. Ce caractère ethnique sera un des motifs invoqués par le gouvernement canadien pour harceler les communistes, qu'il présente comme des « étrangers ».

Une des premières tâches du PCC fut de tenter d'élargir sa base ouvrière. C'est en intervenant dans le mouvement syndical qu'il croit y parvenir. L'implantation dans les grands

1. Bernard DANSEREAU, *Le Mouvement ouvrier montréalais et la crise de la conscription, 1916-1918*, mémoire de maîtrise présenté à l'Université du Québec à Montréal, juin 1994, 126 p. ; Bernard DANSEREAU, « Le Mouvement ouvrier montréalais et la Première Guerre mondiale », *Cahiers d'histoire politique*, n° 2, AQHP, hiver 1996, p. 13-41.

2. David JAY BERCUSON, *Fools and Wisemen : the Rise and Fall of the One Big Union*, Montréal, McGraw-Hill Ryerson, 1978, 300 p. et Peter WARRIAN, *The Challenge of the One Big Union Movement 1919-1921*, M.A. thesis, University of Waterloo, 1971, 137 p.

3. Sur le Parti communiste canadien, on pourra consulter Robert COMEAU et Bernard DIONNE, *Le Droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur, 1989, 545 p. ; Andrée LEVESQUE, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal, Express, 1984 ; et Marcel FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, Montréal, Les éd. Albert Saint-Martin, 1979, 167 p. Le PCC a publié sa propre histoire sous le titre : *Le parti du socialisme au Canada. L'histoire du Parti communiste du Canada 1921-1976*, Montréal, Éditions Nouvelles Frontières, 1985, 358 p.

syndicats s'avère une tâche de grande importance pour les communistes. Ces derniers croient en la nécessité de travailler à l'intérieur des grands syndicats, majoritairement internationaux (*i.e. américains*). Ils veulent éviter l'écueil rencontré par la OBU qui avait tenté de former des syndicats distincts, proprement canadiens, industriels et militants.

Les communistes croient, au départ, qu'il faut radicaliser le mouvement syndical. C'est ainsi qu'ils tentent d'initier des luttes pour des objectifs immédiats en s'appuyant sur la base et cherchant à unir les militants d'origine étrangère (*foreign-born workers*) aux travailleurs canadiens (*native-born workers*). Les communistes participent activement à la riposte aux agressions capitalistes qui marquent la première moitié de la décennie 1920. Ces attaques anti-ouvrières se manifestent principalement par des baisses de salaires, du chômage, des renégociations des contrats de travail, etc. Ils seront très actifs dans la nouvelle phase d'offensive caractéristique de la deuxième moitié de la décennie.

Dans les syndicats, de façon constante de 1921 à 1928, le PCC dénonce la bureaucratie syndicale. Avec la montée de l'anticommunisme, surtout à partir de 1925, il met en avant la nécessité d'appliquer la démocratie syndicale. Le PCC s'oppose dès le début à la neutralité politique des syndicats et, à partir de 1922, il demande l'adhésion au Parti ouvrier du Canada (*Canadian Labour Party*) ¹, dont il est exclu au Québec en 1925. Un des principaux objectifs du PCC fut l'organisation des travailleurs non-organisés, principalement les travailleurs industriels, que plusieurs dirigeants de syndicats internationaux jugeaient très difficiles sinon impossibles à syndiquer. Les communistes seront à l'origine de nombreuses tentatives de syndicalisation dont les plus importantes sont celles de l'automobile et du vêtement (*Industrial Needle Trades Workers Union*) ².

REPRESSION

Le contexte national et international qui prévaut à la fin de la Première Guerre sert de prétexte à une intense répression de la part de toutes les autorités canadiennes. Même avant la fin de la guerre, après la Révolution russe, la peur de la montée révolutionnaire avait poussé le gouvernement canadien à imposer une série d'arrêtés-en-conseil réduisant considérablement les droits politiques au Canada ³.

1. Le Parti ouvrier du Canada (POC) est formé en 1917 dans la foulée de la lutte anticonscriptionniste. C'est un parti de type travailliste regroupant principalement des militants provenant de syndicats internationaux. C'est le deuxième parti de ce type (le premier avait été créé en 1899). Les communistes jouèrent un rôle important dans plusieurs organisations de base du POC, notamment à Montréal. Voir notamment Martin ROBIN, *Radical Politics and Canadian Labour*, Kingston, Industrial Relations Centre, Queen's University, 1968, 321 p.

2. Mercedes STREEDMAN, « The Promise : Communist Organization in the Needle Trades, The Dressmakers Campaign, 1928 to 1937 », *Labour/Le Travail*, printemps 1994, p. 37-73.

3. Voir Gregory S. KEALEY, « State Repression of Labour and the Left in Canada, 1914-20 : The Impact of the First World War », *Canadian Historical Review*, LXXIII, 3, 1992, 281-314, « The Surveillance State : The Origins of Domestic Intelligence and Counter-Subversion in Canada, 1914-1920 », *Intelligence and National Security*, 7, 3, 1992, 179-210.

Par exemple, en septembre 1918, le gouvernement impose l'arrêté-en-conseil CP 2381 ¹ prohibant les publications en langues étrangères, les associant à des publications ennemies. Il sera suivi par le CP 2384 ² interdisant treize organisations jugées révolutionnaires. Parmi ces organisations notons le Parti social-démocratique, le Parti démocratique social russe, le Groupe révolutionnaire ukrainien, la Ligue nationaliste chinoise, etc. Notons que la grande majorité de ces organisations politiques sont des organisations « à caractère ethnique ». Ces décisions gouvernementales furent sévèrement appliquées, entraînant de nombreuses arrestations et déportations ³.

Ce n'était qu'un début. La révolution russe, le rôle de l'IC et la montée du mouvement « révolutionnaire » au Canada indisposaient profondément plusieurs dirigeants politiques canadiens. Ces politiciens étaient convaincus que des hordes bolcheviques étaient en train de conquérir l'Ouest canadien ⁴. Ils réformèrent la Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest pour en faire la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ⁵. De nombreux membres de la GRC reçurent comme mission d'infiltrer les mouvements jugés subversifs ⁶. Au même moment, le Canada envoya des troupes pour appuyer les puissances occidentales lors de l'invasion de la Russie en 1919 ⁷.

Au même moment, durant la grève générale de Winnipeg, le ministre de la Justice du Canada, Arthur Meighen ⁸ fait modifier le Code criminel canadien en faisant promulguer l'article 98 ⁹ qui prohibe les « associations illégales ». Le libellé de l'article

1. *Gazette du Canada*, 5 octobre 1918, p. 1333.

2. *Gazette du Canada*, 5 octobre 1918, p. 1336.

3. Sur les déportations, voir notamment Donald AVERY, « *Dangerous Foreigner* » : *European Immigrant Workers and Labour Radicalism in Canada*, Toronto, 1979 ; Barbara ROBERTS, « *Showelling Out the Unemployment : Winnipeg City Council and Deportation, 1930-1935* », *Manitoba History*, 5, 1983, p. 12-24 ; Barbara ROBERTS, « *Showelling Out the "Mutinous" : Political Deportation from Canada Before 1926* », *Labour/Le Travail*, 18, printemps 1986, p. 77-110 ; et Henry DRYSTEK, « *The Simplest and Cheapest Mode of Dealing with Them : Deportation from Canada before World War II* », *Histoire sociale*, 14, 1982, p. 407-441.

4. Richard CLEROUX, *Plein feux sur les... Services secrets canadiens, Révélations sur l'espionnage au pays*, Montréal, Les Éd. de l'homme, 1993, 495 p.

5. Voir Lorne et Caroline BROWN, *An Unauthorized History of the RCMP, the first book that separates fact from myth on the RCMP and its 100-year history*, Toronto, James Lewis & Samuel, 1973, 195 p.

6. Certaines archives de la GRC, regroupées dans l'édifice du SCRS à Ottawa ne sont que très partiellement accessibles au public. Nous y avons cependant trouvé des milliers de pages de documents sur les catégories suivantes : fasciste, communiste, terroriste, séparatiste, espion et homosexuel. Tous ces groupes ont été l'objet d'intenses surveillances comme en témoignent les multiples rapports. Les communistes furent sans conteste le groupe le plus surveillé par les agents.

7. John Alexander SWETTENHAM, *Allied Intervention in Russia : 1918-1919, and the Part Played by Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1967, 315 p.

8. Arthur Meighen (1874-1960). Avocat conservateur, il occupe de nombreux portefeuilles de 1913 à 1926. Il sera Premier ministre du Canada à deux occasions, du 10 juillet 1920 au 29 décembre 1921 et du 26 juin au 25 septembre 1926.

9. *Loi modifiant le Code criminel*, 9-10 George V, Chap. 46, sanctionnée le 7 juillet 1919.

relatif à la définition de l'association illégale est très élastique : est une association illégale toute association, organisation, société ou corporation, dont l'un des objets, ou le but avoué, est de produire un changement ministériel, industriel ou économique au Canada, par force, violence, blessures corporelles contre la personne ou dommages matériels à la propriété, ou par la menace de ces blessures ou dommages, ou qui enseigne, préconise, conseille ou défend l'emploi de la force, violence, terrorisme, blessures corporelles contre la personne ou dommages matériels à la propriété, ou de menace de ces blessures ou dommages dans le but d'accomplir ce changement, ou pour toute autre fin, ou qui par un moyen quelconque poursuit cet objet ou ce but avoué ou enseigne, préconise, conseille ou défend, comme susdit.

Des mesures rigoureuses accompagnent cet article : interdiction d'adhérer à une association illégale, d'être membre de sa direction, de porter insigne ou macaron indiquant son appartenance à une telle adhésion, de verser une cotisation. Une peine de prison de vingt ans peut être appliquée à quiconque serait trouvé coupable. De plus, quiconque participe à une réunion d'une association illégale, parle publiquement en sa faveur, ou distribue de sa documentation est présumé en faire partie, en l'absence de preuve contraire. La police, la GRC, détient le pouvoir de saisir sans mandat tout bien appartenant, ou est présumé appartenir, à une association illégale ¹.

Tout au long des années vingt, l'article 98 sert de justification aux forces policières pour interrompre des réunions politiques et syndicales, pour en disperser les auditoires et procéder à des arrestations. Avec la crise économique de 1930, ces interventions vont s'intensifier ².

Le 11 août 1931, Tim Buck ³ et huit autres dirigeants communistes sont arrêtés à Toronto en vertu de l'article 98 du code criminel. Ils sont accusés d'être membres d'une association illégale, le Parti communiste du Canada. Sept des accusés sont condamnés à une peine de prison de cinq années ⁴. Seul Tom Cacic reçut une condamnation de deux années, mais il sera ensuite déporté dans son pays d'origine, la Yougoslavie ⁵.

1. Thomas R. BERGER, *Liberté fragile. Droits de la personne et dissidence au Canada*, Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec n° 83, 1985. Voir notamment le chapitre V : « Le Parti communiste et les limites de la dissidence », p. 135-167.

2. J. PETRYSHIN, « R.B. Bennett and the Communists : 1930-1935 », *Revue d'études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, vol. 9, n° 4, 1974, p. 43-55.

3. Tim Buck (1871-1976). Après avoir œuvré dans le mouvement syndical, Tim Buck devient secrétaire général du PCC en 1928, lorsque le parti expulse de ses rangs les militants « trotskystes », Jack Macdonald et Maurice Spector. Tim Buck conservera son poste jusqu'en 1960, lorsque les communistes canadiens créent le poste de Président national du Parti.

4. Outre Tim Buck, les autres dirigeants condamnés sont Tom McEwen, John Boychuck, Matthew Popovich, Malcolm Bruce, A.T. Hill, Sam Carr et Tom Cacic. Seul Mike Golinsky fut relâché à cause d'un vice de forme.

5. Ron ADAMS, « The 1931 Arrest and Trial of the Leaders of the Communist Party of Canada », *Canadian Historical Association*, 1977, et Lita Rose BETCHERMAN, *The Little Band*, Ottawa, 1983.

Le procès fut une parodie de justice. Tous les témoins de la Couronne, à l'exception d'un seul, étaient des membres des forces policières canadiennes, appartenant soit à la GRC, soit à la Police provinciale de l'Ontario, ou encore à la Police municipale de Toronto. Le principal témoin, John Leopold, avait infiltré, sous le pseudonyme de Jack Esselwein, la OBU, le Parti ouvrier du Canada et le Parti communiste du Canada.

Les documents présentés au procès sont une source exceptionnelle de documentation sur le PCC et la répression. Lors des arrestations, les policiers ont perquisitionné les locaux du Parti et les résidences de nombreux dirigeants. Ces documents ont été déposés aux Archives publiques de l'Ontario. Ils sont actuellement accessibles sur microfilms aux Archives publiques de l'Ontario ainsi qu'aux Archives nationales du Canada ¹.

Ces archives comprennent, en plus des dépositions lors du procès, les documents saisis lors des perquisitions incluant de la correspondance et des imprimés relatifs au journal *The Worker* (organe central du PCC), à la Ligue d'unité ouvrière (*Workers' Unity League*), à la Ligue des jeunes communistes (*Young Communist League*), à la Ligue de Défense ouvrière (*Canadian Labour Defense League*), ainsi qu'à d'autres organisations liées au Parti communiste comme les Amis de l'Union soviétique.

Tim Buck, malgré une intense campagne de sensibilisation à travers le pays, ne sera libéré qu'en novembre 1934. L'article 98 du code criminel sera révoqué en 1936 par le nouveau Premier ministre libéral Mackenzie King ², qui remplit alors une promesse faite lors de la campagne électorale de 1935.

Au Québec le répit sera de courte durée. Le gouvernement québécois prend la relève en adoptant en 1937 la Loi protégeant la province contre la propagande communiste ³, communément appelée « Loi du Cadenas ». Elle interdit à tout propriétaire ou occupant d'une maison d'utiliser celle-ci ou de permettre à toute personne de l'utiliser en vue de propager le communisme. Elle confère au Procureur général de la province le pouvoir de placer sous scellés toute maison et d'en évincer les occupants, s'il est convaincu que quiconque s'en sert pour propager le communisme. Interdiction est aussi faite de la publication et de la diffusion de tout journal, périodique ou tract « propageant ou tendant à propager le communisme ou le bolchevisme ». Le Procureur

1. Archives nationales du Canada, MG 28, Communist Party of Canada, Archives of Ontario Records (1922-1931), microfilm, 37 bobines, n° M-7376 à M-7413.

2. William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Il fut le premier sous-ministre du Travail au Canada de 1900 à 1908, et l'instigateur de la Loi des enquêtes en matière de différends industriels en 1907. Il sera Premier ministre du Canada trois fois : du 29 décembre 1921 au 28 juin 1926, du 25 septembre 1926 au 7 août 1930 et finalement du 25 octobre 1935 au 15 novembre 1948.

3. *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, Statuts du Québec, 1 George VI, Chap. 11, sanctionnée le 24 mars 1937. (Aussi Statuts refondus du Québec, 1941, Chap. 52). Voir Lucie LAURIN, « Communisme et liberté d'expression au Québec : la "loi du Cadenas" 1937-1957 », in Robert COMEAU et Bernard DIONNE, *op. cit.*, p. 112-133.

général détient par cette loi toute latitude de définir ce qu'il entend par communisme ou bolchevisme, aucune définition n'apparaissant dans le libellé de la loi.

Comme la loi ne contient pas de définition précise du communisme ni du bolchevisme, le Procureur général permet à ses policiers d'interdire une foule d'activités sous prétexte qu'elles propagent le communisme. La loi peut être appliquée sans passer par les tribunaux. L'accusé a la charge de prouver son innocence, et n'a pas le droit d'appel. Il est passible d'emprisonnement et non pas d'amende ¹.

Cette loi faisait suite à d'autres mesures visant à contrer le travail des communistes. En 1931, la Loi concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux ² interdit l'affichage et la distribution de circulaires sans l'approbation du chef de police. Cette approbation ne peut être accordée si l'imprimeur, ou le rédacteur, ou l'auteur n'est pas domicilié au Québec.

Officiellement le Parti communiste n'était pas illégal, mais personne ne pouvait diffuser le programme ni les idées communistes. La police québécoise entreprit une vaste campagne de perquisitions et de « cadenassages ». Les librairies et les imprimeries ayant fait montre de sympathie envers les communistes furent fermées. Cette loi visant explicitement à restreindre la liberté de parole et d'association sera finalement déclarée *ultra vires* par la Cour suprême du Canada en 1957 ³. Le gouvernement pouvait compter sur la collaboration active des autorités religieuses, en particulier des pères jésuites ⁴.

Par ailleurs, le PCC sera finalement interdit dès le début de la Seconde Guerre mondiale en vertu de la Loi des Mesures de guerre ⁵. Bien que le PCC, à partir de juin 1941, ait poursuivi les mêmes buts que le gouvernement canadien, il restera l'une des principales cibles des services de renseignements et ses militants feront l'objet d'attentions particulières. La répression qui s'abat alors sur le Parti communiste touche aussi plusieurs syndicats parmi les plus combattifs ⁶.

1. Andrée LEVESQUE, *Virage à gauche interdit*. *op. cit.*

2. *Loi concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux*, Statuts du Québec, 24 George V, Chap. 51.

3. Sur le rôle de Jacques Perrault qui, avec Frank Scott, obtiendra l'invalidation de la loi en 1957, voir Suzanne CLAVETTE et Robert COMEAU, « Grandeur et misère d'un antiduplessiste de 1947 à 1959 » in Robert LAHAISE [dir.], *Le Devoir, reflet du Québec au vingtième siècle*, Montréal, HMM, 1994, p. 345-366.

4. Voir la correspondance du Père Joseph-Papin Archambault, s.j. au Premier ministre du Québec, Maurice Duplessis. Ce leader de la chasse anticommuniste recevait des fonds du gouvernement pour organiser des expositions anticommunistes à Montréal au cours des années trente.

5. *Gazette du Canada*, juin 1940, p. 4010.

6. Reg WHITAKER, « Official Repression of Communism During World War II », *Labour/Le Travail*, vol. 17, printemps 1986, p. 135-166 ; Reg WHITAKER, Gary MARCUSE, *Cold War Canada : the Making of National Insecurity State, 1945-1957*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, 512 p.

LA REPRESSION CONTRE LE MOUVEMENT SYNDICAL

Duplessis n'entend pas en rester là. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, son gouvernement présente le projet de loi n° 5 qui contenait une clause anticommuniste. La Commission des relations de travail aurait détenu le pouvoir de ne pas accorder d'accréditation à tout syndicat comptant parmi ses dirigeants ou permanents une personne « reconnue » comme étant un adepte ou un propagandiste d'une doctrine communiste ou marxiste, etc. Si une telle accréditation avait été accordée par erreur, la Commission avait le devoir de révoquer ladite accréditation.

La mobilisation ouvrière a eu raison de ce projet de loi. Duplessis est cependant revenu à la charge en 1954 en modifiant la Loi des relations ouvrières¹. La loi 19 reprenait l'article « anticommuniste » du projet de loi n° 5 (communément appelé Bill 5) et légalisait rétroactivement les sanctions prises par le gouvernement et la Commission des relations de travail contre certains syndicats jugés « communistes ».

En butte à l'hostilité des autorités politiques et religieuses, les communistes rencontrèrent d'autres obstacles notamment dans le mouvement syndical. Parce qu'ils y combattaient la politique de conciliation qui prévalait dans plusieurs syndicats, les communistes furent l'objet d'intenses campagnes anticommunistes dans les années vingt.

La plus importante organisation syndicale des États-Unis, l'*American Federation of Labour* (AFL), n'avait toujours pas l'intention de s'attaquer à la grande industrie. William Green, qui devient président de la centrale à la mort de Samuel Gompers en 1924, déclarait au sujet des travailleurs non qualifiés et inorganisés : « Il est clair que le fait qu'ils soient inorganisés est dû uniquement à leur manque de courage, à leur manque de persévérance et à leur manque de clairvoyance². » Or c'est justement ces travailleurs que les communistes décident de syndiquer. La confrontation devient donc inévitable entre les partisans du syndicalisme corporatiste et les militants communistes. La politique de conciliation pratiquée par le syndicalisme corporatiste n'est pas propre aux seuls syndicats liés à l'AFL. On la retrouve dans de nombreux syndicats canadiens ou dans des syndicats formés à l'origine par des socialistes.

Prenons un cas concret, celui de la confection. La base ethnique du PCC va avoir une influence sur les secteurs où les communistes vont intervenir prioritairement. Dans la confection, les deux principaux syndicats sont l'Union internationale des employés du vêtement pour dames (UIOVD)³ et les Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique (TAVA)⁴. Ce dernier ne faisait pas partie de l'AFL parce qu'il contestait la juridiction d'un autre syndicat, membre de l'AFL celui-là, le *United Garment Workers of America*

1. 2-3 Elizabeth II, ch. 10.

2. Serge DENIS, *Un syndicalisme pur et simple. Mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, Montréal, Boréal, 1986, p. 84.

3. *International Ladies Garment Workers Union* (ILGWU).

4. *Amalgamated Clothing Workers of America* (ACWU).

(UGWA). Les Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique ont été formés au début de la Première Guerre en réaction à la politique conservatrice des UGWA et pour promouvoir le syndicalisme industriel en remettant en question le syndicalisme de métier pratiqué par l'UGWA.

L'industrie de la confection, tant féminine que masculine, regroupe depuis le développement du prêt-à-porter un nombre grandissant d'ouvriers et d'ouvrières peu qualifiés. Le syndicalisme de métiers y est fréquemment remis en cause. D'autant plus que la main-d'œuvre de cette industrie est fortement marquée par son caractère ethnique à Montréal, ville où se concentre cette industrie. Le prolétariat juif représente, au début de la décennie, environ cinquante pour cent de l'ensemble des travailleurs et travailleuses de cette industrie. Les autres étant presque exclusivement des ouvriers canadiens-français et italiens. Très peu de Canadiens d'origine britannique travaillent dans cette industrie.

À cette époque, les militants radicaux sont nombreux dans la communauté ouvrière juive. Beaucoup d'entre eux ont quitté soit l'Allemagne, à cause des lois antisocialistes, soit la Russie ou la Pologne à cause du climat politique hostile. L'UIOVD et le TAVA incluent au départ un fort courant socialiste. Plusieurs de ces militants vont adhérer au Parti communiste par la suite.

Après des débuts très combatifs ces deux syndicats vont rapidement modifier leurs stratégies. Ils s'orientent vers une participation accrue au sein des entreprises. Cette nouvelle orientation sera vivement combattue par les militants communistes. Entre les deux groupes, une bataille d'envergure va se dérouler. Finalement, les réformistes vont la gagner et les communistes seront expulsés des rangs syndicaux de la confection à la fin des années vingt. Ils formeront un nouveau syndicat : l'*Industrial Needle Trades Union*, à l'époque de la ligne « classe contre classe ».

Si la bataille a été vive dans le TAVA, elle n'en a pas été moins importante dans d'autres secteurs. Au congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC), la lutte fut féroce. L'anticommunisme était le lot de nombreux syndicalistes qui rivalisaient avec le patronat dans leurs attaques. Les anticommunistes ne voulaient qu'une chose : l'expulsion de tous les communistes des rangs syndicaux.

Bien que généralement, ils aient réussi dans leur manœuvre, ils ne s'en contentèrent pas. Par exemple, dans le TAVA ils obtinrent le renvoi pur et simple des travailleurs communistes des lieux de travail. Pour comprendre la situation, il convient de rappeler la structure des relations de travail de cette époque. Plusieurs syndicats, notamment le TAVA, avaient obtenu la signature de contrats de travail avec les associations patronales. Ces contrats de travail fixaient tant la rémunération que les horaires de travail. Ils établissaient aussi les rapports entre le syndicat et l'employeur. Plusieurs syndicats négocièrent ce que les Américains appellent le *closed shop*, ou l'atelier syndical. Cette clause signifie que tout ouvrier, pour pouvoir travailler dans l'usine, ou l'atelier, doit obligatoirement faire partie du syndicat. Avec la clause de l'atelier syndical, l'ouvrier qui est exclu du syndicat se retrouve

sans travail. En expulsant les militants communistes des syndicats, on les prive ainsi de leur travail. Ici les intérêts des patrons et des directions syndicales se rejoignent.

Cette situation n'est pas propre aux années vingt. Après la Seconde Guerre mondiale de nombreux syndicats industriels, que les communistes avaient contribué à mettre sur pied, expulsèrent les communistes. Ce fut le cas notamment des *International Woodworkers of America*, des *United Auto Workers*. Dans certains cas, lorsqu'ils ne réussissent pas à expulser les communistes, les bureaucrates se regroupent dans des structures syndicales qu'ils contrôlent. Par exemple, lorsque les travailleurs ne quittèrent pas les *Mine, Mill and Smelter Workers Union* et les *United Electrical Workers*, des sections syndicales des *United Steel Workers of America* (Métallos) ou de l'*International Union of Electricians* furent créées. Un exemple patent de cette collaboration patronale-syndicale est bien sûr le cas des marins canadiens ¹. Pour se débarrasser de ce syndicat où les communistes sont très influents, le gouvernement canadien, non content de voir l'union des marins canadiens (*Canadian Seamen Union*, UMC-CSU) expulsée des rangs du CMTC, ni de voir le Conseil canadien des relations de travail lui retirer son accréditation, fit venir un gangster américain notoire, Hal Banks, pour organiser un nouveau syndicat chez les marins des Grands Lacs à la suite de la célèbre grève de 1949.

LES ARCHIVES

Nous avons abordé brièvement les archives du procès de 1931. La richesse de ces archives est incontestable et fait intéressant, elles sont facilement accessibles puisqu'elles existent sous forme microfilmée aux Archives nationales du Canada à Ottawa. Bien qu'ils aient jusqu'à maintenant été très peu utilisés au Canada, les documents des nombreux autres procès intentés en vertu des nombreuses lois anticomunistes représentent aussi une source d'intérêt. Le problème tient aux possibilités d'accès à ces sources.

Les archives policières canadiennes ne sont pas aussi riches qu'en France, par exemple. Le chercheur n'a pas accès aux fiches policières, et beaucoup des documents qui subsistent ont largement été épurés. La GRC possède des archives. Certains documents ont été rendus publics grâce à la Loi sur l'accès à l'information. Ces documents couvrent une large période allant jusqu'aux années 1980. On peut trouver des rapports de réunions ou d'assemblées auxquelles les agents policiers ont assisté, des bilans en provenance de la direction de la GRC, ainsi que des dossiers sur des militants communistes comme Michael Buhay ou Bella Hall-Gauld, ou sur le PCC et ses organisations ².

1. Robert COMEAU, « Le *Canadian Seamen's Union* (1936-1949) : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 4, (mars 1976), p. 503-538 et « Le *Searchlight*, journal exemplaire de l'Union des marins canadiens », *Stratégie*, 13/14 (printemps-été 1976), p. 7-49.

2. Ces documents sont accessibles à l'édifice du SCRS, situé au 284 de la rue Wellington à Ottawa, près des Archives nationales du Canada.

Récemment, Gregory S. Kealey et Reg Whitaker ont entrepris la publication des *Bulletins de la GRC* ¹, disponibles aux archives du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Les *Security Bulletins* contiennent des rapports sur les organisations révolutionnaires et les agitateurs au Canada. Ces rapports hebdomadaires ont cependant largement été censurés avant que Kealey et Whitaker ne puissent les reproduire. Les deux auteurs ont indiqué dans le texte chacune des coupures effectuées par le service de police.

Ces documents sont une des sources les plus précieuses sur la question de la répression anticommuniste. Ils apportent des renseignements très précis sur le travail de la principale force antisubversive canadienne, ainsi que sur l'évolution de la compréhension qu'elle se fait du communisme au Canada. En suivant son travail, on est aussi en mesure d'aborder concrètement le travail des communistes.

Les archives de la Ville de Montréal ne possèdent pas les documents de travail de l'« escouade des communistes », comme les fiches individuelles, rapports d'enquête, etc. Le chercheur a toutefois accès au rapport annuel de cette escouade, compris dans le rapport annuel du Service de la police. On y trouvera des données sur le nombre d'interventions lors de manifestations, sur le nombre d'arrestations, etc.

L'importance de la lutte anticommuniste dans le mouvement syndical oblige à regarder de plus près les archives syndicales. Des nombreuses archives syndicales sont accessibles aux chercheurs. Elles sont généralement dispersées dans plusieurs dépôts d'archives. L'historienne Denyse Baillargeon a rédigé un guide des principales archives syndicales détenues aux Archives nationales du Canada ². Nous y retrouvons les principaux syndicats qui ont déposé leurs archives aux Archives nationales du Canada. Y figure, à titre d'exemple, un fonds concernant le TAVA ³. Sur le syndicalisme montréalais Jean-François Cardin et Jacques Rouillard ont publié un guide des archives des unions internationales ⁴.

Robert COMEAU, Bernard DANSEREAU
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL, UNIVERSITE DE MONTREAL

1. Gregory S. KEALEY and Reg WHITAKER, *RCMP Security Bulletins*, St. John's (Newfoundland) Committee on Canadian Labour History. La série comprendra plusieurs recueils dont cinq sont actuellement parus.

2. Denyse BAILLARGEON, « Guide des sources disponibles en histoire des travailleurs québécois aux Archives publiques du Canada (1980) », *Bulletin du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois*, vol. 7, n° 2-3, p 7-60.

3. Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique, MG 28 I 228.

4. Jean-François CARDIN et Jacques ROUILLARD, *Guide des archives des Unions internationales à Montréal*, Montréal, Université de Montréal, Faculté des arts et des sciences, Département d'histoire, juin 1987, 349 pages.

LES ARCHIVES DE TROTSKY

Pendant longtemps — avant que ne s'ouvrent à La Chaux de Fonds les archives de Jules Humbert-Droz —, les archives de Trotsky furent les seules accessibles aux chercheurs. Mais ceux d'Europe ne se sont guère déplacés pour elles.

J'avoue qu'y étant entré le premier lors de l'ouverture en 1980 de ce qu'on appela longtemps « la partie fermée », je m'attendais, au vu de leur contenu, à un *rush*. Il n'en fut rien. Y avait-il, de la part des chercheurs et des spécialistes confirmés une prévention contre des archives qui les obligeraient éventuellement à revoir leurs schémas ? Il n'en était rien non plus. C'était plutôt, semble-t-il l'odeur de soufre que dégagent Trotsky et ceux qui écrivent sur lui, et qui n'incommodent pas seulement staliniens et ex-staliniens. La preuve, bien des chercheurs, qui n'ont que moue méprisante pour les archives de Trotsky, sont partis ventre à terre pour Moscou dès qu'ils ont compris ce qu'ils avaient à y gagner à tous points de vue. Ils persévèrent d'ailleurs, et j'avoue que celui qui connaît les archives de Trotsky à Harvard finit par s'irriter à entendre les péans en l'honneur des très riches archives de la rue Pouchkinkaïa à Moscou célébrées dans leur bouche et auprès des *média* comme étant le premier accès aux archives du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste. Essayons de réparer les dégâts faits par cette malveillance partisane et de montrer ce que sont les archives de Trotsky à Harvard.

L'HISTOIRE DES ARCHIVES DE HARVARD

Il ne s'agit pas, rappelons-le, de l'ensemble des archives de Trotsky, mais des archives personnelles qu'il se constitua pendant son dernier séjour en Russie / URSS de 1917 à 1927, puis en exil de 1928 à sa mort violente en 1940. Trotsky fut autorisé à les emmener avec lui de Moscou à son exil d'Alma-Ata au début de 1927 puis d'URSS en exil

en 1929. Ce sont, autrement dit, ses archives d'homme au pouvoir, puis d'exilé dans le pays, puis d'exilé expatrié, pour une période de l'histoire du Parti russe et de l'Internationale dont on voudra bien reconnaître l'importance. Il y a 225 000 documents dans l'ancienne partie « ouverte », et 17 500 dans l'ancienne partie dite « fermée » soit plus de 300 000.

Ces archives étaient objet de convoitise pour certains chercheurs, et surtout de crainte pour Staline. Il y a eu plusieurs tentatives contre elles, et un seul succès partiel, celui de l'opération des hommes de Soudoplatov en novembre 1937 et le vol notamment des 2 000 pages de sa correspondance avec Andrés Nin gardée sous le coude dans les « archives du Kremlin » avec d'autres papiers, volés ou non, tamponnés du rituel « *sekretno* ».

Les deux pans de correspondance confiés à son fils L. Sedov pendant son séjour en France ont finalement reparu ces dernières années : les documents confiés à Boris Nikolaievsky dans le Fonds Sedov de Stanford, à qui Nikolaievsky les a vendus, après avoir juré qu'il ne les avait pas, et les documents volés à la succession de Sedov après sa mort, revendus, sont aujourd'hui dans la collection d'archives de l'Institut d'Histoire sociale d'Amsterdam. C'est en deux fois que cette collection a été versée à Harvard. Un premier versement fut effectué à la mort de Trotsky, qui concernait les documents vendus jusqu'en juillet 1936 et les documents d'une date postérieure ; un deuxième versement eut lieu en 1953, concernant des documents retrouvés en Europe. La classification a été faite sous l'autorité compétente de Jean Van Heijenoort qui avait été secrétaire de Trotsky pendant sept ans et était son « archiviste » le plus qualifié.

Bien entendu, il y eut des documents détruits par Trotsky ou par son fils, surtout des documents soviétiques, pour des raisons d'ordre conspiratif. Comme à Moscou, les documents sont dans toutes les langues, l'allemand venant au deuxième rang derrière le russe.

LE CLASSEMENT

On n'a pas touché à Harvard au classement strictement chronologique de l'ex-« partie ouverte ». On y trouve les procès-verbaux de réunions ou relevés de décisions des organismes dirigeants du parti et de l'IC à leur place à la date où ils se sont tenus, entrecoupés de textes de résolutions, mais aussi d'abondantes correspondances, dont, pour le VI^e congrès, les comptes rendus de *l'opposition* Bolotnikov sur ses entretiens avec les délégués Togliatti et Maurice Thorez. Il y a aussi la correspondance avec Lénine entre 1919 et 1921 qui a été publiée à Amsterdam, des lettres échangées avec Boukharine. La correspondance entre déportés de 1927 est une documentation absolument exceptionnelle, très difficile à déchiffrer à cause de la médiocre qualité du papier qui « boit » l'encre, mais riche d'informations.

Les textes politiques, notamment ceux qui ont été reçus de l'étranger et qui n'ont pas une date précise sont classés à part, constituant un fonds d'une grande richesse.

L'ex-« partie fermée » a regroupé les lettres par correspondant : d'autres (1 112 correspondants) à Trotsky, Trotsky à d'autres, mais le même classement a été fait pour sa femme, son fils, ses secrétaires individuellement, mais aussi des documents très variés, certains « révélés » par la chaleur, car écrits à l'encre chimique, comme la lettre apportée par Holzman à Lev Sedov de la part d'I.N. Smirnov en 1932, ou les procès-verbaux des discussions entre II^e et III^e Internationales en 1935-1936 envoyés à Trotsky par... la secrétaire de Victor Adler.

J'ai déjà signalé l'importance extraordinaire pour l'histoire de l'Union soviétique, de la correspondance entre Trotsky et son fils Lev Sedov, que ce soit sur le « Bloc des Oppositions » (avec Zinoviev, Lominadze, Safarov) ou sur l'affaire du groupe Rioutine et de façon générale sur l'opposition et la répression en URSS.

La correspondance allemande est également très riche, mais on retient particulièrement les lettres de demandes de conseils, envoi de véritables dossiers d'information, description de scènes de rues, dans les entreprises, les facultés, l'apparition brutale des agents nazis infiltrés dans le PC etc., pour la période qui va de l'entrée de Hitler à la Chancellerie à l'incendie du Reichstag : il y aurait un livre magnifique à écrire sur ce mois tragique avec ces témoignages spontanés de militants de tous bords du mouvement ouvrier qui espéraient un miracle puisqu'ils écrivaient à l'exilé sans le connaître.

Les dossier sur la Chine enfin sont fabuleux, du fait des rapports, documents, lettres, etc., et surtout de ces rapports nés alors entre Trotsky que ses amis anglo-saxons appelaient *The Old Man* (Le Vieux) et Chen Duxiu que lui appelait avec respect et affection *The Great Old Man* (Le Grand Vieux).

POUR CONCLURE

Je voudrais dire pour terminer que j'ai été soulevé d'enthousiasme quand j'ai reçu à la salle de lecture du centre de la rue Pouchkinkaia mes premiers dossiers et que le travail dans les archives de Moscou m'a transporté d'enthousiasme. Mais comment cela me ferait-il oublier les richesses des Papiers Trotsky à Harvard, l'existence de ces archives qui m'ont permis d'entrer de plain-pied, par des archives, dans le parti bolchevique et l'Internationale communiste, des années auparavant ?

Ceux qui oublient l'existence des archives de Trotsky et de Jules Humbert-Droz ne seraient-ils pas des chercheurs aveuglés par leurs présupposés politiques, qui ne croyaient pas à l'ouverture des archives à Moscou, ne se sont pas dérangés pour ces deux centres, puis, comprenant enfin qu'ils prenaient un retard catastrophique, se sont rués sur Moscou pour y découvrir ce qui était pour eux le premier et le seul centre d'archives ? Ne soyons pas méchants. Laissons-leur le temps de comprendre leur erreur.

Pierre BROUÉ
GRENOBLE

POUR UNE UTILISATION RAISONNÉE DES ARCHIVES

C'est à partir de ma double expérience de chercheur et d'éditeur de sources primaires que je propose quelques réflexions sur l'utilisation des archives après l'ouverture récente des fonds russes. Elles se nourriront également des expériences des historiens français confrontés à cette manne exceptionnelle.

Comme chercheur, en effet, j'ai été constamment confronté à la question des sources. Ce fut le cas pour mon troisième cycle sur le discours communiste au milieu des années trente et, plus encore, pour les recherches que je menai au début de la décennie 1980 sur le PCF de 1938 à 1941. La découverte des archives d'Angelo Tasca – un fonds exceptionnel conservé à la Fondation Feltrinelli de Milan – fut à l'origine d'une réorientation par étapes de mes centres d'intérêt, puisque les informations glanées sur la répression anticomuniste m'ont amené à m'intéresser aux diverses formes d'encadrement de la société entre 1940 et 1944, puis à l'articulation complexe entre État et société dans la France des années noires, le degré d'emprise de l'État et le degré d'autonomie de la société. J'ai été amené à connaître, en France, des archives nationales et départementales, mais aussi à l'étranger des archives russes, belges, allemandes et italiennes.

L'exploitation de ces fonds m'a également amené à publier des sources dont l'intérêt me semblait capital, comme le journal de guerre d'Angelo Tasca, d'une part, et les carnets de Marcel Cachin (1906-1947), d'autre part. Il fallait de la passion, ce dont témoignent les dix années qui séparent la décision de publication prise pour les carnets Cachin et la parution des deux premiers volumes sur les quatre prévus, ainsi que la coordination d'une équipe d'une dizaine de rédacteurs.

C'est à partir de cette expérience que j'analyserai trois cas symptomatiques avant de m'interroger sur les richesses et les pièges qui accompagnent l'ouverture des archives du Komintern, puis sur les problèmes posés par la diffusion de la recherche.

ETUDES DE CAS

L'étude de la répression anticomuniste dans la Seine sous l'Occupation devait à l'origine être grandement handicapée par le blocage connu des archives de la Préfecture de police. Chacun sait que la loi de 1979 sur l'accès aux archives prévoit un délai trentenaire, porté à 60 ans ou plus pour certaines catégories de documents, avec la possibilité cependant de solliciter une dérogation auprès du directeur général des archives de France. Mais la clé, le plus souvent, n'est ni à ce niveau, ni à celui des archivistes départementaux, mais à celui des autorités versantes dont l'avis vaut décision en cas de refus. Or, la préfecture de police de Paris n'a ouvert récemment qu'une petite partie de ses dossiers. Toujours est-il qu'au début des années 1980 il m'a été impossible d'accéder aux rapports hebdomadaires que le préfet de police consacrait aux activités communistes dans la capitale.

Cependant, le travail de l'historien et une partie de son intérêt sont aussi de savoir rechercher là ce qui lui manque ici. Or, les responsabilités qu'avait eues Tasca dans l'appareil de l'État français, ses contacts au sein de l'Intérieur, son obsession de l'archive et son rapport à l'histoire qui se fait et à celle qui s'écrit, font qu'on trouve la série complète de ces rapports hebdomadaires à Milan. Plus original et plus comique, je trouvai une partie de ces mêmes documents dans le fonds AJ40 des Archives nationales, où sont regroupés les papiers du Commandement militaire allemand en France depuis longtemps librement accessibles aux chercheurs, si ce n'est qu'il s'agit le plus souvent de rapports... traduits en allemand !

Nous avons donc accès à ce jour à des séries d'origine policière sur l'activité du PCF dans la capitale et la répression qui l'a atteint. On aura garde, cependant, d'oublier les règles élémentaires du métier d'historien. Il s'agit au premier chef de prendre en compte l'émetteur pour juger des informations qu'il donne sur le PCF, mais également de mesurer tout l'intérêt d'une source qui nous renseigne tout aussi bien sur le fonctionnement de la police ou sur les représentations qui prévalent dans le corps. Le niveau de l'information importe également. L'expérience des travaux menés en province montre que plus on monte dans la hiérarchie, plus le rapport prend en compte les intérêts propres de la fonction émettrice ou du fonctionnaire qui tient la plume.

Nous avons eu l'occasion d'exploiter ces sources et de rencontrer ces problèmes pour le livre que Stéphane Courtois, Adam Rayski et moi-même avons consacré à la résistance communiste immigrée à Paris, sous le titre *Le Sang de l'étranger*. Rappelons en un mot l'enjeu du débat qui occupa tous les médias au milieu des années 1980 : un téléfilm consacré aux combattants FTP-MOI de la Région parisienne (Mosco, « Des

terroristes à la retraite ») fut un temps déprogrammé, avant d'être finalement projeté après une longue campagne de presse. Une des thèses principales du film, par ailleurs bien fait, expliquait la chute du groupe Manouchian par la volonté délibérée de la direction du PCF. L'expression a semblé courte et rapide aux quelques chercheurs qui travaillaient sur le sujet depuis quelque temps et, dans la foulée, nous avons décidé d'écrire un livre remettant en perspective l'itinéraire de ce groupe de résistants et donnant quelques explications moins anachroniques de sa chute. Dans la répartition des tâches entre les auteurs, j'ai été amené à repérer et dépouiller les archives de la traque policière. Aucun espoir du côté de la PP : il s'y trouvait bien les archives des Brigades spéciales, en charge sous l'Occupation de la répression anticomuniste, mais elles étaient inaccessibles. Restait la stratégie du billard : il suffisait de se dire que les policiers responsables avaient sans doute dû rendre des comptes à la Libération devant les instances judiciaires, en l'occurrence la Cour de Justice de la Seine. Là, l'affaire était bien plus aisée, dans la mesure où l'autorité versante était le ministère de la Justice, autrement plus libéral dans ses dérogations. Le résultat fut spectaculaire, car qui dit dossiers d'instruction, dit pièces à charge et à décharge, donc, outre les interrogatoires et les témoignages, les procès-verbaux d'arrestation et, en amont, de filature. J'appris ainsi que les groupes de FTP-MOI de la Région parisienne avaient subi trois longues filatures successives de janvier à novembre 1943, scandées par trois chutes massives.

Sans revenir sur le détail de l'affaire, cette découverte était essentielle car elle mettait au premier plan un acteur qu'on avait eu tendance à oublier, à savoir la police, et permettait de rendre à la fois plus complexe et plus cohérent les raisons qui avaient présidé à la chute du groupe. On évitera, cependant, un double écueil : il s'agit bien d'une série, mais elle est d'origine judiciaire et non policière. Ces pièces ont été sélectionnées pour des instructions et cette sélection, et donc la mise en série, a répondu aux incriminations arrêtées par la loi. S'y ajoute en outre – second écueil – le même risque de voir surestimée la dimension policière de par l'origine même des pièces.

C'est pour l'étude des camps d'internement en France entre 1939 et 1946 que j'ai été amené à travailler pour la première fois dans les archives du Komintern, à Moscou. On y trouve, en effet, un fonds exceptionnel qui concerne cependant, pour l'essentiel, la première phase de l'internement, après la défaite de la république espagnole, la *retirada* et l'ouverture de la frontière en février 1939. Le fonds du PCE *stricto sensu* est assez décevant en la matière, à l'inverse de tout ce qui concerne les interbrigadistes et l'appareil français qui servit d'intermédiaire avec Moscou. La très riche production militante y est conservée, qu'elle concerne les groupes roumain ou allemand, autrichien ou hongrois, etc.

L'intérêt du fonds est donc majeur, mais dans le travail que je consacre aux camps durant tout le temps de leur existence, il est indispensable de le situer précisément : la masse des archives se trouve ailleurs (en particulier aux Archives nationales et départementales, en France) y compris pour appréhender la vie interne des camps, même

si, par définition, il est toujours plus compliqué de repérer le fonctionnement de l'appareil clandestin. En outre, comme chaque fonds, il porte en lui un risque de distorsion. Si l'on en fait sa seule source, on exagérera le poids des politiques et l'on privilégiera les rapports entre centre et périphérie du système communiste. Il ne faut pas simplement croiser les sources, il faut aussi les hiérarchiser et strictement les circonscrire.

À travers trois exemples personnels, j'ai donc essayé d'illustrer les aléas du recours aux sources, un recours indispensable, passionnant, mais périlleux. L'étape me semblait indispensable avant de resserrer le propos sur les archives du Komintern, puis de l'élargir, en tirant des conclusions plus générales.

DES RICHESSES ET DES PIEGES : LES ARCHIVES DU KOMINTERN

M'appuyant sur mon expérience limitée des archives du Komintern, mais aussi sur des discussions avec les collègues et la publication des premiers résultats, je relève une évidence et quelques risques.

Il serait pour le moins ubuesque de ne pas saluer « l'arrivée sur le marché » de tous ces nouveaux fonds. Dans l'immédiat, deux directions au moins me semblent les plus fructueuses, à savoir l'approche prosopographique et l'analyse du processus décisionnel.

En matière de prosopographie, on va du progrès très sensible, avec le développement de dictionnaires biographiques (voir l'actualisation du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, sous la direction de Claude Penneret, et la préparation d'un dictionnaire des Kominterniens, sous la direction de José Gotovitch), jusqu'à la complète nouveauté, avec, par exemple, la possibilité d'étudier systématiquement, dossiers individuels à l'appui, le corps français des volontaires dans les Brigades internationales (voir la communication de Rémy Skoutelsky).

On dispose donc des moyens de faire des études prosopographiques de grande ampleur. Encore faut-il ne pas mythifier la source. Derrière les biographies des militants et les documents annexes qui nourrissent les dossiers individuels, il y a, bien sûr, l'information brute à glaner, mais aussi la grille de questions, la situation de l'auteur dans un contexte donné, le jeu complexe des représentations croisées.

Une autre direction de recherches me semble riche de perspectives : l'analyse des processus décisionnels. On ne pouvait rêver mieux, en effet, que l'ouverture de ces archives pour comprendre les conflits et les enjeux de pouvoir dans le système communiste. On peut déjà mieux repérer et analyser les différentes instances de décision, avec le rôle respectif exact du chef, des structures strictement soviétiques, du Komintern et des directions nationales. À l'expérience, cependant, il faudrait consulter d'autres fonds, là ou ailleurs, pour circonscrire exactement la strate supérieure. L'historiographie du nazisme devrait nous inspirer, non pour nous engluer dans des comparaisons taxinomiques dépassées, mais pour mieux comprendre comment peut se prendre une décision dans un système dictatorial (le modèle polycratique cher à Martin Broszat se retrouve-t-il ici ?).

On devrait s'en inspirer également pour étudier le comportement des décideurs aux diverses strates, comme d'autres le font pour des situations qui nous sont plus proches. Ainsi, étudiant les rapports entre Justice et Politique aux niveaux supérieurs de la hiérarchie judiciaire française, un sociologue du droit, Alain Bancaud, a montré comment le partage d'une culture, de valeurs, d'une conception de l'État et du monde entre les sphères dirigeantes judiciaires et politiques, l'intériorisation du devoir d'obéissance au cœur de l'identité du juge génèrent une prédisposition naturelle de ces derniers à anticiper la volonté du pouvoir politique ou ce qu'elle pourrait être. On peut se demander si, dans la hiérarchie communiste, les mécanismes ne sont pas assez proches. Faut-il mettre à part les temps de changements stratégiques majeurs ? Même là – on le devine déjà – l'adaptation peut se faire, car chacun dispose à ce niveau de registres d'analyse différents adaptés à la même situation, de même qu'on a pu repérer plusieurs registres de vocabulaire qui forment une sorte de réservoir collectif dans lequel on puise différemment en fonction des situations.

Enfin, il me semble indispensable de creuser le poids des représentations mentales dans le processus décisionnel. Comme l'a montré Pierre Laborie dans ses études pilotes sur l'opinion française dans les années 1930 et 1940, au-delà de l'événement tel que l'historien l'a isolé et décrypté, c'est sa représentation par les contemporains qui est essentielle pour comprendre ce qui a pesé sur la décision. Ce sont là deux formes de reconstruction qui n'ont ni les mêmes objectifs, ni les mêmes conséquences.

Cependant il faut souligner les risques encourus par les historiens devant une telle profusion archivistique dont les effets pervers se sont déjà fait sentir, me semble-t-il. Sous réserve d'inventaire, je vois quatre principaux écueils : l'immédiateté, le néopositivisme dévoyé, l'impérialisme de la source et l'impérialisme de la nouveauté.

L'immédiateté. Dans un compte rendu remarquable consacré à un mauvais ouvrage, Alain-Gérard Slama écrivait dans le *Figaro* du 8 décembre 1994 : « Ignorant, apparemment, qu'une pièce d'archive est un matériau brut, souvent ambigu, parfois sans lien avec l'intention de son propre rédacteur, nécessitant toujours la confrontation avec d'autres sources, [l'auteur] en fait un en-soi, un tabou, un article de foi. » L'analyse et la leçon dépassent largement le cas d'espèce et appellent une double exigence : l'intelligence du statut de la source (qui, quoi, comment, le poids et l'importance) ; la mise en série.

Le néopositivisme. On croyait bien que les travaux des historiens, français en particulier, nous mettaient à l'abri de résurgences néopositivistes, y compris et peut-être surtout dans l'historiographie du communisme, marquée par un effort constant pour comprendre le fonctionnement du système et sa complexité. Tel ou tel pense donc qu'il y a des faits bruts, des unités minimales de vérité, à révéler grâce aux documents, renvoyant à plus tard, implicitement ou explicitement, le temps de l'interprétation. Il est malheureux qu'on soit obligé de rappeler quelques acquis épistémologiques, comme celui qui veut que

tout fait historique est une construction, que l'absence d'interprétation sous-jacente n'est toujours qu'apparente, qu'une source ne parle pas d'elle-même et que sa connaissance et sa production ne sont pas des gages de scientificité. Comme si la démarche historique n'était pas dans le constant aller-retour entre les hypothèses de travail et les sources documentaires.

L'impérialisme de la source. La découverte des sources de l'appareil central semble se traduire par une sensible inflexion des problématiques. Il y a déjà quelques années, Stéphane Courtois et moi-même avons proposé un modèle d'interprétation du communisme français, en distinguant les dimensions téléologique et sociétale du phénomène, des dimensions certes hiérarchisées, mais étroitement imbriquées. Il nous semblait à tous deux impossible de comprendre le PCF et son histoire si l'on ne pensait pas cette imbrication. Il est clair que le type de source désormais accessible privilégie la dimension téléologique. Encore qu'il ne faille pas négliger l'apport des milliers de biographies individuelles dans une approche sociale du politique.

L'impérialisme de la nouveauté. Enfin il faut se demander, après d'autres, si le champ des recherches sur le communisme peut être complètement transformé par l'accès aux sources russes. Quelles approches doivent être revisitées, un peu ou beaucoup, complètement ou pas du tout ? La réponse est d'évidence affirmative pour tout ce qui concerne les trois strates du système communiste, l'Union soviétique, le Komintern et les partis nationaux. Elle l'est beaucoup moins dans d'autres secteurs où il peut s'agir d'un utile complément. La soutenance d'une thèse au moment où s'ouvraient les archives montre à quel point la dérive nous guette jusqu'à la caricature : l'impétrant se fixait comme objectif d'analyser non pas le système communiste, mais le fonctionnement de la mémoire communiste en France. Un membre éminent du jury, par ailleurs spécialiste à juste titre reconnu du communisme français, ne trouva rien de mieux à dire qu'il venait de voir la dernière thèse sur le communisme qui pût être écrite sans le recours aux archives du Komintern. Quelle est donc l'importance des télégrammes de l'IC pour comprendre les mécanismes de (re)construction, d'occultation, de (re)hiérarchisation, d'extrapolation à l'œuvre dans la mémoire individuelle ou dans la mémoire sociale ?

Voilà autant de risques qui ne me semblent pas mineurs, et donc *a contrario* autant d'exigences déontologiques pour l'historien. Ces risques et ces exigences sont amplifiés en aval par les modalités de la diffusion.

LA DIFFUSION DE LA RECHERCHE

Toujours passionné par la publication des archives et sollicité régulièrement par les médiateurs – Seconde Guerre mondiale oblige –, je me permets de signaler une crainte et un souhait.

C'est là une question récurrente pour tout historien du très contemporain, et la question ne se pose pas, il s'en faut de beaucoup, dans le seul domaine ici analysé. Sans

revenir sur l'histoire déjà longue de la demande sociale, on peut relever combien entre les années 1950 et les années 1970 l'histoire du mouvement ouvrier était hégémonique en histoire contemporaine. Si la demande sociale était diffuse, elle n'en était pas moins efficace. Depuis, les entreprises et les administrations ont compris qu'une histoire bien faite pouvait être un facteur important de reconstruction identitaire. À consulter nombre de travaux publiés, les résultats sont loin d'avoir été négatifs, avant comme après. Faut-il récuser les premiers pour avoir négligé souvent le poids des stratégies industrielles et des impératifs techniques, et les secondes pour faire en général l'impasse sur l'histoire sociale *stricto sensu* ?

Quoiqu'il en soit, il faut être vigilant. L'existence de structures tampons entre le chercheur et le commanditaire est la seule garantie donnée aux premiers et à ses exigences d'indépendance. Et plus généralement, on ne doit pas négliger le risque de pilotage de la recherche par l'acteur social.

Mais dans une certaine mesure, l'éditeur peut jouer un rôle comparable. La multiplication des biographies, tout spécialement dans les années 1970 et 1980, conduit déjà à s'interroger sur la validité d'un tel genre historique pour appréhender la réalité dans sa complexité, et le débat est ouvert. Pour le propos qui nous occupe, il suffit de constater que le phénomène a mobilisé les énergies de nos meilleurs historiens, fortement sollicités. Comme on ne peut pas tout faire, la demande sociale débouche en l'occurrence sur des choix.

D'autres acteurs sont cependant plus difficiles à maîtriser. Les longs développements sont inutiles sur le rôle des médias, mais, pour faire vite, la télévision, la radio ou la presse préfèrent le téléologique au sociétal, le scoop-document unique à la série longue. Mais de quel pouvoir d'attraction ils disposent ! Faisons encore un peu d'égo-histoire, puisque le sujet y appelle : il y a une dizaine d'années, dans une tourmente médiatique comme il en arrive quelquefois quand il s'agit à la fois de la Seconde Guerre mondiale et du PCF, j'étais, spécialité oblige, parmi les trois ou quatre historiens qui pouvaient intervenir sur le sujet en débat. Les sollicitations ont été nombreuses, et les réponses également. Inutile de dire que, dans ces circonstances, il ne reste guère de temps pour la recherche. On se sent rapidement indispensable et la mission pédagogique peut dissimuler, quelquefois, des sentiments moins avouables et moins glorieux. J'en ai pris conscience le jour où, précédé par un collègue, je cherchai toutes raisons d'expliquer (à moi-même) que j'aurais été le mieux placé pour avoir la plage entière concernée, efficacité et compétence obligent. J'ai alors pris conscience qu'il fallait retirer la main de l'engrenage.

Les craintes sont nombreuses et les avertissements sévères, mais je ne récuse pas, bien au contraire, la publication des sources. D'autant que l'édition française brille par sa modestie en la matière. Il faut éviter au moins deux écueils cependant, à savoir isoler un ou quelques documents accompagnés d'un semblant de mise en perspective, ou proposer un

recueil de documents bruts, rassemblés sans grande logique, si ce n'est celle de la nouveauté, sans problématique forte qui explique les choix et charpente les séries.

En l'occurrence les exemples sont nombreux qui sont autant de modèles de référence, que ce soit en Italie ou en Allemagne, en Suisse ou aux Pays-Bas, en Angleterre ou même en France. On y trouve la cohérence de la série, la solidité de l'apparat critique et une interrogation approfondie sur les documents.

À l'amont comme à l'aval, les écueils sont donc nombreux et, à partir du cas français, les conclusions sont mitigées. Mais à l'inverse des kominternosceptiques, je me refuse à considérer les archives nouvellement ouvertes à l'exploration historique comme négligeables. Ce serait tout de même un curieux paradoxe. Le problème est ailleurs.

Dans les toutes premières années de leur utilisation, il me semble que des avancées importantes dans la connaissance factuelle se doublent d'une régression dans l'appréhension et l'intellection du communisme français. Je ne doute pas que cette situation soit provisoire.

Denis PESCHANSKI
INSTITUT D'HISTOIRE DU TEMPS PRESENT - CNRS PARIS

III^e PARTIE
PROLONGER LES CHANTIERS DEJA OUVERTS
DE L'HISTOIRE DU COMMUNISME

Cette troisième partie se propose de mettre en perspective l'ouverture des archives de Moscou avec l'historiographie du communisme. Une première réflexion globale, tout à fait stimulante, sous la plume d'Aldo Agosti à propos du Komintern, envisage tous les aspects de la question. Il s'agit à la fois de revisiter les travaux anciens qui, faute de sources, restaient le plus souvent au stade de l'hypothèse, mais aussi de prolonger ces travaux par une approche plus fine, plus précise, pour « établir ponctuellement des épisodes contestés », voire « d'éclairer des points obscurs de certaines biographies importantes ¹ ». Cette approche historiographique est reprise par Claude Pennetier et Jean Vigreux. C. Pennetier, à propos du dictionnaire biographique des Kominterniens, met à profit toute l'expérience acquise au DBMOF pour reprendre le chantier ouvert il y plus de vingt ans par Branko Lazitch et Milorad Drachkovitch ² : il propose ainsi de retracer la vie des commis voyageurs du communisme, celle des militants et permanents qui ont fait vivre cette structure. Jean Vigreux présente quant à lui l'une des filiales du Komintern, le Krestintern. Après avoir passé en revue les sources disponibles il se propose de souligner

1. Sophie CŒURE, « Les "Archives de Moscou" et l'histoire du mouvement ouvrier français », *Jean Jaurès Cahiers Trimestriels*, n° 135, janv.-mars 1995, p. 32.

2. Branko LAZITCH, Milorad DRACHKOVITCH, *Biographical Dictionary of the Comintern*, Stanford, Hoover Institution Press, Stanford University, 1973.

les apports et les limites des œuvres pionnières, telles les études de l'historien américain G. D. Jackson.

Les liens entre le centre et sa (ou ses) périphérie(s) peuvent être mieux appréhendés, en particulier à partir des cas nationaux : M. Johnstone pour le PC britannique et dans une certaine mesure l'intervention d'A. Agosti pour le PCI. Grâce à l'ouverture des archives ces deux historiens poursuivent leurs travaux, entrepris il y a plusieurs années. L'étude de M. Dreyfus sur le Profintern participe du même souci de bien connaître les rapports entre le Komintern et ses filiales. Pour compléter cette approche, l'article de S. Pons, qui déborde le cadre chronologique du Komintern puisqu'il traite du Kominform, illustre également cette étape nécessaire qui est celle de la confrontation entre les hypothèses des travaux anciens et ce que révèlent ces archives nouvelles, puisqu'il observe et analyse la conférence de 1947. C'est le moment de la vérification, du bilan qui tend à mesurer les écarts entre les conclusions, voire les problématiques anciennes et le dépouillement récent sans pour autant juger, ni encore moins condamner, les historiens qui n'ont pas eu accès à ces archives.

Les six communications prolongent les approches traditionnelles de l'historiographie du communisme aussi bien par l'histoire de la structure, de ses filiales, que de moments précis sans oublier la construction et la diffusion d'une culture politique et son ancrage social.

Chaque auteur met d'autre part en garde la communauté scientifique face à une vision réductrice de l'histoire du communisme, à savoir la recherche d'information sensationnelle. Car le secret qui a longtemps entouré ces archives conduit souvent à des comportements dangereux allant de l'émerveillement à la recherche de trésor caché, ou pire à la recherche systématique de la manipulation, du complot, quand les motivations ne sont pas d'ordre politique.

Le bilan dressé par chaque auteur montre que les apports scientifiques traditionnels restent solides face à l'épreuve de cette vérification. L'ouverture des archives ne conduit pas à un tremblement de terre historiographique, mais à une érosion nécessaire, voire à un rajeunissement des questionnements, et ouvre de nouvelles pistes.

L'HISTORIOGRAPHIE DU KOMINTERN ET SES SOURCES JUSQU'EN 1990

Le but de cette communication n'est pas de faire le bilan des études sur l'Internationale communiste tel qu'elles se présentaient à la veille de la « fin du communisme », ni d'esquisser, ne fut-ce que d'une manière sommaire, les nouveaux acquis de l'historiographie dans la période très brève qui a suivi l'ouverture des archives de l'Internationale communiste. Dans le premier cas d'ailleurs, on constaterait que la situation n'était guère plus avancée en 1991 qu'elle ne l'était – disons – quinze ans avant : le communisme comme objet d'étude *historique* ayant cessé de soulever un grand intérêt parmi les chercheurs, surtout pour les années de l'entre-deux-guerres. Dans le second cas, on se trouverait face à un panorama encore largement incomplet et fragmenté.

Il s'agit plutôt de se poser la question suivante : que reste-t-il de l'historiographie du Komintern après l'ouverture des archives de Moscou ? En 1966 deux véritables experts, Branko Lazitch et Milorad Drachkovitch, déploraient le fait que l'essentiel des sources pour l'histoire du Komintern demeurait immergé comme un iceberg. Dès la fin des années 80 et surtout après 1991 de remarquables morceaux de cet iceberg – si la métaphore est correcte – ont commencé à fondre, et par la suite la base documentaire pour l'étude du Komintern s'est énormément élargie. Les acquis de l'historiographie précédente résistent-ils à l'épreuve des nouveaux documents qui sortent de ces archives ? Est-ce que toutes, ou du moins certaines conclusions des historiens qui ont travaillé sur le Komintern jusqu'à 1980 sont bouleversées, et dans quel sens ? Ou en restent-ils quelques-unes de valables, qui seraient confirmées voire même affirmées ?

Il est évident qu'une réponse générale à cette question est très difficile, sinon impossible. Cela dépend souvent du point de départ : dans quelques cas nationaux (par

exemple l'Italie et le Parti communiste italien) le degré de notre connaissance des archives était déjà remarquablement élevé il y a vingt ans. De même, le tableau que nous sommes parvenus à dessiner de la ligne politique du Komintern, de son horizon stratégique et de ses oscillations tactiques, était déjà largement complet sur la base des sources « officielles » (presse, actes des congrès, etc.). Il n'est pas destiné à changer beaucoup à la lumière des archives. Ces dernières aident plutôt, comme j'essayerai de l'expliquer, à nuancer ce tableau et à dessiner plus clairement certains détails.

Dans d'autres cas, les archives de Moscou nous laissent entrevoir une énorme quantité de données nouvelles. Bien entendu, il ne faudrait jamais oublier qu'on ne parle pour le moment que des archives du Komintern, et qu'une partie seulement de celles-ci sont vraiment accessibles tandis que des fonds importants sont en train de se fermer à nouveau. Quelques-uns d'importance vitale, tels ceux du Présidium, des Secrétariats de Dimitrov, Manouïlsky et Piatnitski ont été reclassés, et personne ne sait quand ils seront rouverts. De plus, des collections comme les archives personnelles de Staline et les procès-verbaux du Politburo russe sont encore verrouillées au Kremlin, aux archives présidentielles. Les archives du KGB commencent seulement maintenant à s'entrouvrir, selon des critères assez nébuleux. La seule source pour laquelle il paraît y avoir des progrès considérables est celle des Archives du Narkomindel. Mais à part ces problèmes d'accessibilité, et même s'il n'est pas très réaliste de s'attendre à des découvertes renversantes susceptibles de bouleverser les grandes lignes des reconstructions et des interprétations les plus sérieuses déjà existantes, il est indéniable que toute une série de détails, et pas nécessairement d'importance secondaire, pourront être éclaircis, revus, repensés, et que de nombreuses hypothèses avancées jusqu'à maintenant de façon dubitative pourront être confirmées ou démenties par ces documents. Que l'on prenne par exemple les congrès et les réunions des plénums : chacun des sept congrès mondiaux et des treize plénums a son inventaire dans les archives de Pouchkinskaïa, et ceux-ci contiennent des comptes rendus sténographiques beaucoup plus complets que les versions publiées. Il est maintenant possible de les comparer, et d'identifier lacunes, omissions, distorsions, que l'on peut supposer plus fréquentes dans la période stalinienne. On est maintenant en condition de vérifier les positions prises à huis clos par les dirigeants du Komintern et des différents partis sur des questions importantes, et d'analyser leurs désaccords et leurs arguments.

Je me bornerai à deux exemples : la consultation des procès-verbaux des commissions préparatoires du VII^e congrès, en partie déjà connus grâce à la reconstitution faite par les historiens soviétiques Lejbzon et Sirinja en 1974, montre une discussion serrée, un véritable affrontement politique, dont les historiens ont toujours connu l'existence, sans toutefois pouvoir l'attester. On peut dire la même chose pour le contraste entre interprétation restrictive et extensive des décisions du VII^e congrès, qui se développe après 1935 : les comptes rendus des réunions du Présidium et du Secrétariat démontrent

que ce contraste ressemble à un réseau karstique tantôt souterrain, tantôt émergeant à la surface, mais ne cessant pratiquement jamais jusqu'au pacte de Munich, s'entrecroisant avec les choix de politique extérieure de l'URSS.

En général, je crois qu'on pourra écrire d'une façon beaucoup plus précise l'histoire, non pas de la ligne politique du Komintern, mais de ses organes centraux, de leur structure et de leur composition, et qu'on pourra reconstruire beaucoup plus clairement le processus d'élaboration interne de la décision ; qu'on pourra voir plus en détail le mécanisme d'intervention du Komintern dans la vie intérieure des partis communistes, et en même temps constater que la dynamique des rapports centre-sections n'était pas si unilinéaire que l'on a parfois tendance à le croire. Je m'arrête brièvement sur ce dernier point : bien sûr, l'analyse des archives montre l'existence d'un lien de dépendance très étroit, même plus étroit qu'on ne le soupçonnait, mais la catégorie des « ordres de Moscou » apparaît vraiment trop restrictive, et n'explique pas la véritable nature de la dynamique des rapports entre le « centre » et les sections.

Il me semble que la question cruciale des relations de pouvoir dans le Komintern doit être considérée sous trois angles : le contrôle du *leadership* soviétique sur le Comité Exécutif du Komintern à Moscou ; le contrôle du CE sur les groupes dirigeants nationaux ; et le contrôle de ces derniers sur la base de leurs partis. La tentation de l'historien de trouver dans les archives ce qu'il veut trouver est toujours forte, et c'est la nature même des archives du Komintern qui peut déformer notre compréhension du mouvement communiste international. La plupart des sources d'archives à Moscou reflètent le fonctionnement des organes centraux du Komintern et de ses différents départements. Il y a d'innombrables dossiers sur le Comité Exécutif, son Présidium, son Secrétariat, les nombreuses commissions qui furent établies, etc. En se concentrant sur l'organisation centrale et sur les mécanismes de contrôle du Komintern on risque de perdre de vue une question fondamentale : comment étaient appliquées les directives de l'IC par les sections nationales parfois à de milliers de kilomètres de Moscou ? Les archives elles-mêmes montrent très clairement que les contacts entre le centre et la périphérie étaient souvent précaires. Bien sûr, on ne doit pas négliger la discipline, le conformisme, le dogmatisme idéologique qui imprégnaient le mouvement communiste, surtout durant l'ère stalinienne. Mais il est important d'établir un équilibre entre le contrôle exercé par Moscou et l'espace de liberté existant pour l'adaptation de ces directives au niveau national.

Il peut-être intéressant de donner un exemple, tiré justement de documents découverts récemment : il est vrai que cet exemple se réfère à une période où le Komintern n'existe formellement plus, ayant été dissous en juin 1943 ; mais justement les documents sortant des archives nous montrent que, du moins jusqu'en 1944, les rapports entre Moscou et les partis communistes restent régis exactement par les mêmes règles et les mêmes dynamiques qu'auparavant. Donc, si immédiatement après la chute de Mussolini, en juillet 1943, Togliatti écrit à Dimitrov et lui expose les lignes directrices de la

nouvelle politique du PCI, en demandant conseil et approbation pour chaque aspect. Mais, et c'est là le point important, c'est lui qui a élaboré le noyau de la politique italienne de Moscou : aux dirigeants soviétiques il demande simplement une confirmation, un accord. Naturellement, en cela, et à plus forte raison dans d'autres cas, cette approbation de l'IC est déterminante : sans elle une ligne donnée, ou une direction donnée, ne serait pas réalisable. Je suis convaincu, et je l'ai répété maintes fois, que le mouvement vers le front unique en France au cours de l'été 1934, et plus encore celui vers le front populaire en octobre de la même année, correspondent au même mécanisme – d'interaction, pour ainsi dire – entre centre et section, et non pas de dérivation unilatérale du centre.

Un autre domaine qui pourra être enrichi par l'ouverture des archives est celui de l'histoire « par le bas » du communisme. Les biographies de milliers de militants, écrites par eux-mêmes et qui se trouvent dans les dossiers de la section des cadres, représentent un matériau extraordinaire que les chercheurs français ont été les premiers à exploiter. Mais d'autres documents jettent aussi une lumière plus complète sur cet aspect : pour citer seulement le cas du Parti communiste italien, que je connais mieux, les procès-verbaux de la section italienne du Club des émigrés à Moscou, qui couvrent une période de dix ans, ou les matériaux sur l'activité des soi-disant « groupes de langue » dans le PCF, nous aident beaucoup à reconstruire la dimension de la vie quotidienne des militants. D'autres objets de recherche intéressants peuvent être mentionnés : le rôle joué par les différentes « écoles » du Komintern (les *curricula vitae*, l'origine des élèves, les critères de leur sélection, leur devenir ; ou encore, la politique culturelle du mouvement communiste, l'activité des « organisations de front », y compris les moins connues, comme le Sportintern ou l'Internationale du Théâtre. On a l'impression que les informations qui pourraient surgir de ces pistes de recherche ont été pour le moment sous-estimées.

Sans doute, la période chronologique de l'histoire du Komintern la plus intéressante pour le chercheur, et qu'il faudra étudier plus attentivement, afin d'en saisir les multiples nuances, est celle qui suit le VII^e congrès de l'IC. Je crois que la caractérisation de cette période par le terme de dénomination générique de « période des fronts populaires » est insuffisante, et qu'il faudra étudier la politique de l'IC en entrecroisant plusieurs démarches : ce qui renvoie à l'accessibilité de toutes les archives, et pas seulement celles du Komintern. On doit évidemment examiner de près les rapports entre la ligne de l'IC et la politique extérieure de l'URSS, ce qui correspond d'ailleurs à une démarche déjà utilisée avec succès ; mais il faudrait, dans la mesure du possible, s'interroger sur les rapports entre les options dont disposait l'Union soviétique au niveau international et ce qui survivait encore, du moins jusqu'à la fin de 1936, d'une dialectique intérieure du parti.

De même les années de la guerre, très souvent oubliées dans les travaux sur le Komintern, commencent déjà à apparaître sous une lumière tout à fait nouvelle : la périodisation traditionnelle en sort, sinon bouleversée, du moins partiellement retracée, et

la date du 14 juin 1940 en émerge comme au moins aussi importante que celle – canonique – du 22 juin 1941.

Si je peux exprimer une impression très générale et sans doute très superficielle – peut-être conditionnée par mon parcours générationnel et ma démarche historiographique – je crois qu'une grande partie de l'historiographie jadis appelée « eurocommuniste » – pourvu qu'elle soit dépouillée de toute charge idéologique (la « troisième voie », etc.) – résiste assez bien à l'épreuve du temps, dans la mesure où elle s'est efforcée de lire l'histoire de l'Internationale entre les lignes et à contre-jour, s'arrêtant sur les choix possibles, les opportunités non exploitées, les nuances différentes d'interprétation d'une politique donnée. Ces nuances, effacées tout simplement par l'histoire « officielle » écrite jadis en URSS et dans la plupart des pays socialistes, nous sont parfois restituées par les documents des archives avec une étonnante clarté. D'autre part, il faut souligner qu'on sera peut-être étonné par la richesse de la documentation que certaines des études soviétiques avaient déjà dévoilée. On doit avoir l'honnêteté de reconnaître que la « langue de bois » de l'histoire officielle nous a parfois amené dans le passé à exagérer l'intention de cacher ou de déformer certains passages de l'histoire du Komintern, alors qu'ils étaient abordés avec un certain courage, au moins au niveau de l'utilisation des sources documentaires. En même temps, je crois qu'il faut admettre, à la lumière des archives, que certains des arguments de l'historiographie « chasse aux sorcières » des années 50 nous apparaissent aujourd'hui sous un aspect nouveau ; que nous ne pouvons pas les liquider de façon désinvolte comme simples produits de la propagande ; qu'un élément de duplicité, de manipulation, de manœuvre a effectivement toujours existé dans l'action des partis communistes, également dans les moments les plus glorieux de leur histoire, et que les archives sont là pour le montrer. L'exemple le plus significatif, de ce dernier point de vue, est sans doute le phénomène des « infiltrés » communistes dans les rangs des partis socialistes, surtout les clandestins ou les émigrés ; mais il faut revoir également avec plus de circonscription le chapitre de la « lutte pour la paix ». Il faudra cependant se garder de la tentation d'interpréter l'histoire des partis communistes comme un secteur de l'histoire de l'espionnage et des complots internationaux. Certes, la carrière de quelques personnages de l'appareil central de l'IC peut être un objet d'étude fascinant ; à condition que l'on n'oublie pas que le centre de gravité de l'histoire du mouvement communiste demeure ailleurs.

En effet, je crois qu'il faudra bien maintenir, sur le plan méthodologique, le critère qui est à la base du modèle interprétatif du phénomène communiste proposé, entre autres, par Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Marc Lazar : c'est-à-dire la distinction entre élément « téléologique » et élément « sociétal ». Je dis cela justement au moment où il me semble qu'une partie de l'école de *Communisme* est tentée d'insister sur le premier élément et tend à oublier un peu le second. On a en effet l'impression que récemment une certaine convergence de vues soit apparue entre chercheurs russes et chercheurs

occidentaux, tendant vers une évaluation essentiellement négative du Komintern, percevant les racines de sa dégénérescence stalinienne dans les origines non démocratiques du léninisme. Cette perspective semble représenter une sorte de nouvelle « orthodoxie ».

Or, il est plus que jamais nécessaire de souligner qu'on ne peut pas appliquer le procédé de la *reductio ad unum*, à travers la lentille déformante de l'idéologie, à un phénomène historique aussi complexe que le communisme. Le communisme n'a pas été seulement une illusion, emportée par la faillite de l'Union soviétique et des systèmes du « socialisme réel » ; il n'a pas été seulement la galerie des horreurs et de la misère morale et matérielle à laquelle on voudrait le réduire. Le communisme a été un grand mouvement collectif, il a concerné la vie de millions de gens et il a pris dans le temps un caractère de plus en plus différencié ; il a gravé en profondeur l'histoire des relations internationales et celle de différents pays, s'entremêlant dans ses formes les plus diverses aux spécificités de leur tradition nationale et de leur conformation sociale ; il a façonné directement, ou indirectement, l'organisation économique, les systèmes politiques, les modèles culturels du monde contemporain.

En conclusion, donc, et pour répondre à la question posée, il ne s'agit pas, somme toute, de réécrire l'histoire de l'Internationale Communiste. Certes, il faudra en réécrire quelques passages, en approfondir d'autres, démonter quelques légendes, mais tout cela sans se laisser prendre par la psychose du *scoop*, du sensationnalisme. La grande révolution de l'ouverture des archives consiste surtout à mon avis dans la possibilité qu'ont maintenant les historiens de connaître les archives de l'IC sinon dans leur totalité, au moins dans l'ensemble de leur structure et des liens organiques de ses différents fonds, donc de l'interroger rationnellement et systématiquement. De ce point de vue, on ne peut pas se passer de quelques considérations de méthode. Il est indispensable de disposer d'archives ordonnées dans le respect des règles et des modèles unanimement acceptés par la communauté internationale des historiens et des archivistes. En effet les archives ne sont pas de simples boîtes, des paniers avec à l'intérieur des gobelets où celui qui a de la chance tire le document gagnant. Des classements et des inventaires qui donnent une certaine transparence aux structures et aux liens logico-fonctionnels existant entre les divers fonds aident le chercheur à se mouvoir avec une plus grande sagacité dans les labyrinthes documentaires. Faute de cela, la chasse aux inédits peut apporter un bouleversement de l'ordre des papiers, limitant sérieusement et quelquefois définitivement la possibilité même d'effectuer des recherches de manière scientifique. Heureusement, beaucoup de chemin a été accompli en ce sens ces deux dernières années à Moscou, et le danger de la généralisation de la pratique de la vente de documents au plus offrant paraît aujourd'hui, au moins pour les archivistes du Komintern, conjuré dans ses formes extrêmes. En même temps, l'accessibilité des archives du Komintern demeure *de facto* limitée par les stratégies de recherche et de publication mises en place par de puissantes institutions et

maisons d'édition, qui s'assurent l'exclusivité des droits d'exploitation de certains fonds documentaires. Il faudra peut-être encore quelques temps pour « refroidir » l'objet de recherche « communisme » et surmonter ces problèmes, pour que l'excitation suscitée par ces sources nouvelles laisse place à une démarche qui nous aide vraiment à avancer dans la compréhension d'un des phénomènes qui a le plus profondément marqué l'histoire de notre siècle.

Aldo AGOSTI
UNIVERSITE DE TURIN

A PROPOS DU DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DES KOMINTERNIENS

L'ouverture partielle des archives de Moscou a très vite livré un flot d'informations biographiques sur les militants communistes de différents pays, comme sur les cadres de l'Internationale communiste, ceux qu'on appelle couramment les « Kominterniens ». Ce nom éveille des images multiples : les mystères de l'action discrète et sans frontière, l'exaltation de l'action communiste internationale dans des pays hostiles, ou les heures sombres du stalinisme avec ses agents disciplinés, acteurs et victimes d'une politique d'épuration ¹. L'image du Kominternien occupe une place particulière dans le mouvement ouvrier. Jamais la dimension internationale du militantisme n'est apparue aussi forte. Certes les classes dirigeantes parlaient avec inquiétude des « internationaux » pour désigner les théoriciens, stratèges, organisateurs et militants de l'AIT. La II^e Internationale dominée par la puissance des partis nationaux n'avait pas, elle, créée de représentations aussi marquantes.

Qui sont les Kominterniens ? S'agit-il des membres des groupes dirigeants internationaux tels que les définissaient Georges Haupt dans un article devenu un grand texte de référence ². Il est on ne peut plus clair : « Au fur et à mesure que la facette

1. Mikhaïl PANTELEIEV, « Les purges staliniennes au sein du Komintern en 1937-1938 : quelques repères sociologiques », *L'Internationale des dictionnaires, Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 34, janv.-juin 1994, coordonné par Michel DREYFUS, Claude PENNETIER et Nathalie VIET-DEPAULE. Voir aussi dans la même publication l'article de Mikhaïl NARINSKI, « Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français et les archives du Komintern (quelques remarques sur la biographie de Jacques Duclos) ».

2. Georges HAUPT, « Groupes dirigeants du mouvement ouvrier », in *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1976.

publique des groupes dirigeants et même la communication souterraine des émissaires et des instructeurs du Komintern sont précisées ou décelées, leur histoire se dégage des mythes qui l'entourent : l'image de l'état-major de la révolution internationale recouvre en fait la réalité d'une intendance. La fausse identification entre le mythe du militant international et la réalité d'un appareil international de direction et de contrôle perd tout fondement. »

C'est précisément ce processus de transformation de la nature de l'encadrement international entre la création du Komintern en 1919 et sa dissolution en 1943 que nous voulons suivre dans le cadre de cet essai de biographie collective qu'est le Dictionnaire des Kominterniens.

L'IDEE DES DICTIONNAIRES INTERNATIONAUX

L'idée du Dictionnaire biographique des Kominterniens est née de la rencontre entre l'apport des archives du Centre russe de conservation et d'études de la documentation en histoire contemporaine (ancien Institut du marxisme-léninisme) et le vaste chantier biographique entrepris par Jean Maitron.

À côté des 43 volumes du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, qu'il n'est plus nécessaire de présenter¹, Jean Maitron avait engagé avec Georges Haupt² la publication d'une série de dictionnaires internationaux, ou plutôt de dictionnaires nationaux concernant des pays étrangers. La série couvre cinq pays, dans l'ordre chronologique de publication l'Autriche, le Japon, la Grande-Bretagne, la Chine et l'Allemagne. D'autres projets sont en cours (le Maghreb³) ou en panne pour des raisons soit éditoriales soit rédactionnelles⁴. Même si le bilan est très positif au regard de l'historiographie internationale, il est peu de choses à côté de ambitions planétaires des deux initiateurs. Les dossiers laissés par Jean Maitron témoignent d'une activité épistolaire et de projets pour la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, le Portugal, l'Indochine, l'Afrique, l'Amérique latine... Mais le mérite de l'entreprise aura été de servir d'aiguillon sinon de modèle pour des initiatives nationales comme le *Dictionnaire of labour history* de J.-M. Bellamy et J. Saville, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier polonais* de Feliks Tych, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier italien*, le *Biografisch woordenboek van het socialisme en de arbeidersbeweging in Nederland* ou encore le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique* sous la

1. Voir Michel DREYFUS, Claude PENNETIER, Nathalie VIET-DEPAULE [sous la dir. de], *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996.

2. Sur Georges HAUPT (1928-1978), voir « Georges Haupt parmi nous : témoignages, études, textes inédits », *Le Mouvement social*, avril-juin 1980, n° 111.

3. Sous la direction de René GALLISSOT. Le volume consacré au Maroc, dont l'auteur principal est Albert AYACHE, devrait paraître rapidement.

4. Robert PARIS, « Les dictionnaires d'Amérique latine : entre mouvement ouvrier et classes subalternes », in *L'Internationale des dictionnaires*, op. cit.

direction de Jean Neuville et Jean Puissant. D'autres dictionnaires nationaux sont en cours au Luxembourg, au Québec...

L'ampleur des initiatives ne doit pas masquer une limite. Comment dépasser la juxtaposition des situations nationales ? On imagine bien les contraintes linguistiques, culturelles, archivistiques et éditoriales qui freinent le choix du cadre international. Le projet de dictionnaire des exilés et émigrés politiques français aux États-Unis 1848-1914 porté par Michel Cordillot contribue à ouvrir la voie aux études transnationales et aux réflexions sur les mobilités.

L'organisation en 1984, à Milan, d'un colloque sur les dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier permit de poser la question des dictionnaires biographiques des internationales. Les organisateurs italiens, Andrea Panaccione et Alceo Riosa firent le vœu de voir des équipes internationales entreprendre des dictionnaires des Première, Deuxième et Troisième Internationales. Excellente idée, tout à fait justifiée sur le plan théorique, mais difficile à mettre en œuvre. Elle resta sans lendemain.

Ce programme resurgit aujourd'hui, mais en abordant seulement le XX^e siècle. La Troisième internationale, son étroite imbrication avec la Révolution russe et l'évolution stalinienne du mouvement communiste en URSS, produisent des itinéraires différenciés, caractérisés par des continuités ou des ruptures ; des itinéraires intenses, marqués par de grandes mobilités géographiques. Nul doute que l'encadrement mis en place par l'IC ait laissé des traces dans les archives ; encore faut-il se doter d'une méthode critique de dépouillement et de lecture de ces archives ¹. Jean Maitron avait pressenti l'intérêt des dossiers de l'Institut du marxisme-léninisme (l'actuel Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine) ; au début des années 80, à l'occasion d'un voyage touristique, il sollicita sans succès l'autorisation de consulter les inventaires. Si ce sondage fut un coup d'épée dans l'eau, on commença à imaginer la richesse des archives grâce à l'expérience de Jean Charles qui fut le premier à dépouiller les documents de l'Internationale syndicale rouge.

Quand s'ouvrirent au début des années 90 les dossiers du CRCEDHC, l'ampleur de la documentation biographique ne manqua pas d'attirer l'attention. Les « dossiers personnels » ont aussitôt permis d'enrichir les travaux des chercheurs suisses comme Peter Huber et Brigitte Studer, des chercheurs belges, des travaux de compléments correctifs pour le *Maitron* et d'engager une réflexion sur les autobiographies sollicitées par la commission des cadres et dont les originaux sont conservés à Moscou ².

1. Pierre BROUE, Claude PENNETIER, Serge WOLIKOW, « Archives de Moscou : les enjeux », *Politis La Revue*, n° 7, avril-mai-juin 1994.

2. Claude PENNETIER et Bernard PUDAL, « For intérieur et remise de soi dans l'autobiographie communiste d'institution (1931-1939) : l'étude du cas Paul Esnault », in *Le For intérieur*, Paris, PUF, 1995 ; « Écrire son autobiographie » et « La Vérification », *Genèses*, n° 23, juin 1996 ; « La Certification scolaire communiste dans les années trente », *Politis*, n° 35, 1996.

L'idée s'imposa très vite de faire, en coopération avec les chercheurs russes, un dictionnaire biographique du Komintern. Le projet était trop ambitieux en raison de la faible mobilisation scientifique et financière de la recherche française pour l'histoire du communisme international. Il fallait donc le fractionner, le mener par étape.

Le premier tome sera consacré à l'ensemble Belgique, France, Luxembourg, Suisse. Il s'agit d'un recueil de notices scientifiquement établies (avec sources et bibliographie) sur tous ceux qui ont contribué à l'action de la III^e Internationale en Belgique, France, Luxembourg, Suisse, membres des organismes de direction au titre de ces quatre pays, russes et originaires d'autres pays chargés de suivre les questions françaises, belges, suisses et luxembourgeoises.

Les autres étapes ne pourront être envisagées – vraisemblablement par des équipes différentes et dans des langues différentes ¹ – que lorsque le premier tome sera réalisé. Elles concerneront éventuellement : l'Allemagne, l'Europe du Nord, l'Europe centrale, l'Europe du Sud, l'Asie, les Amériques.

Le choix de l'ensemble francophone nécessite quelques explications. Les quatre pays ne correspondent pas aux structures du Komintern qui se mettent en place en septembre 1928 autour de huit secrétariats ² : Europe centrale (Allemagne, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Suisse, Hollande) ; Balkans (Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie, Grèce, Albanie, Chypre) ; Grande-Bretagne-Amérique (Grande-Bretagne, Irlande, Afrique du Sud) ; Scandinavie (Suède, Norvège, Danemark, Islande) ; secrétariat romain (France, Italie, Belgique, Espagne, Portugal, Luxembourg) ; Amérique latine ; Pologne-Baltique (Pologne, Lituanie, Lettonie, Estonie, Finlande) ; Orient (Afrique du Nord, Proche-Orient, Moyen-Orient, Asie). Fallait-il s'en tenir aux limites des secrétariats et se consacrer en premier lieu au secrétariat romain ? Nous aurions dans ce cas négligé la première décennie du Komintern et le rôle considérable de la Suisse comme plaque tournante de l'Internationale. Aucune délimitation n'est totalement satisfaisante pour l'ensemble de la période. La formule la moins artificielle nous a semblé être de retenir la partie septentrionale et partiellement francophone du secrétariat latin et d'y ajouter la Suisse. Une équipe s'est mise en place en 1993, sous la direction de José Gotovitch de l'Université libre de Bruxelles, de Mikhaïl Narinski de l'Institut d'histoire universelle de Moscou avec Mikhaïl Panteleiev, chercheur au CRCEDHC, Henri Wehenkel pour le Luxembourg, Michel Dreyfus, Serge Wolikow et Claude Pannetier pour la France, équipe

1. Pour chacune, des accords nouveaux pourraient être passés avec des institutions nationales, en particulier avec l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (Pays-Bas), la Fondation Feltrinelli (Italie) ou encore la Hoover Fondation (USA).

2. Grant ADIBECOV, Eleonora SHAKHNASAROVA, « Reconstructions of the Comintern organisational structure », International scientific conference : The History of the Comintern in the light of new documents, Moscou, 20-23 octobre 1994, in *Centre and periphery*, Amsterdam, IISG, 1996, p. 68.

de travail qui s'entourera de nombreux auteurs ¹. Le premier soin de l'équipe du DBK fut de délimiter le champ et de fixer des critères de sélection.

QUI ET COMMENT ?

Branko Lazitch avait donné une première liste de Kominterniens en publiant son *Biographical Dictionary of the Comintern* (New, Revised, and Expanded Edition, Stanford, 1986), ouvrage utile en son temps, mais, malgré quelques révisions en 1986, aujourd'hui dépassé par les avancées de la recherche ². De plus il se limitait aux grands noms.

Nous n'utilisons par le qualificatif de « Kominterniens » dans son sens polémique et journalistique. Comme on appelle « internationaux » les animateurs de la Première Internationale, nous considérons comme Kominterniens, les militants qui ont appartenu à l'appareil central de l'Internationale communiste ou qui ont contribué de façon efficace, en liaison directe avec la direction du Komintern, à l'application de ses orientations. Dès son III^e congrès, en 1921, le Komintern s'engage dans la structuration d'un appareil autour de cinq instances dirigeantes : Comité exécutif, Présidium du Comité exécutif, Secrétariat du Comité exécutif, Commission internationale de contrôle (la seule à siéger à Berlin). Il faudrait ajouter le secrétariat pour les questions féminines et les commissions des cadres à partir de 1932, sans oublier les élèves et les professeurs des écoles de cadres. Enfin la composition et l'activité secrète de la Section des liaisons internationales (OMS) sont très importantes : elles sont à l'origine de tout un appareil clandestin existant dans l'ensemble des sections nationales du Komintern. Certaines biographies conduiront inmanquablement de l'OMS au GRU (ainsi celle de Henri Robinson ³) ou aux services de sécurité de l'URSS.

Toutes ces structures ont joué un rôle de premier plan dans la construction des sections nationales durant sa première décennie, puis dans leur vie interne durant les années suivantes.

Les correspondants directs que, grâce à des liens privilégiés, le Komintern avait dans chacune de ses sections devront également être retenus. Certains d'entre eux étaient

1. Nous tenons à remercier le ministère des Affaires étrangères qui a permis les déplacements à Moscou et le programme Tournesol du même ministère qui finance la coopération entre la France et la Belgique.

2. La première édition datait de 1973 et comportait 718 notices. La seconde édition en compte 435 et 229 biographies ont été révisées. Cet ouvrage utile réserve cependant quelques surprises. À la notice Thorez (p. 469) on peut lire « In 1929 he was elected a communist deputy to the French parliament » nouvelle qui aurait réjoui le dirigeant communiste et l'aurait fait bénéficier de l'immunité parlementaire. En fait il avait été battu en 1928 et élu en 1932 (*Dictionnaire des parlementaires français*, PUF, 1977).

3. Cf. l'article de Peter HUBER, « L'appareil du Komintern 1926-1935 », *Communisme* n° 40-41 1995, p. 15.

envoyés par le Komintern lui-même – que l'on songe par exemple à Eugen Fried arrivé en France en 1930, ou au hongrois Berei – alors que dans d'autres cas, ces militants émanaient des partis nationaux. Il s'agit alors de personnes aux profils fort différents, tant par les responsabilités qui leur étaient confiées que par la notoriété qui était la leur. Ainsi pour la France Jacques Duclos, homme public, militant populaire aux qualités reconnues, et Maurice Tréand, homme de service d'ordre puis de services de sécurité ¹.

On ne doit pas enfin oublier les militants de l'Internationale communiste qui ont agi au sein des organisations syndicales et de masse impulsées par elle de 1919 à 1943 : Internationale communiste des Jeunes, Internationale syndicale rouge (Profintern), Krestintern ², Sportintern (Internationale rouge sportive) ³, Secours ouvrier international, Secrétariat féminin international, Ligue contre l'impérialisme, Rassemblement universel pour la paix.

Les personnages retenus seront donc des responsables nationaux ayant eu une fonction politique au sein des appareils du Komintern, les délégués des appareils du Komintern ayant rempli une mission auprès des pays concernés et enfin les membres des appareils centraux du Komintern et des responsables qui sont intervenus au sein des « organisations de masse » proches du Komintern.

Il ne s'agit donc pas de traiter de l'ensemble des cadres nationaux qui relaient avec efficacité les thèses de la III^e Internationale, il ne s'agit pas non plus de limiter l'appellation Kominternienne à ce qu'Annie Kriegel qualifie de « noyau dur du personnel Kominternien [...] composé de ceux qui travaillent à Moscou dans les bureaux du Komintern ou dont les fonctions, même quand elles se déroulent de manière permanente ou épisodique loin de Moscou, relèvent de missions, licites ou clandestines, sur lesquelles s'exerce le contrôle exclusif du Komintern. » Et elle ajoute : « Ce qui compte, c'est qu'ils aient été embauchés, enregistrés, affectés et rétribués par le service du Komintern ⁴ ». C'est là un point de vue

1. Voir ses étonnantes autobiographies de 1933 et 1934 dans son dossier personnel CRCEHDH 495-270-8372.

2. Créé en 1923, le Krestintern, structure paysanne de l'IC, disparaît en 1939, mais il n'était plus actif depuis 1929. Voir Annie KRIEGEL, « Note sur le Krestintern », *Le Mouvement social*, n° 67, avril-juin 1969.

3. Créée en juillet 1921 sous le nom d'union internationale des organisations rouges de la culture physique qui ne fut guère employé. On lui préféra celui d'IRS. Cf. André GOUNOT, « Sport réformiste ou sport révolutionnaire ? Les débuts des Internationales sportives ouvrières », in *Les origines du sport ouvrier en Europe* sous la direction de Pierre ARNAUD, Paris, L'Harmattan, 1994.

4. Annie KRIEGEL, « Avant-propos » à *Communisme*, n° 38-39, 1994, p. 4. Sa vision technique du Kominternien la conduit à préciser : « C'est dire qu'on ne saurait réduire la catégorie des Kominterniens au sens étroit aux cadres qui exercent des fonctions "politiques". Ceux-ci, s'ils sont évidemment plus connus à l'extérieur, sont peut-être infiniment moins nombreux que les "techniciens", du nom générique sous lequel sont désignés secrétaires, sténos, interprètes, traducteurs, chiffreurs, techniciens radio, archivistes, comptables, chauffeurs, gardes du corps, cuisiniers, femmes de ménage, etc. : tout un personnel pas nécessairement "petit" tant il compte

net qui mérite d'être discuté. Il est partiellement acceptable puisque le noyau dur formera une partie de nos notices. Comment, cependant, ignorer la complexité et la diversité des relais de la politique Kominternienne ? Comment ignorer également ceux qui participent à la mise en place de l'influence du Komintern en France avant de s'éloigner, comme Boris Souvarine, du mouvement communiste international ?

La rédaction des biographies permettra de guider les lecteurs des divers types de Kominterniens, du « politique » qui joue un rôle actif dans les congrès internationaux au « Kominternien clandestin » et nomade, en passant par les référents de différentes sections dans l'appareil du Komintern.

Les notices dépasseront le simple cadre d'articles éclairant un personnage : elles apporteront également beaucoup sur son environnement et seront tout autre chose qu'un catalogue de renseignements ponctuels ; elles garderont le fil conducteur d'une présentation analytique. Elles seront rédigées en évitant la valorisation excessive de leur rôle, mais aussi sa contestation systématique. Hagiographie et dénigrement sont les deux volets d'une démarche qui peut s'expliquer par le caractère encore brûlant du domaine étudié, mais qui n'a rien à voir avec une approche scientifique. Il ne s'agit pas d'édifier ou d'indigner le lecteur, mais de lui fournir des connaissances reposant sur des sources nouvelles maintenant accessibles.

DES SOURCES NOUVELLES POUR DES APPROCHES RENOUVELEES

La nature de cette nouvelle documentation nous permet de passer d'une histoire purement politique de l'encadrement à une histoire sociale d'un type spécifique de personnel politique. La sociobiographie historique des militants se situe précisément à l'intersection du personnel et du collectif et donc à l'intersection du social et du politique 1.

La recherche disposait déjà d'une solide documentation de presse et d'archives qui lui permettait, avant même l'ouverture des archives de Moscou, d'établir la chronologie, les formes et les enjeux des relations entre les sections nationales et l'IC. Nous renvoyons ici aux travaux de Serge Wolikow pour la France ou de José Gotovitch pour la Belgique 2 qui s'appuyaient sur des sources diverses dont les microfilms réalisés à l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou sur les fonds des sections nationales. En France par exemple, dès la fin des années 70, l'Institut Maurice Thorez, devenu l'Institut de recherche marxiste

de bons techniciens et spécialistes dans leur partie. » Dans le DBK, ce personnel sera, dans la mesure du possible, signalé, identifié, mais sans faire l'objet de notices développées.

1. Sur la sociobiographie et la prosopographie dans la réflexion sur les Dictionnaires, voir Claude PENNETIER, « Singulier-pluriel : la biographie se cherche. L'exemple de l'histoire ouvrière », in *Écrire des vies. Biographie et mouvement ouvrier XIX^e-XX^e siècles*, sous la direction de Serge WOLIKOW, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1994, p. 31-43.

2. Serge WOLIKOW, *Le Parti communiste français et l'Internationale communiste (1925-1933)*, thèse d'état, Université de Paris VIII, 1990 ; José GOTOVITCH, *Du Rouge au Tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor, 1991.

(IRM) ¹, disposait d'un grand nombre de bobines utilisées en priorité par les historiens communistes, puis partiellement accessibles. Comptes rendus des Comités centraux, des Bureaux politiques, dossiers sur la vie interne, mise en place d'une politique d'encadrement ², ils étaient très utiles, même si l'ouverture des dossiers originaux intégraux (car les dossiers n'étaient pas microfilmés intégralement) et l'accès aux archives des secrétaires de l'IC ainsi qu'à celles des bureaux spécialisés élargit le champ des investigations.

S'agissant de biographies, il faut attirer particulièrement l'attention sur l'apport des dossiers personnels. Il en existe au CRCEDHC des milliers – 8 000 pour la seule France – d'un intérêt varié. Certains peuvent se limiter à quelques notes, d'autres comportent plusieurs centaines de pages, dont plusieurs autobiographies de dates diverses. Encore faut-il qu'elles soient communiquées intégralement, ce qui n'est pas toujours le cas, car les archivistes ont consigné de ne pas laisser consulter les informations qui émaneraient de services de sécurité soviétiques ou qui recèleraient des secrets d'État. Aussi la numérotation des pages des dossiers signalent-elles des lacunes parfois importantes lorsqu'il s'agit de personnages de premier plan. De plus, les dossiers des responsables encore actifs dans les années 70 ne sont pas présents ; vraisemblablement confiés au service de politique extérieure du Parti communiste d'Union soviétique, ils doivent être conservés dans un autre centre d'archives ³. Reste que ce qui est présent et communiqué est d'un grand apport, en particulier les autobiographies. Il semblerait – au conditionnel car il ne s'agit que d'une hypothèse, les répertoires nominatifs n'étant pas ouverts aux chercheurs – que les militants français soient mieux lotis que d'autres, soit que la conservation des « bios » ait été plus efficace, soit que la collecte biographique, et donc l'encadrement biographique, ait été plus serré sur le territoire français. Il serait utile d'établir une chronologie de la mise en place des commissions de cadres pays par pays et de l'application des méthodes de contrôle biographique. Le fait que le Komintern ne se dote d'un service de cadres qu'en 1932 ne signifie pas que les collectes d'information n'aient pas commencé bien avant. Dès 1930, les étrangers qui entraient en URSS et se mettaient au service du Komintern remplissaient des notices biographiques beaucoup plus poussées que les habituels questionnaires ⁴. Sans doute faudrait-il approfondir le rapport des

1. Ces microfilms sont actuellement conservés à la Bibliothèque marxiste de Paris. Quant à l'IRM, il a laissé place à Espaces Marx.

2. Particulièrement l'ouvrage de Danielle TARTAKOWSKY, *Les premiers communistes français. Formation des cadres et bolchevisation*, Paris, PFNSP, 1980, qui écrit : « Sans les archives de la SFIC, auxquelles il m'a été permis d'accéder, cette thèse n'eût jamais été qu'hypothèse. »

3. Voir l'article de Nicolas WERTH : « De la soviétologie en général et des archives russes en particulier », *Le débat*, n° 77, nov.-déc. 1993.

4. Voir par exemple la biographie remplie par Marthe Potosniak à Moscou le 30 août 1930 (CRCEDHC, 495-270-4926). Les questions restent peu nombreuses, mais les réponses sont développées. Déjà le processus de remise de soi est en œuvre.

bolcheviques au biographique pour comprendre la mise en place pendant la période stalinienne de ces enquêtes portant à la fois sur les origines sociales et sur l'itinéraire. Les premières traces apparaissent en France, en 1925, dans le cadre de l'École léniniste de Bobigny, où Alfred Kurella, Kominternien d'origine allemande, sollicite le témoignage biographique des élèves et en fit la matière d'un livre publié en russe, *La Génération léniniste du prolétariat français* ¹. Notons que Jacques Duclos fut de ceux qui firent cet exercice avec une satisfaction visible de parler à la première personne et de se livrer à une introspection pour éclairer les raisons de son engagement. Le document fut d'ailleurs conservé et figure dans son dossier personnel à côté de son autobiographie rédigée le 26 décembre 1931 et de celle du 22 janvier 1932 ². Or, Duclos est un de ceux qui mettent en place la commission des cadres sous la houlette de Fried, délégué de l'IC, juste après l'élimination de Barbé et de Celor en juillet 1931. Il y eut une première vague de contrôle de décembre 1931 à 1932, puis une seconde vague de 1937 à 1938. L'ampleur de la première vague s'explique par la volonté de tirer parti de la dénonciation du groupe pour encourager les cadres à une remise de soi et faciliter un travail de sélection qui a été fort bien décrit par Albert Vassart ³. La seconde doit être mise en relation avec l'ampleur du recrutement lors du Front populaire et les risques de manque de contrôle sur les nouveaux responsables régionaux et locaux dans le contexte des appels à la « vigilance » et des procès de Moscou. Des questionnaires biographiques appelant des réponses précises, mais non développées, seront encore envoyées à Moscou en 1949, six ans après la dissolution du Komintern. Ce sont les derniers documents de ce type disponibles au CRCEDHC, non que la pratique de « bio » disparaisse complètement, mais les documents, moins riches que ceux de l'entre-deux-guerres restent désormais dans chaque pays.

Les autobiographies des Kominterniens présentent divers intérêts. Elles livrent bien sûr des informations biographiques de première main qui peuvent être confrontées dans les diverses versions chronologiques. Elles permettent une lecture renouvelée des origines familiales et géographiques, des mobilités, de la formation, des activités professionnelles, de l'engagement, des lectures... Certes tout n'est pas dit et, pour ce qui est des rapports avec l'Internationale, les Kominterniens se contentent de formules sibyllines. Ainsi Maurice Tréand écrit-il dans son autobiographie rédigée à Paris le 17 mars 1933 : « Depuis 2 ans aucune fonction que je puis définir ⁴. » Dans une autre « bio » rédigée à Moscou le 16 octobre 1934, il précise : « J'ai fait une auto bio lorsque je suis entré au service, une

1. Voir sa biographie par Serge COSSERON dans *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier : Allemagne*, sous la direction de Jacques DROZ, Paris, Les Éditions ouvrières, et son dossier personnel au CRCEDHC, 495-205-6339.

2. CRCEDHC, 495-270-81.

3. Mémoires d'Albert Vassart.

4. CRCEDHC, 495-270-8372.

autre pour la commission des cadres en France et celle-ci ¹. » La consigne est de livrer le maximum d'informations sur la vie personnelle et politique dans le pays et de rester discret sur les liens internationaux.

Quelle que soit la richesse de cette documentation, elle doit être complétée par d'autres dossiers d'archives, en particulier ceux de la commission des cadres du Komintern, pour comprendre le mécanisme de la sélection des cadres et pour connaître avec précision les missions. Le *Dictionnaire des Kominterniens* se doit en effet d'apporter les développements documentés sur la place dans les diverses instances internationales, développements qui étaient impossibles, faute de sources, dans les dictionnaires nationaux.

Nous pourrions ainsi mieux cerner les logiques générationnelles, nationales et politiques de la représentation politique du Komintern et du recrutement des différents services. À l'image unique, figée, du « Kominternien », homme ou femme de l'ombre, commis voyageur de la Révolution, se substituera une typologie plus riche et plus complexe. Les créateurs de l'IC ne doivent pas être négligés, pas plus que ne peuvent l'être ceux qui ont été choisis comme les porte-drapeau dans chaque pays ; le monde moins bien connu des responsables techniques, de ceux qui assurent les liaisons entre le Komintern et les partis nationaux bénéficieront d'un éclairage nouveau ; enfin les référents, les communistes soviétiques ou de diverses nationalités qui ont suivi les questions de l'ouest européen feront l'objet d'une attention approfondie.

Claude PENNETIER
CNRS

1. *Idem*. Une biographie sans date (1931) a été rédigée sous le nom de Lambert lorsqu'il était à l'École léniniste internationale, mais elle ne semble pas se confondre avec celle qu'il a rédigé à son entrée « au service » du Komintern. Toutes les autobiographies n'ont pas été conservées, ainsi dans son document rédigé à Paris le 17 mars 1933, Tréand écrit : « Cette Bio est faites sans quel me soit demandés, mais voulant passé comme tout le monde a la CDC (Commission de contrôle) et ayant demandé après ma Bio que j'avais faites en entrant au services, on a pas pu la retrouvé, certainement envoyé la-haut. » (orthographe de Tréand non modifiée).

LES ARCHIVES DU KRESTINTERN

En 1989, Taline Ter Minassian pouvait encore écrire que « les archives soviétiques sont toujours aussi peu accessibles et c'est à travers le miroir déformant de la presse officielle [...] qu'il faut envisager l'essentiel de la recherche ¹ ».

Excepté le fameux fonds de Smolensk étudié par Merle Fainsod, puis Nicolas Werth ², aucune recherche sur archive n'était possible jusqu'à l'effondrement du système soviétique qui a conduit à l'ouverture partielle des fonds conservés à Moscou. Ainsi, depuis 1991, on assiste à un engouement pour le voyage dans la capitale russe, à la recherche d'un véritable « Eldorado archivistique ». Est-ce le mythe du secret, du silence, la soif d'information qui engendre une telle attitude ? Quoiqu'il en soit, cet essor est à l'origine de nombreuses publications dont les médias ont largement été l'écho, comme si le sensationnel devenait un élément essentiel pour l'écriture historique.

Alors, pourquoi s'intéresser à des archives sur les paysans communistes ? Ayant entrepris une thèse sur Waldeck Rochet, la rencontre avec le fonds du Krestintern conservé au CRCEDHC était inévitable. Il s'agit ici de présenter brièvement l'histoire du Krestintern ou Centre Paysan International, ainsi que celle de l'Institut Agraire International qui lui était rattaché. Tout d'abord, une présentation du fonds d'archives permettra d'évoquer un rapide historique de la structure, puis une comparaison de ce dépouillement avec des travaux plus anciens sera envisagée dans un cadre historiographique pour terminer par la présentation rapide du cas français.

1. Taline TER MINASSIAN, « Histoire de l'URSS, soviétologie » in *Débuter la recherche historique*, Paris, Histoire au Présent, La Boutique de L'Histoire, Publications de la Sorbonne, 1989, p. 163.

2. Merle FAINSOD, *Smolensk à l'heure de Staline*, Paris, 1967, et Nicolas WERTH, *Être communiste en URSS sous Staline*, Paris, Julliard, 1981, (coll. Archives).

LES ARCHIVES DU KRESTINTERN ET DE L'INSTITUT AGRAIRE INTERNATIONAL

Ce fonds, essentiellement composé de nombreux rapports, manuscrits ou reprographiés, est facilement accessible car il n'y a pas d'obstacles linguistiques, un même rapport peut être reproduit en plusieurs langues dont le français ¹.

Deux inventaires composent le fonds du Krestintern, entre 1923 et 1930 ce sont les cotes 535-1 et 535-2 du fonds de l'Internationale Communiste ². Le premier contient 308 dossiers qui retracent l'histoire générale de l'organisation. Il s'agit des conférences internationales paysannes, des réunions internationales, du Présidium et du Secrétariat général. Le second, quant à lui, comprend les rapports avec les sections nationales regroupés en 196 dossiers. D'ailleurs, la partie française de ce fonds peut être consultée à la Bibliothèque marxiste de Paris sous forme de microfilms, puisque dans le cadre des accords entre le PCF et les archives de l'IC, ces fonds furent transférés en France dès 1990.

Quant au fonds 536 concernant l'IAI il est composé de 325 dossiers. Cette organisation fut créée auprès du Krestintern en janvier 1925. C'était un centre de ressources documentaires et de recherches en matière de questions agraires et paysannes qui disparut en 1940.

1. Par ailleurs nous tenons à remercier pour le travail d'interprète et traducteur nos collègues russes et en particulier Marina Arzakian et Mikhaïl Panteleiev.

2. Archives du Centre Russe de Conservation et d'Étude de la Documentation en Histoire Contemporaine (ex Institut du marxisme-léninisme). Inventaire 535-1 : Krestintern (structure générale), Inventaire 535-2 : Krestintern (sections nationales), Inventaire 536-1 : Institut Agraire International. À ces archives on peut ajouter les publications suivantes a) Journaux et périodiques : *La Correspondance Internationale*, *Les Cahiers du Bolchevisme*, *L'Humanité*, *La Voix Paysanne*, *La Terre* ; b) Livres et brochures ayant valeur de sources : Conférence agraire internationale, Bruxelles, 4-5 septembre 1936 : *le monde agraire et la paix*, 1936. Centre agraire international, *Problèmes agraires et politique de paix*, 1939. Georges DIMITROV, *La lutte pour le Front Unique contre le fascisme et la guerre*, Paris, ESI, 1938, René DUMONT, *Misère ou prospérité paysanne*, Paris, 1936. Friedrich ENGELS, *Les luttes de classes dans les campagnes*, ou, *La question paysanne*, Ephraïm GRENADOU, Alain PREVOST, *Grenadou, paysan français*, Paris, Éd. du Seuil, 1966. Daniel HALEVY, *Visites aux paysans du Centre*, Paris, Grasset, 1935. Renaud JEAN, « Le communisme et les paysans », *Les Cahiers Communistes* n° 5, Librairie de l'Humanité, 1924. Michel AUGÉ-LARIBÉ, *Le Paysan français après la guerre*, Paris, Éd. M. Rivière, 1923. LENINE, « La première ébauche des thèses sur la Question agraire » *l'Internationale Communiste* n° 12, juin-juill. 1920. LENINE, *Œuvres*, Éd. Sociales, Paris, 1963. R. MASPETIOL, *Économie paysanne*, Paris, 1939. G. MIGLIOLI, *Con Roma e con Mosca*, Milano, 1945. Waldeck ROCHET, « À la tête des luttes paysannes », *Les Cahiers du Bolchevisme*, mars 1935, p. 266-276. Waldeck ROCHET, « Le travail des communistes à la campagne », *Les Cahiers du Bolchevisme*, n° 20, 15 oct. 1934, p. 1223-1229. Waldeck ROCHET, *Écrits politiques, 1956-1969*, Paris, Éd. Sociales, 1976. En collaboration avec Renaud JEAN, *L'union des paysans de France*, brochure éditée par le PCF en 1936 (discours prononcés par R. Jean et W. Rochet lors du VIII^e congrès du PCF, tenu en janvier 1936 à Villeurbanne). *La prospérité pour nos campagnes* (discours prononcés au Comité Central du PCF en juillet 1937) Paris, Bureau d'Éd., 1937. *Les Devoirs du Front populaire envers les paysans de France*, (discours prononcés par R. Jean, André Parsal et W. Rochet lors du IX^e congrès du PCF, tenu en décembre 1937 à Arles). Maurice THOREZ, *Défense paysanne*, Paris, Éd. Sociales, 1939.

Cet inventaire rapide, passage obligé pour cerner l'importance archivistique d'un tel fonds, amène à présenter les premiers résultats du dépouillement.

Une première lecture permet de reconstruire (ou plutôt de suivre) la chronologie de ces deux organismes. Commençons par le Krestintern, où les deux dates butoirs sont 1923 et 1930. En octobre 1923, le premier congrès du CPI a lieu. Cette création correspond à l'orientation définie par l'IC, en reprenant le mot d'ordre de Zinoviev, afin d'organiser l'alliance des ouvriers et paysans. De 1925 à 1927, sous l'égide de Boukharine, le Krestintern change de perspective pour rechercher d'autres alliances à la révolution. Puis, de 1928 à 1929, il subit les contrecoups de la bolchevisation. Enfin en 1930, la crise économique internationale fait que le Krestintern décline et même disparaît au profit de l'Institut Agraire International, dont l'histoire moins éphémère se limite entre 1925 et 1940. Au cours des années 1925-1930, on assiste à la mise en place d'un laboratoire d'études sur la question paysanne, où l'on retrouve les différents spécialistes internationaux. Par exemple en France, on prend contact avec les professeurs Michel Augé-Laribé, Charles Gide, Bernard Lavergne ¹, en plus des responsables communistes Charles Martel, Jacques Castel, Renaud Jean et Marius Vazeilles. Ainsi, Charles Gide et Renaud Jean sont retenus pour faire partie des soixante treize membres de l'IAI.

Cet Institut est en même temps un centre de formation qui prépare des étudiants à une thèse en trois ans sur les questions agraires. En 1930, il y a treize étudiants (dont un Français), qui perçoivent une bourse de 150 roubles ². L'IAI entreprend parallèlement des enquêtes précises sur la crise des années trente dans les campagnes. Ainsi, cet organisme se substitue au Krestintern, et de nombreux rapports d'instructeurs parviennent directement à l'IAI ³ via l'IC. Cette activité importante, suit aussi l'histoire générale de l'IC, puisqu'à partir du milieu des années 30, l'IAI participe à la lutte antifasciste en organisant la conférence internationale agraire de Bruxelles en 1936 (du 3 au 6 septembre) et des assises internationales à Prague le 10 juillet 1938, où se côtoient communistes, socialistes et radicaux comme par exemple Mioch, Vazeilles, Dumont et Tanguy Prigent.

Le 18 novembre 1940, après une décision de la Commission du Comité central du PCUS, l'IAI disparaît définitivement. Cette première vérification permet aussi de saisir le poids prédominant du PCUS et de la direction stalinienne de l'État soviétique sur le Komintern. Celui-ci était devenu une simple courroie de transmission du Parti-État. Au-delà de la chronique, on peut retrouver aussi la structure et le fonctionnement de ces organisations. Le Krestintern se compose de cinq organes principaux. En premier lieu, la conférence internationale qui se réunit théoriquement tous les deux ans ; c'est l'organe suprême. Viennent ensuite, le conseil international et son plénum, qui se réunit une fois

1. CRCEDHC, 536-1-35, 1926, p. 151.

2. CRCEDHC, 536-1-128, 23/VII/1930, rapport en russe.

3. Comme par exemple en 1936, où l'on demande de remplacer Renaud Jean (CRCEDHC, 536-1-266).

tous les ans. Le Présidium (ou bureau) fut dirigé en premier par le communiste français Marius Vazeilles. Enfin, le Secrétariat général (poste-clef) qui lui fut occupé par Smirnov, Teodorovitch puis Dombal.

Ces archives du Krestintern permettent par ailleurs de mesurer les liens entre le « Centre et la périphérie » et peuvent ainsi participer à une histoire plus générale du Komintern. Cette présentation nécessaire pour restituer le Krestintern dans l'IC, amène à s'interroger sur son historiographie. Est-ce que l'on peut dire à la suite d'historiens français « des travaux anciens faisons table rase » ?

L'APPORT DES ARCHIVES OU L'HISTORIOGRAPHIE A L'EPREUVE

Les travaux les plus connus sont ceux de l'historien américain George D. Jackson¹ qui entreprit sa thèse sur le Krestintern, les synthèses françaises de Pierre Barral et Annie Kriegel², ainsi que la participation de Franco Rizzi à l'œuvre de E. J. Hobsbawm de l'histoire du marxisme³. George D. Jackson appuyait sa recherche sur une lecture attentive des publications du Krestintern, de l'IC et des PC nationaux. Ainsi un corpus important de résolutions, de congrès, d'articles de journaux, mais aussi des mémoires des dirigeants tels Dombal ou Miglioli formaient le seul matériau pour la recherche⁴.

Cette historiographie était principalement tributaire du discours que produisait l'organisation (comme d'ailleurs toute l'historiographie du communisme). Est-ce que le questionnement et le dépouillement des archives du Krestintern, changent ou bouleversent les résultats de ces travaux pionniers ?

On ne peut pas parler de remise en question ni de bouleversement, mais tout simplement de compléments. Ainsi, la vision peut être changée seulement dans un souci de précision, comme par exemple la chronologie du Krestintern longtemps confondue avec celle de l'IAI, qui, il est vrai, se substitua à la filiale paysanne de l'IC.

Un tel corpus offre de nouveaux champs de recherche.

1. *The Green International and the Red Peasant International. A Study of Comintern Policy towards the Peasant Political Movement in Eastern Europe, 1919-1930*, PhD. dissertation, Columbia, 1961, 427 p. ainsi que sa version abrégée *Comintern and Peasant in East Europe (1919-1930)*, Columbia UP, 1966, 339 p. ; Annie KRIEDEL, « Note sur le Krestintern », *Le Mouvement Social*, n° 67, avril-juin 1969, p. 163-167.

2. Annie KRIEDEL, *Les Internationales ouvrières*, Paris, PUF 1964, (QSJ ? n° 1129), p. 119 ; Pierre BARRAL, « Note sur le Centre agraire international », *Le Mouvement Social*, n° 67, avril-juin 1969, p. 169-171 ; Pierre BARRAL, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, A. Colin, 1968.

3. Franco RIZZI, « L'Internazionale comunista e la questione contadina » in HOBBSAWM E.J. [dir.], *Storia del Marxismo*, 3, *Il marxismo nell'eta della terza internazionale*, 1, *Dalla rivoluzione d'ottobre alla crisi del '29*, Torino, Giulio Einaudi Editore, 1980, p. 487-513.

4. D'ailleurs ces sources furent toutes inventoriées par Thomas T. HAMMOND qui publia les références dans son ouvrage sur le monde communiste intitulé *Soviet Foreign Relations and World Communism*, Princeton, Princeton University Press, 1965, en particulier p. 978-981.

Le premier travail serait de revisiter les travaux de Jackson sur le fonctionnement du Krestintern, et les liens IC-PC nationaux. Ce qui ouvre la piste d'une histoire du Krestintern par aire géographique, dans laquelle les pays d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie souligneraient des différences profondes en fonction des réalités sociales, mais aussi des cultures politiques. Une telle approche mettrait en perspective les tactiques nationales entre réforme agraire, collectivisation des terres et défense de la petite propriété.

En second lieu on peut envisager l'histoire du discours communiste pour les paysans. Jusqu'à ce jour l'historien connaissait seulement la partie haute de l'iceberg, grâce aux différentes publications ; mais maintenant on peut appréhender l'élaboration du discours, la mise en place des résolutions avec les pré-rapports, les discussions et l'œuvre finale, ce qui permet de mesurer les écarts.

C'est donc le discours global qui peut être étudié au sens althussérien, à savoir l'idéologie, mais aussi les intentions et donc le langage conceptuel des auteurs, et enfin le contexte d'élaboration. Mais ce discours peut aussi être analysé sous un autre angle, à savoir les effets recherchés, donc la réceptivité chez les paysans. Le discours est une véritable machine à produire des émotions, et donc il faut mettre en évidence la rhétorique, les images, les métaphores utilisées par les communistes. Ainsi la synthèse de ces deux niveaux permettrait de distinguer les registres et aussi d'avoir une image du public à qui on s'adresse : le paysan.

Deuxièmement on peut mesurer le rôle des hommes dans les prises de décision (même si d'autres noms que ceux des dirigeants traditionnels apparaissent, comme celui de l'Italien Miglioli). Ce qui permettrait de compléter les connaissances biographiques des différents protagonistes, car de nombreuses enquêtes ou questionnaires biographiques existent, en particulier ceux concernant les délégués ¹. Dans cette optique on peut envisager à la fois d'apporter des renseignements complémentaires à l'entreprise du Dictionnaire des Kominterniens (voir l'article de C. Penetier), mais aussi pour des études prosopographiques sur les communistes paysans ou responsables des questions paysannes.

Autre apport important de ce fonds, c'est la possibilité d'écrire l'histoire rurale du premier vingtième siècle au regard des communistes. Au-delà de la vision partisane, l'historien dispose de connaissances précises sur les techniques et structures paysannes, grâce aux nombreuses enquêtes minutieuses sur les aspects sociaux, la géographie régionale, les crises agricoles, mais aussi sur les organisations de défense paysanne, dont les organisations rivales des agrariens. Par ailleurs, ce fonds permet de faire resurgir des moments oubliés ou qui sont passés presque inaperçus, comme par exemple les Journées Rurales de Dijon d'avril 1927 ², qui sont connues grâce à un rapport envoyé au Krestintern

1. CRCEDHC, 535-1-10, délégués à la première conférence internationale.

2. CRCEDHC, 535-1-286, rapport de 4 pages de Miglioli complétés par le fonds du PCF CRCEDHC, 517-1-609 où il y a 80 pages de rapports sur les régions, les familles, les structures, les rapports

par Miglioli ¹. La trace de ces journées organisées par la Jeune République, mouvement chrétien d'inspiration sociale qui plus tard rejoindra le Front populaire, souligne la spécificité du Krestintern, qui n'est pas seulement un organisme de propagande communiste, mais un organisme intéressé par les revendications paysannes, et qui bien avant le Front populaire avait pratiqué sous un autre angle le Front Unique à la base. Ainsi Miglioli intervient-il à plusieurs reprises dans les débats sur la paysannerie en Europe occidentale et en France, comme en 1928 où il défend les métayers en prenant appui sur les baux italiens. Une telle documentation permet de retrouver derrière le prolétariat urbain, qui a été l'objet de nombreuses études – héritage d'une culture politique communiste –, le paysan communiste, tout en soulignant les spécificités nationales.

L'EXEMPLE FRANÇAIS

« La Fédération des paysans travailleurs [...] préparait méthodiquement [...] la création du CPF en France, lorsqu'à la suite du V^e congrès de l'IC, le PCF [...] arriva à constituer une association agricole nationale, désignée sous le nom de CPF qui n'adhère pas encore, pour des raisons d'opportunistes, que nous ne comprenons pas, à l'IP. [...] Dans tout cela, il résulte en France une certaine confusion. [...] Il faut que le Présidium définisse nettement pour la France si le CPF doit être une section paysanne du PC, soit en principe, soit en fait par sa confusion avec la commission agraire du parti, ou s'il doit être une organisation paysanne travailleuse comme la FPT et que le parti aura à animer comme c'est le cas pour la CGT ². » C'était ainsi que Marius Vazeilles s'insurgeait contre la méthode employée par le PCF lors de la création du Centre Paysan Français rattaché au Krestintern. Il fallut toute l'habileté des dirigeants de l'organisation internationale pour résoudre ce manque de concertation lié à un fonctionnement surdéterminé par le primat de l'organisation, du parti sur les hommes, héritage de la bolchevisation.

Parallèlement, le PCF a multiplié ou a laissé se multiplier différentes structures d'obédience communiste dans les campagnes. Mais au lieu de toucher la plus grande partie des paysans (l'objectif recherché), elles sont restées le plus souvent concurrentes et sans véritables assises. L'ouvriérisme du PCF fut aussi à l'origine de ces résultats médiocres, comme l'exprime l'historienne anglaise Sally Sokoloff : « Les deux seuls chefs paysans éminents – R. Jean et Marius Vazeilles – se limitèrent à être les porte-parole des paysans et n'osèrent jamais ni formuler une politique globale, ni menacer le gouvernement établi du PCF ³ » – même si la biographie de Renaud Jean corrige quelque peu cette vision en

professionnels et sociaux (cf. Jean VIGREUX, « Les journées rurales de Dijon de 1927 : la Jeune République et les paysans », *Histoire et sociétés rurales*, n° 5, 1^{er} semestre 1996, p. 198-200).

1. Ce démocrate chrétien italien fut intégré comme correspondant au Krestintern dès 1924 selon un rapport d'Ercoli CRCEDHC, 535-1-45.

2. CRCEDHC, 535-1-16, p. 127.

3. Sally SOKOLOFF, « Peasant Leadership and the French Communist Party, 1921-1940 », *Historical Reflections*, Autumn 1977, n° 4, p. 153-170.

redonnant à ce tribun toute sa dimension ¹. De tels propos montrent que le PCF suivait fidèlement la ligne prônée à l'IC, « les paysans sont les paysans et nous sommes le parti des travailleurs ! » (selon l'expression de Trotsky). Le deuxième frein, qui semble expliquer aussi les carences du PCF dans le domaine paysan, fut l'importance des conflits personnels. Chacun s'identifiant à son organisation, naissent les rivalités qui nuisent au développement de l'influence communiste dans les campagnes. Comme si la culture de défense de l'organisation changeait d'échelle et se plaçait au niveau de la sous-structure ².

Ces rivalités et conflits mettent l'accent sur les hésitations du PCF ; effectivement, il n'a pas su définir clairement la ligne à suivre en matière paysanne et oscillait entre le combat politique et la défense syndicale, malgré un programme agraire défini dès 1921.

Il faut attendre la crise des années trente pour voir se développer une ligne plus politique, l'une surtout liée à la troisième période avec un article de Ramier ³, publié en 1930, qui dénonce les principes mêmes du programme agraire du PCF, jugé beaucoup trop laxiste envers les paysans propriétaires ; il prône une collectivisation de tous ceux qui emploient des paysans travailleurs ! Mais cet excès dogmatique, à mettre en relation avec la collectivisation stalinienne, resta lettre morte.

L'autre débutant en 1934 place directement le parti avant le syndicat, car la ligne des années 20 qui organisait les paysans au sein de la CGPT, en les poussant à l'action revendicative sans perspective politique, a été un échec (à la fois géographique et numérique). D'ailleurs cette tactique n'a pas pu freiner dans les campagnes la montée des agrariens, de l'extrême-droite, dont le discours corporatiste était séduisant pour les paysans ⁴.

La nouvelle direction du secteur agraire du PCF, avec l'arrivée à sa tête de W. Rochet au printemps 1934, s'attache à développer la stratégie de Front populaire à la campagne. Pour faire appliquer cette nouvelle stratégie, W. Rochet a dû reprendre en main toute la section agraire en rajeunissant les cadres (en ce sens il s'agit d'une affaire de génération) ⁵.

Ces changements entre les années vingt et les années trente sont aussi à replacer dans une perspective plus générale, celle de l'histoire du PCF. Au milieu des années trente le PCF réintègre la République, la culture nationale et républicaine. On est loin du divorce

1. Gérard BELLOIN, *Renaud Jean, le tribun des paysans*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1993.

2. Voir en particulier Jean Vigreux, « Paysans et responsables du travail paysan dans la direction du PC » in Michel DREYFUS, Claude PENNETIER, Nathalie VIET-DEPAULE [sous la dir. de], *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, p. 204-219.

3. « La question de l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, et les classes à la campagne », *Cahiers du Bolchevisme*, n° 10, 1930.

4. Voir en particulier Robert O. PAXTON, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929-1939*, Paris, Seuil, 1996.

5. Stratégie saluée par l'IAI, CRCEDHC, 536-1-266, rapport du 20 févr. 1936 de G. Miglioli qui mentionne la juste ligne suivie par W. Rochet.

entre bolchevisation et héritage du mouvement ouvrier français. Même si en France la collectivisation n'est pas à l'ordre du jour ¹, on renoue à ce moment avec le discours jacobin et radical de défense de la petite propriété ; c'est le mythe républicain de démocratie rurale qui est réactivé par le PCF. Alors que la période de divorce des années vingt s'exprimait par le tâtonnement, les hésitations, le mélange des genres et par conséquent la rivalité des hommes, dans les années trente, grâce à l'arrivée d'une nouvelle génération de militants, le PCF retrouve une place plus stable qui s'inscrit et qui prend racine dans le terreau de la nation française.

L'ouverture des archives de l'IC et en particulier ici, celles de sa branche paysanne, permet de renouveler l'historiographie des années 1960. Certes, les informations apportées ne remettent pas en cause les conclusions des travaux pionniers, mais permettent de préciser certains aspects. Cette profusion d'archives confirme les travaux scientifiques, en apportant plus d'informations portant parfois sur des détails importants ; la démarche historique s'en trouve renforcée car les affirmations anciennes se vérifient. En ce sens, l'historien doit toujours donner une place relative à l'archive, d'autant plus qu'il construit lui-même son corpus ; en aucun cas l'archive ne se suffit à elle-même, il faut croiser ses sources, ses regards, sinon l'histoire se résumerait à une édition d'archives. Les fonds du Krestintern et de l'IAI conduisent à revisiter les apports anciens, tout en offrant de nouvelles pistes, comme par exemple, celle de la place originale tenue par les paysans : en fait, cette place à part n'est-elle pas le révélateur d'une attitude plus complexe, de l'ambiguïté qu'ont les communistes à concevoir la paysannerie ? Est-ce une simple force d'appoint à la révolution prolétarienne ? Est-ce l'acceptation de son poids, du rapport de force qu'elle peut exercer ? D'où le malaise qu'exprime la question sur la propriété entre le centre et la périphérie : défense de la petite propriété ou collectivisation, tel est le dilemme de l'IC en matière paysanne.

Les archives du Krestintern permettent aussi d'aborder sous un angle particulier le fonctionnement de l'IC, où l'on retrouve les problèmes d'orientation, les rapports entre les individus et les moyens de contrôle qui existent. Mais cette étude ouvre d'autres champs (quand un fonds en cache d'autres) et offre la possibilité de définir de nouveaux questionnements, de nouvelles problématiques pour appréhender la culture politique communiste dans une autre dimension : la dimension paysanne.

Jean VIGREUX

IHC/UMR 5605 - UNIVERSITE DE BOURGOGNE

1. Voir le discours de Waldeck Rochet prononcé en 1937 sur la défense de la propriété (cf. sources). Discours enregistré sur cassette par la Bibliothèque marxiste de Paris dans le cadre d'une publication sur le Front populaire.

LE DEBAT SUR LE « SYNDICALISME A BASES MULTIPLES » A TRAVERS LES ARCHIVES DU PROFINTERN... ET QUELQUES AUTRES

L'examen, assez vaste, auquel j'ai procédé des archives du Profintern pour les années 1922-1930 m'a convaincu de leur extraordinaire richesse. Contrairement à ce qu'il en est pour d'autres organisations impulsées par le Komintern, telles que le Secours rouge, la Ligue contre l'impérialisme ou le mouvement Amsterdam-Pleyel, l'histoire du Profintern et de ses sections nationales est encore assez mal connue ¹. Durant sa première décennie, il s'agit pourtant de la plus puissante organisation de masse proche du Komintern, même si, à partir de 1930, le Profintern voit peu à peu son rôle s'étioler pour disparaître, de façon définitive, dans la plus grande discrétion en 1937. À travers, la lecture du *Bulletin* publié en quatre langues avec une grande fréquence (deux à trois fois par mois) par son Comité exécutif, ainsi que des documents rédigés à l'occasion des 2^e et 3^e sessions de ce même Comité exécutif, il est possible de suivre, avec toute la minutie nécessaire, les débats internes qui se déroulèrent au plus haut niveau de cette organisation et qui concernent le mouvement syndical du monde entier, de l'Afrique du Sud en passant par les pays Baltes, le Canada, l'Amérique Latine, sans oublier l'Extrême-Orient. Il y a là un matériau d'une richesse considérable qui permettra de prendre la mesure exacte de ce que fut le syndicalisme animé par des militants communistes. Non pas l'image, nécessairement embellie et passablement fallacieuse sans doute vis-à-vis de la réalité, que ce mouvement s'efforçait de donner de lui-même au monde extérieur, mais ce qu'il fut vraiment, quelles

1. Comme le dit R. TOSSTORF dans son article « The Red International of Labour Unions », où il recense notamment les travaux portant sur l'histoire de cette organisation (contribution *in The Communist International and its National Sections, 1919-1943*, sous la dir. de J. ROJAHN, Berne, P. Lang, 1996).

ont été ses forces et son implantation, quelles discussions l'agitèrent et quelles furent les difficultés auxquelles il s'est heurté. Pour ne prendre qu'un exemple, l'histoire de la CGTU reste encore à écrire aujourd'hui pour l'essentiel : cela est maintenant chose possible en raison de l'ouverture des archives du Profintem. À travers l'examen de ces archives, je voudrais apporter un premier éclairage sur le débat, bien oublié de nos jours, qui porta au sein de l'ISR sur « le syndicalisme à bases multiples ». Ce terme qui a disparu depuis longtemps déjà du vocabulaire syndical s'inscrit pourtant dans l'histoire lointaine du syndicalisme français et européen depuis la fin du siècle dernier et a eu des incidences au sein de la CGTU, de la CGT réunifiée en 1936, puis dans les années qui ont suivi la Libération.

LES ORIGINES LOINTAINES DU « SYNDICALISME A BASES MULTIPLES »

Nous ne savons pas à quelle date ni par qui fut forgée cette expression de « syndicalisme à bases multiples ». Cette notion traduit la volonté de mener l'action syndicale sur deux plans bien distincts, mais étroitement complémentaires : à côté de la fonction traditionnellement dévolue à l'organisation syndicale (prise en charge des luttes pour de meilleurs salaires et des conditions de travail plus décentes), le syndicalisme à bases multiples comporte également un volet assistantiel : il s'efforce en effet d'apporter aide et réconfort à ses adhérents hors des périodes de luttes. Un grave problème se pose en effet aux responsables syndicaux : comment retenir les adhérents au syndicat hors des moments forts, mais nécessairement limités dans le temps, que représentent les luttes ? Comment les conserver dans l'organisation quand ils ne sont plus mobilisés par l'action immédiate ? Ici se pose le problème du syndicat de service qui, de tout temps, a été un des points faibles du mouvement syndical français ¹. Afin de stabiliser leurs adhérents, les responsables syndicaux devront leur proposer toute une nébuleuse d'organisations susceptibles de répondre à leurs besoins quotidiens en période normale : caisses de solidarité et de secours, caisses de chômage, œuvres sociales et culturelles, sociétés de secours mutuels, associations et coopératives diverses, etc., bref des lieux de sociabilité très divers qui leur apportent plus que ce que peut seulement fournir un syndicat impliqué dans les luttes.

Il semble que cette notion de « syndicalisme à bases multiples » soit apparue au sein du mouvement syndical en Autriche dès la fin du XIX^e siècle et sans doute a-t-elle existé au même moment sous des formes assez analogues dans l'Allemagne bismarckienne. On la voit ensuite prônée au sein de la CGT dans les années 1909-1910 par des militants guesdistes qui y sont alors minoritaires : citons parmi eux V. Renard qui, lors du congrès d'Amiens de cette organisation tenu en 1906, avait défendu, mais sans succès, la thèse guesdiste de subordination du syndicat au parti. Dans une étude publiée en 1913,

1. M. PIGENET, « Prestations et services dans le mouvement syndical français (1860-1914) », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 51 spécial, *Syndicat et services*, 1993, p. 7-28.

Paul Louis affirme que « le régime des bases multiples s'est acclimaté par toute l'Europe ¹ », mais à aucun moment il ne démontre une telle affirmation. Si la notion de syndicalisme à bases multiples a été certainement mise en pratique, notamment en Belgique, il ne semble pourtant pas que ce terme y ait été alors employé ², pas plus qu'il ne l'a été en Grande-Bretagne. Par contre, il a rencontré un certain écho en Espagne où on en trouve trace dans l'organisation syndicale de certaines professions, ainsi que dans un article publié par ce même V. Renard dans *El socialista*, le journal du PSOE ³. Il s'agit donc d'une notion qui, de façon diffuse, a été présente dans des secteurs assez larges du syndicalisme européen avant la Première Guerre mondiale même si la réalité fut parfois plus souvent mise en œuvre que le mot ne fut lui-même utilisé ⁴.

LES DEBATS DANS L'ISR

Cette appropriation « espagnole » de la notion de « syndicalisme à bases multiples » avant 1914 explique très certainement pourquoi cette notion a pu influencer un responsable politique et syndical, né dans la Péninsule et qui a joué un rôle fort important, encore qu'assez mal connu à l'heure actuelle, dans l'histoire de l'ISR, Andrès Nin. Cet enseignant catalan, qui a adhéré au Parti socialiste espagnol en 1913 après avoir subi l'influence du syndicalisme-révolutionnaire, devient en 1918-1919 un des dirigeants de la CNT à Barcelone. Injustement accusé d'avoir participé à l'assassinat du Premier Ministre Eduardo Dato, il est alors contraint de rester en Union soviétique, adhère alors au Parti bolchevik et devient secrétaire adjoint de l'ISR aux côtés de D. Lozovsky. Il occupera cette responsabilité jusqu'à la fin 1927 ou le début de 1928 et a très certainement pesé d'un poids non négligeable dans l'histoire de cette organisation.

Lors de la III^e session du Comité exécutif de l'ISR tenu en mars 1926 ⁵, Nin s'attaque à un grave problème auquel est confronté la CGTU et qu'elle est loin d'avoir résolu : comment faire pour que cette confédération, ainsi qu'un certain nombre d'autres organisations existant dans l'Europe du Sud et en Amérique Latine, ne soient plus des « organisations passoires » ? Nin oppose le mouvement syndical des pays anglo-saxons de l'Europe du Nord, qui a su mettre sur pied un véritable syndicalisme de masse, à celui des pays latins (France, Espagne, Italie, Amérique Latine), où les organisations se caractérisent au contraire par leur fragilité, leur instabilité et, de façon générale, leur incapacité à retenir

1. P. LOUIS, « L'état présent du syndicalisme mondial », *Mémoires et documents du Musée social*, 1913, p. 167.

2. Ainsi est-il absent de l'étude de M. VERMOTÉ, *Santé. 75 ans d'union nationale des mutualités socialistes (1913-1988)*, Gand, AMSAB, 1988, 118 p.

3. V. RENARD, « Los sindicatos a bases multiples », *El Socialista*, n° 1121, 30 août 1907, p. 7.

4. Nous avons approfondi cette recherche dans le rapport que nous avons présenté avec S. KOTT et N. WHITESIDE sur « Le syndicalisme à bases multiples en Europe avant la Première Guerre mondiale » au colloque sur « L'invention des syndicalismes », Paris, octobre 1995 (à paraître).

5. A. NIN, « Le syndicalisme de masse dans les pays Latins », Archives du Profintern, CRCEDHC, Moscou, fonds 534-2-24, 9-15 mars 1926, p. 10-13 notamment.

leurs adhérents en dehors des période de luttes. Nin part de la constatation selon laquelle les communistes n'ont « pas de syndicats stables et de grands mouvements de masse » dans ces aires géographiques. Cette lacune s'explique par l'absence de concentration industrielle existant dans ces pays, ainsi que par les formes d'organisation syndicale que s'y est données la classe ouvrière. Cette analyse concerne au premier chef la CGTU, qui se voit ainsi mise sur la sellette par les instances dirigeantes de l'ISR.

Sur le plan de l'organisation, les faiblesses sont nombreuses. Aussi lorsque la classe ouvrière des pays latins se lance dans des luttes, parfois très violentes, elle ne dispose pour tout soutien que d'organisations bien fragiles, au nombre d'adhérents et aux moyens limités. Nin cite le cas de grèves engagées en Argentine avec un pourcentage de moins de 10 % d'adhérents de la branche professionnelle concernée et cette situation a également existé en Espagne ; cela n'a pas empêché les ouvriers de combattre, mais sans ces handicaps, les chances de succès eussent été beaucoup plus grandes. Au passage, Nin égratigne Monmousseau qui a su relever cette faiblesse caractéristique du syndicalisme français depuis ses origines mais à laquelle il s'est montré incapable de trouver des solutions. Il faut donc s'atteler à la construction de syndicats de masse puissants. Comment cela ? En créant des institutions « attachant les ouvriers aux masses ». En Europe centrale, les ouvriers sont beaucoup plus liés aux syndicats que dans les pays latins parce qu'ils « ont des intérêts qui les tiennent à leurs organisations ». Il faut donc réagir contre « les préjugés anarcho-syndicalistes » et constituer des caisses de grèves et de chômage, des caisses de secours mutuels et des coopératives, bref tout un réseau auquel s'attacheront les ouvriers et qui renforceront les syndicats. Contrairement à ce que prétendent les anarcho-syndicalistes, de telles œuvres ne constituent en aucun cas un danger en soi : selon A. Nin, elles ne sont nocives que lorsqu'elles sont abandonnées aux réformistes, qui les utilisent pour endormir la classe ouvrière, tandis que « dans nos mains, elles ne font que renforcer nos moyens de lutte contre le capitalisme ». Sans employer dans ce rapport le terme précis de bases multiples – mais on le trouve dans bien d'autres discussions de l'ISR concernant le mouvement syndical français durant ces années 1926-1927 – le secrétaire-adjoint de cette organisation en développe ici la philosophie avec une parfaite clarté. En conclusion, Nin appelle ses camarades syndicalistes français à dénoncer les dangers d'une politique sectaire, le fait que la CGTU et le PC puissent apparaître comme « étant la même chose ». Il reproche à la centrale française de ne pas s'occuper du tout des intérêts immédiats des ouvriers. Qu'elle abandonne son cours sectaire, qu'elle se transforme en une organisation de masse défendant leurs intérêts, et cette « tendance anarcho-syndicaliste » qu'il dénonce disparaîtra au plus vite. Ainsi est défendue en 1926 par l'un des principaux responsables de l'ISR une orientation assez proche de celle mise en pratique depuis longtemps déjà par des responsables syndicaux influencés par le guesdisme ou, pire encore, *horresco referens*, par des réformistes patentés tel A. Keufer. Il est également significatif de voir A. Nin faire une constatation analogue à celle formulée

quinze ans plus tôt par P. Louis et consistant à opposer le syndicalisme des pays latins à ceux d'Europe du Nord. P. Louis avait écrit en effet : « À coup sûr, il [le régime des bases multiples] se heurte à une opposition bien plus véhémente dans les pays latins que dans les contrées germaniques et scandinaves ¹. »

On ne doit évidemment pas surestimer l'importance de ce débat dans l'histoire de l'ISR et il convient également de le resituer dans son contexte. Il est mené au moment où l'ISR est influencée par la « période de glissement de centre-droit ² » suivie alors par le Komintern, et qui se répercute sur la ligne de l'ISR sous la forme de tentatives de rapprochement avec l'aile réformiste du mouvement syndical ³. Comme on le sait, la politique entérinée par le VI^e congrès de l'IC met fin avec une grande brutalité à cette orientation. De plus, cette analyse est développée par un responsable qui, très certainement, a été formé sur le plan politique et syndical par la connaissance qu'il a pu avoir du syndicalisme « à bases multiples » dans son pays avant la Première Guerre mondiale. Cette expérience, jointe à l'inclination vers les thèses de l'opposition de gauche trotskyste que, fort vraisemblablement, Nin manifeste au même moment ont sans doute contribué à une prise de distance de sa part vis-à-vis de la thèse défendue alors par les communistes, subordonnant le syndicat aux exigences du parti : on comprend mieux dans ces conditions pourquoi Nin a pu alors développer une vision quelque peu originale de l'action syndicale. La discussion sur le « syndicalisme à bases multiples » au sein de l'ISR dans les années 1926/1927 s'explique par le contexte exceptionnel dans lequel est alors placée cette organisation et au cours duquel intervient un de ses principaux responsables, lui-même plus ou moins oppositional : il y a là une conjonction de deux facteurs mais qui ne va pas durer et qui donne à cette discussion un caractère tout à fait particulier, empreint d'une incontestable brièveté.

LES CONSEQUENCES DANS LA CGTU ET LA CGT

Pourtant, en dépit de son caractère fugace, la discussion sur le syndicalisme à bases multiples devait avoir des incidences importantes, quoique bien méconnues encore de nos jours, dans l'histoire de la CGTU et de la CGT. On la retrouve lors du IV^e congrès national de la CGTU, tenu en septembre 1927 à Bordeaux, où la discussion sur le syndicalisme à bases multiples occupe le devant de la scène. Dans toute l'histoire de cette organisation, ce congrès est particulièrement important dans la mesure où, pour la première fois, il s'efforce à travers ce débat de penser véritablement un syndicalisme de masse ⁴. À partir d'un

1. P. LOUIS, « L'état présent du syndicalisme... », *art. cit.*, p. 167.

2. L. TROTSKY, *L'Internationale communiste après Lénine*, Paris, PUF, 1969, t. 1, p. 233.

3. M. DREYFUS, « 1924-1927 : un moment privilégié de l'histoire de l'ISR », in *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Ed. by M. NARINSKY and J. ROJAHN, Amsterdam, International Institute of Social History, 1996, p. 89-101.

4. Cf. CGTU, *Congrès national ordinaire. IV^e congrès de la CGTU.*, notamment p. 391-437, ainsi que S. WOLIKOW, « Le Parti communiste français et l'Internationale communiste (1925-1933) », thèse

rapport présenté par O. Rabaté au nom de l'ISR, le syndicalisme à bases multiples est longuement discuté, disséqué et analysé. Le contexte politique et social français favorise cette discussion : en effet, dans la perspective toute proche de mise en œuvre des Assurances sociales – des projets sont en chantier depuis 1919/1920 et la loi sera définitivement votée et mise en application en 1930 – des responsables de la CGTU s'interrogent sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la législation nouvelle. La CGTU va-t-elle persévérer dans son opposition à la législation future en reprenant des arguments, assez proches par leur philosophie, de ceux employés par la CGT vingt ans plus tôt à l'occasion de la mise en œuvre des Retraites ouvrières et paysannes (ROP) ? En définitive, à la suite du congrès, il est décidé en janvier 1928 la création d'une Caisse nationale syndicale de solidarité ouvrière (CNSSO) destinée à élargir les bases de l'intervention syndicale classique. Dès octobre 1927, A. Vassart rend compte de ces discussions devant les instances dirigeantes de l'ISR, et décrit avec minutie le fonctionnement de la future caisse tel qu'il est prévu dans ses moindres détails ¹. Mais peu après, ces initiatives sont, sinon complètement abandonnées, du moins très largement mises sous le boisseau : durant la période d'orientation classe contre classe, le syndicalisme « à bases multiples » risque par trop de succomber aux tentations du réformisme. Aussi lors du congrès national suivant de la CGTU en 1929, la CNSSO qui a été formellement constituée regroupe tout au plus... 1 800 adhérents ². Il semble bien qu'en réalité elle n'ait existé que sur le papier et qu'elle n'ait jamais fonctionné.

En dépit de ce changement d'orientation de la CGTU, le syndicalisme à bases multiples trouve assez rapidement un terrain d'application dans une de ses fédérations, celle des Services publics. Depuis 1933, au sein d'un Comité intersyndical des services publics de la région parisienne sont regroupés 150 000 agents ouvriers et employés des Services publics, de l'Assistance publique, des Services communaux, du Métropolitain ainsi que du gaz et de l'électricité ³. À partir de 1934, sous l'impulsion de syndicalistes communistes parmi lesquels Marcel Paul occupe déjà un rôle de premier plan, ce Comité crée un premier réseau d'œuvres sociales (dispensaire, service juridique, conseil de prud'hommes, coopérative, etc.). Il préfigure très largement ce que seront, après la Seconde Guerre mondiale, le Conseil central des œuvres sociales (CCOS) puis la Caisse

d'État, Université de Paris VIII, 1990, notamment les pages 605-611, « le congrès du syndicalisme de masse ».

1. Rapport de A. Vassart au Conseil exécutif de l'ISR après le IV^e congrès de la CGTU, CRCEDHC, 534-3-227.

2. *Bulletin d'information réservé au rapport d'activité... présenté au V^e congrès de la CGTU (Paris, 15-21 septembre 1929)*, p. 62.

3. *Historique sur la création des œuvres sociales du personnel ouvrier, employé et cadre des services publics, électricité et gaz de la région parisienne*, texte dactylographié auquel ont collaboré Marcel Paul, Clément Baudoin et Émile Loiseau, 14 p. Archives de la Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) d'EDF-GDF. Nous n'avons pu vérifier ce chiffre de 150 000 adhérents.

centrale d'activités sociales (CCAS) des agents d'EDF/GDF ¹. Ce qui est tout à fait atypique ici, c'est que ce type d'œuvres sociales qui, à l'évidence, s'inspire de la théorie du syndicalisme à bases multiples, est mis en place dès les années 1933/34, et donc nettement avant le Front populaire, qui sur ce plan introduit une rupture.

En effet à partir de 1936, sur la base des conquêtes sociales issues de la nouvelle législation ainsi qu'avec des moyens financiers accrus pour les organisations syndicales résultant de la hausse spectaculaire du nombre de leurs adhérents, d'autres fédérations de la CGT réunifiée, dirigées par des communistes, mettent sur pied des réalisations analogues à celle de la Fédération des services publics de la CGTU ; sans se situer toujours de façon explicite sur le terrain des « bases multiples », elles s'y rattachent néanmoins. Mentionnons tout particulièrement le cas de la Fédération, alors emblématique, des métallurgistes, qui passe de 50 000 adhérents début 1936 à 750 000 quelques mois plus tard, dont 225 000 pour la seule région parisienne. On imagine à la lecture de ces simples chiffres combien les ressources syndicales s'en trouvent en conséquence augmentées. Aussi cette fédération crée-t-elle son propre réseau d'œuvres sociales, en achetant un château à Vouzeron ², ainsi qu'un parc de loisirs à proximité de Paris pour permettre aux travailleurs d'y passer leurs loisirs et leurs week-ends. Elle dispose également des moyens nécessaires pour mettre sur pied une polyclinique des métallurgistes, la « clinique des Bleuets » à Paris. Un centre de rééducation professionnelle pour les chômeurs et la création de la Mutuelle des métallurgistes viennent compléter ce panorama des activités sociales de cette fédération ³. Ce sont certainement les métallurgistes qui, sous l'impulsion des militants communistes de la CGT réunifiée, sont alors à la pointe du développement des activités sociales, mais d'autres fédérations ont sans doute suivi cet exemple. Au même moment, quelques syndicalistes communistes commencent à créer des sociétés de secours mutuels comme le fait L. Molino avec la Caisse de prévoyance syndicale des deux sexes de Marseille et des Bouches-du-Rhône qui, fonctionnant sur le bénévolat, connaît un succès non négligeable jusqu'à la Seconde Guerre.

Comme on peut l'imaginer, cette dernière interrompt avec brutalité toutes ces expériences. Pourtant, elles ont eu le temps de jeter les germes de ce qui, au cours d'une

1. M. DREYFUS, « Les luttes sociales des électriciens-gaziers des origines à la Libération », in *Histoire de l'électricité en France*, publié sous la dir. de M. LEVY-LEBOYER et H. MORSEL, t. 2, Paris, Fayard, 1994, p. 291 ainsi que « Les activités sociales et culturelles des électriciens-gaziers », à paraître in *Histoire... op. cit.*, t. 3, 1996.

2. R. LUTTENAUER, « Vouzeron, château des métallos : une expérience vécue », *Cahiers de l'Institut de recherches marxistes*, n° 41, 1980, n° spécial sur la CGT et la culture.

3. B. FRACHON, *De Toulouse à Nantes. Deux ans d'activités confédérales au service de la classe ouvrière*. Conférence faite devant les militants du syndicat des métaux de Paris, 7 juillet 1938, édité par l'Union syndicale de la métallurgie parisienne. Cf. également P. DESROCHE, *Travailleurs mutualistes. La Mutuelle familiale des travailleurs de la région parisienne, 1936-1980*, Paris, Éd. de la Mutuelle familiale, 1983, 288 p.

troisième étape, va être réalisé à beaucoup plus grande échelle à partir de la Libération, notamment dans le cadre de la législation nouvelle sur les comités d'entreprise. Au sein de ces derniers, les communistes s'investissent alors assez largement ¹, même s'il subsiste chez certains d'entre eux quelques préventions anciennes vis-à-vis de ce type d'intervention. Il semble bien que le terme de syndicalisme à bases multiples ait été alors abandonné et qu'il ait disparu du vocabulaire syndical. On ne saurait traiter ici de l'histoire – qui, elle aussi, reste très largement à écrire – de l'activité des communistes dans les comités d'entreprise, la gestion de la Sécurité sociale et le développement d'une organisation mutualiste, mise sur pied par des militants de la CGT à partir de 1959, la Fédération nationale des mutuelles ouvrières (FNMO), ancêtre de l'actuelle Fédération des mutuelles de France ². Qu'il suffise de dire que des réalisations importantes, telles que le Comité d'entreprise Renault, ou celui du Métro ³, la CCAS et bien d'autres, où la CGT est majoritaire avant comme après 1948, ont leurs origines lointaines dans le syndicalisme à bases multiples, même si, répétons-le on ne trouve plus guère trace de ce terme à partir de cette époque. Dans une certaine mesure pourtant, cette notion est devenue réalité. On voit donc que ce débat n'est pas resté lettre morte et qu'à travers trois étapes – 1933-1934 dans la Fédération CGTU des Services publics, 1936 et 1945 – il a fortement marqué le visage du mouvement syndical.

CONCLUSION

Pour en revenir aux archives du Profintern, en définitive que nous apprennent-elles ? Tout naturellement, elles nous font, en premier lieu, accéder à la vie interne de cette organisation, nous permettant de suivre ses débats et de mieux connaître ses méthodes de fonctionnement. Ainsi est-il possible de repérer le décalage entre l'image que l'organisation veut donner d'elle-même et la réalité qui est la sienne. Sur ce plan, les archives du Profintern sont assez comparables à celles d'autres organisations, à commencer par celles du Komintern, compte tenu néanmoins du fait que l'histoire de l'ISR est beaucoup moins connue que celle de l'IC. À partir de l'exploitation de ces archives, nous en saurons également beaucoup plus sur les responsables de l'ISR ainsi que sur les relations (de dépendance ou d'autonomie ?) de cette organisation avec l'IC. Bien évidemment enfin, ces archives sont indispensables à toute histoire future de la CGTU et, sur tous ces plans, le voyage à Moscou s'impose.

1. A. LEMENOREL, « Les comités d'entreprise et le social : paternalisme, néo-paternalisme, démocratie, 1945-1990 », in *De la charité médiévale à la Sécurité sociale*, sous la dir. de A. GUESLIN et P. GUILLAUME, Paris, Éd. Ouvrières, 1992 ; R. TREMPE, J.-M. LETERRIER, *Construire. Protection sociale et activités culturelles*, Montreuil, CCAS, 1994.

2. Y. SAINT-JOURS, M. DREYFUS, D. DURAND, *La Mutualité. Histoire, droit, sociologie*, Paris, LGDJ, 1990, notamment p. 137-141.

3. I. PRUVOST, « Les œuvres sociales aux origines de la RATP », Mémoire de maîtrise, Univ. Paris I, 1994, 234 p.

Pourtant, il ne faut pas céder à la fascination selon laquelle un seul gisement d'archives donnerait des réponses à toutes ces questions. Et ceci quelle que soit sa richesse. Nous avons en effet constaté que le débat sur le syndicalisme à bases multiples a une histoire fort ancienne, qui remonte aux années de formation du syndicalisme européen. De l'Autriche, et peut-être de l'Allemagne, en passant par la Belgique, la France et l'Espagne, nous voyons cette notion se répandre un peu partout en Europe avant la Première Guerre mondiale. Nous nous sommes efforcé de reconstituer le biais par lequel, à la faveur d'un concours de circonstances exceptionnelles, elle circule ensuite au sein de l'ISR, puis de l'une de ses principales sections nationales, la CGTU. Ce débat dont l'importance reste à mieux cerner – a-t-il été mené dans des fractions syndicales d'autres pays ? – éclaire sous un jour nouveau un moment important de l'histoire de ces deux organisations, et apporte également des éléments suggestifs sur l'épisode sans doute le plus mal connu encore de la biographie d'A. Nin. À partir de l'examen de la notion de syndicalisme à bases multiples s'ouvrent donc plusieurs perspectives stimulantes sur le plan historiographique.

Ma dernière remarque concernera les archives, question centrale de ce colloque. La richesse, le caractère incontournable des archives du Profintern ont été suffisamment soulignés ici pour qu'il soit permis d'ajouter que les recherches futures, y compris sur cette question, ne sauraient se limiter à Moscou. Pour reconstituer la genèse du syndicalisme à bases multiples, il a fallu interroger les mouvements syndicaux de plusieurs pays européens avant la Première Guerre mondiale, s'intéresser à l'histoire du Parti ouvrier belge comme de la CGT avant 1914 et de l'UGT espagnole dans les années 1900-1920. Pour voir quelle a été ultérieurement la destinée du syndicalisme à bases multiples, il a fallu ensuite reconstituer l'histoire de plusieurs fédérations de la CGTU et de la CGT réunifiée après 1936 et à la Libération. La recherche dans les archives du Profintern eût été inévitablement incomplète, voire mutilée, si elle ne s'était accompagnée d'une démarche analogue et complémentaire au Musée social à Paris, dans les archives de la CGTU (notamment sa Fédération des services publics) et de la CGT, ainsi que dans celles de la Caisse centrale d'activités sociales et de plusieurs comités d'entreprise. C'est dire que si toutes les recherches futures sur l'histoire du syndicalisme à bases multiples, ainsi que de bien d'autres aspects de l'histoire du mouvement syndical, devront à un moment ou à un autre se faire à Moscou, elles ne devront pourtant en aucun cas s'y limiter : quelle que soit sa richesse, le gisement qui vient depuis peu de s'ouvrir aux chercheurs est un gisement parmi d'autres fonds, dont il est également tributaire et dont il ne peut être dissocié. Il faut aller à Moscou, mais aussi à Paris, Amsterdam et en bien d'autres lieux. L'archipel des archives, qui forme un tout, ne saurait être fractionné.

Michel DREYFUS
CNRS-URA 1738

LE PARTI COMMUNISTE BRITANNIQUE VU DE MOSCOU OU DE LONDRES AU TEMPS DU KOMINTERN

Comme les autres partis communistes, le PC britannique se constitua sous l'inspiration de la révolution russe d'octobre 1917 en préconisant aussi une révolution de type soviétique. Mais contrairement aux principaux PC de l'Europe continentale, il est né non d'une scission dans le parti ouvrier de masse mais de la fusion de plusieurs petites organisations marxistes ou quasi marxistes. L'intervention politique et financière de Moscou a joué un rôle sans doute décisif dans la constitution en 1920-21 du nouveau parti et allait continuer à exercer une influence très importante sur lui dans les années à venir. « À cause de la situation mondiale actuelle [déclara le V^e congrès du Komintern en 1924] l'Angleterre avec ses possessions joue en général le premier rôle dans toutes les questions internationales. Il s'ensuit que le Parti communiste britannique acquiert une plus grande importance ¹. » De cela découlaient des conclusions aussi bien politiques que matérielles. Les innombrables débats, thèses et résolutions sur « la question anglaise » témoignent de l'importance accordée au Parti communiste de la Grande-Bretagne (PCGB), que le petit nombre de ses membres rendait, selon Zinoviev, « le talon d'Achille dans la politique internationale ² ». C'est en tenant compte de « l'importance de la situation politique en Grande-Bretagne dans ses rapports avec les problèmes de l'impérialisme mondial et du travail de l'Internationale Communiste » que la Commission britannique du Comité exécutif de l'IC de la fin de 1924 recommanda à la Commission budgétaire de « reconsidérer l'allocation financière au Parti communiste britannique ³ ». Et, en effet,

1. J. DEGRAS [dir.], *The Communist International 1919-1943*, t. 2, *Documents*, London, 1971, p. 154.

2. CRCEDHC (en russe RTsKhIDNI), 495-38-1.

3. *Ib.*, 495-38-5.

l'allocation financière fut augmentée de 5 000 £ en 1924 à 16 000 £ en 1925 (dont 4 000 £ pour subventionner l'hebdomadaire de gauche, le *Sunday Worker*)¹.

Politiquement, le problème principal pour le PC britannique durant toute son existence resta comment se conduire à l'égard du Parti Travailleur appuyé sur des syndicats ayant des millions de membres, dont le réformisme correspondait au niveau de conscience de la classe ouvrière britannique. Tous les dirigeants du Komintern ont surestimé les possibilités révolutionnaires en Occident, et surtout en Grande-Bretagne. Même Staline, d'habitude plus circonspect sur ces questions, a parlé en 1925 de « la croissance d'une disposition révolutionnaire parmi les ouvriers en Grande-Bretagne² ». La grève générale, qui dura neuf jours l'année suivante, a en effet montré la différence entre un militantisme ouvrier industriel (conscience « trade-unioniste »), qui se manifesta à un haut degré, et une disposition révolutionnaire qui faisait défaut en dépit de l'acceptation de la part d'un Trotsky critique du fait que « l'activité révolutionnaire du parti fut dans son ensemble à un niveau raisonnablement élevée³ ». La profondeur des racines du réformisme et des soi-disant « illusions constitutionnelles » de la grande masse des ouvriers britanniques, et pas seulement d'une « aristocratie ouvrière », était mal appréciée. L'IC faisait preuve de volontarisme en affirmant constamment que la situation était favorable au développement d'un parti révolutionnaire de masse et en expliquant son absence par une mise en application défectueuse de la ligne du Komintern par le PCGB. Contrairement à ses propres espérances et à un degré supérieur à celles de l'IC, le PC britannique est toujours resté un petit parti révolutionnaire dans une situation non-révolutionnaire. De 2 500 membres en 1920-21, il n'en avait que 18 000 en 1939, et arriva à son chiffre le plus élevé de 56 000 adhérents en 1942. Pourtant, grâce à des campagnes dynamiques pour des revendications politiques et économiques ponctuelles, il a souvent réussi à influencer des milieux, surtout ouvriers, bien plus nombreux que ses adhérents et son soutien électoral très limités. Dans la seconde moitié des années 30 il est parvenu à augmenter son influence non seulement dans les syndicats, mais aussi dans les milieux intellectuels et parmi les professions libérales.

À la différence de la plupart des autres sections de l'IC, la direction du PC britannique a conservé, des décennies durant, une stabilité exceptionnelle. Elle était constituée surtout par des ouvriers qualifiés, comme le chaudronnier Pollitt et le métallo Gallacher, qui s'étaient distingués comme des dirigeants habiles, honnêtes et respectés dans des luttes socialistes et syndicales déjà avant et durant la Première Guerre mondiale. Quoique fiers d'appartenir à l'IC et s'identifiant à l'Union soviétique (où « les ouvriers comme moi ont le dessus » disait Pollitt), les leaders aussi bien que la base du Parti n'étaient nullement

1. Communist Papers, HMSO, Londres, 1926, p. 57, 62.

2. J. STALIN, *Works*, t. 7, Moscou, 1954, p. 13.

3. *Leon Trotsky on Britain*, Londres, 1973, p. 252.

portés à accepter sans question les conseils et les instructions de Moscou quand ceux-ci leur semblaient être en contradiction avec leur propre expérience sur le plan britannique.

Sur le plan culturel et personnel on peut constater une certaine dissonance et un certain manque de compréhension entre les dirigeants ouvriers du PCGB et les apparatchiks du Komintern. Lorsque les principaux dirigeants communistes britanniques, malgré des désaccords politiques entre eux, défendirent leur parti contre les attaques de Manouïlsky au X^e plénum du CE de l'IC en 1929, l'Écossais J.R. Campbell dit à ce dernier : « Ce n'est pas dans la tradition du PCGB de diviser le Parti en boucs et brebis... en ceux qui défendent le Parti et ceux qui ne le défendent pas. Tous sont unis dans un ardent désir d'appliquer la ligne générale. » Et Manouïlsky de répliquer : « Je ne connais pas l'usage britannique. Il se peut qu'il en soit ainsi. Mais je vais demander à nos amis britanniques : quand vous aurez la révolution dans votre pays, il sera peut-être nécessaire d'amputer des têtes. » Les communistes britanniques étaient « une société de grands amis » que le dirigeant du Komintern compara défavorablement avec les communistes allemands qui « attaquent la moindre déviation sans exception pour personne ¹ ». Les Britanniques avaient souvent des difficultés à pénétrer le sens des longues instructions rédigées à Moscou dans une langue de bois Kominternienne. L'ancien dirigeant du PCGB, J.T. Murphy, m'a dit qu'en recevant des matériaux pareils Harry Pollitt les lui donnait en disant : « Vois ce que tu peux tirer de compréhensible de ça. »

Une dialectique s'opère entre le pôle de l'Internationale et le pôle national, que l'on peut suivre dans les vicissitudes des débats au sommet dans les archives du Komintern. En général les communistes britanniques étaient prêts à faire confiance à Moscou et à soutenir la direction du PCUS sur les questions russes. Donc pas d'opposition trotskyste dans le PC britannique dans les années 20. Mais dès lors qu'il s'agissait d'affaires touchant directement à la Grande-Bretagne ou à l'Empire britannique, on voit ses représentants mener de dures luttes politiques dans les « commissions anglaises » de l'IC et ailleurs. En fin de compte il accepte la ligne de l'IC, mais essaye parfois d'en infléchir l'application.

En août 1926, suite à la grève générale, il y eut un âpre débat dans le Présidium du CE de l'IC entre Staline et J.T. Murphy qui transmit une protestation du PCGB à propos de la violence d'une attaque lancée par la direction des syndicats soviétiques contre le TUC britannique ². Deux ans plus tard, au VI^e congrès du Komintern, on vit la majorité de la délégation du PCGB, aussi bien que le représentant de l'IC en Grande-Bretagne, Petrovski, s'opposer à la résolution sur la question nationale et coloniale parce qu'elle ne correspondait pas à l'analyse de la situation en Inde, dont des communistes britanniques avaient fait une étude particulière. Les délégués britanniques protestèrent contre l'attitude peu fraternelle envers leurs critiques dans un « débat singulier » où « tant d'orateurs

1. *International Press Correspondence*, Vienne, v. 9, n° 53, 25 sept. 1929, p. 1139-1140.

2. J. STALIN, *op. cit.*, t. 8, Moscou, 1954, p. 205-214 ; J.T. MURPHY, *New Horizons*, Londres, 1942, p. 226-229.

semblent ignorer quelle était la question en discussion ¹ ». Cette unique opposition dans une période où l'expression de telles opinions dissidentes était déjà très mal vue à un congrès de l'IC indique la position particulière qui distinguait le PCGB.

À la fin de 1927 les premières tentatives avaient été faites par Moscou pour remplacer la ligne traditionnelle du PCGB de soutien critique à un gouvernement travailliste par une opposition tous azimuts au Parti travailliste désigné comme « troisième parti capitaliste », et qui devait bientôt être dénoncé comme « social-fasciste ». Pollitt revient d'une visite à Moscou et raconte au Comité Central de son parti comment, sous la pression surtout de Staline et de Boukharine, il en est arrivé à adhérer à la nouvelle ligne dite de « classe contre classe ». Mais la majorité du Comité Central s'y oppose par 16 votes à 6. La bataille continue dans la « Commission anglaise » au IX^e plénum du CE de l'IC où Campbell et Gallacher défendent la ligne de leur Comité Central. Ils sont finalement contraints de s'incliner. (Il serait intéressant de comparer l'expérience de la Commission anglaise avec celle de la Commission française au même plénum, où un tournant analogue fut imposé.) Deux années (1928 et 1929) et deux congrès (en 1929) durant, une campagne virulente est menée contre un prétendu « danger droitier » dans le parti tandis que la nouvelle ligne de la « troisième période » est mise en place. Elle amène une perte d'adhérents désastreuse. Mais déjà fin 1931 et début 1932, Pollitt réussit à faire accepter à l'IC et à son parti une inflexion de sa politique surtout à l'égard des syndicats quoiqu'en restant toujours dans le cadre de la ligne générale de la « troisième période ».

La transition décidée par le Komintern de la stratégie de la « troisième période » à celle des fronts unique et populaire, effectuée entre 1933 et 1935, a été très bien accueillie par le PC britannique, qui en a profité pour développer ses propres initiatives dans un travail de masse antifasciste, et pour augmenter le nombre de ses adhérents. Pollitt recommande que l'IC aille plus loin dans le chemin de l'unité, comme le montrent ses interventions aux séances du Présidium du CE de l'IC accessibles dans les archives du Komintern. Durant cette période, le PC britannique voit une concordance entre la ligne stratégique de l'IC et les exigences nationales. Mais Pollitt écrit à Moscou en 1937 en démontrant que les arrestations et exécutions en URSS rendent « extrêmement difficiles » les démarches pour l'unité avec le Parti Travailliste, avec lequel « nos discussions n'aboutissent à rien ² ». Tout en défendant les procès de Moscou, Pollitt protesta en 1937-38 si fort auprès de Dimitrov contre l'arrestation de la communiste d'origine britannique Rose Cohen, qu'il savait innocente, que Moscou souleva la question de son remplacement comme secrétaire général du parti ³. Quand Dimitrov lui demanda en 1937 de rédiger un rapport sur l'ancien représentant du Komintern Petrovski, qui venait d'être arrêté à Moscou, Pollitt écrivit que c'était « un de mes amis les plus chers » et qu'il s'était acquitté de ses responsabilités

1. *International Press Correspondence*, v. 8, n° 74, 25 oct. 1928, p. 1420.

2. CRCEDHC, 495-74-36.

3. R.Palme DUTT, *Times Literary Supplement*, 5 mai 1966 ; CRCEDHC, 495-74-39.

politiques d'une façon exemplaire. Son arrestation fut « un des plus grands chocs de ma vie ¹ ». Un document rédigé en janvier 1939 par le département des cadres du Komintern nota avec désapprobation que Pollitt et nombre d'autres dirigeants nationaux du PCGB « avaient eu jadis des rapports avec des ennemis du peuple et en certains cas ont actuellement des rapports avec des gens politiquement douteux ² ». Depuis quelque temps le NKVD préparait la fabrication d'un procès (qui n'eut jamais lieu) où Pollitt devait être le principal accusé, pour avoir recruté de nombreux militants du Komintern au profit de l'Intelligence Service britannique ³ !

Durant la période 1933-1939, le contact régulier entre le PCGB et l'IC fut maintenu non par des représentants du Komintern en Grande-Bretagne, mais par des représentants politiques du PCGB auprès du Komintern, lesquels étaient des membres éprouvés du Comité Central, et un ou deux *referenty* également envoyés à Moscou. Dans les archives du Komintern on peut lire les lettres entre Pollitt à Londres et les représentants du PCGB à Moscou (surtout Page Arnot et, plus tard, Campbell). Ces derniers transmettaient l'avis de l'IC au secrétaire général britannique, qui à son tour transmettait son point de vue, ses soucis, ses expériences et ses critiques à Moscou. Ces lettres, aussi bien que la correspondance directe de Pollitt avec Dimitrov et les notes de leurs discussions, montrent l'existence d'une communication dans les deux sens entre Moscou et Londres, bien que ce fût certainement entre partenaires inégaux.

En septembre et octobre 1939 il y eut de dramatiques débats au Comité Central du PCGB. Trois des quatre membres britanniques du Comité Exécutif du Komintern (Pollitt, Gallacher et Campbell) s'opposèrent au renversement stalinien de la ligne de soutien critique pour la guerre contre l'Allemagne nazie. L'exception fut Palme Dutt, qui se voulait toujours le grand prêtre de l'orthodoxie Kominternienne. Pendant un demi-siècle, les circonstances de ce revirement politique furent tenues secrètes. Dans un article de mai 1940 Palme Dutt a écrit que le sténogramme de ces débats pourrait être publié « après que la classe ouvrière aura gagné le pouvoir et que les archives pourront être ouvertes ⁴ ». C'était un peu excessif, et heureusement on n'a pas dû attendre si longtemps ! Au nom de la direction du PCGB j'ai rendu visite en 1987, au temps de la *glasnost* naissante, à Smimov, alors directeur de l'Institut du marxisme-léninisme à Moscou. Il m'a autorisé à voir les archives des instances dirigeantes du Komintern pour la période du début de la guerre. En plus, le PCGB reçut sur microfilm le sténogramme des débats de son comité central qu'il avait envoyé à Moscou 50 années avant – et dont des copies n'étaient restées en Angleterre qu'aux archives privées de la MI 5 (le service de renseignement intérieur britannique) ! Ce sténogramme récupéré que nous avons publié dans notre livre *About*

1. *Ib.*, 495-74-34.

2. *Ib.*, 495-14-265.

3. A. VAKSBERG, *Hôtel Lux*, Paris, 1993, p. 228-232.

4. R.P. DUTT, *Papers, 1939-1940*, Londres, British Library, CUP, 1262, K4.

Turn ¹, montre la ténacité de l'opposition contre la nouvelle ligne stalinienne transmise de Moscou. Se retrouvant finalement en minorité au CC, Pollitt et Campbell ont pourtant voté contre la ligne de l'IC et ont tenu bon encore six semaines avant de céder et de faire leur autocritique. « Sans avoir vécu ce temps-là, » m'a dit Campbell bien des années plus tard, « tu ne peux pas comprendre quelles étaient les pressions pour nous convaincre que la ligne de l'Internationale et de l'Union soviétique était correcte, comme nous l'avions fait avant pour les procès de Moscou ». Ce qui était inattendu dans cette période de l'apogée du stalinisme c'était de voir le secrétaire général (nommé à ce poste en 1929 comme stalinien sûr) et deux autres leaders des plus éminents d'un parti communiste s'opposer aux instructions de l'IC avec énergie, force et logique. Ce fait, unique dans le mouvement communiste international à cette époque, ne peut s'expliquer que par la spécificité du PC britannique, par le degré d'autonomie – quoi que bien plus limitée que dans les années 20 – dont il avait pu jouir pendant la période précédente, et par la personnalité et le sincère attachement de ces dirigeants à la politique antifasciste conséquente qu'ils avaient poursuivie. Ils vont essayer à nouveau d'orienter leur parti dans le même sens en juin 1940 après la capitulation de la France ². Mais, tout en infléchissant dans cette période sa ligne sur la guerre, le PCGB ne s'éloigne pas des grandes lignes de la politique de l'IC, qui continue à lui envoyer, quoique irrégulièrement, des télégrammes chiffrés sur des questions de politique, d'organisation et de personnel. Le 2 janvier 1941 Dimitrov lui fait savoir que « nous considérons comme correcte la ligne fondamentale du Parti britannique ³ ».

Le PCGB ne commencera à apporter son plein soutien à la guerre contre l'Allemagne nazie qu'après l'attaque de l'URSS. Son Bureau Politique fut unanime le 22 juin 1941 à déclarer sa solidarité avec la lutte de l'Union soviétique et à demander « une victoire populaire sur le fascisme ». Mais la majorité du BP préconisa la continuation de la campagne pour un « Gouvernement Populaire » en lieu et place de celui de Churchill. Deux jours plus tard le Secrétariat du CE de l'IC lui envoya un message qui critiqua ses « positions incorrectes ». Surtout, insistait-il, « demander dans la situation actuelle le remplacement du gouvernement Churchill par un Gouvernement Populaire amène de l'eau au moulin des éléments pro-hitlériens et anti-soviétiques en Angleterre ⁴ ». Une rectification fut faite qui correspondait à la position de la minorité au BP emmenée par Harry Pollitt ⁵, lequel se vit

1. F. KING/G. MATTHEWS, *About Turn. The British Communist Party and the Second World War. The Verbatim Record of the Central Committee Meetings of 25 September and 2-3 October 1939*. (Introd. de M. Johnstone), Londres, Lawrence & Wishart, 1990, 318 p.

2. Voir ma communication, « The CPGB, the Comintern and the War 1939-1941. What We Know and What We still Need to Know », à la conférence, « Opening the Books », Manchester, 1994, à paraître dans *Science and Society*, New-York, v. 61, n° 1, printemps 1997.

3. CRCEDHC, 495-184.

4. *Ib.*, 495-18-1335.

5. Notes personnelles de Harry Pollitt, 5 août 1959, sur 1939-1941, dans l'archive du PCGB.

réélire par son Comité Central au poste de secrétaire général dont il avait été destitué en octobre 1939 à cause de son désaccord avec l'IC. Quoique le Komintern continuait jusqu'à sa dissolution en juin 1943 à envoyer des messages au PCGB, c'était la dernière fois qu'il intervenait pour effectuer un changement dans la ligne politique de ce dernier.

Monty JOHNSTONE
LONDRES

LA DIRECTION STALINIENNE ET LE KOMINFORM : QUELQUES REFLEXIONS SUR LA CONFERENCE DE 1947

Dans ma communication je voudrais m'arrêter sur un des aspects les plus controversés de la fondation du Kominform, en septembre 1947, celui de la conduite et des objectifs soviétiques, à la lumière des nouveaux matériaux d'archives qui sont maintenant à disposition des spécialistes. La documentation qui peut être examinée dans les archives russes ne fait pas la pleine lumière sur les processus décisionnels de la direction soviétique en matière de politique étrangère dans l'après-guerre. En particulier, nous ne sommes pas à même de connaître la pensée et le point de vue de Staline. Les papiers d'archives que nous possédons montrent uniquement avec clarté que son rôle était prééminent dans les décisions finales : dans le cas du Kominform, Jdanov soumit à Staline les documents préparatoires les plus importants de la première et de la deuxième conférences, évidemment dans l'attente d'indications et d'approbations ; de plus, Staline fut informé de manière systématique par les délégués soviétiques sur le cours des travaux des deux conférences, par l'envoi journalier à Moscou de télégrammes chiffrés ; enfin, nous savons qu'il présida les travaux de rédaction de la Déclaration de la première conférence, à laquelle il apporta des corrections de sa main ¹. Nous ne connaissons ni les interventions de l'autocrate sur les documents préparatoires des conférences, ni ses directives et ses réponses aux télégrammes. Aujourd'hui nous pouvons toutefois faire des observations pour confirmer ou démentir les hypothèses principales qui ont dominé dans l'historiographie occidentale. L'hypothèse que je voudrais discuter ici est celle qui voit dans

1. *The Cominform. Minutes of the Three Conferences 1947/1948/1949*, ed. by G. PROCACCI, co-ed. G. ADIBEKOV, A. DI BIAGIO, L. GIBIANSKII, F. GORI, S. PONS, *Annali* Fondazione Feltrinelli, Anno XXX (1994), Milano, 1994.

la fondation du Kominform un défi ouvert à l'Occident, lié à la conviction soviétique de l'inévitable ouverture d'une phase de conflictualité ¹. Dans certains cas, il est lié à une deuxième hypothèse : ce défi servait en réalité à la domination, à l'intérieur du pouvoir soviétique, d'une tendance militante et offensive, encline à seconder les orientations radicales des Yougoslaves ². Selon nous, ni le premier, ni le second point de vue ne sont confirmés par la documentation que nous possédons. Celle-ci nous semble plutôt appuyer l'opinion que le pas fait avec la fondation du Kominform fut conçu à Moscou plus comme la reprise en main des partis communistes, à commencer par ceux de l'Orient, et comme une réponse au « plan Marshall », que comme l'énonciation d'un projet offensif, même si les prémisses politiques et idéologiques d'un tel pas de la part des soviétiques étaient considérables ³. De plus, l'ambiguïté de la conduite des dirigeants soviétiques paraît beaucoup plus évident que leur cohérence internationaliste supposée, à commencer par Andrej Jdanov lui-même ⁴. Dans le même temps, la figure de ce dernier paraît en effet investie d'une autorité considérable, et cela porte à accroître plutôt qu'à dissoudre les interrogations sur son rôle dans la scène nébuleuse de la politique étrangère et de la politique intérieure de l'URSS dans l'après-guerre ⁵.

Aujourd'hui nous savons que dans la phase préparatoire de la conférence de fondation du Kominform, le pouvoir soviétique eut des incertitudes et des fluctuations à propos de l'organisation des travaux et surtout du rapport sur la situation internationale ⁶. La proposition de faire un tel rapport était déjà évoquée dans un mémorandum envoyé le 15 août à Jdanov par le responsable de la Section de politique étrangère du Comité Central du parti communiste soviétique, L. Baranov ⁷. Mais la décision de faire le rapport fut prise probablement à la suite du mémorandum envoyé par Jdanov à Staline début septembre, qui, beaucoup plus affirmatif, prévoyait d'attribuer à la délégation soviétique le thème de la situation internationale, et éventuellement à un polonais celui de la « coordination » de l'action des partis communistes ⁸. Dans ce texte on modifia aussi quelques points essentiels du rapport, envisagés dans le mémorandum de Baranov : en particulier, Jdanov

1. Parmi de nombreux historiens occidentaux, voir par exemple, M.D. SHULMAN, *Stalin's Foreign Policy Reappraised*, New York, 1969, p. 15-16, 52.

2. G.D. RA'ANAN, *International Policy Formation in the USSR : Factional "Debates" During the Jdanovshchina*, Hamden, 1983.

3. A. ULAM, *Storia della politica estera sovietica*, Milano, 1970, p. 658 ; D. YERGIN, *Shattered Peace. The Origins of the Cold War and the National Security State*, London, 1980, p. 326.

4. R. CRAIG NATION, *A History of Soviet Security Policy. 1917-1991*, Ithaca and London, 1992, p. 175 sq.

5. La question du rôle de Jdanov dans la politique étrangère et dans la politique intérieure soviétique de l'après-guerre a été abordée surtout par W.O. McCAGG Jr., *Stalin Embattled. 1943-1948*, Detroit, 1978.

6. Pour une reconstitution systématique de la phase préparatoire, cf. A. DI BIAGIO, « The Establishment of the Cominform », in *The Cominform*, op. cit., p. 11-34.

7. CRCEDHC, f.575, op.1, d.3, l.1-3.

8. CRCEDHC, f.77, op. 3, d.90, l.1-15.

ajouta la « critique » des communistes occidentaux et, au contraire, omit toute référence à la question allemande. Dans la documentation même dont il s'occupa personnellement, à savoir le mémorandum en question et les versions préliminaires du rapport, des critiques à l'adresse des partis tchécoslovaque et yougoslave apparurent et furent ensuite enlevées. De plus, la très célèbre thèse des « deux camps », un trait distinctif de son rapport à la conférence, n'apparaissait pas dans les premières versions du document, mais dans une phase plus avancée de la préparation ¹. Dans l'état actuel de la documentation, il n'est pas possible de distinguer la contribution de Staline de celle de Jdanov à la préparation du rapport, ni d'établir avec certitude, en particulier, la paternité de la thèse des « deux camps » ; même si l'ampleur des versions de la main de Jdanov nous porte à penser que son rôle ne fut pas celui d'un simple exécutant. De toute façon, ce qu'il faut remarquer c'est le caractère relativement incertain des aspects et des termes essentiels du document jusqu'à une phase avancée de son élaboration. Autrement dit, les matériaux d'archives montrent que le Kominform ne fut pas fondé sur la base d'un plan préétabli depuis longtemps et que, dans une certaine mesure, son profil politique fut improvisé en moins d'un mois.

Cela ne signifie pas, comme nous l'avons vu, que le scénario de la conférence de Szklarska Poreba n'ait pas été préparé à l'avance par les soviétiques, afin d'éluider et de surmonter les résistances à prévoir de la part des autres partis, qui en effet surgirent et qui furent particulièrement fortes du côté polonais ². Ce scénario ne correspondait pratiquement pas à celui que Staline lui-même avait concocté avec Gomulka, au moment de lancer la conférence ³, et qui prévoyait d'attribuer à ses travaux un sens beaucoup plus comminatoire pour tous les participants. Toutefois, même dans la réalisation du tour de vis préparé à l'avance, les manœuvres des soviétiques n'apparaissent pas complètement limpides. Le 23 septembre, avant que Malenkov formulât officiellement la proposition sur la seconde phase de la conférence, la délégation soviétique envoyait un message à Staline comportant l'affirmation que « il est évident que tous les délégués soutiennent notre proposition sur la nécessité d'inclure dans le programme des travaux de la conférence le rapport sur la situation internationale et le rapport sur la coordination des activités des partis communistes ⁴ ». Le 25 septembre, Jdanov eut une conversation téléphonique avec Molotov, en marge de laquelle il fit cette annotation : « l'Informburo est nécessaire. On ne peut procéder sans des fonctions de coordination ⁵ ». Mais deux jours après, il envoya à Staline un télégramme formulé comme suit : « nous avons reçu votre directive sur l'attribution à l'Informburo des fonctions de coordination. Il faut remarquer que dans leurs

1. Cf. L. GIBJANSKIJ, « Kak voznik Kominform. Po novym arkhivnym materialam », *Novaja i Novejsaja Istorija*, 1993, p. 131-52.

2. *Ibid.*, p. 149-50.

3. Cf. G.M. ADIBEKOV, *Kominform i poslevoennaja Evropa*, Moskva, 1994, p. 23-24.

4. CRCEDHC, f. 77, op. 3, d.92, l.11.

5. CRCEDHC, f.77, op.3, d.93, l.50.

interventions et conversations toutes les délégations se sont exprimées pour la coordination ¹ ». On peut penser que ces fluctuations furent liées aussi aux contacts informels qui s'étaient tissés dans les coulisses des travaux officiels. Dans cette évolution, à juger par la documentation en notre possession, les délégués soviétiques agirent tout en gardant un contact étroit avec Moscou. À la fin, ils considèrent comme dépassées les résistances des autres partis et optèrent pour la plus importante des deux solutions envisagées au préalable, sur la base de considérations que nous ne connaissons pas et avec la bénédiction de Staline. Il faut tenir compte du fait que ces solutions étaient déjà présentes dans les documents préparatoires de la conférence : tandis que le mémorandum de Baranov à Jdanov subordonnait en effet strictement l'adoption des fonctions de coordination au consentement des autres délégations ², celui de Jdanov à Staline s'était limité à indiquer la coordination comme un objectif de la délégation soviétique ³.

Peut-on estimer, sur ces bases, que le rôle de Jdanov fut décisif pour arriver à la fondation d'une authentique organisation internationale du communisme, quatre ans après la dissolution du Komintern ? Et qu'on peut donc repérer une division importante dans le pouvoir stalinien ? Pour le moment, les spécialistes doivent se limiter à reconnaître la légitimité de ces questions, sans pouvoir y donner une réponse certaine. On peut seulement ajouter que la conduite de Jdanov laisse supposer qu'il disposait dès le début d'une ample marge de manœuvre, sans quoi il n'aurait pas été possible d'imposer l'adoption de la partie finale de son rapport comme texte de la Déclaration finale de la conférence.

Sous plusieurs aspects, le rôle de Jdanov reste toutefois énigmatique. Plusieurs hypothèses contradictoires ont été avancées par les spécialistes. Les archives ne donnent aucune confirmation de la thèse paradoxale suivant laquelle Jdanov aurait été, au-delà de toutes les apparences, l'apôtre de la « modération » dans la politique soviétique ⁴. Mais les thèses contraires aussi, bien que plus sensées et fondées, exigent d'être précisées. Jdanov a été vu comme un protagoniste de l'instauration du « modèle » soviétique dans l'Europe orientale ⁵, comme un « radical » du parti en politique intérieure, porté à transférer son radicalisme même dans la politique étrangère ⁶ ; comme une éminence grise de l'idéologie révolutionnaire, prêt à pousser les partis communistes sur le chemin de l'insurrection, donc un « allié » des Yougoslaves ⁷.

1. CRCEDHC, f.77, op.3, d.96, l.2.

2. CRCEDHC, f.575, op.1, d.3, l.2.

3. CRCEDHC, f.77, op.3, d.90, l.15.

4. Cf. W.G. HAHN, *Postwar Soviet Politics : the Fall of Jdanov and the Defeat of Moderation 1946-1953*, Ithaca and London, 1982.

5. Z.K. BRZEZINSKI, *The Soviet Bloc. Unity and Conflict*, Cambridge (Mass.), 1967, p. 59-60.

6. McCAGG, *Stalin Embattled*, op. cit.

7. Cf. RA'ANAN, *International Policy Formation in the Ussr*, op. cit., chap. 10.

L'implication de Jdanov dans l'instauration d'un modèle soviétique paraît indéniable : à ce propos, est significative l'influence probable qu'il eut dans les critiques adressées en mai 1947 à Varga, qui s'était avancé dans une analyse un peu trop hardie des caractéristiques des « démocraties populaires ¹ ». Jdanov mit l'accent sur le caractère politique, avant que d'être économique et social, du « camp socialiste ». Dans ce sens, il n'est pas hors de propos de soutenir que ce « camp » ne s'identifiait pas complètement avec un véritable « bloc » de pays ². Cependant la liquidation du pluralisme politique qui était dictée aux partis orientaux à la conférence ne pouvait pas annoncer aussi la construction d'un « bloc » international. La condition nécessaire de cette orientation était constituée par la limitation de souveraineté des pays de l'Europe orientale, implicite dans le rappel même à renoncer de fait à développer une politique étrangère autonome de celle de Moscou.

Quant à définir Jdanov comme « radical » ou bien comme « insurrectionniste », cela ne permet pas de rendre compte de l'ambivalence du personnage. Ce n'est pas le lieu ici pour analyser le rôle que Jdanov et le groupe de Leningrad eurent dans la politique intérieure soviétique. En matière de politique étrangère il n'y a pas de preuves que Jdanov fût le porteur d'une option pour l'URSS comparable aux positions extrémistes et conflictuelles des Yougoslaves. À la conférence il montra une convergence évidente avec les Yougoslaves sur le plan de l'analyse de la situation internationale et, en particulier, dans l'interprétation en termes de discontinuité des transformations causées par la Seconde Guerre mondiale, vues comme un déplacement décisif des rapports de force en faveur du socialisme et de l'État soviétique. Mais fut tout aussi évidente la discordance entre les critiques qu'il adressa aux partis occidentaux et celles beaucoup plus radicales adressées par les Yougoslaves ³. Toutefois la plus importante des oppositions porta probablement sur la question grecque, à propos de laquelle la réserve de la délégation soviétique contrastait avec l'appui enthousiaste des Yougoslaves, opposant à leurs pressions un refus ferme d'admettre le parti communiste grec au Kominform ⁴. On peut penser que sur ce point le mandat confié par Staline à la délégation fut pressant. Mais Jdanov en personne, quelques mois avant, en mai 1947, s'exprima très prudemment au sujet du rôle de l'URSS, dans un entretien avec le leader communiste grec Zakariadis : bien qu'il affirmât que la lutte armée en Grèce « a cassé les dents aux Anglais et a soulevé le monde contre Truman » et tout en déclarant sa compréhension pour les demandes d'aide active de l'URSS, le dirigeant soviétique avait fait remarquer à son interlocuteur que « tout le monde ne comprend pas que pour engager l'URSS avec toutes ses forces il faut choisir le moment ⁵ ». À l'égard

1. *Ibid.*, chap. 6.

2. Cf. McCAGG, *Stalin Embattled*, *op. cit.*, chap. 12.

3. Cf. S. PONS, « La politica estera dell'Urss, il Cominform e il Pci (1947-1948) », *Studi storici*, 1994, n° 4.

4. Cf. L. J. GIBJANSKIJ, « Kak voznik Kominform », *art. cit.*, p. 143.

5. CRCEDHC, f.17, op.128, d.1019, l.36.

d'un autre parti qui ne fut pas admis au Kominform, le parti finlandais, Jdanov se conduisit prudemment : au cours d'un colloque qui eut lieu le 30 juin 1947 avec les leaders finlandais, il conseilla d'abandonner la stratégie des alliances qu'il avait soutenue dans les années précédentes, mais il resta dans le vague à propos des modalités et des finalités de ce changement ¹. Pour revenir sur les rapports avec les Yougoslaves, le point le plus important est naturellement celui de la critique qui leur était adressée dans une version préparatoire du rapport à la conférence, et qui fut supprimée dans le texte définitif : à savoir l'accusation d'avoir fait des erreurs « de gauche » en politique étrangère, tout en ignorant le rôle et les intérêts de l'URSS, avec une allusion évidente à la politique yougoslave dans les Balkans, aussi bien qu'aux revendications territoriales sur Trieste et sur la Carinthie ².

Nous ne connaissons pas les processus décisionnels qui menèrent à supprimer la critique contre les Yougoslaves dans le rapport de Jdanov ; on peut vraisemblablement y voir la décision plus générale d'éviter les critiques contre les partis d'Europe orientale à la conférence et de poursuivre l'objectif d'une union de la « sphère d'influence » soviétique sans provoquer de conflits ouverts. Le fait reste que cette critique circulait à l'intérieur de la direction soviétique. En tout cas, il est difficile de douter que Jdanov considérât les intérêts de puissance de l'URSS aussi centraux que les autres membres de la direction stalinienne. Le trait distinctif de son action se situa, à notre connaissance, sur un autre terrain : la perspective de relancer le mouvement communiste international sous la conduite de Moscou et de voir dans celui-ci un facteur important de la stratégie soviétique, à la lumière du renforcement des partis communistes après la guerre. Dans ce sens, le mouvement communiste représentait un moyen de mobilisation et de défi : le fait que c'est dans ces termes que George Kennan perçut la menace de l'« expansionnisme soviétique » n'est pas sans importance ³. Mais on peut croire que, du point de vue de Moscou, il s'agissait avant tout d'éviter la dispersion du mouvement et d'empêcher un déclin dont on voyait les premiers signes au printemps-été de 1947 ⁴, même si nous ne savons pas dans quelle mesure cette situation fut perçue par les leaders staliniens, les moyens auraient plutôt contribué à précipiter la crise du communisme international. Le fait est que la préparation d'une rencontre informelle entre les partis communistes précéda la conférence de Paris sur le « plan Marshall » : les réponses soviétiques au « plan » se superposèrent ainsi à cette préparation, influant évidemment sur les décisions au sujet du caractère de la rencontre et

1. Cf. K. RENTOLA, « The Soviet Leadership and Finnish Communism », in J. NEVAKIVI [ed.], *Finnish-Soviet Relations 1944-1948*, Helsinki, 1994, p. 233.

2. Cf. S. PONS, « The Twilight of the Cominform », in *The Cominform*, op. cit., p. 483-503.

3. Cf. G. F. KENNAN, « The Sources of Soviet Conduct » (juill. 1947), maintenant in F.J. FLERON, Jr., E.P. HOFFMANN, R.F. LAIRD [ed], *Classic Issues in Soviet Foreign Policy. From Lenin to Brezhnev*, New York, 1991, p. 313-26.

4. D. SASSOON, « Espansione e declino del comunismo in Europa occidentale 1939-1948 », *Italia contemporanea*, marzo 1993, n° 190, p. 20 sgg.

des fonctions de la nouvelle institution. Dans ce cas aussi, nous pouvons conclure, archives à l'appui, à un rôle important de Jdanov : le 2 juin 1947 il envoya une lettre à Thorez, par laquelle il manifesta la préoccupation de la direction soviétique devant les événements qui avaient poussé les communistes français dans l'opposition et il déclara que ceux-ci avaient soulevé à Moscou « un étonnement total ¹ ». Autrement dit, Jdanov se chargea d'une des manœuvres principales qui préfiguraient la nécessité d'une « coordination » entre les partis communistes, avant même que ne se pose le problème de répondre au « plan Marshall ». Quelques lettres de Molotov informèrent d'autres leaders communistes de la lettre de Jdanov à Thorez (Dimitrov, Rakosi, Georgju-Dej, Pollitt, Gottwald, Tito, Gomulka ; le fait que dans cette liste manque Togliatti pourrait être symptomatique) ².

Tout cela contribue à nous restituer une image plus réaliste du rôle de Jdanov dans la politique étrangère soviétique. D'un autre côté, si on doute de l'hypothèse de sa liaison organique avec les Yougoslaves, la question reste ouverte sur les différences bien connues, soit lexicales soit de fond, entre son rapport et le rapport présenté par Malenkov trois jours avant, en sa qualité de représentant du parti soviétique à la conférence. Il ne s'agit pas du fait que Malenkov ne fit aucune allusion à la théorie des « deux camps » : il n'en présenta pas même une vision dichotomique de la politique internationale, et son silence à propos de la formule pouvait être justifié par l'exigence de ne pas découvrir trop à l'avance le dessous des cartes de la délégation soviétique. Le point principal est que Malenkov présenta une interprétation beaucoup plus tiède et prudente que celle de Jdanov sur les changements causés par la Seconde Guerre mondiale. Il parla d'une manière générale d'un renforcement des positions du socialisme et de la démocratie, et d'un affaiblissement du « camp impérialiste », là où Jdanov souligna les « changements radicaux » de la situation internationale, en se référant ouvertement à un changement des « rapports de force ». À la différence de Malenkov, Jdanov insista sur l'affaiblissement de l'impérialisme britannique, en soutenant que ses positions étaient « compromises ». Autrement dit, par rapport à la lecture de Malenkov, Jdanov accentua sensiblement les éléments de discontinuité de la situation internationale de l'après-guerre. De quelque façon qu'on lise cette différence, celle-ci renvoie une fois de plus à une spécificité du rôle de Jdanov. Le problème ne me paraît pas être celui du dualisme entre deux personnages, que l'historiographie occidentale a évoqué en plusieurs occasions. Ce dualisme fut vraisemblablement lié à la tendance de Staline non seulement à partager les responsabilités entre ses subordonnés dans le but d'affirmer sa propre domination, mais aussi à laisser ouvertes des options politiques différentes. Le point essentiel nous paraît plutôt ce dernier, à savoir l'existence d'une seconde ligne de politique étrangère et d'une analyse plus prudente et traditionnelle de la situation internationale dans les mêmes déclarations publiques des soviétiques.

1. CRCEDHC, f.77, op.3, d.89, l.7.

2. CRCEDHC, f.77, op.3, d.89.

On arrive ainsi à résumer et reformuler les questions qu'on s'est posées jusqu'ici. On doit se demander si les oscillations apparues dans la conduite de la direction soviétique ne furent pas l'effet d'une incertitude réelle, qui ouvrit probablement à Jdanov la marge d'autonomie dont il fit montre à Szklarska Poreba, mais qui déboucha sur un choix partiel, une série d'apories mises en évidence soit par les discordances entre Jdanov et Malenkov, soit par les limites du rapport de Jdanov. En effet, ce dernier ne se présentait pas comme un document dépourvu d'incohérences et de grosses lacunes. D'abord il laissait place à une lecture moins bipolaire de la situation internationale, avec la réaffirmation d'une « contradiction » entre États-Unis et Grande-Bretagne : une concession indéniable à la conception traditionnelle des « contradictions inter-impérialistes », qui pendant toute l'avant-guerre avait constitué un élément stable dans les conceptions soviétiques de la sécurité. Le rapport ignorait une question aussi centrale de la politique d'après-guerre que l'était celle de l'Allemagne. Il évitait toute prise de position trop compromettante sur la question des Balkans et sur la guerre en Grèce. Même si on pouvait lire le rapport de Jdanov comme une « déclaration de guerre froide permanente ¹ », il ne représentait pas toutefois une déclaration globale.

Selon ces considérations, le positionnement de Jdanov et l'influence de son rôle pour une compréhension des orientations de la politique soviétique dans la phase initiale de la guerre froide ne peuvent pas être vus dans l'optique d'une véritable alternative, mais plutôt de potentialités à l'intérieur des références politiques stalinienne. Il paraît peu crédible qu'il fut le porte-parole d'une simple stratégie d'expansion de l'État, après les précautions des deux premières années d'après-guerre. Une véritable solution alternative se serait du reste uniquement constituée dans l'optique d'une intégration dans le système international et dans le cadre d'une conception différente des « sphères d'influence » : mais une hypothèse pareille n'était même pas envisagée par la direction stalinienne de l'après-guerre, et les propositions au sujet de la réorganisation de l'Europe formulées par Litvinov avant la fin de la guerre ² n'étaient plus à l'ordre du jour en 1947, si tant est que celles-ci aient jamais été prises en considération par les véritables *policy-makers* de l'URSS. Cependant l'option limitée que Jdanov avait représentée de façon contradictoire n'est pas dépourvue d'importance, car elle concernait le problème de la sécurité dans les conceptions soviétiques de politique étrangère. La séparation et l'antagonisme avec le monde capitaliste n'étaient pas en discussion : les bases de la sécurité dans la conception de la direction stalinienne restaient, même dans l'après-guerre, fondamentalement isolationnistes, non pas collectives. Mais une thèse s'esquissait vers une révision de la « psychologie obsidionale » et une réduction des impératifs de sécurité, pour affirmer le

1. R.C. TUCKER, *The Soviet Political Mind*, London, 1972, p. 228.

2. Cf. A. FILITOV, « Problems of the Postwar Order in Soviet Conceptions of Foreign Policy during the Second World War », in F. GORI and S. PONS [ed.], *The Soviet Union and Europe in the Cold War (1943-1953)*, London, 1996.

rôle de l'URSS comme un « deuxième pôle » du système international. L'orientation qui émergeait tendait à imposer la catégorie du bipolarisme, qui impliquait un abandon conséquent de la vieille thèse de l'« encerclement capitaliste ». Nous savons bien qu'un premier pas en ce sens fut engagé avec le rapport réservé présenté par Novikov en septembre 1946 – longtemps avant l'affirmation de la « doctrine Truman » –, à la délégation soviétique à Paris, qui d'après les témoignages de Novikov lui-même aurait été amplement influencé par les interventions de Molotov¹. Un second pas fut justement franchi, un an plus tard, avec le rapport de Jdanov qui représenta ainsi le moment décisif du passage d'une analyse interne à une position officielle et à une action unilatérale de l'URSS. Cependant, comme nous l'avons vu, on peut douter que l'orientation de confrontation de la déclaration de Jdanov fût la source cohérente d'inspiration de la politique étrangère soviétique et que celle-ci ne coexistât pas avec une orientation plus prudente, plus en continuité avec la politique suivie les deux années précédentes : une ligne de retraite fondée sur la vision du nouveau bipolarisme incomplet et imparfait. L'évolution du Kominform devait voir triompher cette deuxième ligne, tandis que déclinait l'étoile de Jdanov.

Silvio PONS

FONDATION FELTRINELLI - MILAN

1. Cf. *Mezhdunarodnaja Zizn*, 1990, n.11, p. 148-54 ; N.V. NOVIKOV, *Vospominanija diplomata Zapiski 1938-1947*, Moskva, 1989, p. 352-53.

IV^e PARTIE
ARCHIVES DE MOSCOU :
PISTES NOUVELLES ET USAGES DIVERSIFIES

L'histoire du communisme s'est durablement heurtée à la pénurie d'information sur l'organisation interne et l'activité concrète des directions d'un mouvement qui a cultivé de manière croissante le secret. De ce point de vue l'accès aux archives de l'Internationale communiste modifie radicalement la situation comme l'explique Brigitte Studer. Sans doute les historiens, démunis d'informations directes, avaient depuis longtemps utilisé de nombreuses sources pour lancer des hypothèses et cerner ce qu'avait été le fonctionnement de l'IC et de ses sections, comme le rappellent Peter Huber et Serge Wolikow. Mais il reste que les zones d'ombres, concernant notamment la direction centrale de l'IC, étaient telles qu'elles constituaient des butoirs très difficiles à surmonter. Désormais la consultation des archives des différents organismes dirigeants permet non seulement d'apporter des réponses à des problèmes jusqu'alors insolubles, mais aussi de lancer des analyses plus ambitieuses. Ainsi derrière le monolithisme affirmé et revendiqué par l'IC, on peut dévoiler les tensions, les contradictions qui traversent une organisation dont les structures internationales se complexifient et s'alourdissent. Désormais les éléments de connaissance sur les différentes instances de direction permettent d'étudier les processus décisionnels et d'analyser le développement de la centralisation bureaucratique, dont la chronologie se précise.

La diversité des archives conservées à Moscou, outre celles de l'IC, interdit les généralisations hâtives. Sabine Jansen signale ainsi de manière très précise comment combiner les apports des archives diplomatiques avec les informations fournies par celles

de l'IC. Ces différentes archives apparaissent ainsi utiles à des recherches d'histoire politique qui débordent largement l'histoire du communisme. Bien que la contribution de ces archives reste limitée pour l'histoire du radicalisme français, elles permettent des éclairages nouveaux sur des questions souvent mal connues, touchant à l'activité internationale et gouvernementale.

La masse documentaire et l'importance des dossiers biographiques conservés dans les archives de l'IC autorisent des recherches d'histoire sociale, comme l'expose Rémi Skoutelsky. Les dossiers des volontaires français partis combattre en Espagne dans les rangs des Brigades Internationales constituent un matériau à partir duquel des études quantitatives deviennent possibles, ainsi qu'une investigation de caractère prosopographique. Tout en démystifiant cette source qui demande de nombreuses précautions critiques, il montre leur caractère irremplaçable, explorant ainsi une orientation de recherche d'autant plus prometteuse que des données biographiques se retrouvent dans de nombreux fonds.

L'exploitation des fonds des instances dirigeantes et des sections nationales contribue, dès maintenant, au renouvellement de l'histoire politique générale de l'Internationale communiste et de ses sections. Brigitte Studer insiste à juste titre sur la possibilité qu'offre ces archives de penser conjointement les deux pôles de l'organisation communiste internationale et de comprendre ce que signifie le secret dans un mode de fonctionnement et d'activité marqué, à travers l'exemple suisse, par une dissymétrie croissante entre le centre et ses sections. Antonio Elorza retrouve, au long de son étude minutieuse sur le cas espagnol, cette importance des décisions et des orientations élaborées à Moscou, au sein d'un groupe dirigeant pour lequel les préoccupations diplomatiques viennent nuancer les stéréotypes bolcheviks à travers lesquels la situation espagnole continue d'être lue. L'analyse exhaustive de la documentation, y compris la correspondance par télégrammes chiffrés, restitue toute la difficulté d'une organisation centrale en proie à des exigences stratégiques contradictoires et appuyée sur des cadres mal préparés à mettre en œuvre une politique de front populaire jamais véritablement acceptée. L'étude met justement en valeur comment la conception du « bloc » populaire fait la part belle aux thèses les plus traditionnelles de la conquête de l'hégémonie par le PCE. Les représentants de l'IC, pour lesquels le modèle bolchevik de conquête du pouvoir reste valable, appuient cette position malgré les aménagements tactiques imposés par le contexte. De ce point de vue le poids de l'expérience politique propre du PCE est beaucoup plus faible que celle du PCF. Ses dirigeants, bien que leur choix ait été contrôlé de près par l'IC, manifestent une propension beaucoup plus forte à la prise d'initiatives allant dans le sens d'un front populaire dont les références sont très différentes du modèle bolchevik. Le poids du système politique français, l'enjeu que représente en France l'existence d'une majorité parlementaire favorable à l'alliance avec l'URSS, sont autant de facteurs qui permettent de mieux comprendre la marge de manœuvre dont jouit le PCF

pour mettre en œuvre une politique dont, cependant, les initiatives les plus importantes sont étroitement dépendantes des décisions de l'IC comme en témoigne la non participation gouvernementale.

La diversité de ces contributions exprime bien au total l'éventail des recherches que l'ouverture des archives de Moscou a contribué à relancer.

« SECRETS D'ORGANISATION » ET ACCES AU SAVOIR : CE QUE LES ARCHIVES RUSSES NOUS APPRENNENT SUR LES PRATIQUES DU POUVOIR DANS LE KOMINTERN

Il y avait ce continent mythique dont tout le monde avait entendu parler et qui, durant des décennies, avait hanté l'imaginaire politique de l'Occident. Des voyageurs en avaient rapporté des témoignages, certains enthousiastes, d'autres désillusionnés ou dépréciatifs. Et grâce aux aléas de l'histoire, quelques sources documentaires (les Archives de Smolensk) avaient été transportées de l'autre bord. On en connaissait les vagues contours et, grossièrement, la topographie. Des chercheurs en avaient exploré les abords, analysé minutieusement les signaux, décodé le langage, observé à la lorgnette le mode de vie de ses habitants, leurs structures sociales. Par recoupements, des cartes avaient même été dessinées. Mais on ne pouvait pas aller les vérifier sur place, l'accès étant interdit. Puis, rapidement, tout a changé. On put d'abord visiter les îles alentour et, peu de temps après, accoster enfin sur le continent. En 1992 il s'est ouvert aux explorateurs.

Quelle autre génération d'historiens a bénéficié d'une telle aubaine : voir s'ouvrir d'énormes fonds d'archives – on parle de 55 millions de pages se rapportant à l'histoire du Komintern – maintenues jusqu'ici presque hermétiquement closes ? Fermées au public jusqu'en 1987, elles se sont entrouvertes par la suite, concédant aux partis communistes étrangers l'accès à leurs propres fonds ¹. Par cela on entendait la correspondance entre une section nationale et le Comité exécutif au cours de l'entre-deux-guerres. D'ampleur

1. A propos de l'histoire des archives du Komintern, cf. E. N. SAKHNAZAROVA, V. N. SCECILINA, « Arkhiv Kominterna », *Novaja i novejsja istorija* 1992, n° 3, p. 209-214. (Des extraits de cet article sont publiés en allemand *The International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism*, 1993-1994, n° 3-4, p. 13-16).

variable selon le poids numérique et l'importance politique de la section ¹, ces fonds ne permettaient guère plus – ce qui n'était déjà pas si mal – que de suivre les échanges écrits ayant eu lieu entre Moscou et les diverses capitales d'Europe de l'Ouest. C'est seulement après le putsch manqué d'août 1991 que les archives du Komintern se sont véritablement ouvertes. Hormis quelques exceptions de taille, comme le fonds de la Commission internationale de contrôle et les restrictions imposées depuis par la protection des données, elles sont restées largement accessibles jusqu'en décembre 1994 ². Depuis lors, de nouvelles dispositions légales imposent une pratique d'accès très restrictive. En attendant une procédure de classification de nombreux fonds sont aujourd'hui à nouveau fermés ³.

Le premier enthousiasme passé, on peut dès lors jeter un regard plus critique sur cette manne documentaire offerte aux historiens. Il s'agit de faire la part des choses : quels sont les apports de cette ouverture, mais aussi quels sont ses éventuels écueils ?

DES AVANCEES INCONTESTABLES

Le regard peut désormais plonger au cœur de l'appareil du Komintern et dissiper le brouillard artificiel dont celui-ci s'était nappé. Car l'Internationale, caractérisée par la manie du secret, avait poussé au paroxysme l'art du camouflage. Si, dès les débuts, la part clandestine de l'activité est soumise à des règles de conspiration par les statuts, l'évolution interne de la Troisième Internationale amène bientôt l'extension de cette pratique à de plus en plus de domaines. La pression extérieure, la montée des fascismes et de la répression policière, ne fournissent qu'une part de l'explication. Bien plus profondément, il faut y voir la transformation du mode de fonctionnement du Komintern qui, d'une structure régie par des règles en principe démocratiques, passe à un régime autocratique, de moins en moins contrôlable par la base. Le pouvoir de décision ne se déplace pas seulement vers des organismes plus réduits, il est aussi progressivement transféré dans des structures parallèles aux instances élues, et souvent extérieures au Komintern.

1. Pour le PC suisse, cf. Brigitte STUDER, « Ein Blick in das ehemalige Zentrale Parteiarchiv beim ZK der KPdSU in Moskau, bzw. das Russische Zentrum für die Aufbewahrung und Erforschung der Dokumente der Neuzeit », *The International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism* 1992-1993, n° 1-2, p. 13. Alors que le fonds du PCS comporte 215 dossiers, celui du PC français, par exemple, en compte 2164, celui du PC belge 278 ou celui du PC italien 1683.

2. On trouvera des indications plus précises sur la politique archivistique russe dans Brigitte STUDER, Bernhard H. BAYERLEIN et André LASSERRE, « Des archives russes en tant que source de l'histoire suisse contemporaine », *Études et Sources*, n° 20, 1994, p. 283-313. Nous y renvoyons également pour d'autres références.

3. On trouvera le nouveau texte légal et la première composition de la commission de déclassification dans le *Bulletin on Cold War International History Project*, 1994, n° 4. Cf. également *Social History and Russia*, Amsterdam, 1, 1995, p. 6-7.

Connaître et donc comprendre le mécanisme interne était, à l'époque, un enjeu de pouvoir. Celui qui possédait le monopole de l'information détenait le pouvoir. Par conséquent, tout ce qui a trait à l'appareil et à son fonctionnement était nimbé de secret : la structure de l'organisation, son personnel, son financement, ses prises de décision. Si les modifications dues à la bolchevisation avaient été discutées au grand jour dans les années vingt, les détails de la restructuration de l'appareil en 1935, en revanche, n'étaient connus que des fonctionnaires centraux. Ils ne furent révélés ni aux militants, ni au public ¹. En effet, la pratique du secret en matière d'information était double. Vers l'extérieur, elle opérait par un filtrage des renseignements, à l'intérieur par le cloisonnement des données.

Enfreindre les « règles de la clandestinité », faire courir le risque que soient divulgués des « secrets de parti » à l'extérieur, entraînait dans les cas graves une sanction de la commission internationale de contrôle ². Les employés et même les hauts fonctionnaires du Komintern étaient soumis à des consignes restreignant fortement leur liberté d'expression et de mouvement, et cela en particulier dans les années trente. L'entrée du bâtiment du Komintern à la Mokhovaja était gardée, et seules les personnes autorisées et dûment munies d'un laissez-passer pouvaient y pénétrer ; aucune visite privée n'y était admise ³. Et, à l'exception des membres de la commission politique du secrétariat, il était défendu d'emporter des papiers. Le contact des uns et des autres avec l'extérieur était lui aussi régi centralement. Depuis 1936, il était « strictement interdit » aux

1. A propos des réorganisations successives de l'appareil du Komintern, cf. Bernhard H. BAYERLEIN, « Die "Central Bodies" und der internationale Apparat der Kommunistischen Internationale als Problem der Forschung », communication au colloque sur l'Internationale communiste, Amsterdam, septembre 1992 ; Grant ADIBEKOV, Eleonara SHAKHNASAROVA, « Reconstructions of the Comintern Organizational Structure », in *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Ed. by M. NARINSKY and J. ROJAHN, Amsterdam, International Institute of Social History, 1996, p. 65-73 ; Peter HUBER, « Struktur und Kompetenzverteilung im EKKI-Apparat 1919-1943 », *ibid.* ; Brigitte STUDER, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931 à 1939*, Lausanne, Éditions l'Âge d'Homme, 1994, p. 153-172 ; plus particulièrement sur la restructuration de 1935, cf. Brigitte STUDER, « More Autonomy for the National Sections ? The Reorganization of the ECCI after the 7th World Congress », in *Centre and Periphery, op. cit.*, p. 102-113, et *idem*, « Die Kominternstruktur nach dem 7. Weltkongress. Dokument : Das Protokoll des Sekretariats des EKKI über die Reorganisierung des Apparates des EKKI, 2. Oktober 1935 », *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 1995, n° 1, p. 25-53.

2. Ainsi, pour citer un exemple, au printemps 1933, la Commission internationale de contrôle prononce des sanctions contre « Aquila » et « Giorgio » (Romano Cocchi), rédacteurs du journal communiste suisse de langue italienne *Falce e Martello*, pour avoir enfreint les règles conspiratives. Cette décision est approuvée par la Commission politique du secrétariat politique lors de sa séance du 3 avril (Centre russe de conservation et d'étude de la documentation en histoire contemporaine/Rossijskij Centr Kbranenija i izucenija dokumentov novejszej istorii (cité CRCEDHC), 495-18-961.

3. Directive à tous les départements et tous les secrétariats de pays, 20 nov. 1932, CRCEDHC, 495-18-945.

collaborateurs du Komintern, de l'Internationale communiste des jeunes et des maisons d'édition en langues étrangères de parler à la presse soviétique. Chaque communication en provenance de l'appareil international devait être soumise pour approbation à Manouïlsky avant qu'elle puisse être rendue publique. Cernin, alors responsable du secteur de la presse, devait personnellement répondre du respect de cette directive ¹. Ce maintien du secret d'organisation avait valeur d'absolu ; il fallait le respecter, même si la vie privée devait en pâtir, comme le relate Jiri Weil en 1937 dans son roman *Moscou - La frontière*. Quitte à perdre la femme qu'il aime, Jan Fischer ne révélera pas qu'il est envoyé en mission en Allemagne, cause de son absence du pays ².

D'autre part, même à l'intérieur du Komintern l'information ne circulait pas librement. L'accès aux documents classés « secrets » était réglementé de manière stricte, leur lecture restreinte à un cercle étroitement délimité et l'usage qui en était fait vérifié ³. Ainsi, sur ordre de Piatnitski, les secrétariats responsables des différents groupes de pays – des organismes en fonction de 1926 à 1935 – n'étaient plus autorisés, à partir de 1932, à envoyer de leur propre chef du courrier. Celui-ci devait d'abord être soumis à l'inspection du bureau du secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale communiste (CE de l'IC) qui le transmettait ⁴. Quant à la correspondance du représentant du parti avec sa section, elle devait dès 1936 obligatoirement passer par le secrétaire en charge du CE de l'IC ⁵. Cette politique se retrouvait au niveau des PC. Le flux des informations coulant du haut vers le bas y était endigué de manière semblable : un simple membre ne voyait pratiquement jamais une circulaire du CE de l'IC, les directives de Moscou ne lui étaient transmises que sous forme d'extraits choisis, retranscrits ou reformulés, publiés dans la presse ou distribués dans un document interne. À partir de 1932, sur ordre du secrétariat politique, toutes les sections devaient même nommer à cet effet un responsable qui avait à charge de contrôler la diffusion des documents classés « secrets » ⁶.

Les historiens et les historiennes qui ont interrogé des témoins de cette époque savent d'expérience à quel point l'interdit de communiquer des informations est resté ancré jusqu'à aujourd'hui. Il suffit d'aborder les questions de l'organisation interne pour que des gens jusqu'alors communicatifs soient soudainement frappés de mutisme. En général, ils invoquent l'oubli. Mais cette discrétion n'est pas seulement l'expression d'une

1. Décision du secrétariat du CE de l'IC, signée par Dimitrov, 13 mars 1936, CRCEDHC, 495-20-761. Cernin est démis de sa fonction en 1937. Il sera remplacé par « G. Friedrich » (Bedrich Geminder).

2. Le roman a récemment été réédité en allemand : *Moskau - Die Grenze*, Berlin-Weimar, Aufbau Verlag, 1992.

3. Cf. par exemple la Décision de la commission politique du secrétariat politique du CE de l'IC du 27 janv. 1932, CRCEDHC, 495-18-945.

4. Directives adressées à Gerisch, 4 juin 1932, CRCEDHC, 495-19-435.

5. Projet de règlement à propos de la correspondance des représentants des partis avec leur pays, 9 févr. 1936, CRCEDHC, 495-20-761.

6. Décision de la commission politique du secrétariat politique du CE de l'IC, 3 janv. 1932, CRCEDHC, 495-18-945.

autocensure mentale à l'œuvre et qui rendrait la mémoire sélective. Dans la plupart des cas, les témoins sont de bonne foi – ils ne savent pas, surtout s'ils n'étaient pas personnellement impliqués. Car, dans la déontologie de l'Internationale, il était recommandé de n'être au courant que du strict nécessaire, toute question supplémentaire suscitant la méfiance. Il n'y avait pas pire tare pour un « bon communiste » que la curiosité et le bavardage. Volontairement – pour une bonne part – le simple militant ne possédait ainsi qu'un savoir parcellisé et sectoriel, touchant uniquement aux domaines de sa propre activité politique, s'il ne voulait pas transgresser des interdits fondamentaux du code communiste.

L'ouverture des archives a, depuis, déchiré des pans entiers de ce voile du secret. En premier lieu, on commence à distinguer plus nettement l'ossature de l'organisation internationale et même à pouvoir radiographier avec une certaine précision son appareil, autant dans ses dimensions synchronique que diachronique. On perçoit ainsi un organigramme complexe, à structure multifonctionnelle, géographiquement ramifiée et mouvante dans le temps. Apparaît aussi peu à peu l'ensemble des fonctionnaires, les cadres comme les petits employés. On ne connaissait généralement que les dirigeants bolcheviques de renommée internationale et les communistes étrangers. Il semble désormais possible de reconstituer l'évolution de ce personnel oscillant en moyenne autour de 400 employés et d'observer sa « russification » grandissante ¹. Surtout, d'être au fait de leurs fonctions permet de retracer la grille de répartition des responsabilités propres à chacun au sein de l'appareil et de suivre le cheminement d'une décision. La perspective historique peut ainsi s'approfondir, s'ouvrir depuis la périphérie vers le centre, des sections nationales au cœur de l'appareil. Elle se dédouble aussi et autorise le croisement entre le regard porté par les partis communistes vers Moscou et celui porté par Moscou sur ses sections ². Ce qui n'était que partiellement réalisable avant l'ouverture des archives russes devient par là possible : rendre leur réciproque aux échanges entre un parti communiste et l'organisation internationale – autrement dit, restituer leur dimension réelle aux rapports entre les deux pôles d'une même entité.

L'enjeu est de taille, car avec ce thème on touche au problème clé de l'histoire du Komintern, celui qui a divisé les esprits depuis toujours, à savoir la question du degré d'autonomie des partis communistes, de leur marge de manœuvre. Si le sujet a soulevé tant de polémiques, c'est à cause de sa signification politique. L'ouverture des archives du Komintern permet aujourd'hui de l'aborder dans sa dimension historique. La question n'en

1. Cf. Fridrich FIRSOV, « Mechanism of Power Realization in the Comintern », in *Centenaire Jules Humbert-Droz. Actes du Colloque sur l'Internationale communiste*, La Chaux-de-Fonds, Fondation Jules Humbert-Droz, 1992, p. 449-466. On trouvera également des indications à ce propos dans Brigitte STUDER, *Un parti sous influence*, op. cit., en particulier p. 155-172.

2. Serge WOLIKOW fait cette observation « Le regard de l'autre. Le Komintern et le PCF », in *Centre and Periphery*, op. cit., p. 189-202.

est pas moins fondamentale, puisqu'à partir de l'interrogation première sur le mode de fonctionnement d'une organisation politique internationale s'ouvre une multitude de domaines de recherche. Ils concernent autant l'histoire du politique et des organisations que du culturel, la sociologie ou l'anthropologie historique, voire l'histoire des relations internationales.

Toute histoire du Komintern, même si elle focalise les phénomènes internes, nécessite une réflexion d'ensemble. Ainsi, le contexte soviétique, l'évolution de l'État-parti unique, tendanciellement monopoliste et hégémonique, qui décide de la vie publique du pays et tente de contrôler la vie privée des citoyens, conditionne aussi dans une large mesure l'évolution de l'Internationale. Quoique de manière indirecte, puisque cette dernière constituait un monde à part dans la société soviétique, fermé sur lui-même. Une séparation que reflète d'ailleurs la recherche scientifique : la soviétologie et l'histoire du communisme sont restées, en général, des domaines séparés. Et on ne dispose pas, pour l'heure, d'études retraçant la genèse de l'autocratie stalinienne au sein du Komintern en rapport avec l'évolution sociale et politique de l'URSS même – à l'exception notable du volumineux travail d'Edward H. Carr, mais ne touche que les années vingt ¹.

Grâce aux recherches, notamment de Fridrich Firsov, les connaissances ont en revanche été améliorées dans le domaine de la dépendance de l'organisation internationale du parti bolchevique et plus précisément des ordres de Staline ². L'historien russe confirme ce que des travaux plus anciens avaient déjà avancé : l'implacable mouvement de concentration du pouvoir au sommet et le rétrécissement du mode de décision démocratique ³. Un processus qui, cela va sans dire, se fait aux dépens de la participation des sections à la direction des affaires de l'Internationale, mais qui est néanmoins approuvé en général par les partis communistes pour des raisons d'efficacité. Ce qui ne veut pas dire, par ailleurs, que les sections nationales soient réduites à des marionnettes sans volonté propre et que tout heurt, que toute contestation, soient complètement bannis. Il va de soi que, comme tout acteur historique, les directions communistes jouent pleinement de leur marge d'action dans le cadre qui leur est imparti. Or, leur pouvoir de décision se rapporte au mieux au terrain national. Et comparé aux compétences dont dispose le CE de l'IC, leurs moyens se réduisent souvent à l'emploi de tactiques détournées : des ruses, la force d'inertie et la résistance passive. Surtout, la culture politique du Komintern est de plus en plus marquée par le monolithisme, ce qui stigmatise d'emblée toute divergence comme manifestation étrangère, sinon hostile.

1. *A History of Soviet Russia*, 14 vol., London, Macmillan Press, 1953-1978.

2. F. FIRSOV, « Mechanism of Power Realization in the Comintern », article cité.

3. Cf. par exemple Hermann WEBER, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus. Die Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik*, 2 t., Frankfurt a. M., Europäische Verlagsanstalt, 1969, 465 et 427 p. ; Julius BRAUNTHAL, *Geschichte der Internationale*, 3 vol., Berlin/Bonn/Bad Godesberg, J.H.W. Dietz Nachf., 1974 (2^e éd.) ; Franz BORKENAU, *Der europäische Kommunismus. Seine Geschichte von 1917 bis zur Gegenwart*, Bern, Francke Verlag, 1952, 540 p.

Une des thèses les plus novatrices reste spéculative pour le moment, ayant été élaborée non pas depuis les sources moscovites, mais à partir d'indices patiemment rassemblés de documents et de témoignages divers. Selon Niels Erik Rosenfeldt, le mouvement de concentration aurait été doublé par un second mouvement de déplacement du lieu de prise de décision vers des instances parallèles, généralement occultes. L'historien danois parle d'un « secteur spécial », relié, selon lui, au secrétariat de Staline par le biais du GPU, respectivement du NKVD et des services de renseignements militaires. Une division particulière au sein des services secrets ainsi que des connexions personnelles – rappelons que Meer Moskvine, Mikhail A. Trilisser de son vrai nom et haut responsable de l'OGPU, entre au secrétariat du CE de l'IC en 1935 et y exerce d'importantes fonctions – auraient assuré le lien ¹. Si cette hypothèse exige d'autres recherches (pour lesquelles les archives présidentielles, encore inaccessibles, pourraient être forts utiles, à condition toutefois que ce genre de pratique ait été consigné) avant de recevoir confirmation, elle ne manque pas de plausibilité. De plus, il est effectivement fait mention d'un « secteur spécial » dans certains documents des archives du Komintern ². On peut également rappeler que Jules Humbert-Droz, qui en savait long sur les coulisses du Komintern, fait état d'un tel secteur dans ses *Mémoires* ³.

Il mentionne, en outre, l'utilisation par Staline d'une autre pratique fondamentale pour imposer et garantir son pouvoir : le contrôle sur l'information grâce à son propre réseau d'informateurs dans les sections de l'IC. C'est dans ce domaine, celui des mécanismes de pouvoir du comité exécutif de l'IC (et en filigrane celui du pouvoir de Staline) vers l'aval, en direction des partis communistes occidentaux, que l'ouverture des archives a permis le plus de progrès. La raison de ces avancées rapides tient sans doute au fait que non seulement ces fonds ont été ouverts le plus tôt et le plus largement, mais aussi que, sur ce terrain, il existait déjà de nombreux spécialistes qui ont su enrichir et compléter, et si nécessaire corriger, leurs connaissances antérieures avec celles que dispensent maintenant les sources russes. À partir de l'exemple de la section suisse de l'Internationale, j'aimerais esquisser brièvement quelques aspects de ce que la politique d'information du « centre » moscovite tentait de camoufler aux contemporains et que révèlent aujourd'hui les archives à propos du mode de fonctionnement du Komintern. Toutefois, notons d'abord que le terme de « centre » pour parler des instances dirigeantes du Komintern relève déjà en partie de cette perspective faussée que la politique d'information de l'époque s'efforçait de projeter aux militants communistes puisqu'il fait

1. Niels Erik ROSENFELDT, *Stalin's Secret Chancellery and the Comintern. Evidence about the Organizational Patterns*, Copenhagen, C. A. Reitzels Forlag, 1991, 125 p.

2. Cf. par exemple : « Instruktion über die innere Arbeitsorganisation der Kaderabteilung und die Beziehung mit der Spezialabteilung und den Ländersekretariaten », févr. 1932, CRCEDHC, 495-18-945. Cf. également B. STUDER, *Un parti sous influence*, op. cit., p. 155-156.

3. *De Lénine à Staline, 1921-1931*, Neuchâtel, A La Baconnière, 1971, p. 16-17.

accroire que c'est de là que tombaient les décisions. Mais, en même temps, ce terme appartenait également aux aspects de la réalité du monde communiste et on s'efforçait de le confiner à un emploi interne puisqu'il reflétait la vision des communistes occidentaux. L'utiliser aujourd'hui dans l'historiographie met ainsi en lumière l'orientation fondamentale des partis communistes vers « Moscou ». À condition de ne pas perdre de vue que derrière les instances officielles du « centre » se profilaient des instances occultes par lesquelles passait le pouvoir de l'État-parti russe, il possède donc parfaitement une fonction heuristique, même si elle reste partielle.

Si j'insiste sur ce point c'est qu'à mon avis le travail de l'historien ou de l'historienne du Komintern consiste précisément à démonter une réalité construite, factice. Ou, autrement dit, à percer la surface lisse présentée aux contemporains pour parvenir aux couches consciemment et consciencieusement ensevelies de la machine dans son ensemble. En quelque sorte, il s'agit de suivre le procédé inverse à celui qui a permis d'instaurer le pouvoir du « centre » sur la périphérie : dévoiler ce qui avait été voilé, reconstituer les canaux de transmission des directives, mettre en parallèle les voies officielles et officieuses, voire clandestines, rassembler les bouts d'information disséminés pour reconstituer l'image d'ensemble, déconstruire les cloisonnements interdisant le flux des connaissances ¹.

Dans les rapports dissymétriques entre les instances dirigeantes de l'IC et ses sections, la politique d'information joue en effet un rôle essentiel. C'est le « centre » qui détermine ce qui est public, confidentiel, voire secret. C'est lui qui décide à qui les informations sont destinées et comment elles sont ventilées. Alors que le centre est en *droit* de savoir, les sections ont le *devoir* d'informer. L'inverse, en revanche, n'est pas valable. Les flots de courrier dans un sens et dans l'autre présentent non seulement un volume, mais aussi un contenu assez différents. Alors que le secrétariat national du Parti communiste suisse (PCS) envoie d'innombrables rapports, procès-verbaux, résolutions, circulaires aux membres et autres textes internes, ainsi que ses lettres aux forces politiques proches, ses journaux d'entreprise et ses papillons de propagande, les instances du Comité exécutif ne lui font parvenir que ce que bon leur semble. Si, dans les années vingt, le PCS s'en plaint encore, rechigne à se prononcer sur l'exclusion de Trotsky du parti bolchevique tant qu'il ne dispose pas des textes relatifs au conflit, proteste contre l'envoi « de kilos de matériaux inutilisables » au lieu de réponses aux demandes, il acceptera cette politique d'information sélective et unilatérale par la force des choses dans les années trente ².

1. Il va de soi que je ne postule pas qu'il y aurait en-dessous une réalité « vraie ». C'est le processus d'obscurcissement et en même temps ce qui est obscurci qui forment la « réalité » historique du Komintern.

2. A propos du conflit entre le PCS et l'IC à la fin des années vingt, cf. Peter STETTLER, *Die Kommunistische Partei der Schweiz (1921-1931)*, Bern, Francke, 1980, p. 170-232 ; Willi GERSTER, *Die Basler Arbeiterbewegung zur Zeit der Totalkonfrontation zwischen Sozialdemokraten und Kommunisten (1927-1932). Von der Einheitsfrontpolitik zur Sozialfaschismustheorie*, Basel,

Un des moyens de pression à disposition des instances dirigeantes de l'IC pour obtenir la normalisation d'une de leurs sections avait d'ailleurs trait, précisément, aux prérogatives que leur conféraient les statuts du Komintern en matière d'information. Elles disposaient en effet de la possibilité de faire parvenir aux partis communistes soit des « lettres ouvertes » que ces derniers étaient obligés de publier, soit des « lettres fermées ». L'Internationale pouvait ainsi imposer une grande ouverture ou alors circonscire l'information à un petit cercle. Dans l'un et l'autre cas, les directions nationales ne décidaient ni de l'usage, ni des destinataires de ces directives. Dans le cas des « lettres ouvertes » le procédé était même particulièrement humiliant pour les directions nationales puisqu'il exposait non seulement aux membres, mais encore au public, les critiques auxquelles elles avaient été soumises par l'Internationale. D'autre part, le centre pouvait ventiler les informations à sa guise. Les destinataires des envois du Komintern étaient en général étroitement circonscrits. À partir de 1932, chaque parti communiste devait même nommer un responsable aux documents classés « secrets », chargé de veiller à ce que ceux-ci ne parviennent pas entre les mains de personnes non autorisées ¹. D'une manière générale, les archives russes montrent qu'au sein du Komintern l'accès à l'information fonctionne selon des règles de centralisation et de sélectivité qui défavorisent nettement les sections.

Le PCS publiait bien, en 1937-1938, une revue intitulée *Wissen ist Macht*, mais dans l'appareil de l'Internationale ce n'est pas lui qui détenait ce pouvoir-là. Les archives de Moscou l'illustrent aussi au chapitre des voies de transmission du savoir que constitue la « ligne politique juste ». La réalité de l'intervention des émissaires du CE de l'IC, auxquels s'ajoutent en 1928 des instructeurs, chargés de missions de longue durée, montre que leur pouvoir passe par le fait qu'ils apportent des nouvelles du « centre » – sous forme de directives : ils « savent » ce que veut l'IC et ils « savent » ce que les sections doivent faire. En sens inverse, ils augmentent le pouvoir du « centre » en l'informant sur l'activité des partis communistes sans que celui-ci soit au courant de ce que l'on dit sur lui.

La sélection des cadres qu'ils opèrent en tant que représentants du CE de l'IC fonctionne, elle aussi, sur des critères de maîtrise du « juste savoir » : les fonctionnaires qu'ils nomment ou cooptent sont ceux qui leur semblent des garants de la discipline, ceux qui transmettront « la ligne », qui veilleront à son application « correcte ». Ils licencient, mettent à l'écart ou excluent les secrétaires, les rédacteurs, les parlementaires qui sont réputés peu conformes. Quant à la base, elle est « adaptée » sous la pression de ce qu'on appelle de manière euphémiste des « discussions » en cellule, un procédé qui, par sa répétition, permet d'éliminer toutes les opinions divergeantes. Le caractère contraignant

Rotpunktverlag, 1980, p. 155-197 ; et, avec quelques précisions en provenance des archives du Komintern, B. STUDER, *Un parti sous influence*, op. cit., p. 43-64.

1. Extrait du procès-verbal de la commission politique du secrétariat politique du CE de l'IC, 3 janv. 1932, CRCEDHC, 495-18-945.

de cette mesure est mis en exergue par le quotidien communiste bâlois, où il est précisé que « seuls les camarades qui défendent de façon convaincante la ligne du comité central » peuvent être sélectionnés comme orateurs à cette occasion.

C'est le déséquilibre grandissant entre un « centre » tout puissant, qui canalise, retient et ventile l'information à sa guise tout en démultipliant ses sources, et des sections de plus en plus dépendantes de ce qu'on veut bien leur transmettre, qu'a révélé l'ouverture des archives du Komintern. Mais les sources russes ne permettent pas seulement de retracer ce premier aspect constamment nié des rapports entre un parti communiste et les instances dirigeantes de l'Internationale, elles en dévoilent encore un second, la modification des formes de contrôle au fil des ans.

Grâce aux fonds du bureau pour l'Europe occidentale, le WEB, et des secrétariats de pays, puis, dans la seconde moitié des années trente, celui du secrétariat du CE de l'IC, on constate que les mécanismes de contrôle sur la docilité des sections s'affinent par le rétrécissement progressif de ce qui, d'une certaine manière, était encore « public » au profit du déplacement des délibérations et des discussions vers des instances plus spécialisées, sinon *ad hoc*. Dès le début de la décennie, la transmission des directives emprunte déjà en partie les voies plus discrètes qui deviendront la règle après la réorganisation de l'appareil du Komintern en 1935. S'il faut tancer des directions nationales récalcitrantes, on ne les confronte plus à la critique publique, mais lors de séances en comités restreints spécialement convoquées à cet effet où elles seront « travaillées » de façon à ce qu'elles se plient à toutes les exigences et reconnaissent leurs erreurs. Tant que se réunissent encore les plénums du CE de l'IC, l'admission de la « faute », en revanche, reste publique. La manière dont Jules Humbert-Droz est destitué en tant que secrétaire politique du PCS durant l'été 1932 illustre parfaitement ce procédé. La cabale contre le dirigeant suisse, auquel on reproche la rédaction d'une « plate-forme internationale de droite » (il s'agit en fait d'une résolution votée à l'unanimité par le comité central et qui proposait une attitude plus conciliante envers les socialistes), est lancée non pas en séance plénière mais dans une assemblée du secrétariat pour les pays d'Europe centrale. Ce n'est que lorsqu'on est définitivement assuré de la soumission du Suisse que la question est portée devant le XII^e plénum du CE de l'IC ¹. Ainsi, le rôle clé des secrétariats de pays ou du bureau pour l'Europe occidentale, le WEB, au tournant des années vingt et trente se comprend mieux depuis l'ouverture des archives russes : davantage au courant que le présidium ou le secrétariat politique des affaires des partis dont ils ont la charge, mais plus

1. On trouvera de nombreux documents sur cet épisode in *Archives de Jules Humbert-Droz, III : Les partis communistes des pays latins et l'Internationale communiste dans les années 1928-1932*, publié sous la direction de S. BAHNE, édité par Casto DEL AMO et Bernhard BAYERLEIN, avec une introduction de Bernhard Bayerlein, Dordrecht/Boston/London, Kluwer Academic Publishers, 1988, C, 800 p. et *Sous l'œil de Moscou. Archives de Jules Humbert-Droz, V*, publié sous la direction de A. LASSERRE, édité et introduit par Brigitte Studer, Zurich, Chronos Verlag, 1996. Cf. également B. STUDER, *Un parti sous influence, op. cit.*, p. 65-90.

fermées et discrètes que les congrès ou les plénums, ces instances intermédiaires composées de spécialistes profitent tout de même de l'autorité de l'Internationale. Elles préfigurent en quelque sorte le mode de transmission des directives de la période ultérieure, lorsque seuls quelques dirigeants triés sur le volet, désignés par Moscou, ont accès aux instances de l'Internationale et aux informations dont on veut bien leur faire part en tant que direction. Invités pour « consultation » et confrontés individuellement, ou en petit nombre, à des organismes constitués uniquement de fonctionnaires qui, s'ils ne sont pas forcément dotés d'un prestige personnel, jouissent néanmoins de celui de l'Internationale, les responsables nationaux se montrent souvent inhibés ; ils en deviennent aisément malléables ¹. Après 1933 le Komintern abandonne du reste ces semblants de parlements que sont les plénums, mieux caractérisés comme chambres d'enregistrements de décisions prises en haut. Et le dernier congrès n'est, comme l'on sait, qu'une vaste mise en scène où l'assistance sert de claque.

Enfin, nouvelle étape du long processus de concentration du pouvoir au sein de l'Internationale, devenue visible grâce à l'accès aux fonds du secrétariat général de Dimitrov, la restructuration d'octobre 1935 ² abolit les secrétariats de pays et les départements du CE de l'IC. Leurs tâches sont confiées directement à la dizaine de secrétaires, doté chacun à cet effet de sa propre infrastructure avec des rapporteurs, des dactylos, des représentants de partis... L'organisation étant plus compacte, les voies de transmission des données et le mécanisme de la prise de décision s'en trouvent raccourcis, l'information et donc le contrôle centralisés. Sans doute les sections de l'Internationale gagnent-elles quelque liberté dans leur gestion quotidienne. Mais les habitudes sont prises, la machine rodée, et c'est toujours de l'Est que les communistes occidentaux attendent orientation générale et directives. Les représentants de partis, délégués à Moscou et dès lors rattachés de manière immédiate à un des secrétariats personnels, sont chargés de les transmettre et de veiller à leur application. Cette méthode paraît nettement plus efficace que l'envoi d'émissaires auxquels, sans y renoncer tout à fait, on recourt moins systématiquement. De plus, elle a l'avantage non négligeable, au moment où l'URSS, à la poursuite de sa politique de sécurité collective, s'efforce de donner des gages de non-intervention dans les affaires domestiques des autres pays et, plus particulièrement en Suisse, dans un contexte politique hostile, de n'être guère perçue par la base et par l'extérieur.

1. Cf. par exemple les lettres que Jules Humbert-Droz envoie à son épouse Jenny le 1^{er} septembre 1932 et le 28 novembre 1935, publiées in Jules HUMBERT-DROZ, *Dix ans de lutte antifasciste, 1931-1941*, Neuchâtel, À la Baconnière, 1972, p. 64-65 et 136.

2. Cf. le procès-verbal qui détaille cette restructuration. Une version résumée a été publiée par mes soins in *International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism*, 1993-1994, n° 3-4, p. 25-30 ; la version intégrale est publiée in *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* (Berlin), article cité.

Dans une certaine mesure, ces dernières remarques sont également vraies pour un autre instrument de pouvoir sur les communistes occidentaux aux mains du « centre », la répression. Encore faut-il préciser que, dans ce domaine, les rênes sont tenues par d'autres organisations que le Komintern et qu'à partir d'un certain moment celui-ci sert tout au plus à alimenter la machine emballée. Ses propres rangs sont d'ailleurs fortement décimés par la terreur, comme le montrent les chiffres avancés par des chercheurs russes ¹. Victimes autant que responsables, les communistes le sont bien sûr à des degrés divers. Or, la question qui intéresse au premier chef l'histoire n'est pas celle de la culpabilité individuelle, mais plutôt celle de la conceptualisation d'un phénomène qu'on peut qualifier de psychose collective. Un climat de peur et de suspicion où, selon la constatation faite par Hannah Arendt, tout manque de « vigilance » équivalait à une preuve de culpabilité et où le seul gage de fiabilité devenait la dénonciation de ses amis ². Le moteur de la machine répressive qui la remettait en marche à tout bout de champ était la centralisation et l'archivage de données sur tout un chacun. Le fonctionnaire du Komintern était pris dans une sorte de « Panopticon », où l'on pourrait dire avec Foucault que « la surveillance [était] permanente dans ses effets, même si elle [était] discontinuée dans son action ». Le contrôle émanait de partout, tout un chacun y participait, induisant chez le communiste un « état conscient et permanent de visibilité », ³ à l'inverse du manque de transparence dans l'utilisation de ce savoir conservé sur lui. Et alors que l'individu oubliait les détails de sa biographie, l'Internationale, elle, n'oubliait rien. Ces informations, stockées année après année, constituaient la « mémoire vive » du Komintern.

Si aucun parti communiste n'a échappé à ce climat de délation, même pas ceux qui n'ont déploré que peu de victimes, voire pas de victime du tout, la raison ne tient pas d'abord au fait que les sections du Komintern ont elles aussi, bien que dans une moindre mesure, passé au peigne fin la biographie de leurs cadres et consigné toute trace d'une quelconque déviance politique dans des dossiers transmis par la suite à Moscou. Ou que des communistes occidentaux aient participé aux séances de « critique et d'autocritique collective » lors des réunions de parti des employés du Komintern ⁴. Si l'on conçoit

1. Cf. Fridrich FIRSOV, « Die "Säuberungen" im Apparat der Komintern », in Hermann WEBER et al., *Kommunisten verfolgen Kommunisten, Stalinistischer Terror und "Säuberungen" in den kommunistischen Parteien Europas seit den dreissiger Jahren*, Berlin, Akademie-Verlag, 1993, p. 37-51 ; Mikhaïl PANTELEIEV, « Les "purges" stalinienne au sein du Komintern en 1937-1938 : quelques repères sociologiques », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 34, janv.-juin 1994, p. 24-25.

2. *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, München/Zürich, Serie Piper, 1986, p. 524.

3. À ce propos, les observations de Michel Foucault sur le fonctionnement du pouvoir dans des institutions disciplinaires me semblent tout à fait pertinentes (cf. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, en particulier p. 197 sq.).

4. Reinhard MÜLLER, *Die Säuberung. Moskau 1936. Stenogramm einer geschlossenen Parteiversammlung*, Reinbek bei Hamburg, rororo aktuell, 1991, 591 p. ; Berthold UNFRIED, « Rituale von Konfession und Selbstkritik : Bilder vom stalinistischen Kader », in *Jahrbuch für historische*

l'Internationale comme un système d'ensemble, total, il apparaît que les finalités politiques communes ne formaient que la partie émergée des attaches entre les partis communistes d'Europe de l'Ouest et le « centre ». Aux liens organiques, rendus visibles par l'ouverture des archives, s'additionnaient des attaches psychiques. L'adhésion au monde communiste signifiait aussi l'adoption d'un mode de vie et d'une conception de la réalité, d'un ordre symbolique avec des références, des normes, des codes, des valeurs spécifiques. Cette « micro-société », englobant l'individu non seulement comme militant politique, mais dans sa personnalité toute entière, dans sa vie « privée » aussi bien que dans son engagement « public » – une distinction par ailleurs difficilement applicable à la capillarité sociale du monde communiste –, favorisait des dispositions mentales particulières où le monde extérieur représentait une menace permanente, « les autres » faisant figure d'ennemis. Par conséquent, le maintien de la cohésion du groupe nécessitait de constants efforts, une vigilance toujours éveillée et de périodiques « épurations », afin de se débarrasser de ceux par qui arrive la désunion que représentent un savoir nouveau, d'autres notions et expériences, bref une interprétation différente de la réalité. Le contrôle social horizontal répondait au contrôle vertical par le haut. Au sens positif, l'unicité était surtout obtenue grâce à la formation politique, depuis les cours centraux au niveau national jusqu'aux écoles de cadres du Komintern, où l'on transmettait des connaissances et une culture spécifiques. Mesures de sélection, critères d'évaluation, valeurs transmises, tout concourait à façonner le cadre stalinien orthodoxe, fidèle à la ligne ¹. Conformément à la manie du secret dans le Komintern, l'identité des participants devait rester confidentielle : le futur élève avait l'interdiction d'ébruiter la nouvelle dans son pays, et en Union soviétique, il n'était connu des autres que sous un pseudonyme. Plus qu'une simple mesure de sécurité, il s'agissait d'une mise en condition de l'élève. Par la radiation de sa propre histoire, on faisait ainsi de son passé table rase et on le rendait perméable aux référents et aux codes de la culture soviétique.

Pendant, on ne saurait comprendre le fonctionnement du « monde communiste » en le réduisant à son aspect coercitif, même dans ses formes bénignes. L'encadrement total, dont le militant était l'objet, lui apportait aussi des satisfactions. Il l'intégrait dans un réseau de solidarités, lui procurait une grille d'interprétation de la réalité et le déchargeait jusqu'à un certain point des choix moraux que les non-communistes étaient astreints à résoudre seuls. De ce point de vue, le microcosme communiste semble

Kommunismusforschung, 1994, p. 148-164 et *idem*, « Die Konstituierung des stalinistischen kadets in "Kritik und Selbstkritik" », *Traverses* (Entich), 1995, n° 3, p. 71-88.

1. À propos de la formation des cadres suisses à Moscou, cf. B. STUDER, *Un parti sous influence*, *op. cit.*, p. 230-249. Pour les modifications imposées par la stalinisation dans les cours en Suisse, cf. *ibid.*, p. 349-355, et les souvenirs de Fritz BRUPBACHER, *60 Jahre Ketzer. Selbstbiographie : « Ich log so wenig als möglich »*, (réédition par Karl Lang des souvenirs de F. Brupbacher, *60 Jahre Ketzer*, parus en 1935 à Zurich), Zürich, Verlagsgenossenschaft, 1973, 375 p.

comparable à celui des catholiques qui, lui aussi, incorpore l'être humain en entier ¹. Le collectif décuple les potentialités de l'individu. « Car chaque camarade a deux yeux, le Parti en a mille », écrit Bertold Brecht, « chaque camarade peut être anéanti mais le Parti ne peut être anéanti ». Surtout, il ajoute une dimension eschatologique à l'existence. « Ce n'est pas de petites vérités au jour le jour que nous vivons, mais d'un rapport total avec d'autres hommes », dit Paul Nizan ². En ce sens, l'appartenance au communisme peut aussi être interprétée comme une tentative d'échapper à l'individualisation, et à l'isolement qui en découle, de l'homme éclairé. À la place d'un monde désenchanté, elle offre cet « état de grâce » que décrit Arthur Koestler dans *Le Dieu des ténèbres* et dont la perte est si douloureusement vécue qu'elle explique pour une large mesure la fidélité des communistes occidentaux à l'autoritarisme stalinien.

La cohésion du système de l'Internationale communiste, dont la réaction disciplinée des communistes occidentaux aux procès de Moscou ou à la signature du pacte germano-soviétique apparaît comme la démonstration la plus flagrante, est le résultat d'un double phénomène convergent : à la multiplication et à l'affinement du contrôle par le « centre » s'ajoute l'adoption grandissante du système de valeurs soviétiques, puis plus spécifiquement staliniennes, par les communistes occidentaux. Même si le transfert culturel entre l'Est et l'Ouest se fait de manière de plus en plus unidirectionnelle, si l'homogénéisation est obtenue aux dépens des valeurs spécifiques des communistes, le processus n'est pas simplement imposé par le haut, il rencontre aussi l'approbation par le bas.

Le regard historique peut dès lors gagner en précision en permettant de distinguer les données factuelles d'une histoire positive longtemps voilées dans les « secrets d'organisation ». Il peut aussi élargir sa perspective en percevant que le Komintern formait un ensemble et qu'il faut, pour le comprendre, l'appréhender aussi bien par le « centre » que par la périphérie. Enfin, il peut gagner en profondeur en conceptualisant l'Internationale comme un système total, qui ne s'arrêtait pas au niveau des liens politiques entre les partis communistes occidentaux et le comité exécutif, mais qui offrait un mode de vie particulier où se diffusaient certaines pratiques sociales spécifiquement soviétiques que les communistes occidentaux adoptèrent en grande partie volontairement pour des raisons autant conjoncturelles que téléologiques.

DE QUELQUES PROBLEMES

L'ouverture inattendue, quoique depuis longtemps espérée, des archives de l'Internationale communiste a d'abord poussé le regard historique en direction de

1. Cf. à ce propos, Urs ALTERMATT, *Katholizismus und Moderne. Zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte der Schweizer Katholiken im 19. und 20. Jahrhundert*, Zürich, Benziger, 1989, en particulier p. 103-132.

2. *La conspiration*, Paris, Gallimard, 1938, p. 213.

recherches biographiques et événementielles. Ce qui était parfaitement normal et nécessaire puisqu'il fallait enfin combler les déficits de la connaissance sur l'appareil central et son personnel. Elle a, de plus, focalisé l'attention sur le phénomène de la répression à l'intérieur du Komintern. Une démarche qui était tout aussi indispensable et qui a permis de corriger la vision idéaliste qui prévalait souvent quant à la part prise par les communistes occidentaux dans les « purges », en les rangeant de manière trop unilatérale parmi les victimes. On ne parlera pas de l'histoire-révélation. Mais même menée sérieusement (ou se voulant du moins comme telle), cette perspective n'est pas sans comporter quelques angles morts, si elle reste centrée uniquement sur le cœur du système. Une histoire fixée sur l'appareil central et la vie interne risque, dans certains cas, de ne voir qu'une grande machine tournant à vide. Une telle interprétation – qui peut effectivement se dégager – ne ferait pas que passer à côté de la réalité historique, elle négligerait aussi les plus élémentaires principes de la méthode historique ou des acquis de l'histoire comme science sociale. L'histoire religieuse, longtemps préoccupée par le dogme et par l'institution, s'est depuis un certain temps déjà élargie à l'examen de la pratique religieuse et de la croyance populaire, l'histoire politique s'est ouverte aux motifs des acteurs, aux images et à l'imaginaire, à la culture politique. Il serait regrettable que l'historiographie du Komintern néglige ces approches. S'il est justifié de poser des questions comme : « Quelle force contraignait donc ces gens qui n'étaient ni juridiquement, ni moralement soumis à Moscou à travailler de façon si servile pour un régime étranger et à se transformer en laquais du dictateur du Kremlin ? » – remarquons qu'on eût tout de même préféré des formulations moins douteuses – il importe surtout d'y répondre. Et cela non par des affirmations péremptoires et des *a priori*, tels que, parlant des subsides alloués aux partis communistes occidentaux : « les trésors nationaux russes furent consacrés au financement du *brigandage* international ¹ ». Sans prendre en compte les aspirations politiques et sociales des protagonistes de l'époque, la conjoncture particulière de l'immédiat après Première Guerre mondiale, où ne se jouait rien de moins qu'une radicale redistribution des cartes au niveau international, ou l'implantation réelle des communistes dans le terreau national, on risque fort de ne parvenir qu'à une interprétation réductrice du passé.

La vision policière de l'histoire est du reste encouragée par le caractère interne, secret de ces archives ². Une approche que renforcent encore les dérives sécuritaires de la véritable chasse aux sorcières déclenchée dans les années trente. (Ce qui, soit dit en passant, n'est pas sans favoriser une certaine instrumentalisation politique des résultats de la recherche en ce domaine.) Même si les dimensions atteintes par les mesures de criminalisation ont de quoi surprendre, il faudrait néanmoins se garder d'anachronismes,

1. Arkadi VAKSBERG, *Hôtel Lux. Les partis frères au service de l'Internationale communiste*, Paris, Fayard 1993, p. 8 et 18. (C'est moi qui met en exergue.)

2. Pierre BROUÉ, Claude PENNETIER et Serge WOLIKOW font également cette remarque dans leur article « Archives de Moscou : les enjeux », *Politis. La Revue*, avril-juin 1994, n° 7, p. 105-110.

une chronologie précise s'impose. Entre une discipline librement consentie et une soumission imposée par la répression, il y a cette différence qui qualifie le changement historique. Il me semble qu'en ce domaine les méthodes et les concepts de l'histoire sociale peuvent être particulièrement utiles aux historiens du communisme. En dépit de leur applicabilité restreinte – et peut-être aussi discutable – au terrain du Komintern, des travaux d'historiens « révisionnistes » utilisant de telles approches, comme J. Arch Getty ou Gábor Tamás Rittersporn, s'avèrent stimulants à mon avis ¹. Quoiqu'il ne saurait ici être question de trancher s'il faut voir une « guerre civile larvée » (Rittersporn) ou plutôt un dessein rationnel – à condition toutefois que le terme « rationnel » soit approprié dans ce contexte – de Staline afin de se débarrasser d'opposants réels ou supputés, comme le soutient Pierre Broué ², dans les causes de la Terreur, on peut néanmoins retenir avec profit pour l'analyse de l'histoire du Komintern une conclusion commune aux deux approches. Il faut affiner notre vision du monde soviétique : l'image d'un parti et d'une société parfaitement monolithiques ne correspond en rien à la réalité historique. Mais cet énoncé ne se suffit pas en lui-même. Les sources se rapportant aux « purges » demandent une réflexion approfondie sur leur caractère intrinsèque et une mise en contexte précise. Ne serait-ce que parce que l'objet historique ainsi défini reprend implicitement les normes de l'époque. Mais aussi parce que la « vigilance » avait sa dynamique propre et reposait sur un système de règles informelles qu'une lecture au premier degré ne saurait prendre en compte. Une approche linéaire entraîne le risque d'une simple reproduction de la logique inhérente à ces documents, de la recherche de « déviations » passées qui expliqueraient la condamnation – un procédé qui relève de ce qu'on pourrait qualifier de « mimétisme historique ³ ». Ainsi, les « dossiers de cadres » nous en apprennent plus long sur les structures mentales des dirigeants du Komintern ou du Parti communiste soviétique et sur la forme que prennent « les ennemis » dans leur imaginaire que sur la position politique « réelle », voire l'attitude oppositionnelle, d'un individu. À condition d'être lus de manière critique, ces documents laissent entrevoir la pression à l'adaptation à laquelle les collaborateurs du Komintern étaient soumis, les règles de perception de soi et d'autoreprésentation en vigueur ainsi que le processus de construction et de reconstruction permanente de la mémoire dans un système dans lequel la *damnatio memoriae* faisait partie intégrante de la pratique du pouvoir.

Se pose ainsi le problème de l'« objectivité » de ces sources. Il semble presque que cette masse inédite d'archives peu épurées ait favorisé une attitude de foi naïve dans

1. J. Arch GETTY, *Origins of the Great Purges*, Cambridge/Mass, Cambridge University Press, 1985 ; Gábor Tamás RITTERSPORN, *Simplifications staliniennes et complications soviétiques. Tensions sociales et conflits politiques en URSS, 1933-1953*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1988.

2. Pierre BROUÉ, « Rolle und Funktion von "Säuberungen" im Rahmen des kommunistischen Herrschaftssystem », in H. WEBER *et al.*, *Kommunisten verfolgen Kommunisten*, *op. cit.*, p. 538-546.

3. Berthold UNFRIED fait cette remarque in « Rituale von Konfession und Selbstkritik », article cité, p. 149.

l'énoncé brut des matériaux. Or, comme tout corpus de textes constitué, les archives du Komintern ont leur histoire, leurs conditions de production. Sont-elles seulement complètes ? N'oublions pas qu'elles ont d'abord servi comme archives de travail et qu'elles ont dû être déménagées en catastrophe durant la guerre. En outre, le système de provenance selon lequel ces archives sont organisées a ses incontestables avantages, quoiqu'il risque aussi d'emprisonner le chercheur dans les mêmes structures de cloisonnement qui avaient régi leur origine. Mais surtout, il importe de réfléchir aux conditions dans lesquelles elles ont été produites et donc à leurs limites et à leurs lacunes. Ainsi, il convient de tenir compte du degré d'information souvent lacunaire des fonctionnaires qui confectionnaient les rapports. Et il est probable qu'ils étaient souvent guidés dans leur rédaction par leurs propres intérêts, en vue d'un avancement par exemple. De même, il faut s'interroger sur la qualité des informations transmises par les partis communistes à Moscou. N'essayaient-ils pas d'arranger les faits en leur faveur ¹ ? Plus particulièrement, concernant les dossiers de cadre, il importe de les lire en sachant que ceux qui remplissaient les formulaires ou écrivaient les « autobiographies » anticipaient sur les réponses attendues par ceux qui allaient les juger et les archiver, et qu'ils ordonnaient sans doute leur vie selon une mise en scène ritualisée. Ou encore, il faut se demander sur quels services les délateurs attendaient des instances de contrôle de l'Internationale, quelles stratégies propres ils poursuivaient. N'en usaient-ils pas aussi, d'une certaine manière, pour des visées personnelles ?

En définitive, il apparaît que l'accès – même s'il reste incomplet – aux archives du Komintern a d'ores et déjà permis d'importants progrès, notamment dans la connaissance factuelle de ce passé en voie de devenir historique. Il a ouvert de nouvelles pistes de recherche qu'il s'agit maintenant d'explorer. Mais l'euphorie des premières heures n'est pas restée sans risques pour l'historiographie, amenant certains à surestimer la portée des découvertes. À condition d'utiliser ces archives de manière critique et de ne pas négliger d'autres sources, telles que les fonds privés, les correspondances personnelles, les archives de police des pays occidentaux, voire la littérature et le cinéma, ainsi que d'autres sources liées à l'imaginaire et aux représentations, elles constituent cependant, à n'en pas douter, un instrument de travail formidable et inespéré pour les historiens du Komintern.

Brigitte STUDER
LAUSANNE

1. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle la direction de l'Internationale, consciente du fait, multipliait autant que possible ses sources d'informations.

LES ORGANES DIRIGEANTS DU KOMINTERN : UN CHANTIER PERMANENT

En 1977, l'historien tchèque Frantisek Svatek finissait sa contribution sur les organes dirigeants du Komintern par la phrase suivante : « Jusqu'à l'ouverture des archives du Komintern, la seule méthode consiste dans l'analyse systématique des mémoires et surtout des témoignages oraux, sans préjugés. » La contribution pionnière de Svatek – « Les organes dirigeants du Komintern : leurs développement et leurs composition » – est restée longtemps inconnue à l'Ouest. Elle s'appuie sur une analyse rigoureuse des publications officielles du Komintern et de celles d'anciens collaborateurs ¹.

L'ouverture inespérée des archives russes ne remet pas le compteur de l'historiographie à zéro. Néanmoins, elle permet de réévaluer le fonctionnement d'un appareil qui a produit – tout au long de son existence – des milliers de pages sur ses « problèmes organisationnels ». Les recherches sur les organes dirigeants du Komintern vont reprendre sur une base nouvelle ; il faudra aux historiens des années pour dégager le mode de fonctionnement de l'appareil et ses restructurations successives. Nous limiterons à résumer ce que les historiens savaient déjà avant l'ouverture et essayerons ensuite d'ajouter des éléments nouveaux provenant des archives moscovites. Les fonds d'une bonne douzaine d'organes dirigeants du Komintern ne pourront être étudiés que grâce à un travail collectif qui commence à peine.

1. Cf. F. SVATEK, « The Governing Organs of the Communist International : their growth and composition, 1919-1943 », *History of Socialism. Yearbook 1968*, Prague, 1969, p. 179-266 ; F. SVATEK, « Gli organi dirigenti dell'Internazionale comunista : loro sviluppo e composizione (1919-1943) », *Movimento operaio e socialista*, n° 1-3/1977 ; Jane DEGRAS, *The Communist International 1919-1943*, vol. 1-3, London. 1956/1960/1971 ; Branko LAZITCH, Milorad DRACHKOVITCH *Biographical Dictionary of the Comintern*, Stanford, 1986 ; Vilem KAHAN, « The Communist International 1919-1943 : the Personnel of its Highest Bodies », *International Review of Social History*, vol. XXI, 1976, p. 151-185.

1919-1926

Nous savons que les statuts du Komintern ont été modifiés trois fois. Les congrès mondiaux de 1920, de 1924 et de 1928 les ont discutés et approuvés. Les statuts ainsi que les procès-verbaux des congrès ont été publiés à l'époque. Le congrès mondial est selon les statuts, la plus haute instance de l'Internationale et élit un Comité exécutif (CE), organe dirigeant entre deux congrès. Il n'a pas été nécessaire d'attendre l'ouverture des archives pour constater les faits suivants : l'allongement, surtout à partir de 1924, des intervalles entre chaque congrès ; le poids faiblissant du CE au profit de quelques organes plus restreints qui sont pourtant élus par le CE (présidium, secrétariat, orgbureau) ¹. Cette tendance à la centralisation et à la bureaucratisation ne fut pas imposée – comme on pourrait le supposer – par la branche russe, mais par les communistes occidentaux. N'oublions pas que la débâcle en 1914 de la II^e Internationale, marquée par le fédéralisme, fut attribuée, par plusieurs orateurs des congrès, à un manque de centralisme ². La montée du centre de décision vers le haut et le renforcement des moyens de contrôle vers le bas ne rencontrèrent que peu de résistance. Ce furent les délégués norvégiens et suédois qui, au III^e plénum élargi du CE en 1923, s'insurgèrent contre l'interdiction des mandats impératifs pour la constitution du CE : « C'est à chaque parti d'élire ses représentants pour le CE ; de même, les représentants envoyés par l'Internationale aux partis devraient être choisis après consultation du parti concerné. » Ces objections furent balayées par le plénum, ainsi que la proposition que ce soit dans chaque pays le congrès du parti qui élise, dans les semaines précédant le congrès mondial, ses délégués pour le CE. Aux yeux des instances dirigeantes, le CE ne devait pas ressembler à un parlement de tous les partis-frères, mais à un organe unifié ³.

L'ouverture des archives nous permettra de comparer les discours publiés avec les textes établis par les sténodactylos lors des congrès. Les interventions des opposants

1. Cf. SVATEK, « Organi dirigenti », art. cit., p. 96-102.

2. Cf. le discours de l'italien Bordiga (p. 814) ou de l'allemand Hugo Eberlein, chargé par le CE en 1922 de défendre, devant les congressistes, la réorganisation du CE de l'IC. Eberlein déclarait : « Sous ce rapport, l'exemple de la II^e Internationale fut toujours pour nous une mise en garde, une Internationale reposant davantage sur un modèle fédéral que sur un modèle centralisé, dont l'activité consistait pour l'essentiel en réunions régulières ou irrégulières, où les plus beaux discours et les plus belles décisions n'étaient jamais mis en pratique par personne, une Internationale où chaque section pouvait faire ce qu'elle voulait, où chacun agissait à sa guise. » (*Protokoll des 4. Kongresses*, Hamburg, 1923, p. 804).

3. Cf. les interventions de SCHEFLO (p. 81), HÖGLUND (p. 83), TRANMAEL (p. 88) et FALK (p. 164), *Protokoll der erweiterten Exekutive, Juni 1923*, Hamburg 1923. Citation traduite par l'auteur. Aldo Agosti écrit, à juste titre, dans une contribution récente : « à compter de 1921, le "Parti mondial" cessa d'être l'outil organisationnel, politique et idéologique appelé à provoquer la révolution mondiale, pour devenir un moyen destiné plutôt à empêcher le mouvement communiste de se désintégrer, à le diriger et à le discipliner dans l'attente de la révolution mondiale ». Cf. A. AGOSTI, *World Revolution and the "World Party for the Revolution"*, contribution au colloque sur l'Internationale communiste, Moscou, 20-22 oct. 1994.

étaient-elles faussées et truquées ? Ce sont les Éditions du Komintern elles-mêmes qui ont averti le lecteur des délibérations du congrès de 1928 que le texte publié était un résumé. Pour la première fois, nous aurons accès aux procès-verbaux des multiples commissions et aux dossiers de la commission des mandats qui faisait remplir à chaque délégué un questionnaire. La question des pseudonymes et des discours truqués sera ainsi résolue une fois pour toutes ¹.

Le présidium, élu par le CE, s'appelait jusqu'en automne 1921 « Bureau restreint ». Avec le CE, il publie jusqu'au printemps 1922 des abrégés des procès-verbaux de ses réunions. On peut en déduire que le Présidium tenait réunion jusqu'à deux fois par semaine ; le CE se réunissait à un rythme bien moindre, à peu près une fois par mois ². Nous pensons que la prépondérance du présidium s'explique par le nombre élevé des membres du CE qui était absents de Moscou, rendant ainsi son fonctionnement régulier impossible. Ainsi s'expliquent aussi les plaintes sur la « fluctuation intolérable » dans l'appareil et les tentatives (vaines) pour obliger les membres du CE à résider à Moscou. Le présidium avec 10 membres (en 1922) était plus opérationnel qu'un CE comptant 25 membres ³. L'élection d'un secrétariat à partir de 1921 et d'un orgbureau à partir de 1923 déchargèrent le présidium des tâches quotidiennes et lui permirent de concentrer ses efforts sur les questions politiques. Une fois débarrassé des problèmes organisationnels et techniques, il ne se réunit, à partir de 1926, que toutes les deux semaines ⁴.

Le fonds « Présidium » aux archives à Moscou est composé de 413 dossiers, qui ne sont pas accessibles à tous. C'est l'archiviste Elena N. Sachnasarova qui en décide, en fonction de critères difficilement repérables. À peine élus, deux des trois secrétaires du CE en 1921 furent dépêchés d'urgence à l'étranger et remplacés par Souvarine et Kobeski. Cet épisode est révélateur de l'instabilité du petit appareil du CE et de sa confiance dans l'éclatement de nouvelles révolutions en Occident. Ce n'est qu'après la défaite allemande en 1923 que le Komintern fut pris par une sorte de folie organisationnelle qui voulait faire croire que la percée dans les pays développés avait échoué par manque d'une machine de parti bien huilée. La construction de cet appareil, c'est-à-dire l'embauche des collaborateurs et la formation des partis-frères aux « méthodes victorieuses du Parti russe », incombait

1. Cf. V. KAHAN, « A Contribution to the Identification of the Pseudonyms used in the Minutes and Reports of the Communist International », *International Review of Social History*, vol. XXIII, 1978, p. 177-192.

2. Cf. *Die Tätigkeit der Exekutive und des Präsidiums des EK der Komintern, 13. Juli 1921 bis 1. Feb. 1922*, Petrograd, 1922 ; *Bericht über die Tätigkeit des Präsidiums und der Exekutive der Komintern, 6. März bis 11. Juni 1922*, Hamburg, 1922.

3. D'après un calcul approximatif, le CE s'est réuni tous les trois mois en 1925, tous les quatre mois en 1926 et tous les six mois en 1928. Cf. *Tätigkeitsbericht der Exekutive der Komintern 1925-1926*, Hamburg, 1926, p.13 ; *Protokoll der Erweiterten Exekutive der Komintern, Moskau 22. Nov. - 16. Dez. 1926*, Hamburg, 1927, p. 843 ; *Protokoll des 6. Weltkongresses der Komintern, Moskau 17 Juli - 1. Sept. 1928*, Bd.4, Hamburg, 1929, p. 104.

4. Cf. *Protokoll der Erweiterten Exekutive*, op. cit., p. 843.

pour une grande partie au secrétariat et à l'orgbureau. D'après les statuts de 1924, le secrétariat était l'organe exécutif du CE, de son présidium et de l'orgbureau. Un règlement interne précise en 1926 les fonctions : préparation des questions pour les instances décisives du CE de l'IC ; exécution des décisions prises par ces instances ¹. À première vue le secrétariat fut un simple organe d'exécution des ordres venus d'en haut. Les secrétaires successifs prirent néanmoins une part chaque fois plus grande dans le processus de décision et devinrent des connaisseurs intimes des rouages du Komintern (Piatnitski, Kuusinen, Humbert-Droz).

L'Orgbureau comptait entre 7 et 14 membres, avec parmi eux tous les secrétaires du CE. Leurs noms sont connus depuis longtemps, la presse du Komintern les avait publiés dès leur élection par le CE. Les procès-verbaux, toujours signés par Piatnitski, nous permettent aujourd'hui de cerner leur compétence. L'orgbureau se réunit environ deux fois par mois pour discuter les rapports et les plans de travail que les chefs des départements et des organisations de masse lui présentaient ². L'orgbureau fut le moteur et l'organe de contrôle de la construction de l'appareil pendant la phase qu'on pourrait appeler « d'accumulation primitive ». Il fut dissout sur proposition du présidium lors du VII^e plénum élargi à la fin de l'année 1926, dans le cadre d'une vaste réorganisation de l'appareil moscovite ³.

LA REORGANISATION DE 1926-1927

Nous connaissons le début de cette réorganisation – à notre avis la plus importante jusqu'en 1935 – par un rapport de l'exécutif. Ce rapport de l'année 1926 est peut-être le dernier qui nous ait donné, jusqu'à l'ouverture des archives, un aperçu sur une réorganisation en cours. Le nombre des secrétaires passe de 5 à 13, chaque secrétaire étant responsable d'un groupe de pays.

Secrétariats de pays (avril 1926) : répartition géographique ⁴

- a) Allemagne
- b) France, Italie, Belgique, Suisse
- c) Grande-Bretagne, Irlande, Pays-Bas, Australie, Afrique du Sud. Sous-groupe : colonies
- d) Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie
- e) Pologne, Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie
- f) Bulgarie, Yougoslavie, Turquie, Roumanie, Albanie

1. *Satzungen für das EKKI, seine Organe und seinen Apparat*, 30 mars 1926, CRCEDHC, 495-46-7.

2. Cf. fonds 495-26, en particulier PV du 15 déc. 1924 (495-26-9) et du 24 avril 1926 (495-26-28), CRCEDHC.

3. C'est Togliatti qui a présenté le plan de réorganisation. Cf. *Protokoll der Erweiterten Exekutive der Komintern, Moskau 22.11. bis 16.12. 1926*, Hamburg, 1927, p. 842-844. Voir aussi *Bericht über die Tätigkeit der Exekutive der Komintern vom IV. bis zum V. Weltkongress*, Hamburg, 1924, p. 109.

4. Cf. *Tätigkeitsbericht der Exekutive der Komintern, Feb. bis Nov. 1926*, Hamburg, 1926, p. 9-10. Voir aussi P. HUBER, « Struktur und Kompetenzverteilung im EKKI-Apparat 1919-1943 », contribution au colloque sur l'Internationale communiste, Moscou, 20-22 octobre 1994.

- g) Scandinavie (Suède, Norvège, Danemark, Islande)
- h) Espagne, Portugal, Amérique latine
- i) États-Unis, Canada. Sous-groupe : Japon
- k) Proche-Orient (Perse, Syrie, Égypte, Palestine)
- l) Extrême-Orient (Chine, Mongolie, Corée)

Les raisons de cette restructuration, son application et ses modifications successives sont restées dans l'ombre. Un fonds couvrant les années 1923-1929 et intitulé « commission pour la question de la réorganisation de l'appareil » nous fournira à l'avenir les éléments nécessaires. Un premier dépouillement nous donne les noms des collaborateurs suivants (les chefs sont en *italique*) :

Secrétariats de pays (avril 1926) : collaborateurs ¹

- a) *Kuusinen*, Remmele, Geschke, Neumann, Manouilsky
- b) *Humbert-Droz*, Jacob, Treint, Togliatti, Manouilsky, Walecki
- c) *Pogany*, Fergusson, Bedacht, Zetkin, Schüller, Roy. Sous-groupe : *Roy*, *Pogany*, *Voitinski*, Fergusson, Semaoen, Schüller
- d) *Geschke*, Smeral, Kun, Manouilsky
- e) *Dimitrov*, Bogouski, Manner, Manouilsky, Piatnitski
- f) *Smeral*, Dimitrov, Filipovic (« Boskovic »), Piatnitski, Togliatti
- g) *Kornblum*, Remmele, Pogany, Sillen, Kuusinen
- h) *Togliatti*, Humbert-Droz, Woog (« Stirner »), Treint, Nin
- i) *Roy*, Bedacht, Kuusinen, Fergusson, Katayama
- k) Raskolnikov (« Petrov »), Ferdi, Walecki, Jacob, Fergusson, Togliatti, Vasilieva
- l) *Voitinski*, Bedacht, Fergusson, Semaoen, Remmele, Roy

Cette réorganisation fut le résultat d'un large processus de consultation, que le secrétariat avait entamé dès novembre 1925. Il avait mis sur pied une commission constituée de Piatnitski et des deux finlandais Kuusinen et Mauno Heimo qui devait, après avoir écouté les responsables de tous les départements, formuler des propositions. Lors de la première réunion avec les cadres du « département pour l'information », Heimo définissait la tâche de cette commission de la façon suivante : « Tenir conseil avec les collaborateurs des divers départements sur les défauts et les difficultés du travail ainsi que sur une amélioration possible. » Les procès-verbaux de ces réunions sont une mine d'or pour entrevoir l'appareil moscovite tel qu'il a travaillé au début de l'année 1926 :

Collaborateurs (politiques et techniques) des départements (1926) ² :

Secrétariat	45
Secrétariat Zinoviev	27
Département pour l'information	33
Département pour l'Agit-prop	16
Département d'organisation	15

1. *Tagungskalender*, 14.4.1926, 495-46-7, CRCEDHC.

2. *Material zum Bericht über die Ergebnisse der Reorganisation* [sans date], 495-46-70, CRCEDHC.

Département des éditions	64
Département des liaisons (OMS)	33
Département administratif	97
Rédaction « L'internationale communiste »	3
Département pour le travail féminin	5
Section pour les coopératives	8
Total :	346

Nous ne disposons pas du rapport final de la commission de réorganisation (Piatnitski/Kuusinen/Heimo). Il est probable qu'un « memorandum sur la réorganisation », signé par trois secrétaires du CE (Kuusinen, Humbert-Droz, Pogany), résume ce constat : mauvaise répartition du travail entre les secrétaires ; manque de continuité en raison d'absences prolongées.

Les trois arrivaient à cette conclusion : « Un système basé sur les pays, respectivement sur des groupes de pays doit guider la répartition du travail. [...] Ces groupes de travail selon les pays se composent du secrétaire responsable, des rapporteurs respectifs de l'Agit-prop, du département d'organisation, du département d'information ainsi que des représentants de parti à Moscou ¹. »

Nous aimerions maintenant esquisser brièvement les compétences de quelques organes dirigeants qui furent créés en 1926 et supprimés au cours de la restructuration de 1935.

La réorganisation de 1926 introduisit, outre les secrétariats de pays, trois nouvelles structures de direction et en abolit deux, à savoir le Secrétariat et le « Bureau d'organisation ». L'ancien Secrétariat s'appela dès 1926 Secrétariat politique, ce ne fut donc qu'un changement de nom. Or, le nouveau Secrétariat politique eut à ses côtés deux, et même, à partir de 1929, trois nouveaux organes dont nous essayerons de décrire par la suite les compétences. Il s'agit des nouvelles « Commission permanente », « Petite commission » (aussi « Commission restreinte ») et « Commission politique du Secrétariat politique ». Le Secrétariat politique était composé de 11 à 19 secrétaires, qui se réunissaient une fois par semaine. Chacun était responsable d'un secrétariat de pays, d'un département du Komintern ou d'une des organisations de masse du Komintern : « Le Secrétariat politique répartit parmi les secrétaires la direction des travaux des secrétariats de pays, des départements du CE de l'IC, de même que la direction des activités des fractions communistes dans les organisations de masse internationales ². » A. Losovski, par exemple, représenta pendant toute la période de 1926 à 1935 l'Internationale syndicale rouge. Selon une note de procès-verbal, les séances avaient lieu, en règle générale, « dans le bureau du Cam. Piatnitski » qui appartient sans interruption au Secrétariat politique ; les

1. *Mémorandum* [sans date], 495-46-5, CRCEDHC. Voir aussi les propositions de B. Kun qui vont dans le même sens (*An die Reorganisationskommission, Moskau* [sans date], 495-46-5, CRCEDHC).

2. Décision du Présidium du 20 déc. 1926, CRCEDHC, 495-19-398a. À propos du nombre des secrétaires élus, voir V. Kahan, 1976, *art. cit.*

réunions dites « ouvertes » du Secrétariat politique auxquelles participaient jusqu'à trente cadres du Komintern devaient être tenues dans « la salle de réunion du CE de l'IC 1 ». Le Secrétariat politique discutait et ratifiait les décisions des secrétariats régionaux qui lui paraissaient importantes. Par exemple en mai 1933 « un projet de lettre du secrétariat des pays d'Europe centrale au PC Suisse » défendu à cette réunion par le Hongrois Sandor Nogradi (« Kellermann »), le rapporteur responsable pour la Suisse au sein du secrétariat d'Europe centrale. Après des interventions de Piatnitski et Kuusinen, il fut décidé d'expédier la lettre en Suisse, avec les améliorations suggérées et au nom du Secrétariat politique 2. Lors d'une réunion tenue en février 1935, un rapport sténographié de V. Codovilla, traitant du PC espagnol et présenté au Secrétariat des pays latins, fut distribué aux secrétaires politiques ; lors de la même séance, Togliatti présenta un projet de résolution du Secrétariat latin au sujet du PC belge, projet discuté et approuvé. Outre le contrôle du travail des secrétariats de pays, le Secrétariat politique se consacrait à l'appréciation générale de la situation politique ; ainsi en septembre 1933 deux séances entières furent consacrées à « l'échange d'opinion sur le caractère de la révolution espagnole » et à la « situation économique mondiale ». Une analyse approfondie de ces procès-verbaux nous permettra de voir comment se formaient les avis à la direction du CE de l'IC et si des divergences politiques se faisaient jour 3.

Depuis septembre 1929 un deuxième organe existait à côté du Secrétariat politique, traitant en partie des mêmes questions : la Commission politique du Secrétariat politique. Des projets provenant des secrétariats de pays et critiqués au Secrétariat politique devaient, une fois revus et corrigés selon ses indications, être approuvés par la Commission politique. En guise d'exemple, citons un « Projet sur la question nationale en Chine », présenté par G. I. Safarov au Secrétariat politique et mentionné ainsi au procès-verbal : « Accepté comme base. Le Secrétariat de pays est mandaté pour compléter le projet selon les propositions émises au cours de la discussion, de le remanier et de le présenter pour confirmation à la Commission politique 4. »

On ne peut que supposer quelle était la répartition précise des compétences entre ces deux instances dirigeantes qui tenaient chacune trois réunions par mois en 1934. Du point de vue des personnes, elles se recoupaient, la Commission politique comptant toutefois moitié moins de participants aux réunions. Les deux Russes Piatnitski et Manouilsky faisaient partie des deux organes. La Commission politique s'occupait plutôt de questions techniques, ce qui explique la participation aux séances du Finlandais M. Heimo

1. PV du 29 janv. 1933, CRCEDHC, 495-3-355 ; PV du 9 févr. 1933, CRCEDHC, 495-3-359.

2. PV du 9 mai 1933, CRCEDHC, 495-3-374.

3. PV du 9 sept. 1933, CRCEDHC, 495-3-389 ; PV du 21 sept. 1933, CRCEDHC, 495-3-390 ; PV du 11 févr. 1935, CRCEDHC, 495-3-432.

4. PV du 29 mars 1933, CRCEDHC, 495-3-368.

du Département administratif et de l'Américain G. M. Gerisch du Bureau du Secrétariat ¹. La Commission politique avait aussi le dernier mot – au moins depuis septembre 1931 – lors de l'engagement ou du licenciement d'une catégorie de collaborateur du CE de l'IC : « collaborateurs dirigeants du CE de l'IC (représentants du parti, chef et adjoint des départements et des secrétariats de pays, rédacteurs responsables, etc.) ».

Ce transfert de compétences fut décidé par la Commission permanente en septembre 1931, ce qui nous montre une troisième instance dirigeante, déjà dissoute au printemps 1934 ².

La Commission permanente fut créée en mars 1926 par le Secrétariat du CE de l'IC. Ses procès-verbaux sont une mine d'or pour les recherches sur la dotation en personnel du Komintern, les salaires, les émisseurs, l'administration des immeubles (hôtel Lux, etc.), les privilèges sociaux et beaucoup d'autres aspects. Les procès-verbaux de la Commission permanente ressemblent à ceux d'une Commission restreinte qui s'occupait du même domaine confidentiel entre 1926 et 1935. Ses membres ne différaient pas non plus significativement de ceux de la Commission restreinte. Les deux organes tenaient des séances tous les sept à dix jours. Citons comme participants réguliers quelques personnages exposés représentant les secteurs les plus divers de l'appareil du Komintern, impliqués dans le travail conspirateur à l'étranger ou dans le contrôle des collaborateurs du Komintern : Piatnitski (OMS), B. A. Vasiliev (Département d'organisation), J. Abramov (OMS), Angaretis (Commission de contrôle internationale), J. J. Cirul (Section cadres du Département d'organisation). Les domaines d'activité de la Commission permanente et de la Commission restreinte étaient tellement proches que les procès-verbaux ont même été confondus lors du classement dans les archives ³.

Quelques exemples typiques extraits des procès-verbaux des deux commissions suffiront à cerner leurs compétences. La Commission permanente exprima en juin 1927 « un blâme pour conservation illicite de copies de télégrammes codés » à Försterling, collaborateur OMS. En janvier 1933 le point 3 de l'ordre du jour disait : « Infraction contre la conspiration au Secrétariat anglo-américain pour avoir gardé de la documentation strictement confidentielle pendant la journée de congé dans un simple bureau ⁴. » La Commission permanente approuvait également l'engagement, la mutation dans un autre département et les départs de collaborateurs du Komintern. Richard Sorge, le futur maître-espion à Tokyo, fut encore confirmé dans sa fonction de secrétaire de D. Manouïlsky en

1. PV du 4 sept. 1929, CRCEDHC, 495-4-1 ; PV du 11 mai 1935, CRCEDHC, 495-4-388.

2. *Verordnung über Anstellung und Entlassung*, 7 oct. 1931, CRCEDHC, 495-20-764.

3. Les documents enregistrés au CRCEDHC sous « Commission restreinte » (495-6) contiennent également des procès-verbaux de la « Commission permanente » néanmoins classés sous 495-7.

4. PV du 13 janv. 1933, CRCEDHC, 495-7-25 ; PV 24 juin 1927, CRCEDHC, 495-7-3. « Försterling » est Edgar Thälmann, qui se suicida en 1947 à l'hôtel Lux ; cf. R. MÜLLER, *Die Akte Webner. Moskau 1937 bis 1941*, Rowohlt, Berlin, 1993, p. 399.

avril 1929 ; en août 1929 il fut « libéré de son travail au CE de l'IC et mis à disposition du CC du PCUS » – ce qui marqua donc le début de sa carrière au service du contre-espionnage militaire soviétique (GRU). Henri Robinson présenta, avec succès, en avril 1926 une demande à la Commission restreinte concernant « sa libération du travail dans le Département d'organisation afin de pouvoir militer au PCF » – et il disparut du secteur du Komintern et finit, *via* l'OMS, au GRU ¹. La Commission permanente jouait également, et ce assez tôt, un rôle dans l'orientation idéologique et dans l'élimination des « ennemis du parti ». En août 1929 elle constitua une Commission pour l'épuration de l'appareil du CE de l'IC, composée de Piatnitski, Ulbricht et du membre du bureau des cellules J. Mirov. La Commission permanente approuvait régulièrement les procès-verbaux de la Commission de contrôle internationale – en de très rares cas elle exigea des modifications mineures ². Elle consacrait beaucoup de temps à l'engagement de nouveaux collaborateurs du CE de l'IC et aux demandes pécuniaires. En octobre 1930 elle ratifia l'embauche de Michel Marty, frère d'André Marty, en tant que rapporteur au Secrétariat des pays latins. Elle refusa par contre d'allouer 100 roubles à la Suissesse Lydia Dübi qui souhaitait acheter des habits occidentaux – cette dernière se rendit en 1932 de Moscou à Paris pour y diriger l'appareil OMS. André Marty put envoyer en 1932 20 roubles à sa belle-mère (il en avait demandé 45), V. Codovilla reçut un supplément de salaire puisqu'il devait aider sa femme vivant à l'étranger ³.

Mais la Commission permanente décidait également quel collaborateur du CE de l'IC pouvait bénéficier de privilèges. En l'année de crise 1932, elle établit une liste des collaborateurs « autorisés à bénéficier de la table de midi ». En 1933 elle demanda que le budget pour 1934 prévoie « la construction de trois datchas individuelles pour les membres du CE de l'IC ». Un éternel sujet parmi les cadres dirigeants du Komintern étaient les plaintes des habitants du Lux au sujet de rats, puanteur, bruit et expulsions « injustes ». Après un incendie à l'hôtel Lux, la Commission permanente engagea le Département administratif à licencier le commandant du Lux, Tcherbinine ⁴.

Au printemps 1934 – plus d'une année avant la réorganisation générale de l'appareil du CE de l'IC – la Commission permanente fut dissoute. Ses tâches furent reprises par la Commission restreinte, déjà créée, et la Commission politique du Secrétariat politique. Ainsi on mit un premier frein au « parallélisme » si souvent déploré. Nous supposons également que par un élargissement du Département administratif, les hauts

1. PV 16 avril 1926, CRCEDHC, 495-6-1 ; PV 24 août 1929, CRCEDHC, 495-7-11.

2. Cf. PV 21 juill. 1930, CRCEDHC, 495-7-14 ; PV 24 août 1929, CRCEDHC, 495-7-11.

3. PV 20 nov. 1930, 495-7-16 ; PV 13 août 1932, 495-7-23 ; PV 22 août 1931, 495-7-17 ; PV 11 oct. 1930, 495-7-15, CRCEDHC. Concernant L. Dübi, cf. P. HUBER, *Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau : Gefangene und Verteidiger der Komintern*, éd. Chronos, Zürich, 1994, p. 28-32, 257-267.

4. PV 21 oct. 1933, 495-7-28 ; PV 13 août 1933, 495-7-27 ; PV 25 nov. 1932, 495-7-24, CRCEDHC.

fonctionnaires du Komintern n'avaient plus à traiter eux-mêmes les plaintes et requêtes des collaborateurs. Après le remaniement généralisé de 1935, le Département, renforcé, des cadres et le Département administratif déchargèrent les dix secrétaires du CE de l'IC. Lors de la répartition interne au Secrétariat des responsabilités on attribua au Russe M. A. Trilisser (« Moskvine ») les charges administratives. En tout cas, le Département administratif passa de 57 collaborateurs en 1932, à 191 en 1941 ¹.

L'EPOQUE DES SECRETARIATS DE PAYS (1926-1935)

Les secrétariats de pays existaient depuis mars 1926 et complétaient les trois plus importants départements qui étaient également en contact direct avec les PC à l'étranger : le Département d'organisation, le Département pour l'agitation et la propagande, le Département d'information. La mise en place de secrétariats de pays avait pour but de décharger les 13 secrétaires du CE de l'IC (1926) et de les libérer de la gestion personnelle de certains secrétariats nationaux. Les secrétariats de pays avaient pour tâche « de suivre à tous égards la vie politique de leurs pays et le travail des sections, régulièrement et systématiquement, de préparer les questions de ces sections pour les organes décisionnels, d'exécuter immédiatement les décisions prises par ces organes et de rendre compte de l'exécution de ces décisions ² ». L'existence de plusieurs organes du CE de l'IC traitant des mêmes aspects d'une section nationale ne pouvait que mener à des tensions et à la paralysie de l'appareil. L'Allemand Alfred Kurella, qui avait dirigé en 1925 l'école de cadres du PCF à Bobigny et qui devint – de retour à Moscou – dirigeant adjoint de l'Agit-prop, résuma en 1927 ses doléances à l'adresse de la « commission pour la réorganisation de l'appareil du CE de l'IC » comme suit : « Voie d'instances interminable, par laquelle une initiative ou un problème doit se frayer un chemin ; d'une part le parallélisme, d'autre part l'esprit de concurrence parmi les différents départements ; donc beaucoup de travail superflu, et beaucoup de choses importantes qui ne sont pas traitées ³. »

Nous disposons actuellement, après l'ouverture des archives, de renseignements plus précis sur le nombre de secrétariats de pays, les pays les composant et les collaborateurs. D'après nos premières recherches, les chefs des secrétariats de pays et leurs adjoints étaient les suivants ⁴ :

Chef et adjoints des secrétariats de pays (1926-1935) :

Secrétariat des pays latins (France, Italie, Belgique, Espagne, Portugal, Luxembourg) : Sokolin, A. J. Guralsky, A. Tasca, J. Humbert-Droz, E. Fried, S. Miniev (« Stépanov ») ; collaborateurs :

1. *État pour 1941*, CRCEDHC, 495-18-1330 ; *État pour 1932*, 495-7-21 ; PV *Kommission zur Prüfung der Arbeit der Geschäftsleitung und der Ständigen Kommission*, 16 févr. 1932, 495-7-38, CRCEDHC.

2. Cf. *Satzungen für das EKKI, seine Organe und seinen Apparat*, 7 p., sans date [1926], CRCEDHC, 495-19-398a.

3. Cf. *Memorandum*, 8 déc. 1927, *ibid.*

4. Approuvé par le Secrétariat politique le 28 sept. 1928. Cf. *An alle Abteilungen des EKKI*, 31 mai 1929, CRCEDHC, 495-20-762.

B. A. Vasiliev, H. Barbé, S. I. Gousev, V. Kolarov, V. Codovilla, de Boek, K. Rossi, A. Berei, K. Massi, A. Picard, M. Marty, Lebedeva, Golubeva, T. Sidkova, C. Servet, S. Marin, R. Kahn, Canestri, Azzario, J. Crémet, A. Delobelle, Di Vittorio, M. Gaillard, E. Gennari, H. Jacob, A. Treint, Vicenti.

Secrétariat des pays d'Europe centrale (Allemagne, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Suisse, Pays-Bas) : S. I. Gousev, H. Remmele, W. Knorin, G. B. Smoljanski, H. Nuding ; collaborateurs : G. Brückmann, R. Urban, B. Smeral, A. Weizblum (« Karolsky »), S. Pollak, O. Kuusinen, B. Kun, N. I. Brubacher, W. Copic, S. Nogradi (« Kellermann »), J. Revai, S. Manabu (« Kato »), I. Schwab, Stucke, Bezemaker, J. Schmidt, Bend, Fr. Novak, N. M. Lenzner, Reiman, Schutzkemer, Segal, Schneider, Tillin, Fuhrmann, K. Thiele, H. Glatzer.

Secrétariat des pays balkaniques (Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie, Grèce) : B. Smeral, G. Dimitrov, B. Kun, Mikhailov ; collaborateurs : K. Manner, A. Tasca, H. Walecki, V. Kolarov, J. Broz (« Tito »), A. Ciliga, S. Dimitrov (« Marek »), P. Iskrov, I. Karaivanov, L. Purman, V. Vujovic, N. Zachariades, V. N. Sakun (« Milkovic »), Ivanjuk, Weiss, Moravskaja, Lovcheva, L. Scheller, Gittel, Giorgieva.

Secrétariat des pays anglo-américains (Angleterre, Irlande, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande, USA, Canada, Philippines) : T. Bell, S. Gousev, D. A. Lipek (« Petrovski ») ; collaborateurs : Aschkenusi, I. Mingulin, Williams, M. Gorkic, R. Arnot, B. Gitlow, S. Katayama, W. Rust, Rojnov, Olchewetz, G. Eisler, Paxton, M. S. Levin, S. Capelovic, B. Daniman, Siksoi, Bergman, Lewien, Devine, Minkov.

Secrétariat des pays scandinaves (Suède, Norvège, Danemark, Islande) : O. Kuusinen, Y. Sirola, H. Remmele, Ph. Dengel, Pfeiffer ; Collaborateurs : A. Hansen, K. Manner, W. Ulbricht, W. Mielenz, H. Sillen, Svenson, V. Olsen, Nielson, Brann, Mehring, Ch. Hilt, B. Lauriedsen, Johanson, Ekberg, Vogt.

Secrétariat polono-baltique (Pologne, Lituanie, Lettonie, Estonie, Finlande) : V. Mickiewicz, J. Anvelt ; collaborateurs : Z. Angaretis, K. Manner, T. Antikainen, L. Purman, K. Krastin, G. Reicher (« Rwal »), G. D. Aronski, Jassinskaïa, Karlovski, H. Tautkus, Rjastas, Abel, Anderson, Orlovskaiia, Medikson.

Secrétariat des pays latino-américains : H. Barbé, A. J. Guralsky, G. B. Sinani, R. Grieco (« Garlandi »), J. Humbert-Droz, S. Miniev (« Stépanov ») ; collaborateurs : A. Tasca, Meister, B. Gitlow, B. Wolfe, M. Grollmann, O. Brandao, A. Ewert, Ch. Gomez, Madji, L. Vianchel, Mechkovskaïa, Mirochewski, Emerson, P. Cano, Schönbaum.

Secrétariat des pays orientaux : O. Kuusinen, G. I. Safarov, F. F. Raskolnikov (« Petrov »), Bricke, G. Voitinski, L. Magyar, R. P. Arnot ; collaborateurs : J. A. Wagner, B. A. Vasiliev, M. G. Rafes, I. I. Feinberg, P. W. Kitaigorodski, B. S. Frejer, M. E. Dobisov, A. N. Vladimirov, A. M. Amur-Sanan, G. S. Larskij, N. M. Goldberg, N. A. Alexeev, Rabinovic, N. Virtanen, Rasumova, Loginova, Blumenfeld, Matiouchkine, Z. Dobrovol'skaïa, Telson, Markin, F. S. Kotelnikov, Krilova, Radiguet, Agapeva.

Section 1 (Chine, Japon, Corée, Mongolie) : P. A. Mif, Strachov, Kato, Katayama, Wolk, Dorf, Lewien.

Section 2 (Inde, Indochine, Indonésie) : P. A. Choubine, R. P. Arnot, Musso, I. D. Mazut, S. Williams.

Section 3 (Turquie, Palestine, Syrie, Perse et colonies françaises) : Strachov, Williams, Vasilieva, J. Berger.

Les secrétariats de pays devaient régulièrement rendre compte au secrétariat politique et justifier de l'application, par les PC dont ils étaient responsables, des décisions du CE de l'IC. Ils pouvaient s'appuyer sur les instructeurs du « Bureau pour l'Europe occidentale » (WEB) à Berlin, qui transmettait les rapports des instructeurs à la centrale du Komintern à Moscou, à l'aide de l'OMS. Dans le cas du si faible PC suisse on employa pour sa « domestication » entre 1929 et 1931 plus de douze instructeurs, dont G. Dimitrov qui

travaillait à l'époque – et jusqu'à son arrestation en 1933 – au WEB à Berlin ¹. Le nombre de collaborateurs des secrétariats de pays ne cessa d'augmenter du fait des fonctions de surveillance croissantes. Le budget prévoyait pour 1931 pour les sept secrétariat de pays – le polono-baltique ayant fusionné avec le secrétariat scandinave – 70 postes. En tête se trouvaient le secrétariat d'Europe centrale avec 13 postes et les secrétariats latin et anglo-américain avec chacun 10 postes. Le secrétariat latin se composait comme suit en 1932 : S. Miniev (responsable), E. Fried (adjoint), K. Rossi, A. Berei, K. Massi, V. Codovilla, A. Picard, M. Marty, V.P. Lebedeva (tous rapporteurs), M. Marté, E.V. Golubeva, T.P. Sidkova ². En 1932, on adjoignit encore à chaque secrétariat de pays un cadre responsable qui assurait le lien entre les secrétariats et le secteur cadre du Département d'organisation et avec un Département spécial. On se trouve ici dans un domaine où les zones d'influences de l'OGPU et du Komintern se recoupent. Le responsable des cadres au sein du Département d'organisation devait, entre autres, « assister les partis frères dans la question de la connaissance par les cadres dirigeants de nos ennemis, en particulier des sociaux-démocrates et autres partis de "travailleurs" ». Mais il devait également veiller au grain dans les rangs mêmes des partis frères : « Participation à l'appréciation de mesures et à l'élaboration de propositions pour lutter contre la provocation, pour assainir les rangs du parti d'éléments étrangers ou hostiles, d'agents de la bourgeoisie à l'intérieur du parti ³. »

Fin 1933, le Secrétariat politique transmet encore d'autres compétences aux secrétariats de pays, au détriment des deux départements centraux « d'organisation » et « d'Agit-prop ». Le Secrétariat politique décida que les secrétariats de pays devraient à l'avenir « être les organes principaux du CE de l'IC, par lesquels s'établit le lien avec les partis, leur instruction et le soutien nécessaire ». L'Agit-prop et le département d'organisation furent dissous au nom de « l'élimination du parallélisme » et du « déplacement du poids dans les secrétariats de pays » ; le département de l'organisation n'était plus qu'un « Département pour la construction du parti », comptant seulement six collaborateurs. Le Département de l'Agit-prop se désagrégea en deux commissions, une « Commission pour la lutte contre la guerre, le fascisme et la social-démocratie » et une « Commission pour la popularisation de la construction socialiste en Union soviétique », comprenant chacune six collaborateurs ⁴. En janvier 1935, quelques mois avant la dissolution suite au VII^e congrès mondial, les secrétariats d'Europe centrale (19 postes) et des pays latins (16 postes) avaient atteint leur zénith.

1. Cf. P. HUBER, *Stalins Schatten*, op. cit. p. 148-151, ainsi que Brigitte STUDER, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern 1931-1939*, Lausanne, 1994.

2. Cf. PV Commission permanente du 8 mai 1932, CRCEDHC, 495-7-21. État pour 1931, CRCEDHC, 495-18-869.

3. *Instruktion über die Tätigkeit der Kaderleiter in den Ländersekretariaten*, 17 avril 1932, CRCEDHC, 495-20-764.

4. *Reorganisation des Apparats des EKKI*, 25 sept. 1933, CRCEDHC, 495-20-762 ; *Protokoll der Sitzung der Personalkommission des EKKI*, 25 sept. 1933, CRCEDHC, 495-20-762.

LA REORGANISATION DE 1935

C'est Wilhelm Pieck, dans son rapport d'activité au VII^e congrès, qui fait allusion à une prochaine réorganisation de l'appareil du CE de l'IC. Les PC auraient grandi et formé des organismes dirigeants capables de décider eux-mêmes, s'appuyant sur les sessions plénières du Komintern, des questions politiques les plus complexes. La résolution votée par les congressistes appelait le CE « à éviter normalement une intervention directe dans les affaires d'organisation interne ¹ ».

Nombre d'historiens – surtout ceux du bloc soviétique – ont cru voir dans cette déclaration le début d'une autonomie plus grande pour les PC ². Aujourd'hui, le document qui fut à la base de la réorganisation est consultable aux archives de Moscou ; il a même été publié *in extenso*. Lors d'un récent colloque sur le Komintern, aux archives de Moscou, plusieurs contributions ont abordé la réorganisation de 1935 ³. Nous nous limiterons ici à résumer ce qui nous paraît essentiel :

- a) Dissolution des secrétariats de pays, du secrétariat politique et de la commission politique du secrétariat politique. Les dix secrétaires du CE se partagent les différents pays. Chacun dispose d'un petit appareil renforcé.
- b) Dissolution officielle du WEB (*Westeuropäisches Büro*), qui a été démantelé, en 1933 déjà, par la police allemande.
- c) Tous les partis envoient des représentants qui travaillent directement sous les ordres du secrétaire responsable du CE.
- d) Renforcement du département des cadres, créé en 1932, chargé de la sélection et de la surveillance des collaborateurs de l'appareil (à Moscou et à l'étranger).
- e) Dissolution de quelques départements ou Commissions qui avaient été réduits, au début des années trente, par la montée des secrétariats de pays (commission pour la popularisation de l'édification socialiste, commission de lutte contre la guerre, le fascisme et la social-démocratie, département pour le travail à la campagne, département pour le travail parmi les femmes, section pour les coopératives).

1. Traduction de l'allemand par l'auteur. Cf. *Resolution zum Rechenschaftsbericht Wilhelm Piecks, angenommen am 1. August 1935, in Der VII. Kongress der Kommunistischen Internationale. Referate und Resolutionen*, Berlin (Ost), 1975, p.300. Rapport de W. Pieck du 26 juill. 1935. Cf. W. PIECK, *Über die Tätigkeit des Exekutivkomitees der Komintern, in Resolution, op. cit.*, p. 78.

2. Voir par exemple *Die Kommunistische Internationale. Kurzer historischer Abriss* (Edité par *Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der KPdSU*, Berlin, 1970), p. 484-491.

3. Voir Aldo AGOSTI, « World Revolution and the "World Party for the Revolution" », art. cit., p. 19-20 ; G. ADIBEKOV, E. SACHNASAROVA, « Reconstruction of the Comintern. Organisational Structure », art. cit., p. 5-6 ; P. HUBER, « Struktur- und Kompetenzverteilung im EKKI-Apparat 1919-1943 », art. cit., p.11-13. En ce qui concerne le document, cf. « La structure de l'appareil du CE de l'IC », *Communisme*, n° 38-39, 1994. Des extraits ont été publiés dans *The International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism*, 1993-1994, n° 3-4.

f) Création d'un « département pour la propagande et les organisation de masse », dirigé par Gottwald, qui englobe le secteur de la presse et celui des éditions.

Nous ne croyons pas que cette réorganisation ait donné plus d'autonomie aux partis-frères. Les années de « lutte contre les ennemi du parti », et l'aval successif des directives venant du « centre » avaient effacé le potentiel d'esprit critique et d'indépendance qui existait encore durant les années vingt parmi les cadres des PC. La nouvelle réorganisation, loin de permettre l'émergence d'un nouvel équilibre des forces entre les partis-frères, signifiait la réussite totale de la normalisation, et donc la possibilité de se passer des anciennes structures de contrôle.

La réorganisation de 1935 n'a pas été suivi par d'autres restructurations. Seule exception : le « département pour la propagande et les organisations de masse » fut réduit en 1937 et partagé plus tard en « département presse et agitation » (sous le Tchèque Geminder) et en « département pour la propagande » (sous le Russe Iovtchouk) ¹. L'ancien département pour les liaisons (OMS), passé en 1935 sous la responsabilité de Trilisser, s'appela à partir de 1936 « service des liaisons » ; ses deux chefs successifs – J. Abramov et B. N. Müller – furent arrêtés dès 1937. Des listes d'exclus du parti et de l'appareil du CE furent soumises régulièrement aux secrétaires du CE qui les approuvèrent ².

Nous pensons que le secrétariat devint, avec la réorganisation de 1935, le véritable centre de gravité du Komintern. Le secrétariat s'était doté d'un appareil et se penchait, lors de ses réunions, sur toutes les questions politiques et d'embauche. Les deux Russes Manouilsky et Trilisser s'occupaient des ressort délicats de l'appareil —Manouilsky de la surveillance des cadres, Trilisser du choix des collaborateurs et des liaisons avec l'étranger. Aux secrétaires occidentaux incombait la tâche de préparer, pour les partis-frères, les campagnes de justification des procès. En janvier 1937, c'est Togliatti qui présenta le rapport sur la campagne contre le « centre antisoviétique trotskyste », lors d'une réunion commun du secrétariat, du CE, du présidium et des représentants de parti ³. Le rôle primordial du secrétariat et celui, apparemment moins important, du présidium du CE restent à déterminer.

1. Cette réorganisation de l'année 1939 fut précédée, en juillet 1936, par un changement de nom. L'ancien Département pour la propagande et les organisations de masse fut appelé Département pour la presse et la propagande. Son chef devint Togliatti. Cf. *Vorschläge der seitens des Sekretariats eingesetzten Kommission*, 9 juill. 1936, 495-18-1099, CRCEDHC.

2. Citons comme exemple le point 3 de la réunion du secrétariat du 31 juill. 1937 : « Folgende Streichungen aus der Mitarbeiterliste des Apparates des Sekretariats des EKKI zu bestätigen : Remmele, Kraevski, Alichanov, Dobrovol'skaia, Ortega, Cernomordik, Cernin, Bronkovski, Walecki, Gerisch, Mehring, E. Müller, Eberlein, Smoljanskij, Wolk ». Le procès-verbal est signé par Dimitrov, Marty, Florin, Gottwald, Kuusinen, Moskwin et Pieck (PV 31 juill. 1937, 495-18-1213, CRCEDHC).

3. Cf. PV 31 janv. 1937, 495-18-1163, CRCEDHC.

L'APPAREIL EN MARS 1941 ¹

La structure de l'appareil, peu avant l'attaque de la Wehrmacht, était la suivante. On notera, en comparaison avec 1935, une légère diminution des effectifs, à l'exception de ceux du département administratif, qui passe à 191 (contre 97 en 1926) :

1.) Membres du secrétariat : (Dimitrov, Manouïlsky, Pieck, Florin, Marty, Diaz, Ibarruri, Gottwald, Togliatti)	9
2.) Appareil du secrétariat : 35 en tout, divisé en	
Bureau du secrétariat : Sergeev, Belke, Genina, Udalova	4
Aides	16
Rapporteurs politiques	15
3.) Archives centrales :	12
4.) Représentants de parti :	10
5.) Commission de contrôle international : Maggi, Tchakaïa, Smeral, Dengel	4
collaborateurs : Scheinmann, Lukanov, Bucharova	3
6.) Département des cadres : 48 en tout, divisé en	
Bureau	8
Europe centrale : Thälmann, Privorotskaïa, Dzerzinski, Motina, Novik, Zamek, Kiseleva	7
Pays latins : Blagoeva, Bogomolova, Vorobev, Jankelevic	4
Pays balkaniques : Vladimirov, Inzov, Soloveva	3
Pays anglo-américains : Volkov	1
Pays sud-américains : Badaljan, Obtchinikova	2
Scandinavie : Moltke, Kazmertchouk	2
Pays orientaux :	4
Colonies : Kozlov	1
Groupe collaborateurs : Ivanova, Guscina	2
Archives du département :	6
Groupe cadres jeunes :	6
Archives Brigades internationales : Fimmen, Vicente	2
7.) Département presse et agitation : 39 en tout, divisé en	
Direction : Geminder, Sverma, Dochdzachvili, Werner, Delling	5
Agence télégraphique	12
Secteur information	13
Secteur photo	4
Secteur radio : Wehner, Bamatter, Hexmann, Abeles, Schällicke	5
8.) Secteur Traduction : 50 en tout, divisé en	
Direction	10
Section russe	10
Section allemande	13

1. *Mitarbeiter des Apparates des EKKI*, 18 mars 1941, 495-18-1330, CRCEDHC. Voir aussi : Peter HUBER, « Der Moskaner Apparat der Komintern. Geschäftsabteilung, Personalentscheide und Mitarbeiterbestand » in *Jahrbuch für Historische Kommunismusforschung*, 1995, p. 140-150.

Section anglaise : Gavurina, Perel'man, Taft, Feinstein, Karasik	5
Section française : Krengauz, Sapoan, Fortin, Prestes, Barrio, Asimova, Zilo	7
Section espagnole : Rosen, Ibaruri, Sendin, Prestes, Rappoport	5
9.) Département pour la propagande : 23 en tout, divisé en	
Direction : Iovtchouk, Fürnberg, Ackermann, Keller, Jankova	5
Secteur éditions	4
Secteur formation	3
Bibliothèque	11
10.) Rédaction « L'Internationale communiste » :	
Édition internationale : Fischer, Schilling, Lode, Winter	4
11.) Département administratif : en tout 191, divisé en	
Direction	7
Administration	9
Buchhaltung	9
Culture	3
Construction	2
Fourniture	5
Commandant : surveillants	84
Service technique	72
Total	429

Peter HUBER
CHARGE DE COURS A L'UNIVERSITE DE BALE

L'APPORT DES ARCHIVES DE MOSCOU A L'HISTOIRE DU RADICALISME

Depuis 1992, la rumeur s'amplifiant sur les trésors écrits amassés par le régime communiste, cette « civilisation du rapport » pour reprendre l'expression de Nicolas Werth, tout un chacun s'est pris à espérer qu'il pourrait trouver pour son sujet, dans cet épicerie de l'histoire du XX^e siècle qu'a été l'URSS, le chaînon manquant. Mais chercher n'est pas forcément trouver. Il faut préciser, en premier lieu, ce que l'on entend par « archives de Moscou ». Les différents fonds aujourd'hui consultables sont nés des fonctions précises assignées, dans le système soviétique, aux institutions qui les conservent : leur intérêt est inégal. Il est indispensable de pratiquer une recherche large, telle que l'on pourrait la pratiquer dans d'autres archives étrangères, en Angleterre ou aux États-Unis par exemple. L'importance du radicalisme de gouvernement implique, à Moscou, comme ailleurs, l'existence d'une documentation. Toutefois, évidente dans le cas du communisme, l'apport des « archives de Moscou » l'est beaucoup moins pour une recherche touchant à l'histoire du radicalisme français et peut même apparaître incongru. Quelle est l'importance de la documentation accessible sur le radicalisme ? Quelles sont ses limites d'un point de vue qualitatif ? Modifie-t-elle, enfin, l'historiographie traditionnelle ? Voilà les questions que l'on peut se poser. On s'efforcera d'ébaucher un premier bilan, non sans prudence, compte tenu de l'ampleur de la documentation et des contraintes, de natures diverses, qui ont orienté mes recherches ¹. Seuls des travaux de longue haleine permettront de tirer des conclusions définitives.

1. Les contraintes rencontrées tiennent, d'une part aux conditions inégales d'accès à la documentation qui exclut toute prétention d'exhaustivité et d'autre part à l'orientation de mes

J'aborderai dans un premier temps la question de l'apport de ces archives à l'histoire des relations du radicalisme avec le Parti communiste français puis celui de l'intérêt de ces archives pour le radicalisme lui-même. On verra que d'un fonds à l'autre, d'une structure à l'autre, les préoccupations et les objectifs varient et offrent des lectures différentes du radicalisme.

LES RELATIONS DU RADICALISME AVEC LE MOUVEMENT COMMUNISTE

Je souhaiterais délimiter au préalable mon champ d'investigation en explicitant ce que j'entends par « archives de Moscou ». Parler des archives de Moscou est aussi absurde que de parler des archives de Paris. L'expression recouvre, en fait, les dépôts d'archives, de nature tout à fait différente, où j'ai pu travailler : l'ancien Institut du marxisme-léninisme, rebaptisé Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine, les archives des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, celles de la Fédération de Russie et enfin du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique ¹. Le dernier lieu fréquenté est celui des Archives spéciales ou Centre de conservation des collections historiques et documentaires ².

Ces préalables posés, on peut, à la lecture des archives de l'ex-Komintern ou de ses inventaires, distinguer nettement deux périodes chronologiques : avant et après 1934.

Avant cette date, les documents concernant le radicalisme dans les archives du Komintern sont peu nombreux. Communistes internationaux et communistes français sont d'abord intéressés par les frères ennemis socialistes, par les anarcho-syndicalistes et tous ceux qui sont suspectés de propager le trotskysme. Les radicaux font figure « d'ennemis » de second rang. Ils apparaissent seulement de façon ponctuelle, ainsi dans les directives du Bureau politique du Parti communiste français du 11 janvier 1932. Elles définissent la tactique électorale pour les élections législatives du printemps, précisant qu'il faut absolument enlever les derniers ouvriers au Parti radical socialiste ³.

Mais en juin 1934, le Comité exécutif de l'Internationale communiste recommande au Comité central du PCF de « passer à la réalisation pratique, sur la plus large base, du

recherches. Conduits dans le cadre d'un travail de thèse, ces travaux étaient d'abord gouvernés par la recherche d'éléments biographiques qui favorise un certain pointillisme.

1. Ces archives divisées en deux sections chronologiques sont conservées dans deux endroits distincts. Jusqu'en 1948 *grosso modo* elles sont consultables au CRCEDHC. Après cette date elles sont conservées au siège de l'ancien PCUS. Dans ce dernier lieu, je n'ai eu accès qu'à des sources très périphériques, le fonds concernant le département international du Parti ayant été récemment fermé à la consultation.

2. Ces archives connaissent actuellement un grand bouleversement en raison du rapatriement des archives françaises entamé en décembre 1993. À l'heure où ces lignes sont écrites, l'opération est interrompue. Une partie seulement des papiers de la Sûreté nationale, du 2^e Bureau de l'État-Major de l'Armée française et des fonds privés aurait regagné le territoire national.

3. Lettre du Comité exécutif de l'Internationale communiste au Bureau politique du PCF, 11 janvier 1932, CRCEDHC, 495-20-570.

Front unique d'action » contre le fascisme, par la prise en charge des « revendications des diverses organisations sans parti ¹ ». Les organisations visées désormais par la propagande communiste recrutent parmi les classes moyennes, c'est le cas des organisations de contribuables, ainsi que des associations de petits commerçants et d'employés. La mission assignée aux communistes français est claire : « En défendant avec habileté celles de leurs revendications qui ne sont pas en contradiction avec les intérêts du prolétariat et ne revêtent pas un caractère réactionnaire, vous réussirez à gagner de l'influence dans ces organisations également. Nos orateurs doivent prendre la parole à leurs réunions en vue de mobiliser les masses pour la lutte commune contre le capital et le fascisme ². » Dès la fin du mois d'août 1934, s'ébauche le Front unique en France : tout en réaffirmant l'unité du Komintern sur les principes de 1920 (rupture totale avec la bourgeoisie et utilisation de la violence pour la renforcer), il fait un devoir aux communistes français de prendre pour cible les classes moyennes en élargissant les contacts avec les sections des Droits de l'Homme, en fondant certaines de leurs organisations dans des organisations uniques à vocation large (ainsi l'ARAC devrait adhérer à la Confédération nationale des Anciens combattants) et en « s'intéressant aux catégories des intellectuels, des professions libérales et des techniciens ³ ».

Au regard de ce nouveau dispositif, le Parti radical se révèle particulièrement attractif. Plus qu'aucun autre parti, il symbolise les petites classes moyennes hantées par la peur des « gros » et méfiantes à l'égard de l'État ; il représente aussi le vivier de cette élite intellectuelle et politique du pays attachée à la liberté, à la paix et à la démocratie, et sensible à la progression du fascisme, perçu comme un nouvel obscurantisme. Bref, la clientèle tout comme les cadres du radicalisme servent de cibles à une opération de séduction qui revêt des formes diverses, notamment celles d'organisations dont le rôle consiste à mobiliser l'opinion publique sur des thèmes « porteurs », susceptibles de transcender les limites partisans.

L'Association des Amis du peuple chinois en est un des premiers exemples. Créée en 1932 à la suite de l'affaire de Mandchourie, elle est réactivée à partir de 1935. Deux ans plus tard, alors qu'elle est fortement concurrencée par des organisations plus récentes et que l'on envisage de la « liquider », un rapport souligne sa vitalité, ajoutant « qu'il apparaît plus opportun et plus pratique, en tenant compte du fait que la direction de l'Association est entièrement entre nos mains, d'élargir et de préciser ses tâches ⁴ ». En 1937, ceux qui dirigent de façon effective son travail, c'est-à-dire les communistes Georges Cogniot ⁵ et

1. Lettre du Comité exécutif de l'IC au Comité central du PCF, 11 juin 1934, CRCEDHC, 495-20-570.

2. *Ibidem*.

3. Lettre du Comité central du PCF à l'IC, 21 août 1934, CRCEDHC, 495-20-570.

4. Rapport sur diverses questions, non daté, CRCEDHC, 495-10a-20.

5. Sur le rôle de Georges Cogniot cf. ses mémoires *Parti pris, cinquante-cinq ans au service de l'Humanisme réel*, t. 1, *D'une guerre mondiale à l'autre*, Éditions sociales, 1976.

Gabriel Péri, cherchent à y attirer des hommes politiques de tous bords et, plus particulièrement, des radicaux. On envisage ainsi la collaboration d'Édouard Herriot, auquel Georges Cogniot, Jacques Duclos et Marcel Cachin sont chargés de rendre visite afin de le convaincre. On a déjà recruté comme membre du Secrétariat, le sénateur centriste, ancien radical, Émile Borel, et une liste des adhérents éventuels est établie qui comprend : le journaliste Jacques Kayser vice-président du parti radical, le sénateur de l'Aube et ancien ministre Albert Sarraut, Albert Bayet et Léon Archimbaud ¹.

Le comité international pour la défense du peuple éthiopien et de la paix, né officiellement le 3 septembre 1935 ², sert également de structure attrape-tout et plus particulièrement « d'attrape-radicaux ». À la veille de la réunion du Conseil de la Société des Nations qui doit discuter le 4 septembre du conflit italo-éthiopien, la conférence internationale pour la défense du peuple éthiopien élabore une résolution qui prend la forme d'une déclaration solennelle à la SDN et à l'opinion mondiale. Parmi les signataires qui proclament la nécessité d'entreprendre une « œuvre de guerre à la guerre », il faut signaler Pierre Cot, membre du Comité de patronage de la conférence, Ernest Perney, président de la Fédération de la Seine du Parti radical, ou encore Gabriel Cudenet, président du Parti radical Camille Pelletan ³. Après l'invasion de la Mandchourie en 1931, la question d'Abyssinie produit une onde de choc très sensible. Le plan Laval-Hoare déchaîne la colère de tous ceux qui craignent de voir une fois encore les démocraties céder devant la violence et l'intimidation. Des députés anglais et français, réunis au sein d'un groupe interparlementaire, réclament l'application de sanctions à l'Italie fasciste. D'un côté de la Manche comme de l'autre, les interpellations à la Chambre se succèdent. Le 13 décembre 1935, Pierre Cot prend la parole au Palais Bourbon au nom du groupe radical, lançant une formule appelée à faire florès : « craignons d'être un jour l'Éthiopie de quelqu'un ⁴ ! » L'ancien député du KPD, Willy Münzenberg, chef d'orchestre de la propagande du Komintern en Europe, attache un intérêt tout particulier à cette opposition de forme parlementaire née de la guerre italo-éthiopienne. Il prend grand soin d'informer les camarades Dimitrov, Ercoli et Gottwald des interpellations prononcées par Cot devant la Chambre des députés, ainsi que par le député travailliste Hugh Dalton devant la Chambre

1. Rapport sur diverses questions, non daté, CRCEDHC, 495/10a/20.

2. C'est la date de la première conférence pour la défense du peuple éthiopien et de la paix, mais de nombreuses manifestations en faveur de l'Éthiopie avaient eu lieu et il semblerait qu'une première structure de défense du peuple éthiopien se soit constituée en avril 1935, cf. Yves SANTAMARIA, *Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1932-1936)*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction d'Annie Kriegel, Université de Paris X, 1990, t. 2, p. 683. Son véritable artisan en est l'agent du Komintern, l'Italien Guido Miglioli, dès février 1935, rapport de « Guiseppe », CRCEDHC, 536-1-266.

3. Résolution de la conférence internationale pour la défense du peuple éthiopien et pour la paix, Archives de la SDN, R 3644, Jacket 3/1/15227-15227.

4. *Journal officiel*, débats de la Chambre des Députés, séance du 13 décembre 1935. Le 27 décembre, P. Cot revient sur le sujet souhaitant une nouvelle interpellation du gouvernement.

des Communes ¹. C'est le socialiste Jean Longuet qui prend, en septembre 1935, la tête du Comité de défense de l'Éthiopie mais il compte à ses côtés les radicaux Pierre Cot, Jean Zay, Marc Rucart et Gaston Monnerville.

En réalité, le Comité international de défense de l'Éthiopie est né d'une initiative d'Henri Barbusse, il est subventionné par le Comité Mondial qui y dispose d'un représentant et d'un contrôleur en la personne du communiste R. Adami ². Jusqu'en juin 1936, c'est Léo Wanner qui en est la secrétaire et la cheville ouvrière. Les lettres qu'elle adresse à Paul Langevin et à Willy Münzenberg, transmises à l'IC, lèvent toute ambiguïté sur les origines du Comité de défense de l'Éthiopie. En expédiant le relevé des comptes de l'association à Willy Münzenberg pour qu'il règle sans retard les dettes du Comité, Mme Wanner, manifeste sa désapprobation à l'égard des procédés mis en œuvre. Ils la mettent en situation délicate à l'égard des hommes et des femmes qui ont placé leur confiance dans le Comité, ignorant l'origine de son financement et l'identité de ses vrais animateurs :

« La location est exigible depuis le 15 juillet. À dater du 30 juillet je n'ai pu remettre les pieds au bureau, en raison du non-paiement. Ce qui ne veut pas dire que cette absence ait été correcte vis-à-vis de nos amis qui m'ont dit avoir essayé maintes fois de me téléphoner. La grande erreur commise fut de croire que ce bureau était une table et une adresse... C'était un centre ³. »

L'Association des Amis du Peuple chinois et le Comité pour la défense du Peuple éthiopien ont servi de laboratoires à une future opération frontiste, celle du Rassemblement universel pour la paix. Ce dernier, né en septembre 1936, présente de grandes similitudes avec l'association évoquée plus haut, causant d'ailleurs sans doute plus ou moins directement sa mort. Il se situe toutefois sur une toute autre échelle, symbolisant un exemple de la réussite d'un mouvement frontiste conçu et réalisé par les hommes du Komintern. Paradoxalement, c'est le caractère composite de la clientèle du RUP, recherché dans un premier temps, qui dans une seconde phase, se révèle gênant pour ses géniteurs qui verront, tels des apprentis sorciers, leur créature leur échapper. Son objectif est de participer à la réalisation du front unique sur le thème de la défense de la paix et implicitement de la défense contre le fascisme, principal fauteur de guerre. Il répondait au besoin d'une nouvelle structure de grande dimension – le choix du thème fédérateur de la paix en est la preuve – mais moins marquée à l'extrême gauche que ne l'était le Comité mondial contre la guerre et le fascisme ⁴.

De façon plutôt surprenante, de prime abord, on constate que les archives de l'ex-Komintern sont particulièrement bien fournies sur le RUP. En réalité, la genèse du mouvement et son fonctionnement permettent de l'expliquer aisément. Sur les débuts du

1. *Brief aus Paris* n° 640-7124, « Herfurt », 25 décembre 1935, CRCEDHC, 495-12-127.

2. Lettre de Léo Wanner à Willy Münzenberg, 13 septembre 1936, CRCEDHC, 495-12-127.

3. *Ibid.*

4. Rapport d'Henri Barbusse à la direction de l'Internationale, 2 août 1935, CRCEDHC, 495-10a-384.

Rassemblement, Henri Barbusse apporte – indirectement – un témoignage précieux : le type idéal qui doit, selon lui, inspirer la réalisation du congrès mondial de la paix réunissant « des éléments allant des révolutionnaires jusqu'aux pacifistes idéalistes ¹ », c'est le Comité du Rassemblement du 14 juillet en France. La journée du 14 juillet 1935 impressionne beaucoup Henri Barbusse, qui souligne tout à la fois l'ampleur de la manifestation en termes quantitatifs et la diversité de ses soutiens, en termes qualitatifs. Outre la présence de Maurice Thorez, de Paul Faure et de lui-même, il mentionne plus particulièrement celle des radicaux Édouard Daladier et Pierre Cot, installés sur une estrade voisine ornée, précise-t-il, « du drapeau tricolore ».

Alors que les radicaux présentent le « meeting » comme le symbole du ralliement des communistes à la République ² et à ses institutions, Henri Barbusse en fait une journée marquant le « triomphe des communistes », le Rassemblement populaire devant, dans sa phase ultime, devenir un mouvement révolutionnaire ³.

Certes les radicaux n'adhèrent pas tous au RUP. Mais ils y sont relativement nombreux, sensibles au thème – apolitique pour un pays d'anciens combattants – de la défense de la paix. Ils y occupent, du moins en apparence, des fonctions importantes. Le premier d'entre eux est Pierre Cot, un des Jeunes Turcs les plus en vue du Parti valoisien, fervent partisan du Rassemblement populaire. Élu co-président du RUP à la fin de l'année 1936, il a, à ses côtés, des amis radicaux dont la présence n'est pas tout à fait surprenante, compte tenu de leurs convictions ancrées à gauche. Parmi eux, citons Léon Archimbaud, Raoul Aubaud, Jacques Kayser, Albert Bayet, Henri Guernut ou encore Robert Lange ⁴. Plus significatives encore sont les participations d'Édouard Herriot, d'Émile Roche, l'influent directeur de *La République*, ou encore du sénateur de l'Aube et ancien ministre de l'Intérieur Albert Sarraut, peu suspect de sympathies pour la gauche. Au total, on peut compter plus d'une quinzaine de noms connus ⁵.

1. *Ibid.*

2. Sur les conditions de participation des radicaux à la journée du 14 juillet 1935, sur sa perception et sur ses conséquences, cf. Serge BERSTEIN, *Histoire du parti radical*, t. 2 : *Crise du radicalisme*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982, p. 365-373.

3. Rapport d'Henri Barbusse à la direction de l'Internationale communiste, 2 août 1935, CRCEDHC, 495-10a-384.

4. Raoul Aubaud, Jacques Kayser, Robert Lange et Paul Anxionnaz avaient été désignés par le Bureau du parti pour préparer la journée du 14 juillet 1935 et se sont montrés de fervents partisans du Rassemblement populaire, cf. Serge BERSTEIN, *op. cit.*, p. 367. On peut ajouter à ces noms ceux de Gabriel Delattre, député des Ardennes, de Pierre Meunier, ou encore de Robert Chambeiron, tous trois membres de l'entourage de Pierre Cot.

5. Rachel MAZUY en dénombre au total une vingtaine dans « Le Rassemblement universel pour la paix 1935-1939 », mémoire pour le DEA du Cycle supérieur d'histoire du XX^e siècle, IEP, 1991, p. 148.

Des rapports sur le RUP parviennent très régulièrement à Moscou, au siège du Komintern¹. Bien que relativement peu nombreux dans les instances dirigeantes du RUP, les « internationalistes » y occupent des postes clefs – mais peu voyants – et parviennent à y nouer des relations de confiance avec les non communistes.

La teneur des comptes rendus faits à l'Internationale communiste s'inscrit dans la ligne tracée par Henri Barbusse : elle vise toujours à montrer que l'on recrute large et que l'on contrôle, sans apparaître. Louis Dolivet, secrétaire du RUP et cheville ouvrière de son organisation, et ses correspondants hiérarchiques, Willy Münzenberg puis Karl Smeral, insistent sur l'activité des non communistes et notamment des radicaux. Un rapport de synthèse élaboré par Schwernik le 16 juillet 1936 et destiné à Staline est, à cet égard, révélateur. Il raconte comment, grâce à « l'aide active² » du Comité national français, et plus particulièrement des radicaux Pierre Cot et Robert Lange, les communistes ont pu construire une direction où les éléments qui leur étaient hostiles ont été neutralisés. Il met en avant également l'attitude de Robert Lange, qui a permis de déjouer l'action des « droitiers » emmenés par Lord Robert Cecil, conservateur britannique et vice-président du Rassemblement³.

Ces derniers font fonction de « pierre de touche » de l'efficacité des actions communistes même si précisément, dans le cas du RUP, la réalité est complexe⁴. Mais, dans tous les cas, le Front populaire, qui contribue à l'épanouissement du mouvement pacifiste, marque une étape dans l'histoire des relations entre radicaux et communistes. Il constitue pour les communistes une épreuve politique, voire un rite initiatique aux valeurs républicaines, dont les radicaux sont en quelque sorte les parrains. Ces derniers sont alors

1. La périodicité varie – d'une fois par semaine à deux, voire trois fois par mois –, les auteurs également.

2. Rapport de Schwernik à Staline, 16 juillet 1936, CRCEDHC, 495-73-22.

3. *Ibid.* Le différend qui se fait jour à la direction du RUP concerne le lieu du futur congrès programmé début septembre. Ceux que le délégué des syndicats soviétiques appelle les « droitiers » souhaitent que le congrès se déroule dans la ville de la SDN, c'est-à-dire à Genève. C'est le principe d'un Rassemblement fidèle à la sécurité collective qu'ils souhaitent voir symboliquement adopter. En revanche les autres, en proposant Londres ou Bruxelles, désirent marquer l'indépendance du mouvement, du moins à l'égard de la Société des Nations. Avec le travailliste Philip Noël-Baker, le radical Robert Lange soutient fermement la candidature de Bruxelles. Pierre Cot intervient dans le sens d'une manifestation genevoise.

4. La volonté des communistes d'apparaître le moins possible et d'apporter un déni à ceux qui dénoncent le RUP comme l'instrument d'une machination communiste, enfin le réel succès du mouvement – en termes quantitatifs – créent *a contrario* les conditions de son autonomisation. Les archives de l'Internationale montrent bien que les communistes adoptent à son égard une position de plus en plus sceptique, voire méfiante, à partir du printemps 1937. Leurs hommes sont « noyés dans la masse », ce dont les partisans du Front unique pouvaient se réjouir, mais ils ne contrôlent pas le pilotage de la machine pacifiste. En outre, la situation s'aggrave lorsque Louis Dolivet, le seul correspondant communiste au secrétariat international, développe à partir du début de l'année 1937 une stratégie politique personnelle. Sur le rôle ambigu de ce personnage, cf. Sabine JANSEN, « Un Kominternien, Louis Dolivet », *Communisme*, n° 40-41, 1995, p. 117-129.

en quête d'une nouvelle jeunesse, et surtout d'une caution à gauche qui soit susceptible de faire oublier quelques égarements dans les combinaisons d'union nationale.

La guerre d'Espagne qui éclate en juillet 1936 élargit à nouveau le fossé qui sépare la majeure partie des radicaux, partisans de la non-intervention en Espagne, et les communistes. Toutefois, les archives de l'ex-Institut Marx-Engels démontrent l'importance, pour ces derniers, du contact établi avec les radicaux à partir de 1935, et dont le souci transparaît dans les décisions du Bureau politique du parti communiste français jusqu'à l'extrême fin de l'année 1938¹. Ainsi, le 15 décembre 1938, alors que Daladier a choisi l'alliance à droite, Maurice Thorez souligne, dans un rapport présenté au Bureau politique, la volonté du Parti communiste de se rapprocher des radicaux. Vœu pieux pourrait-on penser, mais vœu dont il faut remarquer la récurrence.

En conclusion de cette première partie, on peut dire que les archives de l'Internationale communiste ne révolutionnent pas l'historiographie du radicalisme. Ceux qui avaient eu, avant 1992, le courage de s'atteler à l'étude des organisations de masse évoquées plus haut ont, de façon générale, vu juste. Ainsi pour le RUP, Rachel Mazuy, grâce à l'exploitation des fonds de la Bibliothèque marxiste de Paris, avait mis en valeur le rôle des communistes dans la genèse du Rassemblement. On peut aujourd'hui, avec les archives russes, trouver un certain nombre de chaînons manquants, confirmer des intuitions, établir avec une certaine précision le rôle des différents protagonistes. La chronologie de l'histoire des relations entre radicaux et communistes ne s'en trouve pas modifiée. On y voit bien l'intérêt des communistes pour les radicaux après 1934. Mais cet intérêt ne revêt de forme achevée qu'après l'été 1935 : il apparaît clairement tactique et s'inscrit dans des modes de relations prédéfinis. Les radicaux sont toujours perçus de manière indifférenciée. Les communistes semblent n'établir entre eux aucun distinguo et leur fréquentation accrue ne donne matière ni à une analyse approfondie ni à une esquisse de typologie. Pour eux, le radicalisme incarne les classes moyennes. C'est cette incarnation, dans un contexte redouté de fascisation des classes moyennes, qui justifie le rapprochement et lui donne tout son sens.

L'APPORT AU RADICALISME LUI-MEME : DE NOUVELLES SOURCES

Compte tenu de la relative pauvreté des sources concernant le Parti radical dans la première moitié du XX^e siècle², l'ouverture des archives à Moscou ne pouvait manquer de susciter, de façon légitime, quelques espoirs. Ôtons, toutefois, toute illusion à ceux qui

1. À partir de 1936, apparaissent dans les archives du Komintern des coupures de presse françaises ayant trait à des manifestations radicales (cf. un article du *Temps* à propos du congrès radical-socialiste daté du 16 oct. 1936). Tout au long de l'année 1938, les décisions du Bureau politique du PCF vont dans le sens de celle du 20 janvier, qui préconise de « donner des directives aux cadres du Parti et aux régions pour multiplier les contacts avec les socialistes et les radicaux » (CRCEDHC, 495-10a-18).

2. Sur les sources de l'histoire du radicalisme avant 1939, cf. Serge BERSTEIN, *op. cit.*, p. 601-603.

pourraient encore en avoir : il n'y a pas d'archives du Parti radical dans les archives russes proprement dites. En revanche, il en existe dans les archives françaises, conservées au Centre de conservation des collections historiques et documentaires. Elles regroupent 271 fonds très divers. L'un d'eux concerne le Parti radical, mais pour l'heure la consultation en est impossible et l'on ne peut en apprécier la valeur. Ces fonds correspondent à des archives saisies directement par la Gestapo au siège du Parti radical en 1940.

À ces papiers, il faut ajouter les dossiers du fonds de la Sûreté nationale qui contiennent des informations du ministère de l'Intérieur, de la Préfecture de police et des commissariats spéciaux de police de différentes villes ¹. Ils comprennent des rapports de police sur des manifestations radicales et sur les personnalités du radicalisme. Ainsi, celui de Pierre Cot recèle comptes rendus de filatures et coupures de presse dont l'intérêt reste limité. Mais d'autres dossiers de cette nature sont susceptibles, dans l'avenir, d'éclairer certains points biographiques restés obscurs.

Il faut distinguer les documents, évoqués plus haut, des fonds privés de personnalités. Les archives de Camille Chautemps saisies à son domicile pendant la guerre – sans doute après son départ pour les États-Unis –, pourront constituer une source non dépourvue d'intérêt pour les historiens du radicalisme.

Enfin, et je mettrai là un point final à cette énumération, les fonds privés d'associations ou de groupements tels que le Comité national du Front populaire de 1935, la Ligue des droits de l'homme, les loges maçonniques ou encore les syndicats devraient eux aussi enrichir notre connaissance du radicalisme – et pas seulement pour la période de l'entre-deux-guerres.

S'il n'y a pas de corpus cohérent dans les archives russes concernant le radicalisme partisan, en revanche on y trouve un certain nombre d'informations ponctuelles et pas seulement dans les archives de l'Internationale communiste. La lecture de ces dernières, on l'a évoqué, reflète d'abord des préoccupations d'ordre idéologique. Tout phénomène y est lu au prisme de la vulgate léniniste-marxiste – sommaire le plus souvent. Pour ces raisons, l'Internationale ne s'intéresse que tardivement aux radicaux. D'autres archives à Moscou livrent, bien antérieurement, des informations, notamment celles du ministère des Affaires étrangères (MID conformément aux initiales en russe).

Une plongée – même rapide – dans les archives du MID, démontre la force de la vision géostratégique que l'on pourrait définir aussi comme une vision classique ou réaliste. Cette vision réaliste a sa place dans la logique du pouvoir stalinien. Elle s'explique également par l'origine et la formation du personnel du MID ². Nombreux sont ses

1. Sur la nature des fonds de la Sûreté nationale et plus généralement sur ces archives en voie de rapatriement, cf. Sophie CŒURE, Frédéric MONIER et Gérard NAUD, « Le retour de Russie des archives françaises. Le cas du fonds de la Sûreté », *Revue XX^e siècle*, janv.-mars 1995.

2. Sur le personnel diplomatique dans l'URSS des années Trente, une thèse est actuellement en cours, cf. pour un premier aperçu de ses travaux de doctorat, Sabine DULLIN, « Les diplomates soviétiques à la Société des Nations », *Relations Internationales*, n° 75, automne 1993, p. 329-343.

diplomates – au moins jusqu'aux grandes purges de 1937-1938 – a avoir été au service de l'administration tsariste ou au moins formés par elle. Le jeune régime bolchevique a besoin de cadres, et il doit dans un premier temps travailler avec une partie de l'ancien personnel toujours en poste.

L'intérêt des diplomates soviétiques pour les radicaux ne réside pas dans la réalité économique et sociale qu'ils incarnent, mais dans la vocation du Parti radical à diriger la France. C'est le radicalisme de gouvernement qu'éclairent partiellement les archives du MID. Les rapports que l'on peut y lire émanent, de façon générale, d'hommes très au fait de la réalité politique française. Les carnets du conseiller d'ambassade, puis chargé d'affaires soviétique Rosenberg, en poste à Paris jusqu'en 1935, en sont un bon exemple. Les salons de la représentation soviétique accueillent de nombreuses personnalités françaises et, parmi celles-ci, outre le député modéré Anatole de Monzie, fidèle des dîners à l'ambassade, les radicaux figurent en très bonne place. Par exemple, au printemps 1932 ¹, Pierre Cot, Yvon Delbos, Edouard Pfeiffer, ou encore Suzanne Schreiber, rendent visite à Rosenberg et s'entretiennent avec lui des questions de politique intérieure et de la situation internationale. L'histoire de ces contacts, qui reste à écrire, dessine néanmoins les contours d'un groupe d'amitiés franco-soviétiques – peut-on aller jusqu'à parler de lobby ? Les fonds français conservés aux ex-Archives spéciales s'en font aussi l'écho : le 2^e Bureau de l'État-major de l'Armée française surveille, avec un soin particulier, ceux qui fréquentent la délégation soviétique à Paris ².

La logique du MID est une logique d'État, à l'égard de laquelle les radicaux de gouvernement se sentent à l'aise, même quand ils n'appartiennent pas à la gauche du parti. Toutefois, au moment de la négociation du pacte franco-soviétique, logique partisane et logique étatique interfèrent, créant une confusion parmi les radicaux qui éprouvent quelques difficultés à percevoir les deux, et encore plus à imaginer une combinaison cohérente des deux. Ces deux logiques leur paraissent peu compatibles. La droite comme la gauche du parti inclinent à y voir des principes exclusifs et non les deux brins d'une savante épissure réalisée par Staline. Au cours des négociations qui entourent, en 1936-1937, la mise en œuvre du pacte (signé en 1935) dans le climat favorable – selon toute apparence – du gouvernement de Front populaire, les divergences entre radicaux prennent un tour aigu. Pour la grande majorité des dirigeants du parti, la logique idéologique prime ; l'URSS est avant tout à leurs yeux un État révolutionnaire dont il faut se méfier. C'est le cas, par exemple, pour Yvon Delbos, Georges Bonnet, ou Édouard Daladier. Pour les autres, tel

1. 3^e département occidental du Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères russe, 0136-28-725-154.

2. Un exemple de cette surveillance, une fiche de renseignement intitulée *Activité de l'ambassade soviétique à Paris*, 9 novembre 1939, fonds du 2^e Bureau de l'État-Major de l'Armée Française, Centre de Conservation des collections historiques et documentaires, 7-1-2063.

Pierre Cot, l'URSS est d'abord un État européen situé à l'Est de l'Allemagne nazie, qui se cherche des Alliés contre ce puissant voisin.

Si, de façon somme toute logique, les archives des ministères soviétiques sont particulièrement riches concernant le radicalisme de gouvernement, celles de l'ex-Komintern fournissent des apports ponctuels, souvent inattendus. Ainsi en est-il du compte rendu manuscrit établi par le communiste Florimond Bonte, de la conversation de la délégation du Comité national de Rassemblement populaire avec Édouard Daladier, président du Conseil, le 9 mai 1938. Ce long document comportant une dizaine de feuillets a été expédié le 11 mai par les soins de Clément (Eugène Fried) à Moscou. Ce dernier, pour rendre plus compréhensible le texte destiné à la direction de l'Internationale, a annoté le texte ¹, nettement structuré en trois parties, dont chacune correspond à des questions posées par la délégation du Comité de Rassemblement populaire au chef du gouvernement. Il se prononce, de manière inégale, sur les sujets suivants : son attitude vis-à-vis de l'Espagne, son opinion et celle du ministre anglais des Affaires étrangères, Chamberlain, sur l'Union soviétique et, enfin, la question d'une éventuelle aide à l'Espagne républicaine.

Cet entretien, dont il n'existe sans doute aucun autre témoignage écrit, est particulièrement intéressant puisqu'il nous livre la conversation « *off* », au sommet de l'appareil d'État, d'un cercle choisi, sur la situation internationale. Il faut certes rester prudent puisque les interventions de Daladier sont rapportées. Le cas est fréquent dans les archives du Komintern, et il n'est pas rare d'y voir les voix s'entremêler, jetant l'incertitude sur la paternité des propos et le trouble dans l'esprit de l'historien. Toutefois compte tenu de la forme sous laquelle les propos sont repris ², on peut considérer qu'ils reflètent assez fidèlement les opinions exprimées par Daladier. Ayant succédé à Léon Blum depuis peu, s'appuyant sur une Chambre issue des élections de 1936 qui avaient marqué le succès du Front populaire, Daladier hésite encore sur ses alliances politiques. Mais déjà, avant même le mois d'août 1938, date de la rupture affichée avec le Front populaire ³, le président du Conseil radical se présente aux yeux de ses interlocuteurs comme l'homme de l'ordre :

« La situation est grave à l'intérieur comme à l'extérieur.

« Or je suis ennuyé par des grèves comme celle du Havre où un ami de M. Meyer, un de ses électeurs pour une question de veston déclenche la grève sur les navires français et font (sic) fuir 700 Américains sur les bateaux allemands. Il me faut de l'ordre, de la production. »

1. Compte rendu de Florimond Bonte sur la délégation du Comité national du Rassemblement populaire chez Daladier, 9 mai 1938, CRCEDHC, 495-74-517.

2. Les propos de Daladier sont, pour la plupart repris en style direct avec le souci évident de reproduire de façon exacte les termes utilisés par Daladier lui-même.

3. Sur les ambiguïtés du gouvernement Daladier, puis la rupture avec le Front populaire amorcée avec le discours radiodiffusé du chef du gouvernement le 21 août 1938, cf. Serge BERSTEIN, *op. cit.*, p. 535-543.

Il fait presque figure de prophète lorsqu'il ajoute : « Si nous ne faisons pas de grand effort prenons garde que dans un an nous n'ayons le loisir de discuter de nos fautes dans un camp de concentration. » L'analyse que fait Daladier de la position de la France sur l'échiquier international est d'une grande lucidité. Elle se conjugue avec une certaine ambiguïté – à laquelle l'identité politique de ses interlocuteurs n'est pas étrangère. Ainsi, à propos de l'URSS, il loue la qualité de ses forces armées, mais refuse implicitement toute alliance, se retranchant derrière l'opinion exprimée par les Anglais selon laquelle, en cas de guerre, les Russes n'interviendraient jamais. Sur la question espagnole, une fois encore, il affiche des intentions favorables à l'Espagne républicaine, proclamant la nécessité de rendre l'Espagne aux Espagnols en organisant le retrait du matériel militaire allemand et italien, mais il lie toute initiative à l'accord anglais, s'abrite derrière les accords signés par ses prédécesseurs au Conseil, et insiste sur les exigences de la défense du territoire national pour justifier son action – ou plutôt sa non action.

Dans cette conversation avec la délégation du Comité de Rassemblement populaire, Daladier en appelle à la solidarité à gauche, exhortant ses interlocuteurs à l'aider, mais esquisse une ligne politique qui ne peut satisfaire aucune de leurs revendications, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

CONCLUSION

Pour conclure, on peut dire que, dans l'état actuel des investigations, l'apport des archives actuellement à Moscou à l'histoire du radicalisme reste limité, ponctuel et inégal. On trouve des informations éparées sur tel ou tel personnage, plutôt connu, d'ailleurs, pour ses sympathies soviétiques. Pierre Cot offre un bel exemple de ces personnalités radicales rendues à une célébrité depuis longtemps perdue par la grâce des archives russes. La rumeur ancienne selon laquelle le ministre de l'Air du Front populaire aurait été un agent du KGB s'est exprimée à nouveau par l'intermédiaire des travaux de Thierry Wolton¹ menés à partir de documents trouvés en Russie². La polémique soulevée autour d'une éventuelle appartenance de Pierre Cot aux services secrets soviétiques a certes permis de mettre au jour une nouvelle documentation confirmant la profondeur des liens unissant Pierre Cot à la Russie soviétique, mais elle n'a apporté aucune preuve permettant de faire du célèbre avocat un agent soviétique³. De façon générale – si l'on néglige les marges et les électrons libres –, il n'y a pas eu, concernant l'histoire du radicalisme, de révélations, mais plutôt des confirmations et des concrétisations qui nourrissent des interrogations, autorisent des mises en perspective et des constructions de parallèles fécondes.

1. Cf. *Le grand recrutement*, Grasset, 1993.

2. Malheureusement l'auteur, ne dévoilant aucune de ses sources, empêche toute vérification et interdit toute critique fondée de ses affirmations.

3. Cf. Serge BERSTEIN, Robert FRANK, Sabine JANSEN, Nicolas WERTH, *Rapport de la Commission d'historiens constituée pour examiner la nature des relations de Pierre Cot avec les autorités soviétiques*, B & Cie, 1995.

La planète radicale est étrangère à la galaxie communiste et réciproquement. Il faut, toutefois, nettement distinguer les fonds russes. Ils offrent, chacun, des périodisations différentes. Pour l'État soviétique proprement dit, les archives révèlent que les radicaux sont gens fréquentables et même, à fréquenter, en tant que représentants d'un parti gouvernemental de premier plan dans la France de l'entre-deux-guerres. Très différente est la vision qu'offrent les documents du Komintern. Ses cadres, de nationalité et de formation variées, ne sont pas toujours très au fait des réalités nationales auxquelles ils sont confrontés. Le radicalisme y est analysé à travers le prisme idéologique. Ce prisme est consubstantiel à l'organisation internationale créée par Lénine ; il renvoie aussi à une communauté de pensée et de langage, porteuse de sens et synonyme d'unité et d'efficacité. Il faut attendre l'année 1934, et surtout 1936, pour que les radicaux apparaissent régulièrement en tant qu'interlocuteurs valables et partenaires désirables. L'attrait qu'ils exercent alors nous ramène à l'univers des représentations communistes. L'image du radicalisme s'y décline sur trois modes.

Le radicalisme symbolise la République, une République bourgeoise certes, « aux petits pieds », mais une République quand même. Dans la hiérarchie des régimes à abattre, celle-ci n'occupe plus la première place depuis l'irruption du fascisme. Outre leur poids symbolique, les radicaux ont un poids politique dont les partisans du Front unique mesurent toute la valeur dans la nouvelle configuration politique, née du VII^e congrès de l'Internationale communiste.

Le radicalisme incarne l'idéologie des classes moyennes et, au-delà, les classes moyennes tout court. Or, il devient urgent à partir de 1934 de ne pas se couper de ces classes moyennes, menacées par un processus de fascisation dont l'Allemagne, aux yeux des communistes, fournit le modèle à combattre. De là naît l'idée mise en œuvre avec succès par Barbusse, puis par ses successeurs après août 1935, d'encadrer ces classes moyennes et de les éduquer dans de vastes rassemblements, aux mots d'ordre larges, dans le but de réaliser l'alliance de ces classes avec le prolétariat.

Enfin, les radicaux représentent l'élite politique du pays, voire une grande partie de son intelligentsia. Et ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de ces organisations de masse créées et contrôlées par les communistes que de servir à la conquête d'une élite habituellement peu sensible à la thématique révolutionnaire et à la culture ouvrière communiste.

Sabine JANSEN

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

LES ARCHIVES DES BRIGADES INTERNATIONALES ET L'ANALYSE PROSOPOGRAPHIQUE

Lorsque fut entamée, il y a quelques années, une enquête prosopographique ¹ sur les volontaires français en Espagne républicaine, la présence à Moscou des archives des Brigades internationales était connue, mais l'espoir de leur ouverture à court terme paraissait utopique. Le corpus exploité était constitué des notices du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, étoffées et complétées par de riches fonds documentaires consultables tant en France – archives départementales, BDIC (Nanterre), musée de la Résistance nationale (Champigny) – qu'en Espagne – Archivo del Servicio Histórico militar (Madrid), Archivo histórico nacional, sección Guerra civil (Salamanque).

Dans la présentation, en 1987, des extraits d'un rapport du commandant de la base d'Albacete, Vital Gayman, sur les premiers mois des BI, Carlos Serrano écrivait : « "Mémoire" est l'un des très rares documents d'époque qui se sont conservés, l'essentiel de la documentation relative aux Brigades rapatriées d'Espagne ayant disparu pendant la guerre ou ayant été déposée à Moscou, où elle n'est pas accessible aujourd'hui ². »

On mesurera à la lecture des lignes suivantes l'apport considérable qu'a représenté la possibilité de consulter des documents issus de l'administration même des Brigades

1. Traitement biographique quantitatif et comparatif permettant l'établissement d'une typologie, cette méthode consiste à confronter des notices biographiques individuelles, la mise en rapport des variables pouvant faire apparaître des facteurs discriminants qui éclairent des différenciations au sein du corpus.

2. « Vital Gayman et les Brigades internationales », *Cahiers d'histoire de l'IRM*, n° 29, 1987, p. 109.

internationales (déposés dans les fonds du Komintern), non seulement pour leur histoire mais, au-delà, pour l'histoire sociale du mouvement ouvrier.

Le philosophe Alain affirmait qu'« un document est un vieux papier que la dent des rats, la négligence des héritiers, les flammes de l'incendie... les exigences de la chaise percée ont épargné par hasard ». Il n'y a pourtant aucun hasard dans la constitution et la conservation des archives des Brigades internationales, dont on peut, grâce à des sources écrites et orales, retracer l'histoire. Il s'agit là d'un préalable à toute description, laquelle, même rapide, est indispensable pour procéder à l'analyse critique des textes (exercice qui, s'il est désormais d'usage courant face aux témoignages oraux, fait malheureusement parfois défaut en présence de documents écrits, et ne peut se limiter à établir si ceux-ci sont « authentiques » ou se révèlent être des « faux »).

L'actuel secrétaire de l'Amicale des anciens volontaires en Espagne républicaine (AVER), Roger Ossart, travailla à l'état-major des Brigades internationales et y fut chargé, précisément, de l'évacuation des archives dans les jours qui précédèrent la chute de Barcelone ¹, en janvier 1939. Il se souvient, en particulier, avoir supervisé le déménagement d'un fichier général nominatif dont il m'a fait la description (une fiche bristol par volontaire, de grand format, comportant de nombreux renseignements, dont ses diverses affectations), représentant plusieurs mètres cubes. Supposant que l'ensemble des documents avait été déposé à l'Institut Marx-Lénine de Moscou ², les responsables de l'AVER ont à plusieurs reprises, dans les années 1980 – soit directement, soit par l'intermédiaire du PCF – tenté en vain d'obtenir le rapatriement en France des fiches concernant les volontaires français ou de leurs copies ³.

La seconde source indiquant l'existence de ce fonds est une note qu'André Marty remit en juillet 1955 à Jean Maitron – à qui il avait légué ses archives personnelles – intitulée « Documentation sur les Brigades internationales et la guerre d'Espagne (1936-1939) ». Elle stipulait que les archives des BI – « complètes, jusques et y compris les relevés individuels de soldes de chaque combattant ⁴ » – comprenant en particulier celles du commissariat d'Albacete, constituaient un premier grand ensemble. Marty spécifiait dans cette note : « Ces Archives au complet, sauvées par mes soins d'Espagne en février 1939, ont été envoyées par moi-même à l'Internationale Communiste en juin 1939. Elles ont été reçues au Secrétariat du Camarade Dimitroff par son secrétaire. »

Ce fonds contenait aussi les archives personnelles du dirigeant communiste. Il écrivait à leur sujet : « classées avec catalogue dressé par moi-même à Moscou en 1939-1940, elles se trouvaient en août 1949, dans une armoire de l'Institut Marx-Engels, place

1. Depuis avril 1938, siège des Brigades internationales.

2. Le nom officiel de ce centre, entre 1956 et 1991, fut Institut du marxisme-léninisme, devenu à cette dernière date Centre russe de conservation et d'étude de la documentation en histoire contemporaine (CRCEDHC).

3. Opération que réussirent, par contre, les Belges.

4. Il s'agit probablement de ce que R. Ossart désignait comme le fichier général nominatif.

Mossoviet à Moscou ». À sa demande, elles furent transférées à Prague, dans le bureau de Slansky, huit jours avant son arrestation.

Un deuxième ensemble, rassemblé à Paris par l'ancien secrétaire de l'IC, après la Libération, constitué de rapports, notes, cartes, journaux, imprimés des BI, photos, drapeaux des BI etc. fut, quant à lui, « saisi » par le secrétariat du PCF, en septembre 1952, au cours du « procès » qui allait déboucher sur son exclusion.

Maintenant que les pérégrinations des « archives des Brigades internationales » déposées à Moscou ont été exposées, il faut en venir à leur description. Le principal gisement, réparti en six fonds (545-1 à 545-6), est constitué de documents issus de la base même des BI. On y trouve aussi des documents postérieurs aux BI, puisqu'ils concernent les camps du Sud de la France où furent internés des milliers d'ex-Internationaux à partir de 1939. Signalons également un important fonds photographique. L'état de conservation de l'ensemble est remarquable, les inventaires d'une grande précision. On notera cependant l'absence de documents des services sanitaires, que ce soit les commissions de réformes, les papiers des hôpitaux ou des différents centres de convalescence. Peut-être préféra-t-on les détruire en Espagne ? Opération qui ne fut alors pas totalement réalisée, puisque les dossiers contenant des informations biographiques sur des Internationaux conservés en Espagne, que ce soit à Salamanque ou aux archives de l'Armée à Madrid, en sont précisément issus.

Les papiers personnels d'André Marty mentionnés dans sa note, notamment un volumineux rapport d'étape sur les BI au Présidium de l'IC de février 1937, enrichi de nombreuses annexes, et un second datant d'août 1939, sont également consultables à Moscou ¹. Les fonds suivants conservent aussi des documents relatifs aux Brigades internationales : Parti communiste français ², Parti communiste espagnol ³, Secours rouge international, secrétariat de Manouïlsky, secrétariat de Dimitrov, secrétariat du Comité exécutif de l'IC, secrétariat du Présidium de l'IC. Les deux derniers permettent d'appréhender les débats internes à la direction du Komintern relatifs aux BI, et informent donc sur les processus de prises de décisions. Enfin, les dossiers personnels de plusieurs cadres français des Brigades internationales, classés parmi ceux des dirigeants du PCF, sont communicables.

Bien que plusieurs documents relatifs au recrutement et au transit des volontaires soient conservés dans les différents fonds cités ci-dessus, il semble bien que les archives

1. L'origine de ce fonds reste à préciser. Soit ses dossiers personnels furent finalement rapatriés de Prague, soit seulement une partie de ces derniers avaient été transférés dans le bureau de Slansky. Dans les deux cas, il est possible, et plusieurs historiens le pensent, qu'une partie des « Archives Marty » se trouvent encore dans la capitale tchèque.

2. Dont la plupart des documents sont consultables, par ailleurs, à la Bibliothèque marxiste de Paris.

3. Dans lequel figurent peu de documents sur la guerre d'Espagne.

du Comité d'Aide à l'Espagne du 8 de l'avenue Mathurin-Moreau, plaque tournante de l'ensemble du dispositif, aient été perdues.

On peut schématiquement classer le gisement documentaire conservé à Moscou en deux catégories : d'une part les textes informant sur la genèse, les structures, le fonctionnement des Brigades internationales. D'autre part, les dizaines de milliers de documents biographiques permettant d'établir une sociologie des volontaires.

La première catégorie – rapports, circulaires, correspondances – nous permet de visiter de « l'intérieur » les Brigades internationales. Si l'historien est agréablement surpris par la relative absence de « langue de bois » – comme l'a souligné Daisy Devreese, au sujet de la correspondance de l'AIT, on note sans fard dans ces documents internes les éventuels problèmes rencontrés – il ne doit pas, pour autant, prendre au pied de la lettre les différentes remarques, ou plaintes, qu'il y trouve. Tel militant, rouage de la formidable machinerie que représentent les Brigades internationales et, en amont, le recrutement et l'acheminement des volontaires, soulignera, voire exagérera, les carences de tel autre maillon de la chaîne pour amoindrir ses propres responsabilités. On dispose là d'un parfait exemple de la « non neutralité » du document écrit.

Ces divers documents nuancent, approfondissent – mais ne contredisent pas – des informations qui nous étaient déjà connues, notamment par les travaux de Carlos Serrano, par ceux, contestables, d'Andreu Castells, et surtout par la publication du « rapport Gayman ». Leur principal intérêt – outre des confirmations et des précisions utiles – est de restituer les difficultés de recrutement, les problèmes relationnels entre différents partis communistes au sein des Brigades, la diversité de conceptions, au sein de la sphère communiste, du rôle qu'elles devaient remplir en Espagne. Bon nombre des décisions prises par leurs dirigeants, notamment les nominations de cadres, ne sont pas téléguidées depuis Moscou mais, plus prosaïquement, relèvent de l'empirisme. Les BI, création de l'Internationale communiste, loin d'être une machine bien huilée, nous apparaissent traversées de contradictions internes, parfois affaiblies par des clivages nationaux. La problématique relative à l'internationalisme – et je fais là référence au précédent colloque organisé par le CDIO ¹ – n'est donc pas close par l'ouverture des archives de Moscou, mais en ressort enrichie.

Le « fichier général nominatif » décrit par Roger Ossart et André Marty n'est pas conservé au CRCEDHC. A-t-il été égaré lors du transfert de l'IML à Ouïa en 1941 ? A-t-il été volontairement détruit ultérieurement ? Compte tenu du fonctionnement de la « civilisation du rapport », selon l'image de Nicolas Werth, je serai plutôt enclin à penser qu'il a été déposé dans un autre centre. On ne peut donc pas constituer une base de données exploitable pour une enquête prosopographique à partir d'un fichier homogène,

1 « L'Internationalisme à l'épreuve », Dijon, 22 et 23 mai 1992, cf. Serge WOLIKOW et Michel CORDILLOT [dir.], *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'Internationalisme*, Dijon, EUD, 1993.

mais de dossiers individuels. Soigneusement classés par nationalité et par ordre alphabétique ¹, ils sont constitués essentiellement de formulaires remplis à partir d'informations fournies par le volontaire lui-même. Il s'agit, en ce qui concerne les Français, de « bios » remplies dans le cadre d'une demande d'adhésion au PC espagnol, à l'été 1938, de formulaires de démobilisation édités lors du retrait général des Internationaux à l'automne 1938 ², de fiches d'incorporations à la 14^e Brigade. Diverses autres pièces peuvent être jointes. Quelle que soit leur nature, tous ces documents ont été établis postérieurement à l'entrée du volontaire en Espagne.

Face à une telle somme d'informations, l'historien doit choisir – donc éliminer – à partir de critères objectifs (en procédant par sondage), mais également subjectifs en ne tenant pas compte de certaines informations contenues dans des formulaires comportant parfois plus de quatre-vingts questions. Prenons un exemple précis : la « bio » que le volontaire remplit lors de sa demande d'adhésion au PCE ³. Elle comporte des questions précises sur les conditions d'adhésion au PCF (Quels sont les camarades qui ont présenté ta demande d'adhésion au parti ? En sont-ils toujours membres ?), le milieu familial (Quelles sont les conditions sociales et les opinions politiques de tes parents et de ta famille proche ?) et la formation militante (Quels cours politiques organisés par le parti as-tu fréquentés ? Quels journaux et revues du parti lis-tu habituellement ? As-tu écrit des articles pour ces journaux ?). Un historien utilisant le corpus des volontaires internationaux comme prisme pour une étude sociologique sur les militants communistes de la période du Front populaire – et qui, accessoirement, disposerait de beaucoup de temps pour saisir informatiquement les dossiers à Moscou – considérerait à juste titre la prise en considération de telles informations comme indispensable. Je ne l'ai pas fait car mon optique est différente : il s'agit d'appréhender dans *une dimension de masse l'ensemble* des volontaires français. Ayant sélectionné des renseignements j'ai donc, si ce n'est « inventé », en partie « transformé l'archive ».

Les dossiers individuels peuvent être complétés par d'autres matériaux – essentiellement des registres (parfois très précis) et des listes – consultables dans les archives des Brigades internationales. L'ensemble de cette documentation a été soumise à un examen critique, à savoir le croisement avec d'autres sources dont je disposais déjà, notamment un ensemble de 400 dossiers de demandes de régularisation d'état civil constitués – après la Libération – par des familles de décédés et conservés dans les archives de l'AVÉR, à Paris. Cette confrontation a montré la fiabilité des pièces déposées à Moscou.

1. Fonds 545.6

2. À cette date, la majorité des Français avaient en fait déjà été rapatriés, comme l'avait d'ailleurs noté la Commission de la SDN chargée de surveiller le retrait des volontaires.

3. Démarche que les volontaires communistes étrangers devaient effectuer à partir de 1938 et qui concerne donc plusieurs milliers de militants.

Les informations biographiques rassemblées grâce à l'ouverture des archives des Brigades internationales ont permis, non seulement d'étoffer considérablement un corpus dont il est désormais possible de définir précisément les contours, mais également d'ouvrir de nouveaux champs au traitement quantitatif. La base de données destinée à l'analyse sociologique des volontaires a changé de nature grâce à leur exploitation. Jusqu'alors assemblage de minuscules morceaux de tissus épars, rassemblés au gré de l'exploration de divers fonds, elle a pu prendre la forme d'une véritable tapisserie, certes un peu mitée – le fichier général nominatif n'ayant pu servir à sa confection – mais dont les motifs se discernent clairement.

On peut, à partir de cette base de données, broser un tableau précis de l'origine géographique, de l'âge, de la profession des volontaires français ; déterminer, avec un degré de précision probant, le pourcentage de morts, de blessés ; évaluer quantitativement le phénomène des désertions et de la répression ; restituer les variations du flux des arrivées en Espagne.

L'appartenance politique des volontaires était jusqu'à présent indiquée, dans les ouvrages consacrés aux Brigades, sur la base d'estimations plus ou moins convaincantes. La majorité des documents biographiques consultés à Moscou non seulement la mentionne, mais précise, de surcroît, la date d'adhésion et les responsabilités exercées. Il en est de même pour l'engagement syndical. On peut donc appréhender non seulement les différentes « générations politiques » engagées en Espagne, mais aussi repérer quels types de cadres – politiques et syndicaux – partaient et quelles responsabilités leur étaient attribuées. Cela n'était pas sérieusement envisageable avant l'ouverture des archives du CRCEDHC.

Grâce à l'enquête prosopographique – devenue rencontre entre une méthode et un fonds – il est possible de dégager une typologie des volontaires français. Sans apporter ici de résultats concrets (ce n'est pas l'objet de la communication ¹) je peux cependant faire connaître que, dans ce domaine aussi, l'exploitation des archives de Moscou apporte nuances et complexité : on ne doit pas se représenter la classification des Internationaux comme une succession linéaire de groupes répartis sur un spectre allant du « cadre-communiste-discipliné-et-efficace » à l'« aventurier-apolitique-et-porté-sur-la-boisson » (au demeurant, tirer de la typologie des conclusions hâtives quant au comportement au feu serait une grave erreur : la peur n'est ni une catégorie sociale, ni une catégorie politique !).

1. Je renvoie, pour les premiers résultats, à ma communication « Combattants et militants. Prosopographie de 9 000 volontaires français des Brigades internationales : premiers résultats d'une enquête » au colloque « Les Dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier : lectures, exploitations, apports à l'historiographie », Paris, 22-24 novembre 1993, publié dans Michel DREYFUS, Claude PENNETIER, Nathalie VIET-DEPAULE, *La part des militants*, Les Éditions de l'Atelier, 1996.

Après avoir esquissé une présentation de la richesse des archives des Brigades internationales, il est nécessaire d'en cerner aussi les limites. Elles sont de plusieurs ordres. D'une part, l'on dispose de plus d'informations sur les combattants membres du parti communiste que sur les autres, des registres spécifiques leur étant consacrés. D'autre part, le volontaire fournit lui-même les informations sur sa trajectoire politique : il n'est pas forcément dans son intérêt d'indiquer, par exemple, qu'il a quitté le PC plusieurs années avant de partir en Espagne ¹. Mais, surtout, elles ne nous informent en rien sur son parcours ultérieur ². Pour connaître celui-ci, et plus précisément son éventuel investissement dans la Résistance, du point de vue statistique, la seule documentation disponible à ce jour reste le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

Enfin les sources écrites, celles de Russie comme les autres, ne sauraient se suffire à elles-mêmes. Prenons un exemple. On connaît grâce aux recherches de Carlos Serrano aux Archives de la préfecture de Police et à l'Institut de recherches marxistes, le dispositif de recrutement des Interbrigadistes ³. Les documents consultés à Moscou confirment ce qu'il a écrit. On est donc fondé à penser que les consignes relatives à l'envoi de volontaires furent répercutées dans l'ensemble des cellules. Or, interrogé à ce sujet, un ancien d'Espagne, membre du Conseil régional du PC de Somme-Picardie sous le Front populaire, parti fin novembre 1936, fut formel : à cette date, aucun travail de recrutement tant interne qu'externe au parti n'avait été effectué dans sa région.

Plus généralement, si les documents biographiques écrits indiquent « qui » a fait « quoi », l'histoire orale – qu'il est de bon ton de brocarder ces derniers temps – aide à comprendre, par une approche plus qualitative que quantitative, « comment » et « pourquoi ». L'on ne doit donc pas opposer, mais considérer comme complémentaire l'apport des sources écrites et celui des témoignages (même si l'on n'insistera jamais assez sur les précautions à prendre pour les appréhender, tant au niveau de l'interview que de son analyse), suscités ou non par l'historien. Les archives de Moscou ne saurait rendre superflues, quand elles sont possibles, les enquêtes orales.

Sans autoriser une écriture *définitive* de l'épopée des Brigades internationales, l'ouverture des archives de Moscou nous permet de préciser les mécanismes de prises de décision en leur sein ou au niveau du Komintern, de quantifier plusieurs variables – par l'analyse prosopographique – avec un haut degré de fiabilité et de resituer la dimension sociale des combattants (itinéraire, milieu familial, situation matrimoniale, métier etc.). Tout en nous rappelant utilement que l'histoire est traversée de contradictions et faite par

1. Je n'ai d'ailleurs trouvé aucun cas où, dans un formulaire rempli par lui-même, un volontaire indique cela. Or, il existe de tels cas de figure.

2. Les archives des camps du sud de la France (545-4) ne concernent pas les volontaires français.

3. Carlos SERRANO, *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Messidor-Éditions sociales, 1987.

des hommes qui n'en sont pas, loin s'en faut, eux-mêmes exempts, ce gisement documentaire permet donc de dégager des lignes claires.

Rémi SKOUTELSKY
UNIVERSITE DE PARIS I

LE FRONT POPULAIRE ESPAGNOL

A TRAVERS LES ARCHIVES DU KOMINTERN 1

Rien ne laissait prévoir que la stratégie des fronts populaires pût s'appliquer rapidement à l'Espagne. Depuis la proclamation, en avril 1931, de la Deuxième République, le Komintern (IC) considérait l'Espagne comme la terre promise où se renouvellerait l'expérience de la révolution soviétique de 1917. Mais le petit Parti communiste (PCE), presque un groupuscule en termes d'organisation, semblait davantage un obstacle qu'un instrument. Les mémoires de J. Humbert-Droz font état d'affrontements constants entre délégués de l'IC et groupe dirigeant du PCE subordonné à l'autoritaire José Bullejos. Les organes de direction de l'IC et la « troïka » menée par Bullejos débattent dix-sept mois durant des responsabilités de l'échec de l'implantation des soviets en Espagne. La « maison » ne tranche pas de manière autoritaire car elle craint visiblement que Bullejos ne renouvelle la manœuvre de Maurin en Catalogne, l'IC perdant alors toute présence dans le pays. L'argentin Codovilla finit par retourner la situation entre août et octobre 1932, après un voyage de Bullejos et des siens à Moscou où, bien sûr, on les retient. À la rébellion succédait la soumission complète, le délégué-tuteur dirigeant de manière solitaire le parti, à l'ombre du nouveau secrétaire du CC, José Diaz, d'une fidélité sans réserve à tout ce qui venait d'URSS et « faible politiquement », selon l'expression de Codovilla, mais dont les « qualités » laissaient augurer « un véritable secrétaire politique du parti 2 ».

1. Cette étude fait partie d'une recherche, menée en collaboration avec Marta Bizcarrondo sur le Komintern et l'Espagne. Elle s'appuie sur la documentation consultée au CRCEDHC à Moscou (ancien institut du Marxisme-Léninisme). Nous sommes conscient du « blanchissement » dont ces archives ont fait l'objet et nous tenons à préciser que la section du présidium a été fermée, ce qui rend notre travail incomplet.

2. Lettre de Medina, 10-11-1933, CRCEDHC 495-32-18.

Tant que durait la formation du prince, le pouvoir de Codovilla sur la direction espagnole était pratiquement illimité. André Marty, en visite à Madrid en septembre 1936, le décrit comme un véritable « cacique ». Dolores Ibarruri, malgré de bonnes relations personnelles avec Codovilla, est encore plus nette lorsqu'elle commente, un an plus tard, la fin des fonctions de l'Argentin en Espagne : « la méthode de travail de Louis rendait inutiles les réunions du BP en leur enlevant toute importance ¹ ». Cette longue responsabilité devait beaucoup à la rigidité de l'expert de l'IC sur l'Espagne, le Bulgare Miniev (A. Stepanov), secrétaire pour les pays latins (RLS), très tenté par les constructions schématiques d'où surgissait la formule révolutionnaire à l'état pur et, avec elle, la disqualification de tous ceux qui la repoussaient ou prétendaient la nuancer. Ses élaborations théoriques, dignes de ses origines – l'opposition de gauche – laissaient du champ à l'action de Codovilla sur le terrain, pour autant qu'il respectât le dualisme de la vision « classe contre classe ». L'éloignement, le caractère marginal du pays, l'absence de compétence linguistique poussaient enfin à une très forte personnalisation du thème espagnol. Au niveau du sommet le spécialiste de l'Espagne était Manouïlsky, qui s'obstinait depuis 1931 à forcer le parallélisme entre la Russie et l'Espagne et qui, en tant qu'homme de confiance de Staline, pouvait lui donner la satisfaction d'un foyer d'instabilité sur l'arrière-garde des puissances capitalistes de l'Europe occidentale. La remarque de Ercoli (Togliatti) pour expliquer la condamnation du groupe Bullejos demeurerait donc toujours valable : il ne s'agissait pas de rectifier une ligne politique mais de créer un parti communiste qui n'existait pas encore.

En 1932-1933, le PCE grandit grâce aux frustrations engendrées par la politique du gouvernement républicano-socialiste. Il n'a donc pas de raisons de changer de cap. De telles raisons apparaissent brusquement à l'automne 1933, quand la situation politique penche à droite, avec l'apparition des premières formations fascistes et avec l'explosion électorale de la CEDA (coalition conservatrice contre-révolutionnaire) accompagnée, en contrepoint, par la radicalisation des organisations socialistes engagées jusqu'alors dans une coalition gouvernementale, ce qui permettait de les accuser de « social-fascisme ». Mais depuis la fin 1933, non seulement le parti socialiste (PSOE) commençait à utiliser un langage révolutionnaire crédible pour les travailleurs, mais encore les premières actions antifascistes effaçaient la ligne de démarcation entre socialistes et communistes. L'exemple extérieur, avec les événements d'Autriche et la possibilité d'établir un parallèle entre la CEDA et Dollfuss, fit surgir les premiers doutes chez les dirigeants du PCE, que leur situation de dépendance fit taire. Ils furent exprimés par une recrue récente, José Antonio Balbontín, leader jusqu'en 1933 d'un petit groupe de républicains de gauche, qui se permit de combattre en présence de Codovilla la politique d'isolement révolutionnaire, d'antisocialisme et de refus de la démocratie. Il fut exclu, mais son désaccord était le signe

1. CRCEDHC, 495-74-209 (original en français).

que la cohésion interne commençait à être ébranlée. Elle le fut plus encore par les élections parlementaires de la fin 1933, quand le parti ayant désobéi à Malaga aux consignes de participation solitaire de l'IC, le docteur Bolivar y fut le seul député communiste élu aux Cortes. Tout indiquait qu'il fallait oublier la « révolution espagnole » de Stepanov et réorienter la politique du parti vers d'autres secteurs ouvriers, d'autant plus qu'avec la radicalisation socialiste l'arrivée de militants de ce courant avait cessé.

Le prologue de la « perestroïka » vint d'une initiative de Dolores Ibarruri lors de son séjour à Moscou dans les premiers mois de 1934. Elle a raconté dans une note autobiographique conservée dans les archives du PCE, ses craintes de connaître le même sort que Bullejos lorsqu'elle manifesta, la veille de son retour en Espagne, son désaccord avec le sectarisme de la politique syndicale imposée par la « maison ». Il en résulta une rectification partielle décidée par la commission politique du secrétariat de l'IC, le 24 avril 1934. Mais pour un véritable changement, il fallut attendre qu'un vent nouveau soufflât dans la « maison », avec l'arrivée de Dimitrov et la préparation du VII^e congrès. M. Dassú a reconstruit les premiers pas de la commission et a montré comment, dès le 2 juillet, Dimitrov, devant le caractère central de la menace fasciste, propose de réviser la politique de front unique et de reconsidérer le rôle de la social-démocratie. Et le 8, lorsqu'il examine la campagne de front unique pour sauver Thälmann, seul le PCF échappe à la réprimande adressée aux partis qui ne décidèrent « qu'avec retard et de manière insuffisamment sérieuse » de chercher un accord avec la social-démocratie. Avec d'autres, le PCE était clairement désigné. Codovilla avait beaucoup d'éléments pour prévoir un changement de cap, que rien ne l'empêchait de suivre. D'où la nouveauté de son intervention le 15 juillet, devant la « commission Dimitrov ». Il évoque le danger fasciste en Espagne et la forte réponse unitaire de la classe ouvrière. Les élections de Malaga n'étaient plus une hérésie, mais un exemple de la manière dont le PCE (c'est-à-dire lui-même) avait perçu les exigences de la nouvelle situation. « Les masses » exigeaient la fin de l'affrontement entre communistes et socialistes. Dans le discours de Codovilla pointait déjà l'idée d'un bloc populaire :

« La réalisation du front unique n'était pas seulement le résultat de notre propagande, ce fut surtout l'état d'esprit qui se créa dans les masses après l'avènement du fascisme en Allemagne. Après ledit avènement les masses travailleuses s'emparèrent de cette idée : il faut réunir dans un seul bloc toutes les forces ouvrières qui existent, tous les partis qui luttent contre le fascisme 1. »

Un peu plus tard, José Diaz, à Moscou avec une délégation espagnole, renouvelle l'attaque. Il souligne le divorce entre les masses et la politique du PCE alors que l'antifascisme est devenu central dans la conscience politique des travailleurs. Il mentionne Malaga, le caractère erroné de la campagne antisocialiste, bref les attitudes globalement sectaires. La nouvelle stratégie doit s'adapter à la combativité ouvrière contre le fascisme

1. CRCEDHC, 495-32-142 (original en français).

comme dans la politique de front unique du PCF. Diaz a assisté, le 26 juin, à la conférence d'Ivry, où Thorez a proposé le pacte antifasciste à la SFIO, et il réclame l'autorisation de réaliser un virage semblable :

« Au fur et à mesure que se déroulait cette conférence, j'en suis arrivé à la conclusion suivante : si l'on tient compte de la situation de la France et de celle de l'Espagne, où nous nous trouvons dans les conditions d'une révolution, et si l'on tient compte du danger menaçant que constituent le fascisme, la réaction, j'en suis arrivé à la conclusion que la politique de front unique du PCF est tout à fait correcte et que notre politique de front unique est absolument fermée, étroite et incompréhensible pour les ouvriers ¹. »

En avouant leur échec, les dirigeants du PCE ouvrent donc la voie du Front populaire. En même temps, la CP repousse le « projet de thèses » du 27 juillet sur la révolution espagnole, œuvre du RLS (Stepanov). Le 11 août 1934, après le rapport de Diaz, le secrétariat politique élabore une lettre au PCE sur cette base et sur la discussion à laquelle il donne lieu, mais la réalisation prend du retard à cause du RLS chargé de l'écrire. Pendant ce temps, le 9 septembre, avec le retour de Diaz et de Codovilla en Espagne, la rectification fait un premier pas sur la question des alliances ouvrières, encore diabolisées car elles n'étaient pas des organes de front unique à la base. Cela permet la participation communiste dans le processus révolutionnaire du mois suivant, aux côtés des socialistes, des anarcho-syndicalistes et des communistes hétérodoxes, et la rupture de l'isolement antérieur. Le texte de la « lettre au CC du PCE », de la mi-septembre 1934, prolongeait même ce virage sur le plan électoral, en donnant la priorité à l'alliance avec le parti socialiste tout en envisageant de voter pour des candidats « radicaux-socialistes, indépendants et autres groupes petits-bourgeois [...] pour éviter la victoire des candidats ouvertement réactionnaires, fascistes ² ». À l'origine, le front populaire voulait être une alliance électorale imposée par l'urgence et, pour renforcer cette tonalité, le document faisait une référence positive à la petite bourgeoisie, un allié que le front unique du prolétariat devait attirer pour empêcher sa dérive vers le fascisme comme en Italie et en Allemagne.

LE BALLET DES MOTS : FRONT, BLOC OU RASSEMBLEMENT POPULAIRE

L'insurrection ouvrière d'octobre 1934 dessine de manière paradoxale le cadre qui permet à la consigne de « front populaire » en Espagne de voir le jour. La documentation de l'IML confirme l'hypothèse de Marta Bizcarrondo : les intérêts de la politique étrangère de l'URSS poussaient à présenter les événements d'Espagne comme un soulèvement antifasciste pour défendre la démocratie, et non comme une tentative de rééditer la prise de pouvoir des bolcheviks qui aurait alarmé la France et l'Angleterre ³. L'attitude à l'égard

1. CRCEDHC, 495-32-144.

2. CRCEDHC, 495-4-310.

3. M. BIZCARRONDO, « Le VII^e congrès de l'IC et la classe ouvrière en Espagne », *Cahiers de l'Institut de Recherches Marxistes*, n° 27, 1987, p. 85.

de l'Espagne sera maintenue jusqu'à la capitulation franco-britannique de Munich, en septembre 1938 et elle éclaire fortement la politique de l'IC, en 1936, face à la Guerre civile. De fait, le message fut rapidement capté par l'ambassadeur du Royaume-Uni à Moscou qui informe le *Foreign Office* le 22 octobre 1934 :

« L'analyse développée par les *Izvestiya* au sujet des origines de la révolte, telle qu'elle fut exprimée dans un éditorial daté du 8 octobre, est que celle-ci a été provoquée par le fait que la révolution "démocratique-bourgeoise" s'est muée en une contre-révolution fasciste. [...] En conséquence de quoi les ouvriers ont pu passer à l'action dès que les fascistes ont pris le contrôle du gouvernement en s'inspirant sans aucun doute des récents événements en Allemagne et en Autriche. La révolte étant une révolte dirigée contre le fascisme, elle prenait du même coup une signification internationale 1. »

En plein développement de l'insurrection et de la grève générale, la commission politique de l'IC peut ainsi s'adresser au CC du PCE pour qu'il accompagne la lutte d'un appel « au parti de la gauche républicaine » de Azaña et à l'« Esquerra de Catalunya », et propose un vaste rassemblement antifasciste composé « de l'alliance ouvrière et de ces partis ». Toujours prêt à exécuter le premier les instructions, Codovilla répond le 11 au télégramme du 8 octobre et se déclare « complètement d'accord avec votre proposition de créer un rassemblement antifasciste ». Il est « déjà en train de travailler dans cette voie avec le parti radical, le parti socialiste, la gauche républicaine ». Dans le manifeste « à tous les ouvriers et paysans d'Espagne, de Catalogne, du Pays basque et de Galice », du 27 octobre 1934 (trois jours après le discours de Thorez à Nantes) et qui correspond à une circulaire interne du même jour, le CC du PCE définit l'objectif de « former un seul bloc antifasciste 2 ». « Notre parti [précisait la circulaire] doit rassembler dans un seul bloc antifasciste tous ceux qui veulent lutter contre la réaction et le fascisme, contre le gouvernement Lerroux-Gil Robles. » le PCE espérait ainsi « devenir l'axe de la lutte antifasciste en Espagne ».

La « perestroïka » du PCE ne fut pas aussi soudaine. Si l'appel du 27 octobre proposait le bloc antifasciste, en prenant comme base que « le peuple entier veut la liberté », ce texte et l'article officiel de Togliatti publié dans le même numéro de *La Correspondance internationale*, donnent toujours la priorité à l'objectif consistant à reproduire en Espagne le processus révolutionnaire de 1917. Les cinq « Vive ! » de la fin de l'appel commencent par le gouvernement ouvrier et paysan et les soviets. De son côté, Togliatti, bien que parlant à peine des soviets, faisait de la lutte ouvrière « pour la défense de ses libertés et pour le pouvoir », un stade du processus révolutionnaire espagnol sous le drapeau de l'IC 3.

1. Public Record Office, FO 371/18597, 69413.

2. *La Correspondance internationale*, n° 100-101, p. 1026.

3. « La guerre civile en Espagne et les tâches du prolétariat international », *ibid.*

Cette ambivalence dure plusieurs mois et suit les va-et-vient des attentes communistes à l'égard d'une situation politique qui oscille entre moments de répression aiguë (menaces d'exécution des condamnés de l'insurrection) et rumeurs de crise gouvernementale et d'élections. Au début, on tire de l'impact des événements révolutionnaires une confiance presque illimitée dans la capacité du PCE à prendre la tête de la lutte pour le pouvoir. Codovilla prend des premiers contacts avec des personnalités de la gauche socialiste, Julio Alvarez del Vayo et Margarita Nelken, dans le but de forcer la scission d'un PSOE qui, avec les anarchistes, devient, selon les enseignements de l'IC, le bouc émissaire de l'échec de l'insurrection. Vers la fin janvier 1935, à Moscou, il présente devant le RLS un long rapport triomphaliste sur le rôle joué par le PCE où il fait des alliances ouvrières, que le parti vient à peine de rejoindre, des « embryons de soviets » :

« Eh bien, je dois dire avec orgueil pour l'IC que le Parti a su tenir haut le drapeau de la révolution. Il n'y a pas eu de défections, en général, tant dans la direction que dans les rangs de la base. [...] Dans tous les endroits, nos camarades ont occupé les premiers postes de combat en s'efforçant de faire jouer au parti un rôle décisif dans les événements 1. »

Le seul péché communiste était d'avoir accepté dans certaines zones l'hégémonie d'autres forces politiques, et en premier lieu du PSOE. L'image noircie des socialistes annonce la stratégie de destruction de l'allié mise en œuvre pendant la Guerre civile. La seule solution acceptable est l'absorption et il faut profiter du fait que les secteurs de gauche « viennent vers nous ». La formation d'un front populaire, désigné comme un « bloc populaire sous la direction du prolétariat » n'est qu'un moment nécessaire, que les circonstances imposent, pour poursuivre la marche vers la révolution, après la phase électorale qui rend sa formation inévitable, autour de l'axe des alliances ouvrières et paysannes (lesquelles sous la direction des communistes peuvent tenir le rôle des soviets) :

« Nous devons poser le problème de la constitution d'un bloc des Ouvriers et des Paysans qui réunira autour de lui toutes les forces antifascistes. Il ne s'agit pas seulement d'un bloc en vue des élections, mais d'une concentration de forces pour continuer la lutte contre tout le régime bourgeois-féodal 2. »

Le 4 février 1935, la CP de l'IC autorisait la création de plates-formes électorales, fondées sur l'alliance ouvrière et paysanne, mais qui pouvaient être étendues sur le plan local aux partis de gauche petits-bourgeois après étude approfondie par le CC du PCE. En même temps le parti parvenait à publier un journal, intitulé de manière significative *Pueblo*, mais son contenu politique n'est pas facile à apprécier en raison du petit nombre d'exemplaires sauvés et des conditions très strictes imposées par la censure. En revanche, l'option de fond assumée par Codovilla, demeure claire : en cas d'élections, il faudrait

1. CRCEDHC, 495-32-165.

2. Original en français.

opposer un bloc de gauche avec participation communiste au bloc de la droite. Il l'explique dans un télégramme du 19 avril 1935 :

« Face au danger immédiat de fascisme [le PCE] est prêt à lutter avec tous ceux qui acceptent anticipation [sic] fasciste et par intermédiaire d'alliances appuyer un gouvernement républicain de gauche dans la mesure où celui-ci appliquera plate-forme anticipation [sic] fasciste proposée par le parti communiste et les alliances 1. »

La proposition du délégué fut approuvée le 30 avril par la CP (« conformément à la plate-forme proposée par le front antifasciste [sic] », avec un triple contenu de remise de la terre aux paysans, de libération nationale de la Catalogne et d'amélioration de la situation des ouvriers. Mais si la loi électorale l'exigeait, on pouvait renoncer à la confiscation de la terre pour attirer les républicains et empêcher le triomphe fasciste.

Les données pour la formation en Espagne d'un Front populaire étaient fixées, avec une attention particulière pour le cadre électoral qui permettait d'échapper à toute considération stratégique découlant de l'alliance avec la gauche républicaine. C'était, sans en altérer les conceptions de fond, ce que proposait un an avant le délégué-tuteur Codovilla : le front populaire était une exigence provisoire et de type électoral qui ne modifiait pas le refus de fond de la démocratie. Le but suprême des communistes demeurait un pouvoir de type soviétique. Au moment de la constitution de la plate-forme antifasciste, le PCE selon les mots de Codovilla « mettra en garde les masses contre les illusions d'un nouveau 14 avril ». La pluralité de toute alliance politique cédait à un processus d'intégration dont le PCE devait être le noyau. Ainsi Codovilla, de même que Manouïlsky, préfère l'expression « bloc populaire », qui souligne l'intention de rassembler des forces autour de la ligne politique du parti à laquelle les alliances ouvrières et paysannes serviraient de point d'appui.

Cette conception monolithique du front populaire va entrer de plus en plus en contradiction avec la défense de la démocratie définie par la politique de lutte contre le fascisme du VII^e congrès de l'IC. Derrière un accord apparent, des symptômes de tension sont perceptibles dans les mois qui suivent l'insurrection asturienne, comme lors de la mise en œuvre d'une décision de la Commission politique de l'IC du 22 février 1935 concernant la rédaction d'un manifeste aux travailleurs espagnols, sorte de bilan politique de l'Octobre espagnol dont la base était un projet du RLS. La discussion du rapport, déjà mentionné, de Codovilla sur la question espagnole au cours de la réunion du secrétariat politique du 3 mars 1935 interfère dans la confection du texte. Sa modification définitive est confiée à une commission dont le responsable devait être Ercoli (il y avait également Dimitrov, Manouïlsky, Piatnitski et Stepanov). Les archives du RLS conservent l'exemplaire annoté de la main de Togliatti que *La Correspondance internationale* allait publier le 10 mai. Les changements sont d'autant plus significatifs qu'ils affectent un projet dont le caractère gauchiste avait été accentué par la suppression de toute allusion au Front populaire.

1. CRCEDHC, 495-184- bx.

Pour les rédacteurs, l'Octobre espagnol confirmait la voie révolutionnaire inaugurée par 1917, celle des soviets, pièce maîtresse de l'action communiste. Socialistes et anarchistes sont sommés de reconnaître la justesse de la stratégie du PCE et, donc, l'infaillibilité de l'IC guidée par la pensée de Staline. Les suppressions et les ajouts de Ercoli tendent surtout à éliminer la confiance naïve dans une nouvelle révolution de type soviétique qui n'est plus qu'un référent mythique (« drapeau victorieux des soviets »). Il supprime ainsi le paragraphe suivant :

« Cela confirme encore une fois l'affirmation de Lénine que les soviets sont désormais une conquête universelle de la révolution prolétarienne, la forme d'organisation de la révolution prolétarienne dans le monde entier ¹. »

Il relativise aussi le rôle de l'IC. D'abord, dans le début de l'appel, que, sous prétexte d'urgence – c'est la justification donnée à Manouïlsky – il attribue aux principaux partis de l'IC (ceux d'Italie, de France et d'Espagne) et non au CE de l'IC. C'était une ouverture vers des voies politiques nationales puisque l'IC disparaissait de l'un des paragraphes du projet qui la présentait, avec Staline, comme « la seule capable de conduire le prolétariat espagnol à la prise du pouvoir ». Togliatti, au contraire, posait le problème sur le terrain national, avec un sujet – le parti unique de la classe ouvrière, but suprême – qui devait répondre au modèle bolchevique puisque l'insurrection armée était la seule issue révolutionnaire. La dictature du prolétariat restait le but final, mais une place centrale était désormais occupée par les conséquences de la menace fasciste dans la phase démocratique-bourgeoise de la révolution à propos de laquelle Togliatti reprochait au PCE son incompréhension, accentuée par son sectarisme et la mise en œuvre tardive de la politique de front unique. Deux processus s'affrontent, celui de la contre-révolution, dont la formule est le fascisme, et celui mis en mouvement par les travailleurs, sous la direction du parti communiste et dans le cadre d'alliances exigées par le passage par une phase démocratique avant d'atteindre le socialisme. Il s'agit de la conception léniniste des stades, qui va plus loin cependant que la période électorale à laquelle se borne Codovilla. Une fois assurée l'hégémonie du PCE, le chemin sera libre « vers la victoire, vers le pouvoir des soviets », ce qui prolonge la ligne définie par Stepanov au début 1932. Ce qu'ajoute Togliatti, sans briser l'idée de la continuité de la révolution, ouvre un espace évident pour le développement d'une alliance plurielle et antifasciste :

« Les communistes déclarent que le front de la révolution doit embrasser aussi tous les éléments qui, tout en ne se posant encore sur le terrain de l'alliance ouvrière et paysanne sont prêts à lutter pour barrer la route à la contre-révolution fasciste. Il est nécessaire de créer avec tous ces éléments, un large front populaire antifasciste dont le but principal doit être celui de lutter non seulement pour la restauration de toutes les libertés démocratiques, mais en premier lieu pour donner la terre aux paysans, pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire provisoire qui, en s'appuyant et en développant les alliances

1. Original en français.

ouvrières et paysannes, résoudra cette tâche fondamentale de la révolution espagnole et brisera les reins de la contre-révolution fasciste, mettra en prison les chefs fascistes, dissoudra leurs organisations et ouvrira la voie au développement ultérieur de la révolution ¹. »

Derrière le même but, le front, ou plus exactement le bloc populaire, était pour les uns un tremplin vers le pouvoir soviétique, et pour les autres l'ouverture d'une étape, celle de « la liberté des grandes masses laborieuses ». Dans la conjoncture politique de 1935 cette différence, encore invisible, était sûrement présente dans la prudence d'Ercoli qui multipliait les explications (avec un significatif « dans le sens des observations faites par le camarade Dimitrov lors de la réunion de la CP ») en présentant, le 3 avril, son texte à Manouïlsky, à qui il proposait d'être le seul à le relire après accord de Stepanov. Codovilla ne l'apprécia pas et il en bloqua la publication en Espagne. Le 4 juin, il envoyait un télégramme à Ercoli pour lui expliquer que la censure empêchait la diffusion et aussi qu'« à cause d'une mauvaise traduction, il y a des paragraphes incohérents et des concepts politiques déformés » par rapport à l'original – celui du projet – dont il affirmait avoir assisté à la rédaction à Moscou. La réponse d'Ercoli, le 10, fut cinglante : « Vous ne pouvez faire de corrections au texte de la lettre aux ouvriers d'Espagne que pour en améliorer le style et la forme littéraire. Vous ne pouvez pas en modifier le contenu et les jugements politiques ². » Il concluait : « Vous devez organiser la publication et la diffusion la plus vaste possible de la lettre. » Mais, de Moscou, il n'était pas facile de contrôler l'application des instructions sous un régime de censure. Lorsqu'au début juin un dirigeant du PCE, « Ramirez » (sans doute Manuel Hurtado) séjourne à Moscou, Ercoli l'interroge sur la diffusion de la lettre. Ramirez affirme qu'il ne la connaît pas. Rendant coup pour coup, Togliatti écartera Codovilla de la délégation espagnole au VII^e congrès, malgré les réclamations insistantes de l'Argentin.

La consigne n'avait plus qu'à devenir publique. La question de la tactique électorale était sur la table de la CP de l'IC depuis le 3 février 1935, à la demande de Madrid, et la troïka chargée de superviser la question comprenait déjà Ercoli aux côtés de Manouïlsky et Piatniski, après l'habituel processus d'élaboration dont le RLS avait la charge. Le 29 avril, le RLS présenta son projet de résolution devant la CP. Il fut accepté avec quelques modifications après un rapport de Manouïlsky, également chargé de la réponse à l'Espagne avec l'accord de Dimitrov. Les directives, reçues le 10 mai, signifiaient l'entrée du Front populaire antifasciste dans la stratégie électorale du PCE. La présentation publique eut lieu le 2 juin lors d'un meeting au cinéma Monumental de Madrid avec le secrétaire général José Diaz. Il reprit le schéma à une variante près, l'expression « rassemblement populaire antifasciste », ce qui établit un lien avec la formation squelettique qui avait surgi autour du mouvement contre la guerre et le fascisme en 1933 (et qui vers la fin janvier 1933 avait

1. CRCEDHC, 495-32-24 r. II (original en français).

2. CRCEDHC, 495-184-isch 16.

poussé à la fondation d'un front populaire en Espagne avec des groupes et des personnalités minoritaires, sans rapport avec la vaste coalition électorale de novembre-décembre 1935).

La fragilité de la situation politique espagnole rendait indispensable un pacte auquel poussait la loi électorale, et sur ce plan le Front populaire ne constituait pas un problème pour le PCE, occupé à entraîner la gauche socialiste vers un processus de bolchevisation-absorption à moyen terme du PSOE et à attirer les jeunesses socialistes vers une fusion paradigmatique dont les étapes furent suivies de près par le grand timonier.

LE REPLI : LA PRIORITE DEMOCRATIQUE

Selon un vieux cliché, la Guerre civile aurait été une confrontation entre les positions politiques du PCE (et, donc, de Staline et de l'IC) et l'élan révolutionnaire de l'Espagne antifranquiste. Les énergies libérées par le soulèvement militaire auraient entraîné une réponse brutale du communisme stalinien justifiant son attitude contre-révolutionnaire par la priorité donnée à la victoire militaire. Guerre contre révolution. Cette réponse à la révolution de juillet et la défense des intérêts de la politique extérieure soviétique auraient dicté la politique de Staline. L'élément le plus convaincant de cette interprétation est la référence au poids décisif de la politique extérieure. Celle de Staline – celle de l'IC – à l'égard de l'Espagne a un point de départ bien antérieur au 18 juillet 1936 : on l'a vu avec la consigne de front populaire lancée en pleine insurrection d'octobre 1934. En 1936, c'est la politique expansionniste de Hitler, et surtout la remilitarisation de la Rhénanie, le 7 mars, qui, s'ajoutant à la montée des tendances antidémocratiques en Espagne, détermine un dernier virage de l'IC qui abandonne toute idée de révolution soviétique. La défense de la démocratie républicaine devient l'objectif essentiel et il sera formellement assumé par le PCE (et par son dirigeant effectif, Codovilla), même si persiste toujours l'ambition d'exploiter le succès dû à la conjoncture de crise qui suit les élections, et qui permet au parti de faire avancer, les uns après les autres, ses positions pour conquérir le pouvoir.

Quand le débat sur l'Espagne commence au secrétariat politique de l'IC, le 21 janvier 1936, Manouïlsky agissant en qualité de patron, Diaz de rapporteur et Codovilla de mentor, ce qui compte ce sont les possibilités d'aller de l'avant à partir du rapport privilégié avec la gauche socialiste et la fédération des jeunesses socialistes (FJS). Les conclusions envisagent d'aborder après les élections le vieux thème de la révolution espagnole. On semble avoir oublié les considérations pessimistes de Togliatti, dans son article de *La Correspondance internationale*, quelques mois avant, sur les caractéristiques du fascisme espagnol : malgré des objectifs clairs (unité des partis et des syndicats, front unique, et entre-temps front antifasciste) la voie du Front populaire espagnol était beaucoup plus étroite et fragile que celle du Front populaire français. Dans l'interrogatoire que Manouïlsky fait subir aux Espagnols, l'agressivité domine : beaucoup plus encore que Codovilla, il se méfie de Largo Caballero ; il pense que les socialistes sont des

« canailles » ; il n'imagine pas que les jeunes socialistes puissent avoir des réticences à l'égard de Staline. C'est la tradition bolchevique qui inspire ses propositions concernant l'action éventuelle du PCE après le succès électoral, avec des projets de loi présentés « avec la fougue révolutionnaire nécessaire pour qu'ils soient défendus devant les masses », les socialistes étant démasqués devant les ouvriers s'ils refusaient de les appuyer. Le meilleur allié reste, selon le critère stalinien, un adversaire à absorber ou à détruire. Le choix des mots demeure illustratif et Manouilsky parle de « ce bloc que l'on appelle front populaire en Espagne ». Dans la résolution du secrétariat, il insiste même sur l'indépendance des communistes qui doivent défendre leurs positions propres : « les candidats communistes [résume-t-il] devront expliquer pendant la campagne qu'ils lutteront non seulement pour le programme limité du bloc populaire [*sic*] mais pour tout le programme de la révolution démocratique bourgeoise ¹ ».

La victoire du 16 février suscite d'abord un réflexe de prudence face aux premières nouvelles de conspiration militaire. Ouvrant le chemin qui sera suivi jusqu'à la fin de la Guerre civile, le Front populaire devient en tant que tel le protagoniste – défensif – des directives que le secrétariat, toujours dirigé par Manouilsky, rédige pour le PCE, lors de sa réunion du 21 février :

« Tant que le fascisme ne sera pas totalement battu, il s'efforcera d'organiser la guerre civile dans le but de saboter l'application du programme du front populaire et de discréditer ce dernier aux yeux des masses. Il organisera des complots contre la république avec l'aide de ses agents dans l'appareil de l'état, notamment dans l'armée et dans les autres organes armés ². »

D'où la nécessité d'une énergie politique d'épuration de l'armée et aussi d'une application rapide du programme pour gagner les masses. Ces indications viennent peut-être du sommet, car apparaît aussi la nécessité de développer « une lutte énergique contre la secte trotskyste contre-révolutionnaire ». Les directives étaient accompagnées d'une lettre à J. Diaz – avec obligation de « la montrer à Medina et aux autres amis » – où les mêmes idées avaient une tonalité plus dramatique. Ou le Front populaire agissait avec rapidité et efficacité, ou les démocrates et les révolutionnaires seraient balayés. Toute action extrémiste, qu'elle soit anarchiste ou fasciste, devait être combattue. Les réserves et les critiques à l'égard de Largo Caballero disparaissaient, et on demandait à la direction du PCE « de se mettre totalement d'accord avec lui » dans la perspective d'une action commune au parlement et au-dehors ³.

L'existence de tensions entre la conception du front et celle du bloc est alors logique. Pour Codovilla, les limites du gouvernement républicain et l'aiguïsement des antagonismes politiques sont un motif de satisfaction : ils annoncent que le PCE se

1. CRCEDHC, 495-18-1073.

2. CRCEDHC, 495-18-1075 (original en français).

3. CRCEDHC, 495-10a-106.

rapproche du pouvoir. Le bloc populaire avait déjà rempli sa mission sur le plan électoral et la possibilité d'une stratégie autonome du parti se dessinait donc. Ainsi, dès le 4 mars 1936, Codovilla était heureux de télégraphier à Manouïlsky :

« La situation révolutionnaire se développe rapidement. Bientôt il faudra aborder la solution du problème de la terre par la voie révolutionnaire et, avec le développement de la lutte, le problème du pouvoir ¹. »

Il était trop tôt pour se réjouir : trois jours plus tard Moscou – selon un communiqué de Manouïlsky à Codovilla – voyait dans l'initiative de Hitler en Rhénanie un risque de guerre. Il fallait adopter immédiatement des mesures de mobilisation populaire pour attirer d'autres partis du Front populaire. Les recommandations se multiplient et elles culminent dans le télégramme du 8 avril auquel la double signature de Dimitrov et de Manouïlsky donne une grande solennité. Il est adressé à Diaz et à « Luis » (Codovilla) : la « maison » est très inquiète des menaces qui pèsent sur le Front populaire, il faut donc éviter les provocations et ne pas essayer de précipiter les événements. La consigne est de consolider à la fois le parti et le Front populaire. Un ajout de dernière minute fixe les choses pour longtemps :

« Étant donnée la situation il faut que dans toute son activité le parti prenne bien en compte que la création d'un pouvoir soviétique n'est pas à l'ordre du jour, mais qu'il s'agit seulement de créer ce type de régime démocratique qui permettra de barrer la route au fascisme et à la contre-révolution et de renforcer les positions du prolétariat et de ses alliés. »

Les nouvelles des semaines suivantes ne firent qu'accroître l'alarme justifiée du sommet de l'IC. Le 1^{er} mai, Dimitrov exigeait que « Luis » vînt à Moscou avec, si possible, un membre du bureau politique. Ainsi dans une réunion du secrétariat, Jesus Hernandez informe sur la situation espagnole en insistant sur les préparatifs d'un V^e congrès du parti dont la guerre empêchera la convocation. Les décisions du secrétariat soulignent une priorité : renforcer le Front populaire face à la menace fasciste. Les démocrates et les révolutionnaires ont donc des intérêts communs :

« La tâche fondamentale, urgente du PC et du prolétariat d'Espagne est à l'heure actuelle d'obtenir une victoire complète des forces démocratiques sur le fascisme et la contre-révolution et de prendre des mesures politiques et économiques favorables au plus complet développement de la révolution démocratique, c'est-à-dire d'isoler les fascistes ². »

Le seul objectif auquel ne devait pas renoncer le PCE était d'inverser le dicton connu : le petit poisson (PCE) devait manger le gros (PSOE), aussi bien dans le processus souhaitable de l'unification des partis – « l'axe d'un tel parti révolutionnaire unique ne peut être que le parti communiste » – que dans celle des jeunesses. L'IC attribuait au processus de convergence espagnol une valeur exemplaire, et elle insistait donc pour une « fusion

1. CRCEDHC, 495-184-21bx.

2. CRCEDHC, 495-18-1092 (souligné dans l'original).

immédiate » en Catalogne (elle regrettera pourtant la naissance précipitée du PSUC). À l'égard du PSOE, il fallait subordonner ce souhait au maintien du Front populaire et, en cas de rupture du courant socialiste, il fallait avoir des liens plus étroits avec Caballero, mais rester avec Prieto dans le Front populaire. Une entrée des communistes dans le gouvernement ne se justifierait donc que pour mieux le défendre. La politique de simple soutien pourrait continuer si la participation provoquait des complications « intérieures et internationales ». Pas question de grèves générales, de persécutions contre l'Église ou de mise à l'écart de la petite bourgeoisie. Bref, la tâche du PCE était d'entourer le Front populaire d'un filet protecteur antifasciste.

Il n'est pas sûr que la politique des communistes espagnols ait obéi dans la pratique à ces consignes de modération, mais au sommet de l'IC il n'y avait pas de place pour le doute. Dans des circonstances de plus en plus défavorables, la démocratie de front populaire était un bien trop précieux. Les communiqués de Moscou incitaient toujours davantage à la prudence et au pessimisme. Le 11 juillet, Ercoli communique à « Medina » que la situation rend inopportune la présence de musiciens soviétiques aux fêtes de Valence. Cinq jours plus tard on annonce qu'il n'y aura pas de sportifs soviétiques à l'Olympiade populaire de Barcelone. Enfin, le 17 juillet, face à une situation alarmante de « conspiration antifasciste en Espagne », Dimitrov demande encore une fois à Codovilla de serrer les rangs autour du Front populaire et de se préparer à faire face à toute tentative de putsch. L'IC ne préparait pas la révolution en Espagne ; elle assistait impuissante au progrès de la réaction.

L'ESPAGNE EN GUERRE : CONTINUITÉ ET ANTITROTSKYSME

Le soulèvement militaire confirma ses prévisions pessimistes. Il n'y avait donc pas lieu de modifier si peu que ce soit la ligne politique. La légende selon laquelle la politique de l'URSS, de l'IC et du PCE s'élabore par opposition aux tendances révolutionnaires qui apparaissent en juillet n'est rien d'autre qu'une légende. Intérêts de l'URSS à l'étranger et diagnostic pessimiste sur la situation espagnole se rejoignaient. Une convergence s'établissait entre la redécouverte de la démocratie par le VII^e congrès – incarnée par la défense de la république espagnole – et la ligne politique de Staline. D'où la fameuse lettre à Largo Caballero sur la pertinence d'une voie parlementaire au socialisme en Espagne. Certes, Staline n'était pas un démocrate, mais, comme il le fera plus tard, il acceptait de se servir de la démocratie pour ses buts propres. La réconciliation transitoire de la démocratie et du communisme autour des fronts populaires, selon l'orientation ébauchée par Dimitrov et Togliatti, pouvait devenir une manière de se définir politiquement. Cela n'empêchait pas le stalinisme, et sa raideur héritée de la période « classe contre classe », d'être déjà une composante si inséparable de la pratique communiste qu'elle finira par refuser les perspectives de révision et de pluralisme indispensables à l'établissement d'alliances du type de celles du Front populaire. Plus qu'une somme de consignes perverses, c'était une logique de l'action politique : l'expérience espagnole prouve que les cadres staliniens se

trouvèrent plusieurs fois en contradiction avec l'orientation élaborée par l'IC (en suivant Staline). L'antitrotskysme allait faire le reste.

Dans un premier temps, la fracture entre Moscou et Madrid s'élargit encore, car l'optimisme de la délégation en Espagne (c'est-à-dire Codovilla) lui fait croire que le soulèvement militaire est vaincu. C'est donc une magnifique occasion pour conquérir des positions, et même pour que le PCE saute le pas de la participation au gouvernement. Les premiers télégrammes sont triomphalistes. « Le Front populaire est debout » dit Medina à Manouïlsky le 19 juillet : si on arme le peuple « on peut vaincre ». Le lendemain tout semble réglé :

« Insurrection militaire a été dominée. Dans quelques points du pays où situation encore anormale lutte se développe mais ne sont pas décisifs. Lutte a été sanglante et à mort. Milices ouvrières ont été décisives pour la victoire 1. »

Le 21 : « sommes sûrs dérouté définitive ennemi et début du grand pas vers réalisation programme révolution démocratique ». La seule « tache noire » vient des anarchistes, mais ce n'est pas très grave : « on appliquera la loi révolutionnaire », « Insurrection fasciste en train d'être définitivement liquidée », confirment, le 22, Luis et Diaz à Manouïlsky et Dimitrov ; l'armée une fois dissoute doit être remplacée par des milices et ils demandent un avis sur ce point. La situation politique, tout aussi favorable, permet d'envisager l'autorisation de participer au gouvernement. Le 3 août encore : « le cercle est en train de se refermer sur l'ennemi », même si Codovilla reconnaît qu'« il résiste de manière acharnée ». Face à cet obstacle, depuis le 29 juillet affleurait l'alibi de la conspiration et de l'espionnage : « l'avantage de l'ennemi est qu'il a beaucoup d'espions dans le camp du gouvernement ».

Mieux informé, le secrétariat de l'IC fut sans doute perplexe devant ce qu'on lui racontait depuis l'Espagne. À partir du 19 juillet se succèdent, presque angoissées, les questions de Dimitrov et Manouïlsky sur la situation militaire et politique, sur le fonctionnement du Front populaire. On ne devait former un gouvernement de salut national avec la participation des socialistes et des communistes qu'en cas de situation désespérée. Évidemment pas question de remplacer l'armée par des milices populaires, mais nécessité au contraire d'attirer les officiers loyaux ; de ne penser qu'à la lutte pour la victoire en se gardant des excès ; d'éviter tout ce qui pouvait affaiblir le Front populaire ; de « ne pas abandonner les positions du régime démocratique et de ne pas quitter le terrain de la défense de la République ». Et, bien sûr, informer sérieusement sur ce qui se passait. Lorsque la guerre arrive, le développement logique d'une politique fixée depuis des mois prend des contours précis avec la première longue note d'instructions adressées par le secrétariat de l'IC le 23 juillet 1936 :

« Vous ne devez pas vous laisser griser par les premiers succès. L'adversaire est capable de faire durer la guerre civile. Essayez d'obtenir le développement de l'offensive la plus décisive

1. CRCEDHC, 495-184-21bx.

et la plus audacieuse contre les foyers les plus importants de la contre-révolution pour anéantir sans pitié dirigeants de la rébellion. [...] Nous le répétons encore une fois : le plus important est le maintien et le renforcement du front populaire. Il faut agir exclusivement sous le drapeau de la défense de la République qui permet de rassembler l'écrasante majorité du peuple espagnol contre la contre-révolution 1. »

Les longueurs d'onde ne sont pas les mêmes. Le 25, le secrétariat demande que l'on fasse pression sur Largo Caballero pour qu'il se mobilise pour la défense de la République en profitant de ses contacts syndicaux en Europe. Le 26, des ordres impératifs sont envoyés au parti :

« En liaison avec campagne presse mondiale considérons nécessaire publier déclaration parti affirmant que parti qui lutte pour écrasement rébellion a pour orientation de défendre république démocratique et non instauration dictature prolétariat. Toutes vos interventions orales et écrites et toute activité pratique parti doivent répondre à cette orientation. »

Le secrétariat de l'IC emploie les mêmes termes à l'égard de la direction du PCF pour monter depuis Paris la campagne internationale de soutien à la République espagnole :

« Dans pourparlers expliquez [dit-elle le 26 juillet à l'occasion des conversations prochaines avec l'IOS] que dans la situation actuelle ni parti communiste Espagne ni Komintern ne veulent établissement dictature prolétarienne en Espagne, que nous ne quittons pas position de défense république et démocratie et qu'en Espagne maintenant se décide largement le sort de la démocratie européenne. »

D'où la nécessité urgente d'aider le peuple espagnol 2. C'était une politique formellement très cohérente dont le contenu sera maintenu grâce au contrôle direct de Dimitrov.

Les initiatives se multiplient au second semestre 1936. On pourrait souligner la proposition du secrétariat, le 31 juillet, par laquelle il demande à Codovilla et à Diaz d'obtenir du gouvernement Giral une déclaration qui insiste sur le fait que la lutte n'a pas d'autre objectif que la défense de la république démocratique et que les confiscations ne constituent pas une menace pour la propriété privée puisqu'elles punissent les propriétaires complices des rebelles. Le gouvernement devrait aussi déclarer « que le peuple espagnol et son gouvernement apprécient les sentiments religieux de la population », l'occupation des « monastères » (*sic*) n'ayant lieu que parce qu'il s'agit de foyers de la rébellion. Le signe le plus net est l'insistance, au début septembre 1936, pour garder le gouvernement Giral. Même le 4, alors que la constitution du gouvernement Largo Caballero est imminente, le secrétariat s'adresse à Marty et à Thorez pour qu'ils transmettent à leurs camarades espagnols qu'il est préférable de garder Giral à la tête d'un gouvernement de défense nationale avec deux socialistes, deux communistes et deux

1. CRCEDHC, 495-184-21 isch.

2. *Id.* (original en français).

nationalistes, un basque et un catalan ¹. Le 3, la même recommandation était adressée à José Diaz en y ajoutant que Jacques Duclos devait voir Caballero car sa présence allait jeter l'Angleterre dans les bras de Franco. Là aussi, le rythme des événements eut raison des souhaits de l'IC et, dès le 4, un communiqué de Diaz, Luis et Jacques (Duclos) au secrétariat rendait compte du gouvernement Caballero avec participation communiste, deux choses qu'il avait été impossible d'éviter.

Les organes de direction de l'IC mettent alors au centre de leur politique l'appui au vieux dirigeant socialiste et la correction par le dialogue de ses initiatives. Rien n'indique que Staline ait voulu faire pression sur Largo parce qu'il voulait favoriser la révolution. De manière logique, ce soutien est plus fort lorsque le président du gouvernement répond aux attentes de l'IC. Ainsi dans le communiqué du 25 novembre 1936, adressé à Pepe (Diaz), Luis et « Pedro » (Geroe) :

« Il faut que parti communiste et tous partis et organisations de front populaire dans presse, discours, politique pratique quotidienne soutiennent sans réserve déclaration de Caballero du 24-XI en défense du régime parlementaire en Espagne ². »

Même des conflits n'empêchent pas un soutien clair à Largo Caballero, avec qui on veut discuter pour harmoniser les positions respectives. La délégation en Espagne, nous le verrons, ne suivait pas forcément cette ligne, ni le conseil de Dimitrov du 24 juillet, qui enjoignait de « ne pas sortir du cadre de la République authentiquement démocratique ». L'opposition de Codovilla, visible dans les dernières semaines de 1936, est durement réprimandée par le secrétariat, le 8 janvier 1937 : « Considérons attitude de Louis à l'égard de Caballero manifestée dans son rapport fait par Louis devant BP du PCF comme une faute. Il est nécessaire d'établir rapports amicaux avec Caballero ³. »

Il fallait même dissuader des dirigeants socialistes susceptibles de passer au PCE, comme Margarita Nelken, pour éviter que Caballero ne considère que le parti abusait de sa bonne foi. La même recommandation revient le lendemain : « Faites nécessaire pour gagner confiance de Caballero et son aide effective aux brigades ». Codovilla dut s'y plier et rencontrer le président socialiste. L'unité d'action en parut renforcée. Il faudra la chute de Malaga pour que Codovilla (aidé par le nouveau venu Stepanov) entreprenne à nouveau d'abattre Caballero. Les communiqués des 14 et 16 février 1937 le présentent comme un sectaire sans utilité, entouré de traîtres dans l'armée. Continuer à le soutenir ne pourrait que conduire à la défaite de la République. C'était l'argument auquel Moscou était le plus sensible et le seul capable de tempérer la décision d'« appui résolu » à Largo du secrétariat de l'IC du 23 décembre 1936. Mais le sommet tarde à le condamner. Le 14 avril Dimitrov, dans une courte lettre à Staline, rend compte d'un rapport d'Espagne – probablement le premier de Stepanov avec le leitmotiv de trahison et d'anticommunisme de Caballero –

1. CRCEDHC, 495-184-44 bx (original en français).

2. CRCEDHC, 495-184-2 isch. *Id.*

3. CRCEDHC, 495-184-3 isch.

selon lequel les communistes espagnols ne le supportent plus. Sa « politique conduit à la défaite », et on veut donc les mains libres pour l'écartier. La lettre dit clairement que les organes centraux de l'IC recommandent des solutions intermédiaires donnant la priorité au fonctionnement efficace du gouvernement. La proposition de séparer les deux responsabilités de Caballero, la présidence et le ministère de la guerre (« mais sans rompre avec Caballero, ni appliquer la décision qui concernait sa mise à l'écart ») s'inspire de cette ligne. Devant la gravité de la situation, Dimitrov demande « conseil » (*sic*) à Staline. De fait, le 11 avril, un télégramme de Citrine (Dimitrov ?) à « Adler » (José Diaz) conseillait que « Spaak » (Caballero) ne conserve que la direction du gouvernement. Le 17, Dimitrov s'adresse à nouveau à Staline sur cette question et rapporte les pressions de la direction du PCE contre Caballero. « Vos conseils sont indispensables. » Nous ne connaissons pas la réponse, mais il est clair que la confrontation avec Caballero vient d'Espagne, et non du Kremlin ou des bureaux de l'IC.

En tout cas l'accélération des événements et la guerre rendaient très difficile l'application des directives et des consignes de la « maison ». Les voyages à Moscou, moments d'élaboration de la stratégie, devaient être espacés et la communication par téléphone était soumise aux hasards du déchiffrement de clés complexes et aux risques d'interférence de la part de l'ennemi. Le recours à la médiation des dirigeants du PCF ne fut pas très probant. Bien des décisions furent donc adoptées sans que Moscou ait pu intervenir à temps, qu'il s'agisse de la formation du PSUC ou de l'entrée du « trotskyste » Nin dans le gouvernement de la *Generalitat* lors de la formation de celui de Largo Caballero. Le manque de maturité du groupe dirigeant du PCE, soumis à la tutelle d'acier de Codovilla, ne permettait pas de modifier sa manière d'appliquer la politique de front populaire. L'arrivée de Stepanov, encore plus sectaire, n'arrangea pas les choses tant que Geroe/Pedro restait à Barcelone. On trouve dans la documentation d'abondantes traces de la difficulté à communiquer et à appliquer les recommandations. Ainsi, le 26 octobre, Geroe se plaint-il :

« Je suis ici presque complètement isolé même de Madrid. Je voudrais bien avoir avec vous un contact bilatéral car jusqu'ici ce contact existe seulement unilatéralement. Pourtant pour le travail il serait infiniment important connaître vos opinions, avoir vos conseils et vos directives ¹. »

Le manque de communication affectait les deux sens. Dans sa lettre du 30 juillet 1937, Stepanov réalise que depuis un mois et demi il n'a rien communiqué à Moscou, mais le 7 mai il se plaint de ne recevoir aucune instruction de « la maison ». Devant un événement grave, on ne pouvait que se lamenter, comme Codovilla le 13 octobre 1936 lorsqu'il reçoit la condamnation par Moscou de la présence de Nin au gouvernement catalan :

1. CRCEDHC, 495-10a-209 (original en français).

« Je m'explique très bien l'amertume de la lettre que vous m'avez envoyée, à moi, à D. (Díaz), à P. (Pedro) au sujet de ce qui s'est produit en Catalogne. Effectivement il s'agit d'une erreur politique très grave que nous ne devrions pas avoir commise. [...] Vous avez complètement raison : nous ne devons pas participer dans un gouvernement avec le provocateur trotskyste, et encore moins avec le traître Nin, agent de Trotsky en Espagne, aussi criminel et assassin que lui ¹. »

Oublis et erreurs, bien sûr, mais aussi plus grande autonomie de la délégation de l'IC qui, selon le témoignage de Marty, gère de manière autocratique l'activité politique, prenant les mesures qu'elle juge opportunes, conduisant les conversations de haut niveau, recevant les principales informations et rédigeant même les éditoriaux de *Mundo Obrero*. Il n'est donc pas étonnant que derrière discours et communiqués, dans l'application de la politique de Front populaire menée entre juillet 1936 et juillet 1937 (arrivée de Togliatti), la priorité n'ait pas été le front mais le bloc, qui veut donner une hégémonie politique et militaire de plus en plus grande au PCE. L'intervention de Codovilla lors du BP du 30 juillet 1937, à la veille de sa disgrâce – mais il a déjà réussi à faire tomber le gouvernement de Largo Caballero et le pouvoir est occupé par un homme ouvert à l'égard du PCE, Juan Negrin ² – pourrait servir d'exemple : on peut gagner la guerre, mais à condition que ce soit le PCE qui la dirige, car c'est en lui que les masses ont confiance (« parce qu'elles voient en lui le seul qui soit capable d'organiser toutes les énergies qui existent dans notre peuple »). Le gouvernement qui disparaît ne représente rien car il faut qu'« il se débarrasse du lest bourgeois ». Quand le parti occupe une position de pouvoir il ne doit pas la partager. De même, il faudrait que l'unité avec les socialistes se fasse en sautant par-dessus les comités de liaison qui ont été mis en place.

Ces propos font douter de la sincérité de l'application des consignes de front populaire : c'est une autre logique politique. On peut dire la même chose des rapports de Stepanov, où le Front populaire sert à justifier des décisions politiques conformes aux intérêts communistes. Dans l'étape finale de Largo Caballero, il présente le PCE comme le porte-parole des intérêts politiques et militaires des masses et des soldats de la République. Mais le cadre rappelle celui des procès de Moscou : tous ceux qui s'agitent autour sont des traîtres qui mènent la République à sa perte. Au premier plan, les anarcho-

1. CRCEDHC, 495-10a-213. *Id.*

2. Dans les notes que les ministres communistes remettent à Togliatti, conservées dans les notes de l'Institut Gramsci, cette coordination est évidente, avec des réunions qui précèdent ou qui suivent les Conseils des ministres. Dans le compte rendu concernant le Conseil du 15 mars 1938 on consigne : « il reprend nos propositions l'une après l'autre et il dit qu'il est d'accord ». De même dans l'affaire Nin, l'attitude de Negrin tend à justifier ce qui s'est passé. Quand, lors d'une sévère discussion avec le ministre basque Irujo, le 25 octobre 1937, celui-ci rappelle que « Nin n'a pas réapparu », la réponse de Negrin est : « Qu'importe. C'est un de plus. » Les abréviations des notes font entrevoir que Negrin était pour une politique de terreur. Les notes consignent : « Il faut fusiller, etc. » après l'évocation du procès du POUM. C'est ainsi que l'on pourrait éviter des campagnes pour l'amnistie des détenus (Texte dans le fonds Togliatti, Institut Gramsci, Rome).

poumistes-caballeristes, adversaires mortels du parti. Il vaut la peine de citer un des paragraphes de Stepanov au début du mois de mai 1937 :

« Quelle est la signification politique de la campagne anticommuniste menée avec un acharnement terrible dans l'ensemble de la presse anarchiste, anarcho-syndicaliste, poumiste, trotskyste et socialiste ? Il faut dire, premièrement, que cette campagne ne reflète pas l'état d'esprit des masses des ouvriers socialistes et anarcho-syndicalistes, ni l'état d'esprit des soldats. Il faut dire, secondement, que toute cette campagne constitue la reconnaissance de la grande influence de masse du parti communiste, et reflète la crainte croissante des bonzes socialistes, syndicalistes, anarcho-syndicalistes devant le parti. Il faut dire, enfin, que cette campagne anticommuniste concentrée, liée à la politique de sabotage de l'industrie de guerre, de réserves, de ravitaillement et liée à la protection des fascistes embusqués, constitue la manifestation d'une ligne politique bien déterminée, d'une ligne de capitulation et de compromis avec l'ennemi ¹. »

Il n'y a pas de place pour le pluralisme. L'autre est un subordonné ou un traître, et pour consolider la présence politique du PCE on ne peut que poursuivre les traîtres. Le « classe contre classe » devient l'acte d'accusation contre les dirigeants de toutes les forces politiques et syndicales qui n'appuient pas le PCE. Ainsi Stepanov ne baisse pas la garde face au gouvernement Negrin et développe son penchant pour la chasse aux sorcières. C'est chez les plus fidèles partisans de sa politique que les intérêts stratégiques définis par Staline à l'occasion de la guerre d'Espagne trouvaient leur principal obstacle. Pour le dire comme une vérité de La Palisse, il n'était pas nécessaire que Staline intervînt dans les décisions du PCE pour déformer la politique de front populaire : les cadres staliniens y pourvoyaient largement.

De plus, la transmission de la politique soviétique ne passe pas seulement par l'IC. Il y a les circuits étatiques et militaires, et aussi les services secrets, dont le rôle grandit à partir du mois de décembre 1936 lorsque la chasse aux trotskystes devient une activité de première importance. « L'Espagne fut au bout du compte un terrain d'expérimentation pour préparer les opérations ultérieures de nos services de renseignement », a récemment écrit un spécialiste « en affaires spéciales », Pavel Soudoplatov. Il y avait trop de contraintes pour construire une alliance plurielle et une démocratie politique telles que les revendiquaient les documents officiels de l'IC.

DU FRONT POPULAIRE A LA DEMOCRATIE POPULAIRE

La nervosité de Stepanov et de Codovilla a pu aussi être accentuée par la menace pour les positions du parti que constitua l'affaire Nin au sujet de laquelle tout indique que les ministres Zugazagoitia et Irujo voulaient en savoir plus, ainsi que sur quelques autres, alors que Negrin voulait tout enterrer (sous la pression communiste il démet Irujo de ses fonctions ministérielles). Entre-temps des défaites décisives survenaient sur le front nord.

1. CRCEDHC, 495-74-204 (original en français).

L'IC avait des raisons d'être inquiète et cela poussa sans doute à envoyer Togliatti comme nouveau représentant – en principe pour les « Ediciones Blasco » – auprès des Brigades internationales. Il inaugure une nouvelle méthode de direction, remplaçant les ordres de Codovilla par des conseils, et il essaie de mener une vraie politique de front populaire. L'analyse et la publication de ses rapports par Paolo Spriano se fondent sur une analyse précise de ce que représente l'arrivée de l'« Italien » (c'est ainsi que le désignent les télégrammes en clé). Stepanov/Moreno est toujours là, mais la disparité de conceptions entre les deux ne deviendra publique qu'après la fin de la guerre. Lorsque Togliatti arrive, elle est déjà perdue.

En septembre 1937, moment de confirmation pour Togliatti et de mise à l'écart pour Codovilla, apparaît aussi la proposition d'organiser des élections dans la zone républicaine. Il s'agit d'un épisode très significatif, et qui met à l'épreuve l'intuition de Julian Gorkin et de Pierre Broué sur le lien entre fronts et démocraties populaires à la lumière de l'expérience espagnole. Non parce qu'il existerait un projet préalablement construit, dont découleraient les pas successifs du parti communiste vers la prise du pouvoir, mais parce que la conception monolithique, et non pluraliste, des relations politiques dans le Front populaire et du rôle du parti porte naturellement à transformer l'alliance en plate-forme pour conquérir l'hégémonie. L'autre n'étant qu'un subordonné, un adversaire ou un traître, une dynamique d'affrontements de plus en plus intenses avec tout élément irréductible se met en route, qui finit par transformer le pluralisme initial en monopole du pouvoir exercé par le parti communiste.

L'esprit de l'action de Codovilla et de Stepanov pendant la première année de la guerre, tel que le reflètent leurs rapports, confirme cette interprétation. La première critique de Codovilla à l'égard de Negrin en tant que président du conseil, est l'hétérogénéité de son gouvernement. Pour gagner la guerre lui – comme Stepanov – pense à un bloc populaire de travailleurs et de soldats qui, avec l'aide des soviétiques, réaliserait l'unité (absorption) des organisations socialistes, évacuerait les scories de la bourgeoisie et ferait du PCE le centre de toute prise de décision. La proposition de tenir des élections était la traduction politique de ce dessein stratégique.

Il est sûr que l'initiative ne vint pas de Togliatti. Son premier rapport, le 30 août 1937, précisait qu'étant donnée la situation politique, une consultation électorale déboucherait sur des affrontements armés. C'est Moscou qui l'envisage, en septembre, lors de la visite de Codovilla – il y sera retenu un certain temps – et de Checa, chargé de poser à son retour la question au BP du PCE. L'intervention de Manouïlsky devant le présidium, le 20 septembre, montre la faveur dont l'idée jouissait à Moscou : les élections étaient un moyen de relever le moral, de consolider le Front populaire et, bien sûr, d'écraser les adversaires, en l'occurrence « Largo Caballero et son groupe trotskyste ¹ ». Avec le retour

1. CRCEDHC, 495-2-257.

de Checa à Valence Togliatti se fait l'avocat des élections, preuve que l'initiative venait de haut. Cela est confirmé par les informations détaillées de Dimitrov à Staline sur la marche des préparatifs. Nous sommes le 13 octobre et il rend compte des démarches entreprises par Ercoli, qui a fait la proposition aux responsables du gouvernement lors de la visite d'une délégation du parti. Une lettre de Dimitrov à Staline en septembre est encore plus explicite. Il commente la remise du document « Les tâches essentielles du PCE » selon lequel la proposition avait été « élaborée en collaboration avec les camarades espagnols et fondée sur les propositions que vous avez faites dans la conversation avec vous ¹ ». Staline aurait introduit le thème et Dimitrov l'aurait mis en forme avec ses interlocuteurs, puis transmis en Espagne après approbation par le présidium de l'IC ².

Ce n'est pas un développement du Front populaire, mais du « bloc populaire », comme le texte le dit littéralement. Le but est de regrouper les antifascistes sous la direction du PCE dans le cadre d'une lutte, non seulement contre l'ennemi fasciste extérieur, mais aussi contre l'opposition interne. En cela le projet est un précédent direct de la stratégie d'arrivée au pouvoir dans les soi-disant démocraties populaires. La référence à un contexte pluriel antifasciste sert simplement de facteur de légitimation pour définir de manière immédiate un cadre d'oppositions, en termes strictement manichéens, destiné à éliminer tout ennemi intérieur. L'irritante épine qu'est devenu le POUM alimente l'intense réaction communiste contre ses anciens alliés. La « république démocratique de type nouveau », à laquelle le document fait référence, exclut le pluralisme.

Les propositions concrètes sur le caractère et le contenu des élections, répondent à ce dessein. La clef en est une candidature unique – d'où son sens de « bloc » – des communistes et des socialistes, à laquelle s'ajouteraient comme simple appendice d'autres forces démocratiques et, cerise sur le gâteau, les indépendants (sans parti, paysans, soldats). C'est cette recette qui s'imposera en Europe orientale à partir de 1945 :

« Pour obtenir le succès dans la réalisation de ces tâches, il est nécessaire d'assurer l'unité des forces des partis communistes et socialistes dans le bloc unique qui entraîne derrière lui (*sic*) tous les autres partis et organisations antifascistes. Les communistes et les socialistes, en présentant ensemble la proposition de convoquer de nouvelles élections, feront tous les efforts nécessaires pour que toutes les organisations et tous les partis antifascistes se présentent aux élections avec un programme et une liste unique de candidats dans laquelle on inclura aussi quelques sans parti, et en particulier, des paysans et des soldats ³. »

Ce serait, selon les termes du texte, un « plébiscite national ». La liste et le programme uniques devraient être négociés avec le PSOE et la JSU si l'offre n'était pas acceptée par les partis républicains, et la composition des candidatures devrait tenir compte

1. CRCEDHC, 495-74-201.

2. *Id.*

3. CRCEDHC, 495-2-257.

de « la force réelle de chacun » (on peut imaginer que le PCE jugeait la sienne très importante) et mentionner les sigles pour assurer la présence socialiste sur la liste commune. Le programme désignait explicitement les ministres à éliminer comme traîtres, Zugazagoitia et Irujo, avec des accusations qui annoncent les procédés des années d'après 1945. Finalement, la convocation devait être étendue aux échelons municipal et provincial, écartant du pouvoir les représentants syndicaux (à qui on offrirait cependant des postes s'ils se prêtaient au jeu).

Le projet fut accueilli sans enthousiasme. À l'exception du point de vue convergent du président Azaña, partisan de faire voter la Catalogne, les autres furent négatifs. Au conseil des ministres, Negrin et Prieto le jugèrent irréalisable. Au comité national de liaison avec le PSOE, le socialiste Bugeda dit que cela semblait avoir été inventé par la Gestapo. Les communistes durent reculer et préciser qu'il ne s'agissait que d'une proposition destinée à ouvrir un débat et une réflexion. Dans le PCE aussi les réticences ne manquaient pas. Togliatti en profita pour renverser le problème, soulignant que les réserves étaient dues à l'absence d'une politique conséquente de Front populaire et à la crainte de mettre à l'épreuve une présence dans les masses peut-être surestimée. Les dirigeants du PCE, concluait-il, « ont un peu oublié les problèmes concernant la liaison du parti avec les masses et surtout ont un peu oublié que la voie "démocratique" est la meilleure qu'on puisse suivre pour renforcer décisivement les positions du parti ¹ ».

Bouclant le cercle de son utilisation du projet pour en inverser les buts, Togliatti remarquait que les élections ne pouvaient pas être séparées d'« autres conseils que vous nous avez donnés », comme le renforcement du lien avec les socialistes et la correction du sectarisme. Avec ces prémisses, il n'est pas étonnant que l'emphase avec laquelle « la maison » avait proposé des élections ait été nettement tempérée sur ce point par José Diaz dans son rapport au comité central du PCE le 16 novembre 1937, le but étant seulement pour ce dernier de renforcer le soutien social au Front populaire. L'initiative n'avait plus aucune chance de succès. Elle fut définitivement annulée par la dégradation de la situation militaire après la bataille de Teruel ². Mais peu avant le désastre, sous la

1. CRCEDHC, 495-74-209 (original en français).

2. Dans son rapport du 28-1-1938, Togliatti jugeait que cette question était celle que le parti avait la moins comprise. De fait, dans la réunion du BP du 4 octobre 1937 les critiques furent vives, d'après les notes conservées dans le fonds Togliatti de l'Istituto Gramsci : « Personne ne va accepter notre solution car on craint notre force » note Jesús Hernandez. Dolores craint que socialistes et anarchistes ne s'unissent face au PCE (« danger de bloc contre le parti » souligne Anton). Pour Uribe, l'idée des élections heurtait l'orientation du front populaire. Malgré cela, on dut appliquer la consigne de Moscou, même sans succès. On ne reçut pas non plus passivement l'instruction qui enjoignait aux ministres communistes d'abandonner le gouvernement républicain en mars 1938. Nous n'avons pas retrouvé le texte du télégramme envoyé par « la maison » et au contenu duquel fait référence Jesús Hernandez dans le chapitre VII de *Yo fui un ministro de Stalin* (Madrid, 1974) : « La situation internationale conseille un virage dans la politique espagnole. Les ministres communistes devront cesser leur collaboration ministérielle. » Ce fut peut-être un conseil transmis

signature de José Diaz, l'article « Unité et démocratie » en soulignait en février 1938 la perspective stratégique dans le sens du document émis par Moscou en septembre. Il ne s'agissait pas, d'après lui, de renforcer le rôle politique du PCE, mais de donner forme au type de participation demandé par « les masses » dans la lutte antifasciste en remplaçant les accords entre de nombreux partis et syndicats par une liste unique décidée au préalable. « La cause de la démocratie et la cause de l'unité ne peuvent être séparées. » Ses ennemis sont « la suspicion due à l'esprit de parti et les restes de la vieille méthode politique, qui consistait à gouverner en créant des divisions parmi le peuple » (*sic*). C'est ainsi que s'exprimerait le caractère « démocratique et populaire » de la révolution espagnole. L'idée était lancée. Seules manquaient les conditions pour la mettre en pratique.

EPILOGUE : LES VARIANTES DE LA DEFAITE

La minceur de la documentation sur l'Espagne de 1938 dans les archives de l'IC surprend. Des questions comme la possibilité du retrait du gouvernement ou les discussions avec Negrin (« *la tia* » – la tante – selon la clé des télégrammes) restent pratiquement dans l'ombre. L'axe de la politique communiste consiste à renforcer la résistance et à éviter une paix de compromis, qui ne serait qu'une reddition. En mars le Front populaire a toujours son caractère de leitmotiv, même dans les amples contours de 1936 : « Nous sommes d'avis que dans toutes les circonstances il faut donner à l'imprimerie [gouvernement] caractère du front populaire par participation des républicains loyaux ¹ », tandis qu'en décembre, même si on juge inacceptables les tendances de la « *tia* » (Negrin) à exercer une dictature personnelle, le renforcement de l'« église (le Front populaire) passe par « l'écrasement des vieilles camarillas politiques » pour étouffer les tentations de capitulation. À partir de Munich, l'intérêt des soviétiques consiste avant tout à maintenir le plus longtemps possible la résistance militaire des républicains. Tel est le sens du dernier télégramme détaillé d'instructions envoyé de Moscou, à la veille de l'insurrection « pacifiste » de Casado en mars 1939 :

« Pour pouvoir compter sur aide il est nécessaire à donner garantie que gouvernement ne capitulera, que les matériaux ne tomberont pas dans les mains des ennemis et que vous pouvez assurer la transmission par la France. Pour ça il faut des actions qui peuvent montrer que le gouvernement espagnol est réellement prêt à lutter [...] le gouvernement de

par la délégation de Delicado et Bauer (Stepanov ?) à son retour de Moscou, et qui correspondait aux intérêts de la politique extérieure soviétique après l'invasion de l'Autriche par Hitler. D'après Hernandez, le BP du PCE s'opposa à la cessation de la collaboration ministérielle. Le fait est que « Aurore » (Togliatti) transmet ce refus à « la maison », et qu'il y fut appuyé par des télégrammes du 20 et du 28 mars. « Situation internationale est changée » justifiait le premier, montrant le poids de la politique extérieure soviétique sur les affaires d'Espagne.

1. CRCEDHC, 495-184-10 isch (original en français).

défense nationale doit être construit sur la base de front populaire, mais des éléments qui sont des partisans de la résistance jusqu'à la fin ¹. »

La contrepartie de cette insistance à poursuivre la guerre dans un pays épuisé par plus de deux années de lutte, était l'isolement croissant du PCE. C'est un thème central des rapports de Ercoli pendant la période, et on le trouve également chez Geroe : « En général pour moi c'était une surprise assez grande l'isolement dans lequel se trouve le parti dans une série de provinces et non seulement à Madrid ² » rapporte déjà le Hongrois dans un rapport du 7 mai 1938. Ainsi, lorsque se dessine le spectre d'une action qui veut chasser Negrin par la force et chercher un compromis avec Franco, le PCE isolé va se trouver devant un dilemme : se maintenir à tout prix dans le cadre du Front populaire ou assumer l'isolement en essayant de résister à outrance par ses moyens militaires. La recommandation de Dimitrov, en août 1938, pour qui le PCE ne devait jamais apparaître comme le « parti de la guerre », allait dans la première direction, tandis que l'insistance sur la poursuite à tout prix de la guerre menait à la seconde. Au moment où Casado était sur le point de se soulever, les deux délégués, Togliatti et Stepanov, avaient décidé de consulter Moscou. Le 27 février « Aurore » (Togliatti) prenait les devants, en donnant dans sa question la seule réponse raisonnable selon lui. Devant le danger imminent d'un soulèvement militaire, pouvait-on conseiller que le parti (« David Gros ») prenne le pouvoir par la force « avec perspective isolement politique presque complet, possibilités résistance réduites et risque perte direction et cadres ³ » ? Une nouvelle consultation informelle, le 4 mars, répétait la question, mais cette fois sans suggérer la réponse. Celle-ci n'arriva pas puisque le soulèvement avait eu lieu le 5. « David isolé attaqué par tous », avait déjà annoncé « Aurore » comme un mauvais présage lorsqu'il revint de France vers la zone centrale, le 17 février.

Derrière cette indécision, visible dans le comportement du PCE face au soulèvement, les prises de position de février mettaient encore en relief la distance entre les deux conceptions du Front populaire incarnées par les personnes de Stepanov/Moreno et de Togliatti/Ercoli. Dans les jours qui s'écoulèrent entre la chute de Barcelone et le retour du second à Madrid eut lieu une conférence du parti, où les thèses de « Moreno », favorables à la résistance à tout prix, lui donnèrent l'image de parti de la guerre, en franche opposition avec l'attitude de Togliatti. Cela apparaît dans les rapports respectifs des deux représentants de l'IC, une fois revenu à Moscou après le désastre. Stepanov présente ainsi son attitude :

« Dans ce cas là le parti sera obligé, en gagnant ne serait-ce que quelques éléments des autres secteurs du front populaire, de prendre entre ses mains les leviers principaux du pouvoir et de s'efforcer, avec la dernière énergie et avec de grands sacrifices, s'entend, de

1. CRCEDHC, 495-184-12 isch (original est en français).

2. L'original est en français.

3. *Id.*

diriger la résistance, de replier d'une façon organisée, si l'on est obligé de se replier, afin que non seulement la finale de la guerre reste gravée dans la mémoire de tous comme une épopée héroïque 1. »

Face à cette recherche de « l'épopée héroïque », Stepanov rapporte lui-même les critiques de Togliatti :

« Ici, à Moscou, en présence du camarade Manouilsky, le camarade Ercoli a dit que la plus grande faute politique faite par le parti et par moi personnellement c'était que la question de la paix n'a pas été posée comme question centrale à la conférence de Madrid [tenue par le PCE, du 8 au 11 février 1939] 2. »

Stepanov croyait à une campagne de mobilisation qui aurait bloqué la tentative de Casado appuyée par les caballeristes, les anarchistes et les républicains. Togliatti, dans le rapport du 21 mai 1939, pense le contraire : « Nous apparûmes devant les masses influencées par cette propagande, comme "le parti de la guerre" qui "luttait contre le parti de la paix" ». La responsabilité selon lui devait être attribuée à « la totale passivité et à l'aveuglement politique » de Stepanov (« Moreno »). L'isolement du PCE était consommé. Il revenait à son point de départ de 1934, mais désormais sans possibilité de rectification (et comble d'ironie, le processus d'élaboration des décisions restait exclusivement entre les mains des délégués de l'IC). La séparation entre les deux logiques politiques, celle du bloc et celle du front populaire, apparut plus nette que jamais, mais la défaite finale rendit inutile la poursuite du débat.

Antonio ELORZA
UNIVERSITE DE MADRID

1. CRCEDHC, 495-10a-242 ; p. 114 (original en français).

2. *Id.* ; p. 147. *Id.*

L'HISTOIRE DU PCF COMME SECTION NATIONALE A L'ÉPREUVE DES ARCHIVES DE L'IC

La pénurie d'archives a longtemps dominé les problématiques de l'histoire du communisme et conditionné son écriture, avant tout centrée sur la divulgation des décisions et des événements d'une histoire interne restée largement opaque. Aujourd'hui, l'accès à une grande masse de nouveaux documents permet d'utiliser toutes les ressources de l'histoire politique pour écrire celle du Komintern. Il est temps de passer de la chronique à l'interrogation sur des processus profonds, que la longue durée permet seule de saisir. L'on peut envisager des études qui englobent les diverses facettes de l'activité politique, que ce soit la prise de décision, l'élaboration des orientations ou les représentations implicites. L'élargissement du champ et du questionnement suggère de nouveaux objets d'étude. Il en va ainsi des représentations et des imaginaires politiques, jusqu'à maintenant difficiles à étudier en l'absence des documents préparatoires, des débats internes et de la correspondance, devenus désormais l'un des domaines les plus intéressants à explorer.

On se contentera, dans cette contribution, d'envisager deux questions préliminaires à toute recherche plus ambitieuse, en évaluant avec le plus de précision possible les répercussions de l'accès aux archives de l'IC sur le travail historique, avant d'examiner concrètement en quoi l'exploitation de ces sources permet d'enrichir l'analyse de la dimension nationale dans le cadre d'une organisation internationale.

L'histoire des sections nationales du Komintern s'est trouvée renouvelée par la possibilité que les historiens ont eu, à la fin des années 60 et dans les années 70, d'accéder aux archives de ces partis pour l'entre-deux-guerres que ce soit Milos Hajek ¹, Paolo

1. Milos HAJEK, *Storia dell' Internazionale comunista (1921-1935)*, Rome, 1969.

Spriano ¹ ou Ernesto Ragioneri ². Elles ont permis à l'histoire des partis communistes d'entrer dans l'ère scientifique et critique. Mais ces archives, peu à peu devenues accessibles, ne permettaient pas, en tant que telles, d'apporter des réponses à la mesure des questions posées, même si elles contribuaient à modifier les termes du débat.

L'accessibilité progressive des archives a, dans un premier temps, renforcé les conceptions attentives aux spécificités des sections nationales : en effet, les documents communiqués par l'IML à partir des années 70 concernaient essentiellement les fonds des sections nationales. Ils rassemblaient principalement les sténogrammes et les comptes rendus que les sections devaient transmettre au Comité exécutif après que le IV^e congrès du Komintern l'eut décidé. Cela a permis de reconstituer les réunions tenues par les instances dirigeantes nationales (Bureau Politique, Comité central, Commission syndicale, Bureau d'organisation, etc.) ou par les instances régionales (bureaux et comités régionaux) et locales (comités de rayons). Cette documentation abondante, cohérente et continue, en ouvrant la voie à des études approfondies sur l'activité et le fonctionnement des organisations communistes, a indéniablement encouragé les recherches centrées sur l'implantation et la sociabilité communistes. Mais ces archives transmises aux différents partis communistes, qui les mirent lentement à la disposition des historiens, étaient sélectionnées selon une logique qui échappait aux chercheurs travaillant sur ces archives. Non seulement les inventaires généraux dont ces archives microfilmées étaient issues restaient inaccessibles, mais en plus les cotes sous lesquelles ces archives étaient transmises ne correspondaient pas au classement et à la numérotation des fonds d'où elles étaient tirés. Ainsi ces documents, extraits pour la France du fonds du PCF, regroupés sous la cote générale 517, commencent seulement à être répertoriés correctement grâce à la mise au point d'une table de correspondance qui doit permettre, au prix d'un long travail le reclassement de tous les documents concernant le PCF transmis entre 1972 et 1983, soit plus de 80 bobines, c'est-à-dire environ 75 000 clichés.

Jusqu'au début des années 80, les documents accessibles concernant les relations avec le centre du Komintern étaient disparates et comportaient certaines lacunes essentielles, que leur diversité et leur multiplicité ne pouvaient masquer. Les rapports des envoyés de l'IC, la correspondance partie de Paris vers Moscou, la relation des réunions périodiques ou des sessions extraordinaires qui s'y déroulaient constituaient une documentation discontinue et hétérogène, nécessitant un travail considérable de reconstruction hypothétique pour les inscrire dans la continuité du fonctionnement du Komintern. Le manque d'archives sur l'activité de ses organismes dirigeants et leurs directives handicapait le travail de recherche en risquant, malgré les précautions prises, de déséquilibrer l'analyse qui, par la force des choses, était plus fine quand elle portait sur la

1. Paolo SPRIANO, *Storia del Partito comunista italiano*, 5 vol., Torino, 1967.

2. Ernesto RAGIONERI, *La terza internazionale e il partito comunista italiano, saggi e discussioni*, Einaudi, 1978.

section nationale, et restait nécessairement approximative quand elle s'efforçait de reconstituer, sinon deviner, ce qu'avaient pu être les travaux de tel ou tel plénum. J'ai ainsi dû reconstituer la discussion, les décisions, mais aussi les affrontements qui ont présidé à la recomposition de la direction du PCF en février-mars 1926, lors du VI^e plénum, en partant exclusivement de l'évocation, *a posteriori*, de l'événement lorsque le comité central se réunit France pour entendre le rapport de la délégation qui revient de Moscou. De même, étudiant au milieu des années 80 la genèse de l'orientation classe contre classe, je devais me contenter d'une partie de la correspondance échangée entre le secrétariat du PCF et ses envoyés à Moscou, Treint ou Thorez. Faute d'avoir accès aux documents concernant la commission spécialement constituée par le secrétariat de l'IC pour statuer sur la politique du PCF, j'ai reconstitué ses travaux en croisant les informations tirées des lettres avec les mémoires et les archives Humbert-Droz. Si j'ai pu alors établir la chronologie et le rôle de l'IC dans la décision du tournant classe contre classe, à l'automne 27, imposé au PCF avec la participation de Thorez, il était très difficile de vérifier si l'argumentation et les débats au sein de l'équipe dirigeante de l'IC étaient déterminants pour comprendre le sort réservé à sa section française, ce qui aujourd'hui peut être clairement évalué.

Cette méthode d'investigation était compliquée pour la période postérieure car, à partir de 1928, les documents imprimés ne donnent qu'une partie tronquée des débats : ainsi ceux du IX^e plénum du CE de l'IC ou du VI^e congrès, publiés dans un volume titré *Classe contre classe* ¹. Les archives de Togliatti, consultées et éditées dans les années 70, sous la responsabilité d'Ernesto Ragioneri et de Paolo Spriano, m'ont seules permis de reconstituer une partie des interventions dans leur intégralité. La participation des communistes à un éventuel gouvernement de Front populaire offre un autre exemple des problèmes soulevés par la pénurie d'archives et les biais utilisés pour tenter de les surmonter. J'ai pu, sur la base d'une lecture systématique des archives du BP, du CC du PCF, mais aussi des revues internationales (*Internationale communiste* et *Correspondance internationale*) ainsi que de la correspondance de Togliatti, émettre l'hypothèse que la non participation gouvernementale du PCF avait été décidée par la direction de l'IC dès novembre 1935 ². L'ouverture des archives des instances dirigeantes du Komintern permet maintenant de tester la validité des hypothèses. J'ai évoqué mon expérience pour indiquer comment la lecture systématique et sérielle de l'abondante documentation imprimée par le Komintern, croisée avec l'analyse des archives disponibles avait, malgré tout, permis jusqu'à ces dernières années d'étudier l'activité du centre de l'Internationale communiste en direction des sections nationales, mais avait forcément limité le champ d'analyse.

1. *Classe contre classe. La question française au IX^e exécutif et au VI^e congrès de l'IC*. Paris, 1929.

2. « La question de la participation gouvernementale du PCF en 1936 », *Cahiers de l'IMT*, n° 32, 1980.

Depuis 1991, l'accès aux archives des instances dirigeantes de l'IC permet enfin de saisir leurs relations avec les sections nationales. Cela modifie considérablement le travail de l'historien qui travaille sur une section nationale donnée. Il a désormais la possibilité d'étudier le regard de l'IC et son élaboration, ce qui lui permet d'éclairer ses prises de position à l'égard de tel ou tel PC national ¹.

À cet égard les archives les plus riches sont certainement celles du secrétariat romain ou celles des commissions spécialement constituées pour examiner la situation du PCF. Grâce aux procès-verbaux de la commission politique ou du Présidium, l'historien peut mesurer concrètement les relations directes ou indirectes nouées par les dirigeants de l'IC et ceux des sections nationales. Les intermédiaires, délégués, envoyés, instructeurs, prennent une consistance concrète lorsqu'ils présentent des rapports circonstanciés sur leur activité et sur la situation politique du parti dont ils ont la charge. Il devient ainsi possible d'individualiser leurs activités, ainsi que celles de leurs interlocuteurs, grâce à la correspondance qu'ils entretiennent et aux rapports qu'ils transmettent aux instances dirigeantes de l'IC. Leur rôle, tel celui d'Eugène Fried apparaît ambigu, puisqu'il représente le Komintern, mais en même temps s'intègre à la direction nationale du PCF dont il partage l'expérience sur le terrain politique français. À diverses reprises, en 1933 et en 1934 notamment, il semble bien avoir joué un rôle d'impulsion dans les initiatives prises par le PCF en direction de la SFIO, ce qui lui vaut des blâmes de la direction de l'IC, laquelle lui impute la principale responsabilité des erreurs opportunistes du PCF.

Enfin, la correspondance chiffrée, dans les années trente, atteste la permanence des liens entre la direction de l'IC et ses sections, même après 1935. D'accès encore difficile pour tous les historiens, l'étude systématique de l'ensemble de cette documentation devrait mettre en évidence le rôle des directives de l'IC dans les décisions des sections nationales et relativiser leur marge d'initiative.

Pour autant ces mêmes archives contribuent à modifier l'image antérieure, souvent simplificatrice, que l'on avait du fonctionnement des instances dirigeantes du Komintern. Grâce à elles on perçoit les problèmes de fonctionnement, les différences d'approches qui l'affectent derrière le stéréotype du monolithisme. La qualité des archives évolue au cours des années trente : si elles restituent de moins en moins les débats internes, c'est d'abord que ceux-ci disparaissent. Il reste que ces documents, lus dans leur continuité et de manière systématique, permettent d'esquisser finalement une image plus complexe du Komintern, à ses différents niveaux. En contribuant à démystifier son fonctionnement, elles facilitent l'analyse des contradictions et des difficultés qui minent très tôt le système. Elles fournissent également le moyen d'appréhender de manière concrète les modes de pensée et la culture politique des groupes politiques dirigeants de l'IC, qui évoluent

1. Voir S. WOLIKOW, « Le regard de l'autre. Le Komintern et le PCF », in *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Ed. by M. NARINSKY and J. ROJAHN, Amsterdam, 1996, p. 189-202.

rapidement au cours des années vingt avant de se stabiliser dans la décennie suivante. Révélatrice à cet égard est l'attitude des dirigeants de l'IC envers le PCF à l'automne 1934, lors de l'élaboration de l'orientation de front populaire. Ils sont à la fois soucieux d'impulser une orientation de front unique, supposant l'action commune entre socialistes et communistes conformément à un schéma classique, mais comprennent mal les initiatives des communistes français en direction des radicaux ¹.

La transformation des archives et leur perte relative de substance, dans les années trente, reflètent la bureaucratisation du Komintern. Cependant elles donnent également du relief et de la consistance aux incompréhensions durables qui s'instituent entre les dirigeants de certaines sections nationales comme le PCF et ceux de la direction de l'IC. Elles font percevoir que ces tensions s'enracinent dans des différences d'approches, elles-mêmes inséparables des expériences politiques auxquelles les dirigeants communistes se trouvent liés. Ainsi la persistance des liens à caractère hiérarchique entre le centre du Komintern et ses sections nationales non seulement n'exclut pas, mais s'affirme à travers des conflits larvés qui ont remplacé les affrontements idéologiques des premiers temps. Les relations entre la direction de l'IC et celle du PCF durant la Drôle de guerre illustrent assez bien cette situation paradoxale d'une direction de l'IC qui déploie des moyens illégaux pour renouer des liens avec un parti communiste secoué par la rupture stratégique qu'il doit adopter. La correspondance échangée, les discussions à Moscou d'autre part, font apparaître notamment en mai, juin et juillet 40 les hésitations et les incertitudes qui affectent la politique de l'IC, partagée entre sa soumission absolue aux impératifs de la diplomatie soviétique et son souci de préserver l'avenir des partis communistes dans les zones occupées par les Allemands ².

Ces remarques nous conduisent à examiner comment, après l'ouverture des principaux fonds d'archives de l'IC, et grâce à une connaissance plus précise du fonctionnement de l'IC, on peut désormais concevoir l'histoire des sections nationales, notamment le PCF, en dépassant d'anciennes antinomies qui dominaient l'historiographie.

Dans un premier temps et à première vue, les archives de l'IC font ressortir l'importance des liaisons permanentes et étroites que les sections nationales entretenaient avec le centre de l'Internationale. Peut-on, pour autant, en déduire qu'il n'y a qu'une histoire générale de l'IC, dont les sections ne seraient que de simples prolongements ? Je ne pense pas davantage qu'il soit juste de concevoir l'histoire d'une section nationale indépendamment de celle de l'IC. Extériorité ou intériorité des sections nationales, tel est le faux dilemme auquel ces deux approches, inverses mais complémentaires, prétendent répondre. Du point de vue historiographique, elles ont longtemps été corrélées avec des

1. S. WOLIKOW, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, 1996.

2. S. WOLIKOW, « Le PCF et les débuts de la Résistance », in *Mémoire et Histoire : la Résistance*, sous la dir. de J.-M. GUILLON et P. LABORIE, Toulouse, 1995, p. 183-198.

points de vue idéologiques opposés ; l'un s'efforçait de sauver l'IC du stalinisme russe ¹, tandis que l'autre prétendait faire de l'histoire du communisme international une simple excroissance de la politique soviétique ². Une attitude scientifique différente, et nouvelle, oblige à exposer les conceptions générales sur lesquelles elle repose, d'où ces remarques, à entendre comme des hypothèses destinées à la confrontation ³. L'IC doit être conçue comme un ensemble complexe et différencié, associant un appareil central avec des sections nationales. Il est fréquent d'assimiler l'Internationale à son seul centre moscovite, sans y inclure les différents partis communistes. L'anachronisme de cette approche est indubitable car, à l'époque, ces partis se constituent et se conçoivent seulement comme des sections nationales. Sans doute ces sections ont des spécificités par rapport à l'appareil central, dont elles ne sont pas le simple prolongement. Leur activité et leur fonctionnement, marqués par la société dans laquelle elles sont inscrites, revêtent des particularités nombreuses, qui cependant sont loin d'être perçues comme durables et essentielles, car elles apparaissent surtout comme des concessions temporaires aux traditions. Indépendamment des discours, la croissance de l'IC entraîne une différenciation entre les sections nationales. Les contrastes, les divergences, voire les contradictions apparaissent, mais refoulés et masqués, du fait de la centralisation croissante du pouvoir de décision et d'élaboration stratégique au moyen d'un contrôle toujours plus étroit sur la désignation des cadres. Dès son 10^e anniversaire, en 1929, l'IC revendique le monolithisme comme une de ses caractéristiques identitaires ⁴. Dans le contexte de la critique stalinienne contre Boukharine, évincé de la direction de l'IC, la thèse du monolithisme, attribut fondamental du fonctionnement communiste, devient récurrente. Pas un rapport d'activité du Comité exécutif, pas une décision importante du Présidium qui ne traite de la défense de l'unité de l'IC comme garantie et preuve de sa capacité révolutionnaire. Malgré ce discours de l'organisation sur son monolithisme, on ne doit pas ignorer les contradictions et les failles du système, même et surtout si elles sont dissimulées. Les désaccords sont évacués ou rejetés à la périphérie de l'organisation par les exclusions et les mises à l'écart. C'est notamment le cas de toutes les activités et les opinions qualifiées d'opportunistes parce qu'attentives aux autres forces ou cultures politiques avec lesquelles les organisations communistes doivent compter. La contradiction entre la vigueur du propos révolutionnaire et l'inefficacité de l'activité est inégalement ressentie : elle est plus sensible au niveau de

1. Voir par exemple, *Aperçu historique de l'Internationale communiste* (en russe), A. SOBOLEV et alii, IML, Moscou, 1971

2. E.-H. CARR, *The Twilight of Comintern*, Londres, 1982.

3. Les considérations théoriques qui suivent ont été développées dans ma thèse de doctorat d'état, *Le PCF et l'Internationale Communiste*, Université de Paris VIII, 1990.

4. Ce que Molotov exprime dans une péroraison fulminante, « Épurer les rangs de l'IC de tous ces dégénérés et renégats déclarés, c'est la condition préalable à l'accroissement, au développement et à la consolidation ultérieure de l'IC », 11^e séance du 10^e Plénum, *Correspondance internationale*, n° 87, 1929.

chaque section nationale qu'au niveau central à Moscou. Ce hiatus est davantage perçu par les élus, forcément plus attentifs aux interrogations populaires, que par les militants insérés dans la logique de l'organisation. Nonobstant le projet de parti mondial qui, pour une part, justifie la conception globale de l'organisation, celle-ci présente des traits qui l'apparentent aux institutions internationales.

L'IC est, dès le début, traversée par une double inégalité autour de laquelle s'organise une hiérarchie, plus ou moins visible, du pouvoir. La première inégalité, entre le centre et la périphérie, est clairement visible. Dès le II^e congrès, en 1920, la primauté du centre est affirmée et ne cessera d'être renforcée. Les différentes réformes, de 1921 à 1924, instituent à l'intérieur de la direction centrale la prééminence d'un système bureaucratique et concentré autour du Présidium et du Secrétariat, ce qui facilite les liaisons organiques avec le parti bolchevique et l'État soviétique. Ces réformes, qui ont lieu surtout dans le deuxième semestre 1921 et en 1922, sont sanctionnées par le IV^e congrès¹. Les fluctuations stratégiques, induites par la NEP, les ouvertures diplomatiques vers l'Europe occidentale, les contacts avec les organisations socialistes internationales, mais aussi les problèmes nouveaux posés par l'activité des différents partis communistes, sont autant de raisons qui expliquent les évolutions structurelles au niveau central de l'IC. Ainsi la création, en octobre 1921, de la *Correspondance internationale* illustre le souci de transmettre aux différents partis communistes des textes d'orientation, mais aussi des articles argumentés susceptibles d'alimenter leur propagande². L'IC, par le biais de cette publication bihebdomadaire en différentes langues, prend donc en charge tous les grands thèmes de la politique communiste. En fournissant aux partis communistes non seulement des documents, mais aussi les éléments d'analyse et de polémique, l'IC les aide tout en les dépossédant de leur capacité stratégique. La réunion d'assemblées élargies du CE, à partir de 1922, la formation de commissions spéciales chargées d'examiner la situation de tel ou tel parti, la réunion lors des IV^e et V^e congrès de commissions qui remanient la direction des partis, du PCF notamment, marquent l'affermissement du contrôle de l'IC. L'omnipotence apparente de la direction de l'IC doit cependant être nuancée de deux manières : d'une part ses décisions les plus importantes sont inconcevables sans un avis, voire un examen préalable du parti russe, d'autre part ses décisions, quand elles concernent des sections

1. Frantisek SVATEK, « The Governing Organs of the Communist International : Their Growth and Composition, 1919-1943 », in *History of socialism, yearbook, 1968*, Prague, 1969, p. 190-191.

2 « L'Exécutif doit provoquer la fusion nécessaire de toutes les sections nationales en un Parti international cohérent de propagande et d'action prolétariennes communes et, pour cela publier en Europe occidentale, dans les langues les plus importantes, une correspondance politique, à l'aide de laquelle l'idée communiste sera mise en valeur d'une manière de plus en plus claire et uniforme et qui, par une information fidèle et régulière, fournira aux différentes sections la base d'une action énergique et simultanée. » Résolution sur l'organisation de l'Internationale Communiste, adoptée dans la 24^e séance, 12 juill. 1921, in *Thèses et Résolutions, adoptées au III^e congrès de l'Internationale Communiste*, Moscou, 1921, p. 77.

nationales, connaissent des problèmes d'application. Sans doute certaines soulèvent-elles de moins en moins de difficultés : ce sont celles qui touchent à l'organisation et aux cadres pour lesquelles, à partir de 1929, il n'y a plus de contestation ouverte possible. Jusque-là, dans le PCF notamment, les décisions du Secrétariat de l'IC concernant la composition du BP ou du CC avaient régulièrement suscité discussions et oppositions.

En 1921, en juin et juillet, dans le cadre de la préparation et de la tenue du III^e congrès de l'IC, il est demandé au PCF de restructurer sa direction et d'accueillir en son sein des syndicalistes révolutionnaires ¹. Cette demande, réitérée dans la correspondance adressée au PCF à la veille de son premier congrès, à Marseille, fin 1921, reste non seulement sans réponse, mais est bafouée par la non élection de Souvarine et la démission de la gauche ². Durant l'année 1922, la composition de la direction ne cesse d'être discutée par l'IC, en février comme en juin, à l'occasion des deux premiers plénums du CE de l'IC, puis en octobre-novembre, lors du II^e congrès du PCF, à Paris, et du IV^e congrès de l'IC. Le dosage des courants, la personnalité des dirigeants font l'objet de discussions qui conservent, pour l'essentiel, un caractère public, puisqu'une grande partie des débats est publiée, même quand ils abordent les problèmes de personnes. De ce point de vue, cependant, les décisions du IV^e congrès de l'IC, qui introduisent l'incompatibilité entre l'appartenance à la Franc-maçonnerie ou à la Ligue des Droits de l'Homme et l'adhésion au PCF, marquent un tournant. Les conditions concrètes qui ont présidé à leur adoption à Moscou, de même que les modifications concernant la direction du PCF, ne sont pas rendues publiques : répercutées par les délégués de retour du congrès, elles sont ensuite ratifiées par un Conseil national, en janvier 1923, qui, de fait, déjoue les décisions du congrès de Paris d'octobre 1922 ³ ! La désignation des dirigeants du PCF, suivie de très

1. Le problème est posé dès la réunion du CE de l'IC consacrée à la France (17-18 juin 1921). La constitution d'une commission française lors du prochain congrès est décidée afin d'envisager la recomposition de la direction. Marcel Body, un des délégués du PCF précise « on nous propose une commission. Nous l'acceptons. Nous enverrons nos délégués à cette commission. Mais c'est surtout du congrès que nous attendons des directives et des indications. C'est sur cela que nous comptons pour rendre communistes Cachin, Frossard et les camarades de même formation d'esprit, convaincus que nous sommes de leur honnêteté et de leur bonne foi. » CRCEDHC, 495-1-34. « Un tiers au moins des membres du Comité central doivent être des militants professionnels du Parti, appointés par lui et entièrement à sa disposition. À côté d'eux il faut placer des membres militants principalement dans les syndicats en qualité de fonctionnaires syndicaux. Étant donnée l'importance exceptionnelle de la question syndicale, il faut viser à ce qu'environ un tiers du Comité central soit composé de ces militants. » Lettre du Comité Exécutif de l'Internationale au Comité Directeur du Parti communiste Français, 26 juillet 1921 ; in *L'Internationale Communiste et sa section française*, Paris, Librairie de L'Humanité, 1922, p. 13.

2. « Il y a encore actuellement en-dehors des rangs du Parti communiste français beaucoup d'éléments révolutionnaires précieux qui se considèrent syndicalistes. Nous devons nous entendre avec eux tôt ou tard, nous unir dans les rangs d'un Parti communiste unique » in *L'Internationale Communiste et sa section française*, p. 4.

3. Compte rendu sténographique, CRCEDHC 517-1-119. « Décisions du Conseil National. 1^e Résolution sur le IV^e congrès. Après avoir entendu le compte rendu du IV^e congrès mondial et

près par la direction de l'IC, continue cependant de rencontrer de nombreuses difficultés avec les militants qu'elle a soutenus pour renouveler la direction du PCF en 1923, notamment ceux issus du syndicalisme révolutionnaire, comme Monatte, Rosmer, Monmousseau ou Semard, mais également ceux de l'ancienne extrême-gauche du parti socialiste, comme Dunois, Souvarine ou Vaillant-Couturier. L'élimination brutale de Souvarine, la promotion également soudaine de Semard, en juillet 1924, lors du V^e congrès indiquent concrètement que la désignation des dirigeants d'un parti communiste important comme le PCF est du ressort de l'IC ¹. Mais il reste difficile de le proclamer, d'où le silence relatif sur la décision concrète et la mise en scène postérieure lorsque les instances du parti ratifient la décision, que ce soit lors d'un Conseil national ou d'un congrès. C'est le cas en juin 1926 lorsque la nouvelle direction, qui rassemble autour de Semard, Thorez, Cachin, Doriot, Monmousseau et Renaud Jean, est élue par le V^e congrès du PCF. Sa composition a fait l'objet de tractations et de discussions plusieurs mois durant, d'abord à Paris, en décembre 1925, lors de la venue de Manouïlsky, puis en février à Moscou, lors du VI^e plénum de l'IC, devant une commission où siégeaient tous les dirigeants russes, Staline notamment ². Les archives témoignent de la vivacité des débats, ce qui montre que les décisions n'étaient pas toutes préalablement prises par le secrétariat de l'IC ou du parti russe. Ultérieurement, des réticences ou des divergences d'appréciation s'expriment encore, lors des réunions ou des rencontres suscitées à Moscou par la direction de l'IC pour statuer sur le cas du PCF. Mais, désormais les relations sont fortement hiérarchisées : les dirigeants français doivent rendre des comptes et écouter les remarques ou les conseils des dirigeants de l'IC. En juillet 1930 ou au printemps 1931, ils sont invités à s'expliquer devant une commission spécialement constituée pour examiner la situation du PCF ³. En

étudié le texte des résolutions dont l'application est destinée à mettre fin à la crise du Parti français. Le Conseil National du Parti renouvelle sa ferme volonté de discipline au sein de la III^e Internationale. Décidé d'appliquer immédiatement et loyalement toutes les décisions du IV^e congrès mondial. Fait confiance au nouveau Comité Directeur pour assurer la réalisation du programme d'action prévu pour le Parti français. »

1. Les débats et les travaux de la Commission Souvarine, 3 séances du 1^{er} au 8 juill. 1936, sont centrées sur les questions de discipline, qu'on retrouve comme principale justification de la décision d'exclusion. « La commission a pu constater, au cours de ses travaux que la discipline communiste dans le PCF est encore loin d'être observée complètement et absolument. Elle estime nécessaire une énergique intervention du CE élargi, sous la forme d'une lettre ouverte aux membres du parti pour leur remettre en mémoire le sens véritable de la discipline et les inviter à la faire strictement respecter en s'opposant énergiquement à tout écart et à toute politique personnelle, d'où qu'elle vienne ». *Correspondance Internationale*, n° 64, 10 sept. 1924, p. 690. Sur les débats de la commission, archives CRCEDHC 492-1-335, 7, 9 & 343.

2. Commission sur la question française, 2, 3 et 6 mars 1926, CRCEDHC 495-164-308, 310, 312.

3. Cf. correspondance, en 1930, entre le PCF et son représentant à l'IC, Ferrat, CRCEDHC 517-1-925 ; Commission française du Présidium, 15 juill. 1930, séance du secrétariat romain, 30 août 1930, CRCEDHC 495-32-56. Commissions du secrétariat du CE de l'IC, en avril et juin 1931, CRCEDHC 495-4-91 et 495-32-78.

ces occasions, des modifications de direction sont annoncées : ainsi la promotion de Thorez, en juillet 1930 ou, l'année suivante, l'envoi d'Eugène Fried et d'une équipe d'instructeurs à demeure en France. En août 1932, lors du XII^e plénum, les dirigeants français doivent s'expliquer, plusieurs jours durant, avant tout remodelage du secrétariat ¹. En mai et juillet 1933, le Présidium les auditionne avant de les critiquer fortement ². Un an plus tard, à l'aube du Front populaire, le Présidium s'inquiète encore des initiatives prises par Thorez ³. Chaque fois, l'examen des difficultés de l'organisation, la critique de l'activité, la mise en cause de certains cadres traduisent la position prééminente de la direction de l'IC, mais aussi les limites de son pouvoir. Le contrôle sur les cadres ne signifie pas la capacité de les diriger sur le terrain malgré la quantité croissante d'informations transmises à Moscou concernant tous les aspects de l'activité des organisations communistes. Dans le cas du PCF, le volume de la documentation envoyée augmente très fortement à partir de 1924 jusqu'en 1933-34, puis décroît sensiblement à partir de 1936. La direction de l'IC ne parvient pas à maîtriser tous les effets de ses décisions sur l'activité des sections nationales. Bien qu'elle développe le système des instructeurs et des représentants à demeure, l'activité concrète et diversifiée lui échappe en partie lorsque la section nationale est importante. C'est le cas du PCF qui, en 1928, a des centaines d'élus locaux, plus d'un million de suffrages électoraux, un syndicalisme de masse de plusieurs centaines de milliers d'adhérents, un quotidien national dont le tirage atteint les 200 000 exemplaires. Le contrôle des cadres ne résout pas tout parce que ceux-ci sont, sur le terrain, confrontés à des cultures politiques qui résistent aux consignes. Lorsque le monolithisme se renforce, à partir de 1928, la direction de l'IC s'expose davantage. Ayant en main le contrôle du groupe dirigeant, elle délègue sur place les fonctions de contrôle de l'activité, mais refuse d'assurer la responsabilité des erreurs et des difficultés. Des changements dans le groupe dirigeant national accompagnent chaque rectification de la ligne car il s'agit chaque fois, au moins jusqu'en 1934, d'imputer aux dirigeants français la responsabilité des erreurs ou des faiblesses. De ce point de vue la dénonciation du « groupe » à l'automne 1931 est exemplaire puisque l'affaiblissement du parti est expliqué par le sectarisme dont les jeunes dirigeants du PCF, propulsés aux postes clefs depuis 1928-29 par la direction de l'IC, sont rendus exclusivement responsables, ce qui permet non seulement de masquer le rôle organisationnel de l'IC, mais aussi d'ignorer l'impact de l'orientation classe contre classe sur toute l'activité du PCF ⁴. La complexité des relations entre l'appareil central de l'IC et une

1. La discussion se déroule longuement devant le secrétariat romain (CRCEDHC 495-32-113) avant que la commission politique du secrétariat ne statue (495-4-211).

2. Commission politique, séance du 27 mai 1933, (CRCEDHC 495-4-247), séance du 9 juill. 1933, (CRCEDHC 495-4-253).

3. Séances du 9 déc. 1934 devant le Présidium et la commission politique (CRCEDHC 495-4-321 et 495-2-192).

4. Les séances de la commission politique du secrétariat de l'IC, en août 1931, (CRCEDHC 495-4-131) ajustent progressivement l'argumentation.

section nationale telle que le PCF est le résultat d'une combinaison de facteurs. D'un côté, les fluctuations et les hésitations de la direction de l'IC se nourrissent des différences de situation des sections nationales dans un contexte diplomatique mouvant pour l'URSS. D'un autre côté, le manque d'initiative des sections nationales, conséquence de la centralisation des décisions à Moscou, paralyse leur capacité d'action et surtout leur efficacité. Lorsque l'URSS réintègre activement le système diplomatique européen, tout en s'inquiétant de la montée fasciste, il devient nécessaire d'alléger le système en laissant davantage d'initiatives aux sections pour qu'elles puissent renforcer leur ancrage national. C'est tout le débat qui traverse les différentes instances de l'IC au printemps 1935¹. La modification des structures du Komintern, après 1935, n'affaiblit pas le contrôle exercé sur les dirigeants nationaux, mais leur confère plus de responsabilités. Dans la mesure où ils obtiennent une influence politique de masse dans leur pays et acquièrent une expérience inédite, comme c'est le cas pour le PCF, leur stature augmente, ce qui va de pair avec l'habitude d'une certaine autonomie de jugement, d'autant que la répression qui frappe le sommet de l'IC en 1937 affaiblit son rôle idéologique.

Ce repérage chronologique et ces hypothèses, sur les relations entre les sections nationales et l'appareil central de l'IC, permettent d'aller plus loin dans l'analyse en étudiant notamment la manière dont chaque protagoniste se représente l'autre. Des recherches sur les mentalités et la culture politique des cadres comme des militants internationaux ou nationaux peuvent désormais être engagées. C'est le sens de travaux en cours dont on espère le proche aboutissement.

Serge WOLIKOW

IHC/UMR 5605 - UNIVERSITE DE BOURGOGNE

1. Projet de la commission politique – thèses élaborées par Ercoli sur « La situation internationale et sur les tâches de l'Internationale communiste » en date du 4 janv. 1935. (CRCEDHC 494-1-7).

CONCLUSION
VERS UN RENOUVEAU DE L'HISTOIRE
DU MOUVEMENT OUVRIER

S'il fallait résumer en une phrase à la fois le point commun existant entre les contributions rassemblées dans le présent ouvrage et l'intérêt qu'elles offrent, peut-être faudrait-il dire qu'elles laissent entrevoir une manière nouvelle d'aborder l'histoire du mouvement ouvrier. Ce n'est pas l'augmentation, en tant que telle, de la masse documentaire consécutive à l'ouverture des archives qui permet de résoudre des énigmes ou d'avancer dans l'étude de questions déjà soulevées par le passé, mais elle incite les chercheurs à reconsidérer leurs responsabilités épistémologiques. Ce serait à l'évidence se fourvoyer dans une impasse que d'en rester à une conception néo-positiviste du document. Les contributions qui précèdent le montrent clairement ; toutefois elles vont aussi plus loin en indiquant comment il est possible d'appréhender sur la base d'une problématique renouvelée les archives désormais accessibles.

Presque tous les intervenants se sont accordés à reconnaître que les fonds d'organisations, réduits à eux-mêmes, ne donnent qu'une vision réductrice des réalités et que, si l'on n'y prend garde, ils peuvent fausser les approches en limitant le regard aux enjeux internes. Beaucoup ont également mis en évidence l'insuffisance de leur dimension sociale. Loin de nous renseigner sur les motivations profondes des engagements ou leur mise en œuvre, ces documents présentent les enjeux comme allant de soi et, qui plus est, comme étroitement circonscrits aux intérêts organisationnels. Or, une juste compréhension du mouvement ouvrier suppose une prise en compte plus approfondie des conditions d'existence, des mentalités et de la pratique quotidienne de ses acteurs,

eux-mêmes immergés dans une société ayant ses propres caractères et imprimant sa marque sur l'ensemble de ses membres.

Les fonds des organisations ouvrières privilégient d'autre part à chaque niveau l'instance (ou les instances) qui arrête(nt) les décisions par rapport aux organes subordonnés. Ils incitent de ce fait les historiens à s'intéresser davantage au centre qu'aux périphéries, aux dirigeants plutôt qu'aux simples militants et surtout qu'aux masses auxquelles ils s'adressent. Il est donc nécessaire de se défier du syndrome hiérarchico-centraliste et d'aborder les problèmes sous des angles variés, en utilisant des sources de natures diverses, ou en croisant des champs d'études différents.

S'agissant plus particulièrement de l'histoire du mouvement communiste international, on peut certes comprendre qu'après plusieurs décennies durant lesquelles mystères, dissimulations, mensonges et intoxications ont pu avoir libre cours du fait du verrouillage des archives internes, la tentation ait pu exister de céder au sensationnalisme, ou au désir de réussir un scoop journalistique. Mais c'est là précisément une pratique relevant du journalisme et non d'une pratique historique bien comprise. La recherche du sensationnel limite non seulement la capacité critique, mais elle pousse à commettre des impasses, à limiter le questionnement au strict minimum. Une semblable approche se révèle très vite incompatible avec les exigences d'une recherche sereine.

Or, ne serait-ce que du fait de l'immensité des fonds désormais accessibles, l'historien aura besoin de savoir raison garder sous peine de perdre pied. Comment imaginer désormais que l'on puisse faire l'économie de l'analyse des raisons et des modalités de la constitution de tel ou tel fonds d'archives, avant d'en extraire arbitrairement un feuillet accusateur ? En outre, si tant est que l'on puisse jamais considérer le document comme un élément neutre, on doit au moins se souvenir qu'il reçoit sa charge, positive ou négative, de celui qui l'examine.

Une approche nécessairement critique des archives en tant qu'archives va de pair avec le souci de dépasser les questionnements réducteurs. Le temps est heureusement fini où l'on se trouvait régulièrement confronté à une histoire légitimatrice, qui paraissait n'avoir pour seul objectif que d'attester de la validité (ou du caractère erroné) de telle ou telle orientation politique. Dans le même ordre d'idée, il est souhaitable de dépasser le stade des polémiques obsolètes issues de la guerre froide, tant il est vrai que l'espionnite ou une certaine vision policière de l'histoire ne sauraient tenir lieu de viatique au chercheur.

Sans doute alors faut-il se réjouir de constater que se dessinent d'autres centres d'intérêts, qui semblent indiquer que l'avenir se situe tout autant dans l'invention, au sens étymologique du terme, de problématiques novatrices que dans le défrichage systématique des fonds désormais disponibles. Le colloque de Dijon n'aura pas été inutile s'il a permis de mettre en évidence quelques pistes de recherche nouvelles, notamment pour ce qui concerne l'histoire du mouvement communiste international.

Sous réserve d'un inventaire plus exhaustif, on pourrait en mentionner au moins quatre.

La première consisterait à privilégier une approche de bas en haut de l'histoire du Komintern. Il deviendrait de la sorte possible de mieux apprécier le rôle des acteurs dits subalternes, ainsi que le mode de relations qu'ils entretenaient avec l'ensemble de l'organisation.

La deuxième touche à l'étude des processus de prise de décision, dont il faut bien avouer que nous ne saisissons pas toujours les raisons et les modalités. Or, c'est là la question décisive pour l'interprétation du mouvement communiste et du rôle de l'Internationale, comme l'ont souligné plusieurs intervenants. Il faudra cependant, pour que cette réflexion puisse être menée à son terme, avoir accès parallèlement aux archives du Parti et de l'État russe, où il reste plus délicat pour l'instant de pénétrer.

La troisième concerne les recherches de type prosopographique, dont on entrevoit désormais tout ce qu'elles pourraient apporter, en dépit du caractère souvent limité – sinon biaisé – des informations figurant dans les biographies officielles. Or, rien ne s'oppose plus à ce que de telles recherches soient désormais menées sur une très grande échelle.

La quatrième concernerait la publication, avec toutes les précautions scientifiques requises, d'ensembles documentaires, à l'image de ce qui a déjà été réalisé pour les deux premières Internationales, ou encore les archives du Kominform. Un certain nombre de recueils de sources ont certes déjà été publiés sur tel ou tel aspect de l'activité de l'Internationale communiste. Mais il devient possible désormais de pousser beaucoup plus avant cette dimension de la recherche historique, qui permettrait de mettre à la disposition de la communauté historienne internationale des instruments de travail aussi utiles qu'indispensables.

On pourrait dire en somme que, tout en réfléchissant à des problématiques nouvelles, les historiens du mouvement ouvrier se trouvent confrontés à un élargissement de leurs horizons. En ce sens, le chemin risque de s'avérer beaucoup plus long qu'ils ne l'imaginaient il y a encore une dizaine d'années, quand le sentiment d'être privés de tel ou tel document dont ils soupçonnaient l'existence, focalisait leur attention sur l'*Eldorado* plus ou moins mythique des archives de Moscou.

RESUMÉS / ABSTRACTS

Michel CORDILLOT - *Archives et historiographie de l'AIT : un bilan et quelques éléments de réflexion*

Dans une réflexion collective sur les rapports entre archives et historiographie, le cas de l'AIT, peut avoir valeur d'exemple. La collecte systématique des archives, mais aussi le constat des carences d'une historiographie pourtant riche montrent que l'exploitation des archives ne peut à aucun moment faire l'économie d'une réflexion sur la problématique d'analyse et qu'à l'inverse, l'élaboration d'une problématique peut aider à inventer de nouveaux types de sources.

In our discussion concerning the relationship between archives and historiography, the International Working men's Association may be used as a relevant example. Despite the systematic collection of the surviving archives, the existence of some silences in the existing rich historiography demonstrates that the exploitation of archives is necessarily dependent upon in-depth reflections about the historian's task, and that conversely the elaboration of new questions may help find alternative sources.

Daisy E. DEVREESE - *À propos de la correspondance des militants belges de l'AIT (1865-1877) : réflexion sur les problèmes liés à l'édition de documents*

L'édition de textes, considérée en tant que genre historiographique, requiert l'application de la critique historique dans le traitement des documents à éditer, y compris au niveau de leur contenu. Dès lors que ceci est fait, elle peut mener à un rééquilibrage du sujet traité en laissant apparaître nombre de renseignements non retenus par l'historiographie existante. Elle contribue à une réflexion critique.

As a form of historiography, the editing of texts and documents also requires that the rules of historical criticism should be respected when dealing with the edited documents — including their content. Documentary publications may lead to a reappraisal of the problem discussed by bringing into light some information overlooked by the current historiography. In this way, they contribute to a critical understanding of history.

Maurice CARREZ - *Otto Ville Kuusinen avant 1918 : les archives et leur interprétation*

O.V. Kuusinen fut avant 1918 un important dirigeant du parti social-démocrate finlandais. La plupart des documents d'archives donnent de lui une image assez stéréotypée, sauf si l'on prend garde à en faire une critique attentive. Le rôle de l'historien est ici irremplaçable pour établir une vision problématisée du personnage.

Before 1918, O. V. Kuusinen was an important leader of the Finnish social-democratic party. The documentary evidence available lends him a rather stereotyped image, and thus great care must be taken to adopt a critical approach. The historian must be particularly attentive to his sources in order to construct a more subtle portrait of the man.

Michel RALLE - *À propos de la formation du PSOE (1872-1910) : archives, sources de presse et culture ouvrière*

Le caractère apparemment évident de l'influence des schémas guesdistes a masqué le poids de l'expérience sociale et politique du monde ouvrier espagnol dans les représentations politiques du PSOE. Ce fait peut faire apparaître l'utilité des sources souvent négligées.

The seemingly obvious influence of Guesdist ideological bases has obscured the historical relevance of the social and political experience of Spanish labor in political representations of the Spanish Socialist Labor Party. This may serve to underscore the usefulness of exploring often neglected alternative sources.

Claudie WEILL - *L'héritage scientifique de Georges Haupt*

Marxiste critique du stalinisme, Georges Haupt a voulu faire de l'histoire sociale du mouvement ouvrier international un instrument de la praxis, menant de front l'édition critique de sources et les études monographiques, explorant à la fois la piste prosopographique et celle des relations inter-ethniques. Autant que sa méthodologie, c'est sa personnalité qui a assuré son rayonnement.

As a Marxist critical of Stalinism, George Haupt aimed to turn the study of the international labor movement into an instrument of praxis, by simultaneously working on the critical edition of sources and on monographs, and by exploring such fields as prosopography or the study of inter-ethnic relations. His personality, as well as his methodology, account for the deep influence he has exerted on historians.

Mikhaïl PANTELEIEV - *Les archives du Komintern à Moscou : possibilités et limites*

Les fonds du Komintern ont été constitués par étapes depuis 1930. Transférés en 1943 à l'IML, ils reposent depuis 1991 au CRCEDHC. Ils comprennent 237 000 dossiers sur la vie interne de l'IC et de ses organisations satellites, celles de nombreux PC, ainsi que des épisodes comme la Guerre d'Espagne ou l'Incendie du Reichstag. Des documents ont disparu lors des purges et des différents transferts. De plus, malgré leur richesse, ces archives n'éclairent pas entièrement le mécanisme des décisions au sein du mouvement communiste.

The Komintern collections were built up gradually after 1930. Transferred in 1943 to the MELL, they have been housed at the RTsKhIDNI since 1991. They include 237 000 files concerning the life of the Communist International and its satellite organizations, the life of the Communist Party in many countries, and such specific episodes as the Spanish Civil War and the burning of the Reichstag in Berlin. Some documents have been lost in purges or during various transfers. In spite of their evident richness, these files have thus far failed to fully expose the decision-making process within the Communist movement.

Francesca GORI - *À propos de la publication des archives du Kominform*

Les archives du Kominform sont en voie d'inventoriage. Le fonds 575, qui comprend, entre autres, les minutes des réunions du Secrétariat, est particulièrement riche. Il nous donne une idée des matériaux recueillis par l'organisation auprès des partis affiliés. Il fait depuis peu l'objet d'une édition critique de l'Institut Feltrinelli, en langue originale et en anglais, permettant de suivre dans le détail la préparation des conférences d'octobre 47 et janvier 48, et comparant les documents du Kominform à ceux de Jdanov.

The archives of the Kominform are now being inventoried. Collection 575 which includes, among others papers, the minutes of the Secretariat meetings, is particularly rich. This collection gives us an idea of the various materials gathered by the center from affiliate parties. It has recently been the object of a critical edition sponsored by the Feltrinelli Institute in the original language and in English ; this enables us to follow in detail the preparation of the conferences held in October 1947 and January 1948, by comparing the contents of the Kominform's and Zhdanov's papers.

Bernhard H. BAYERLEIN - *Un aperçu des archives sur le communisme à Berlin et Potsdam*

Les archives de l'ex-RDA ont été réorganisées depuis la réunification allemande au prix de tractations complexes. La création de la *Fondation des Archives des Partis et Organisations de Masse de RDA*, placée sous contrôle des Archives fédérales, est le résultat de ces débats. Mais bien d'autres centres sont à disposition des chercheurs. Les fonds du KPD, constitués à partir de 1924, sont très importants, malgré des lacunes visibles et des critères de classement parfois contestables. Une mention également pour les fonds du SED et la Bibliothèque de la FAPOM-RDA dont les ouvrages sont mieux conservés que dans le reste de l'Europe centrale et orientale.

The archives of the former German Democratic Republic have been reorganized after prolonged negotiation following reunification. One of the concrete results of these debates has been the Foundation for the Archives of the Parties and Mass Organizations of the GDR, placed under the direction of the Federal Archives. But many other deposits are open to scholars. The KPD archives, begun in 1924, are very important, despite some visible silences and some dubious classification criteria. One must also mention the SED collections and the FAPOM-GDR library, with holdings that are much better preserved than those in the institutions of Central and Eastern Europe.

Robert COMEAU et Bernard DANSEREAU - *Les archives sur la répression anticomuniste au Québec et au Canada, 1919-1956*

Les communistes canadiens ont subi dès l'origine une répression très dure des autorités fédérales. Assimilés à des ennemis de l'État, ils ont fait l'objet de multiples lois d'exception et de procès retentissants. Le zèle de l'État canadien a également touché le mouvement syndical. Les archives sont donc essentiellement d'origine policière. Consultables aux Archives nationales d'Ottawa, elles permettent de bien connaître les circuits de répression et une partie des activités communistes.

From its origins, the Canadian Communist Party was constantly harassed by federal agencies. Considered enemies of the state, the Communists were targeted by numerous laws of exception which resulted in show trials. The repressive zeal of the Canadian state also targeted the unions. Most of the archives available originate, as a consequence, from police sources. These collections may be consulted at the Federal Archives in Ottawa, and they expose at the same time the official agencies of repression as well as some of the Communist's activities.

Pierre BROUÉ - *Les archives de Trotsky*

Les Archives Trotsky de Harvard ont une histoire mouvementée. Certaines, comme la correspondance avec L. Sedov, n'ont reparu que très récemment. D'autres ont dû être rachetées à des personnes qui niaient les détenir. D'autres enfin ont été détruites par Trotsky pour des raisons de sécurité. Il n'empêche que les fonds, bien classés, ont une valeur exceptionnelle, en particulier pour l'histoire de l'URSS, de l'Allemagne et de la Chine. Il est donc pour le moins étonnant que des chercheurs aient « oublié » de les consulter !

The history of Trotsky's archives has been a contentious one. Some papers, such as his correspondence with Sedov, have resurfaced only lately. Others had to be purchased from persons, who had denied having them. Several files were destroyed by Trotsky himself for reasons of security. Yet these collections, properly inventoried, retain a large degree of importance, particularly with regards to the history of the USSR, Germany and China. To say the least, it is most surprising that some scholars appear to have « forgotten » to consult them.

Denis PESCHANSKI - *Pour une utilisation raisonnée des archives*

À partir d'une double expérience personnelle de chercheur et d'éditeur de textes, il s'agit de souligner la richesse incontestable des archives du Komintern, en précisant les pistes qui apparaissent déjà comme les plus prometteuses, mais également de s'interroger sur les effets pervers pour la recherche et les chercheurs ce qui impose de rappeler quelques évidences sur les sources et leur traitement, puis sur les modalités de leur diffusion nécessaire et, en France, insuffisante.

Relying on my twofold personal experience as a scholar and documentary editor, I would like to underscore the absolute richness of the Komintern's archives and to highlight the most promising research areas underway ; I would also like to raise the possibility of counterproductive effects that might threaten historical research and the work of scholar. This leads me to insist on certain observations concerning the sources and the proper way to deal with them, and how they could be edited and published (which is necessary, but too often neglected in France).

Aldo AGOSTI - *L'historiographie du Komintern et ses sources jusqu'en 1990*

Aldo Agosti examine si et dans quelle mesure les conclusions relatives à l'histoire du Komintern antérieures à 1990 ont conservé leur pertinence par suite de l'ouverture des archives de Moscou. Il montre que certaines d'entre elles ont été validées par les documents nouvellement accessibles, tandis que d'autres ont fait l'objet d'une remise en question. Il met en garde contre la tentation de rechercher le « scoop » ou le sensationnel, et rappelle l'importance qu'il y a à ne pas traiter l'histoire du communisme en y voyant seulement l'instrument de la politique étrangère de Moscou, mais en prenant au contraire en compte les différents contextes nationaux.

Aldo Agosti tries to discuss whether and how the conclusions of Comintern historiography previous to 1990 are still valuable after the opening of the archives in Moscow. He argues that some of these conclusions have been confirmed by new documents, whereas others are put in question. He warns against the temptation of « scoops » and « sensationalism », and reminds the importance of dealing with the history of communism not only as a tool of Moscow's foreign policy, but also in its relations with every single national background.

Claude PENNETIER - *À propos du dictionnaire biographique des Kominterniens*

Présentant le *Dictionnaire biographique des Kominterniens* (en cours de préparation) qui s'inscrit dans la filiation des dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier (*Maitron*), l'auteur s'interroge sur les transformations de l'encadrement international du Komintern entre sa création en 1919 et sa dissolution en 1943. Qu'est-ce qu'un kominternien ? S'agit-il uniquement des militants affectés et rétribués par les services du Komintern ou faut-il s'intéresser également à ceux qui, dans chaque parti national, sont les relais directs de l'action du Komintern ? Les dossiers individuels conservés dans les archives du CRCEDHC permettent de légitimer les choix et de proposer une sociobiographie des cadres internationaux.

In presenting the forthcoming Biographical Dictionary of the Komintern, which comes as a continuation of the existing biographical dictionaries of labor movements (for instance the Biographical Dictionary of the French Labor Movement), the author examines the transformation of the international cadre of the Komintern between its formation in 1919 and its dissolution in 1943. Who were its members ? Were they only the militants whose assignment and salary depended on the Komintern itself, or should those members of national parties who locally implemented its instructions also be taken into consideration ? The individual files preserved in the archives of the CRCEDHC can help justify the choices made and contribute to writing a sociobiography of the international cadre.

Jean VIGREUX - *Les archives du Krestintern*

Les archives du Krestintern et de l'IAI offrent un corpus important pour appréhender la politique paysanne de l'IC. Ces archives invitent dans un premier temps à « vérifier » les acquis historiographiques, mais donnent aussi matière à de nouvelles recherches fondées sur les cas nationaux, les cadres, et aussi sur le discours politique communiste destiné à la paysannerie.

The archives of the Krestintern and AII constitute an important documentation of the Komintern's policy towards peasants and farmers. These archives invite us to revisit some historiographical truisms. They also make possible new investigations concerning diverse national contexts, the cadre, and the communist political discourse destined to peasants and farmers.

Michel DREYFUS - *Le débat sur le « syndicalisme à bases multiples » à travers les archives du Profintern... et quelques autres*

A travers les archives du Komintern, mais aussi celles du Musée social à Paris, de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, d'autres encore, il est possible de suivre le débat sur le « syndicalisme à bases multiples » qui, commencé dans la CGT vers 1907, se poursuivit ensuite à la CGTU vingt ans plus tard. Ce syndicalisme à bases multiples traduit la volonté de mener l'action syndicale sur le plan revendicatif, mais aussi au niveau de la prise en charge à long terme des besoins sociaux du monde du travail. On devrait en voir toutes les conséquences à la CGT à partir de la Libération.

The archives of the Komintern, but also the sources available at the Musée social in Paris, at the IISG in Amsterdam, and elsewhere, make it possible to follow the debates concerning « le syndicalisme à bases multiples », a discussion initiated in the CGT circa 1907, which was broached again in the the CGTU two decades later. This original conception of syndicalism expressed a desire to fight for immediate demands, but also the necessity to cater for the long-term social needs of labor. The logical outcome was to appear clearly within the approaches developed by the CGT after World War II.

Monty JOHNSTONE - *Le parti communiste britannique vu de Moscou ou de Londres au temps du Komintern*

Le CPGB fut fondé en 1920-21 sous l'influence de la Révolution d'Octobre, par la fusion d'un certain nombre de petites organisations marxistes. Tout en soutenant la ligne du PCUS et du Komintern sur les questions russes, les communistes britanniques eurent des désaccords avec ces organisations sur diverses questions concernant directement la Grande-Bretagne, en particulier au sujet de l'application de la ligne « classe contre classe » à la fin des années 1920, et lorsqu'elles se déclarèrent contre la guerre en 1939.

The CPGB was formed in 1920-21 under the influence of the October Revolution by the fusion of a number of small Marxist organisations. Whilst supporting the line of the CPSU and the Comintern on Russian questions, British Communists had disagreements with them on questions directly affecting Britain, notably on the introduction of its « class against class » line in the late twenties and its anti-war line in 1939.

Silvio PONS - *La direction stalinienne et le Kominform : quelques réflexions sur la conférence de 1947*

La fondation du Kominform est, à la lumière des archives, envisagée comme un processus dont les différentes composantes sont analysées : les préoccupations diplomatiques de l'URSS, le rôle de Staline et surtout celui de Jdanov apparaissent essentiels. En cette occasion pourtant la politique soviétique n'apparaît pas exempte d'incertitudes et de fluctuations incarnées par la tonalité différentes des interventions de Malenkov et Jdanov qui personnifient deux lignes entre lesquelles la politique étrangère de l'URSS évolue les années suivantes.

The founding of the Kominform, as revealed by available archives, is analysed as a process with diverse components : the diplomatic interest of the USSR, the personal role played by Stalin, and, above all, that played by Zhdanov seem essential to this process. In this case, however, Soviet foreign policy appears not to have been exempt from doubts and hesitations apparent in the difference of tone in contributions by Malenkov and Zhdanov, who personified the two fluctuating lines of Soviet foreign policy during the following years.

Brigitte STUDER - « *Secrets d'organisation* » et accès au savoir : ce que les archives russes nous apprennent sur les pratiques du pouvoir dans le Komintern

L'ouverture des archives soviétiques en 1991 a permis aux chercheurs d'accéder au cœur même de l'histoire du Komintern. Pourtant, cela n'a pas été sans poser problème, provoquant une « poussée de positivisme », à savoir un certain retour vers l'événementiel et une focalisation souvent très étroite sur l'histoire politique au détriment d'autres approches. Cet article montre cependant que des champs de recherche inédits dans l'histoire sociale, culturelle, mais aussi politique du communisme, s'ouvrent. A condition toutefois d'utiliser de manière critique cette masse de sources et de réfléchir à ses lacunes, dont les causes sont instructives pour comprendre le phénomène du pouvoir et le fonctionnement de la « pratique du secret » au sein de l'organisation internationale.

The opening of the Soviet archives in 1991 made it possible for scholars to get at the very heart of the history of the Komintern. Yet, this did not take place without difficulties, leading to a resurgence of « positivism », i.e. a noticeable return to an event-based approach and a narrow focus on political history to the detriment of other approaches. As this paper shows, entire new areas of research in the social, cultural, but also political history of communism are now open. They rely on one condition however : that the mass of information available be used critically, and its many silences analysed, since it is essential to understand the origins of these archives to grasp how power was exerted and how secrecy was instrumentalized within the international organization.

Peter HUBER - *Les organes dirigeants du Komintern : un chantier permanent*

Les problèmes organisationnels du Komintern sont réévalués grâce à ses abondants fonds d'archives dont l'exploitation systématique demandera des années. L'étude met en valeur le développement progressif de l'appareil politique et administratif central avec ses réorganisations successives en 1926 et 1935. Une analyse détaillée de la composition des différents organes fonde une interprétation de ces restructurations.

The organisational problems of the Komintern may now be reevaluated thanks to rich archival collections, whose systematic exploration will certainly take years. This study underscores the apparatus, and its successive restructuring in 1926 and 1935. A detailed analysis of the composition of its various organs provide the basis for a new interpretation of these reorganizations.

Sabine JANSEN - *L'apport des archives de Moscou à l'histoire du radicalisme*

L'apport au radicalisme partisan des fonds de nature très diverse consultables à Moscou est inégal et ponctuel. Il concerne des personnalités, des organisations et des stratégies politiques dont un certain nombre était déjà bien connu. Plus riche, en revanche, est celui qui a trait au radicalisme de gouvernement et aux représentations qu'il génère dans la culture politique communiste. Si l'on néglige les périphéries et les « ions libres », l'ouverture des archives de l'ex-URSS n'a provoqué ni révélation ni révolution, mais elle a permis de confirmer et d'enrichir l'historiographie existante.

The relevance of the diverse archival collections now available for consultation in Moscow for understanding the French Parti radical is uneven and often limited in scope. They offer some new information about luminaries, political organizations, or political strategies, many of which were already well-known. They are richer, however, concerning the governmental action of the radicaux, and their representation in the political culture of communism. With the exception of some peripheral points and a few « maverick individuals », the opening of the archives in the former USSR has produced no revelation and no revolution ; but it has contributed to enrich substantially the current historiography.

Rémi SKOUTELSKY - *Les archives des Brigades internationales et l'analyse prosopographique*

Désormais accessibles, les archives des Brigades internationales déposées à Moscou livrent des milliers de biographies permettant une prosopographie des volontaires d'une grande ampleur. Rapports, correspondances, etc. permettent également de suivre le fonctionnement des Brigades internationales de l'intérieur.

Now open to the scholars, the archives of the International Brigades preserved in Moscow give access to thousands of biographies, rendering possible a large-scale prosopography of the volunteers. Reports, correspondences, etc. help craft an insider's view of the manner in which the Brigades operated.

Antonio ELORZA - *Le Front populaire espagnol à travers les archives du Komintern*

Il s'agit de reconstruire la trajectoire du Front populaire en Espagne, depuis ses origines jusqu'à la fin de la guerre civile, tout en soulignant la diversité des perspectives qui existe parmi les dirigeants du mouvement communiste s'occupant de la « révolution espagnole ».

The point is to reconstruct the trajectory of the Popular Front in Spain, from its inception to the end of the Civil War, stressing the diversity of perspectives among the leaders of the communist movement in charge of the « Spanish revolution ».

Serge WOLIKOW - *L'histoire du PCF comme section nationale à l'épreuve des archives de l'IC*

L'ouverture progressive des archives de l'IC n'a pas été sans effet sur la manière d'écrire l'histoire de ses sections nationales. En mettant à la disposition des chercheurs des données sur les modes de fonctionnement, les relations entre le centre de l'IC et sa périphérie, elle rend possible une vision plus complexe des relations avec les sections nationales. Elle éclaire l'imbrication entre une culture communiste internationale de plus en plus marquée par le stalinisme et celle du parti communiste d'un pays donné, en l'occurrence celui de la France, avec son système politique et son histoire spécifique. Cette approche, restitue mieux la complexité de ces rapports.

The progressive opening of the Communist International's archives has indeed affected the way the history of its national sections is being written. By providing scholars with data clarifying the manner in which the organization operated and the relationship between center and periphery, it enables them to gain a more complex insight into the relationship between the International and its national sections. It helps throw a new light on the overlap between an international communist culture, more deeply influenced by Stalinism, and that of a given country, in this case France, with its particular political system and history. Such an approach gives a more faithful account of the complexity of this relationship.

PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE
- NOUVELLE SERIE -

(Collection de volumes in-8° fondée en 1928)

- I — A. BOLTARIC, G. CONNES, P. PETOT et L. STOUFF, *Mélanges*, 1928, 135 p.
- II — *A la mémoire d'Emile Roy* (Recueil *in memoriam* contenant notamment le *Dit du Prunier*, poème du XV^e siècle, édition et glossaire, par E. Roy, prof. de litt. française à la Fac. des Lettres de Dijon). 1929, XXIII-75 p.
- III — Louis STOUFF, *Essai sur Mélusine, roman du XIV^e s. par Jean d'Arras*, 1930, 175 p., 9 pl.
- IV — Simone FIZAINÉ, *La vie politique dans la Côte-d'Or sous Louis XVIII*, 1931, XV-272 p.
- V — *Mélusine, roman du XIV^e siècle, par Jean d'Arras*, publié par L. STOUFF, 1932, XIII-337 p., 1 planche.
- VI — Marcel BOUCHARD, *L'Académie de Dijon et le premier discours de J.-J. Rousseau*, 1950, 109 p.
- VII — Robert FOLZ, *Le souvenir et la légende de Charlemagne dans l'Empire germanique médiéval*, 1950, XXIV-624 p., 1 carte (épuisé).
- VIII — Geneviève BIANQUIS, *Etude sur Goethe*, 1951, 172 p.
- IX — *Travaux de la Faculté des Sciences* (Sciences naturelles). (en dépôt à Paris : Presses Universitaires).
- X — Jean-Lucien GAY, *Les effets pécuniaires du mariage en Nivernais*, 1953, 328 p. (en dépôt à Paris : Editions Domat-Montchrestien).
- XI — François BUGNON, *Recherches sur la ramification des Ampélidacées*, 1953, 160 p. (en dépôt à Paris : Presses Universitaires).
- XII — Jean RICHARD, *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché, du XI^e au XIV^e siècle*, 1954, XL-572 p.
- XIII — Paul LEBEL, *Principes et méthodes d'hydronymie française*, 1956, XXXII-392 p.
- XIV — Henri DROUOT, *Une carrière : François Rude. Avec un avant-propos consacré à Henri Drouot et une bibliographie de ses travaux*, 1958, 120 p., 8 planches.
- XV — Robert LAURENT, *Les vigneronns de la Côte-d'Or*, 1958, t. I, 576 p., t. II, 288 p.
- XVI — *Actes du colloque sur les influences helléniques en Gaule* (Dijon, les 29-30 avril-1^{er} mai 1957), 1958, 156 p., 20 planches.
- XVII — Jean-Paul MOREAU, *La vie rurale dans le sud-est du Bassin parisien*, 1958, 340 p., 30 pl.
- XVIII — Pierre RAT, *Les pays crétaqués basco-cantabriques*, 1959, 528 p., 12 p. de planches hors texte. (en dépôt à Paris : Presses Universitaires).

- XIX — Raymond OURSEL, *La dispute et la grâce. Essai sur la Rédemption d'Abélard*, 1959, 96 p.
- XX — René JOFFROY, *L'oppidum de Vix et la civilisation ballstattienne finale dans l'Est de la France*, 1960, 210 p. 81 planches.
- XXI — Pierre de SAINT JACOB, *Les paysans de la Bourgogne du Nord, au dernier siècle de l'Ancien Régime*, 1960, 544 p., 1 hors-texte.
- XXII — René TERNOIS, *Zola et son temps*, Londres, Rome, Paris, 1961, 696 p.
- XXIII — Françoise HUBERT, *Les finances municipales de Dijon, du milieu du XIV^e siècle à 1477*, 1961, 282 p., 3 hors-texte.
- XXIV — André ARMENGAUD, *L'opinion publique en France et la crise nationale allemande en 1866*, 1962, 148 p., 1 hors-texte.
- XXV — Francis PRUNER, *Antoine, Lettres à Pauline*, 1962, 348 p.
- XXVI — André LEGUAI, *Les ducs de Bourbon pendant la crise monarchique du XV^e siècle. Contribution à l'étude des apanages*, 1962, XVII-219 p.
- XXVII — *Hommage à Maurice Blondel*, 1962, 58 p.
- XXVIII — Pierre de SAINT JACOB, *Documents relatifs à la communauté villageoise en Bourgogne*, 1962, 160 p.
- XXIX — Henri TINTANT, *Les Kosmocrératidés du Callovien inférieur et moyen d'Europe occidentale*, 1963, texte 504 p. Atlas 120 p. (en dépôt à Paris. : Presses Universitaires).
- XXX — *Etudes sur le Contrat social de Jean-Jacques Rousseau*. Actes des Journées d'étude tenues à Dijon les 3, 4, 5 et 6 mai 1962, 1964, 535 p.
- XXXI — *Hommage au Professeur Pierre Etienne-Martin*, 1964, 32 p. (en dépôt à l'Université de Bourgogne).
- XXXII — E. de SAINT-DENIS, *Essai sur le rire et le sourire des Latins*, 1965, 304 p.
- XXXIII — François GERMAIN, *Edition critique de "l'enfant maudit"*, d'Honoré de Balzac, 1965, 360 p.
- XXXIV — Norbert JONARD, *Poésies inédites ou rares de Giuseppe Baretti*, 1965, 208 p.
- XXXV — André MALFT, *Le Traité théologico-politique de Spinoza et la pensée biblique*, 1966, 319 p.
- XXXVI — Jean BART, *Recherches sur l'histoire des successions "ab intestat" dans le Droit du duché de Bourgogne du XIII^e à la fin du XVI^e siècle*, 1966, 349 p.
- XXXVII — Claude TREYER, *Sabara 1956-1962*, 1966, 344 p., 2 cartes h.-t.
- XXXVIII — René TERNOIS, *Zola et ses amis italiens*, 1967, 170 p.
- XXXIX — Rolande GADILLE, *Le vignoble de la Côte bourguignonne*, 1967, 686 p., 49 cartes et graphiques, 1 carte hors-texte.
- XL — Hanifa KAPIDZIC-OSMANAGIC, *Le Surréalisme serbe et ses rapports avec le Surréalisme français*, 1968, 281 p.
- XLI — Jacques FROMENTAL, *La réforme en Bourgogne au XVI^e siècle*, 1968, 223 p.
- XLII — Norbert JONARD, *Italo Svevo et la crise de la bourgeoisie européenne*, 1969, 230 p.

- XLIII — Jean-René SURATTEAU, *Les élections de l'An VI et le "Coup d'Etat du 22 Floréal" (11 mai 1798)*, 1971, 459 p.
- XLIV — Ana GOLDIS POALELUNGI, *L'influence du français sur le roumain (Vocabulaire et syntaxe)*, 1973, 472 p.
- XLV — *Alésia, Textes littéraires antiques et textes médiévaux*, 1973, 177 p.
- XLVI — *Colloque de Dijon, 1972, L'idéologie de l'impérialisme romain*, 1974, 157 p.
- XLVII — Yves BATICLE, *L'élevage ovin dans les pays européens de la Méditerranée occidentale*, 1974, 600 p.
- XLVIII — Pierre MAGNARD, *Nature et histoire de l'apologétique de Pascal*, 1975, 430 p.
- XLIX — Philippe JOBERT, *La notion de donation. Convergences. 630-750*, 1977, 238 p.
- L — Norbert JONARD, *Giacomo Leopardi. Essai de biographie intellectuelle*, 1977, 402 p.
- LI — *Actes du colloque tenu à Dijon par l'Association Interuniversitaire de l'Est les 14 et 15 mars 1975, Transports et voies de communication*, 1977, 368 p.
- LII — Jacques LANDRIN, *Jules Janin, Conteur et romancier*, 1978, 655 p.
- LIII — Maurice COLIN, *Fables de Krylov, Traduction et commentaire*, 1978, 279 p.
- LIV — Jean-Pierre MARQUE, *Institution municipale et groupes sociaux : Gray, petite ville de province (1690 à 1790)*, 1979, 420 p.
- LV — Norman H. PAUL, *Bibliographies Jacques Copeau*, 1979, 244 p.
- LVI — Maryvonne PERROT, *L'homme et la métamorphose*, 1979, 385 p.
- LVII — *Actes du IX^e congrès de la Société des Historiens Médiévistes de l'enseignement supérieur public*. Dijon, 2-4 juin 1978, Occident et Orient au X^e siècle, 1979, 288 p.
- LVIII — *Recherches sur les Artes à Rome*, 1978, 154 p.
- LIX — Maurice COLIN, *Pouchkine, Eugène Oniéguine, traduction et commentaire*, 1980, 216 p.
- LX — Michel MANGIN, *Un quartier de commerçants et d'artisans d'Alésia*, 1981, Tome I (texte), 400 p., Tome II (planches), 300 p.
- LXI — Jean-Marie PAUL, *D.F. Strauss (1808-1874) et son époque*, 1982, 553 p.
- LXII — Jean CHIFFRE, *Les aspects géographiques des communautés familiales de France centrale. Contribution à l'analyse du paysage rural*, 1985, 349 p.
- LXIII — *Un fabuleux destin : Flora Tristan*, présenté par Stéphane MICHAUD, 1985, 264 p.
- LXIV — Arlette BROSELIN, *La forêt bourguignonne (1660-1789)*, 1987, 336 p.
- LXV — Dominique VIAUX, *La vie paroissiale à Dijon à la fin du Moyen Âge*, 1988, 226 p.
- LXVI — *Voyage et tourisme en Bourgogne à l'époque de Jefferson - Travelling through Burgundy in the age of Jefferson*. Textes réunis par Michel BARIDON et Bernard CHEVIGNARD, 1988, 155 p.
- LXVII — Claude GNOS, *L'écu, instrument de la politique agricole commune*, 1989, 75 p.
- LXVIII — Marcel VIGREUX, *La Société d'Agriculture d'Autun (1833-1914)*, 1989, 240 p., cartes.
- LXIX — Jean FOYARD, *Traité de Stylistique*, 1990, 150 p.

- LXX — *Vaux, village viticole (1850-1914)*, 1990, 416 p.
- LXXI — *Histoire et criminalité de l'Antiquité au XX^e siècle. Nouvelles approches*, sous la dir. de Benoît GARNOT, 1992, 544 p.
- LXXII — Claude GNOS, *Production, répartition et monnaie*, 1992, 170 p. (en dépôt à la société des Belles Lettres et à la faculté de sciences économiques et de gestion de Dijon, 4 bd Gabriel, 21000 - Dijon)
- LXXIII — *Arlequin et ses masques*. Actes du colloque franco-italien publiés par Michel BARIDON et Norbert JONARD, 1992, 206 p.
- LXXIV — Sophie CASSAGNES-BROUQUET, *Les couleurs de la norme et de la déviance. Les fresques d'Ambrogio Lorenzetti au Palazzo Pubblico de Sienne*, 1993, 89 p.
- LXXV — *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'Internationalisme, (1848-1956)*, sous la dir. de Serge WOLIKOW et Michel CORDILLOT, 1993, 256 p.
- LXXVI — Jean-Pierre MARTIN, *La vertu par la loi : la Prohibition aux Etats-Unis : 1920-1933*, 1993, 261 p.
- LXXVII — Christine LAMARRE, *Petites villes et fait urbain en France au XVIII^e siècle : le cas bourguignon*, 1993, 646 p.
- LXXVIII — *Ordre moral et délinquance de l'Antiquité au XX^e siècle*. Sous la dir. de Benoît GARNOT, 1994, 524 p.
- LXXIX — Sonia LACABANNE, *La nouvelle polynésienne*, 1994, 200 p.
- LXXX — *Le clergé délinquant (XIII^e-XVIII^e siècle)*. Sous la dir. de Benoît GARNOT, 1995, 192 p.
- LXXXI — *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*. Sous la dir. de Benoît GARNOT, 1996, 480 p.
- LXXXII — *Nicolas Rolin : chancelier de Bourgogne*. Sous la dir. de Herta-Florence PRIDAT, 1996, 228 p.
- LXXXIII — Benoît GARNOT, *Vivre en Bourgogne au XVIII^e siècle*, 1996, 352 p.